

POLITIQUE DU BLÉ

La Loi du 10 Juillet 1933

et son Application

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 12 Juillet 1934, à 15 heures

PAR

Robert MÉNASSEYRE

*Lauréat de la Faculté de Droit de Nancy
Diplômé de l'Institut des Sciences Politiques*

Membres du Jury :

Président... M. DE MENTHON, Professeur.
Assesseurs... { MM. BROCARD, Professeur.
 MARCHAL, chargé de cours.

TOUL
IMPRIMERIE TOULOISE

14, RUE MICHATEL

1934

POLITIQUE DU BLÉ :

La Loi du 10 Juillet 1933 et son Application

POLITIQUE DU BLÉ

La Loi du 10 Juillet 1933

et son Application

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 12 Juillet 1934, à 15 heures

PAR

Robert MÉNASSEYRE

*Lauréat de la Faculté de Droit de Nancy
Diplômé de l'Institut des Sciences Politiques*

Membres du Jury :

Président...	M. DE MENTHON, Professeur.
Assesseurs..	{ MM. BROCARD, Professeur. MARCHAL, chargé de cours.

TOUL
IMPRIMERIE TOULOISE

14, RUE MICHATEL

1934

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, ̄, ̄ I).

Doyens honoraires : MM. F. GÉNY (O *, ̄ I), MICHON (*, ̄ I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, ̄ I).

CARRÉ DE MALBERG (*, ̄ I).

ROLLAND (̄ I).

MOREL (̄ I).

GÉNY (F.) (O *, ̄ I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (̄ I), docteur en droit.

MM. GÉNY (O *, ̄ I), professeur de Droit civil.

MICHON (*, ̄ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ̄ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, ̄, ̄ I), professeur de Droit romain.

RENARD (̄ I), professeur de Droit public.

HENRY (̄ I), professeur de Droit criminel.

KRCELL (̄ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (̄ I), professeur de Droit international public

LESCOT (̄ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (̄ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (̄, ̄ A), professeur de Droit civil.

TROTABAS (̄, ̄ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

PARISOT (̄ A), professeur de Droit civil.

DE MENTHON, professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, docteur en droit, chargé de cours d'Economie politique.

BURDEAU, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

GÉNY (B.), docteur en droit, chargé d'enseignement.

BERTRAND (̄ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

Tombé au Champ d'Honneur

A MA CHÈRE MAMAN

*En témoignage de reconnaissance
et d'affection.*

A MES GRANDS-PARENTS

ET A TOUS LES MIENS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE :

M. le Professeur DE MENTHON

INTRODUCTION

Avant 1914, notre pays était rarement et faiblement importateur de froment ; mais durant la guerre et après l'armistice, il devient habituellement importateur.

En 1929 déjà, une récolte abondante pose le problème de l'écoulement d'un excédent de blé. Puis, deux mauvaises récoltes, en 1930 et 1931 nous obligent à importer pour deux milliards environ chaque année, de céréales étrangères.

Mais des conditions météorologiques exceptionnelles nous ont donné en 1932 et surtout en 1933 des récoltes très supérieures à nos besoins.

Nous sommes en présence de plus de vingt millions de quintaux excédentaires, alors que le monde entier a des greniers remplis.

La surproduction mondiale est donc d'abord responsable de la gravité de la crise française du blé.

L'origine en est à rechercher dans la période des hostilités. Il y eut en effet, de 1914 à 1918, un formidable développement de la production des pays d'outre-mer : Etats-Unis, Canada, Australie, République-Argentine.

Après l'armistice, peu à peu, les Etats d'Europe affaiblis, reconstituent progressivement leur production et prétendent ne plus être à la merci de leurs vendeurs.

Il s'en suivit un accroissement anormal des stocks mondiaux dans les pays d'outre-mer.

Et alors, ce fut, en présence d'une offre très abondante et d'une demande restreinte, l'effondrement des prix mondiaux. Les pays agricoles européens, soucieux de sauver leur agriculture, adoptèrent une politique de défense plus ou moins accentuée.

L'agriculture française aurait été sacrifiée si elle n'avait pas

affirmé nettement sa volonté de ne pas payer les frais de ces nouveaux « stocks américains ».

Mais nous aurions tort de croire que nous sommes en présence d'une situation unique, sans précédent dans le passé. Un ministre roumain écrivait en septembre 1930 :

« Nous nous trouvons en présence d'une crise agricole mondiale ressemblant, tant en ce qui concerne ses causes, que ses effets, aux deux grandes crises agricoles du siècle dernier, qui ont coïncidé, la première avec la fin des guerres napoléoniennes, la seconde avec la guerre franco-allemande de 1870. » (1)

A quoi imputer cette crise, en 1815, en 1871, comme en 1929, si ce n'est au déséquilibre entre la production et la consommation, conséquence des guerres. Mais la crise actuelle, ne l'oublions pas, en raison de la guerre de 1914-1918, plus générale, plus importante que les précédentes, est plus grave et a bouleversé plus profondément l'économie nationale.



Le problème du blé s'est posé sous des formes différentes en France depuis bien longtemps.

Un édit de 1571 proclamant que « le transport des grains est droit royal » constitue la véritable doctrine de la Monarchie, toujours alarmée par les disettes périodiques. On alla, sous Louis XIV, jusqu'à une véritable organisation commerciale : le « Blé du Roi », sorte d'office du blé maintenu au dix-huitième siècle malgré des vicissitudes peu brillantes, dont l'affaire connue sous le nom de « pacte de famine ».

La Révolution et l'Empire, avec leurs « greniers d'abondance » ou de « subsistance » ne furent pas plus heureux. Malgré les moyens de terreur employés, les comités de salut public étaient impuissants à assurer leur rôle de nourrisseurs du peuple. Au cours du dix-neuvième siècle, la politique économique de la France a plus que jamais été ballotée entre la conception libre échangiste ou celle du protectionnisme douanier. On cher-

(1) Le drame agricole, H. Queille, p. 193.

che à concilier les intérêts des producteurs de blé avec ceux des consommateurs en employant un système déjà essayé par Colbert, puis mis à la mode par l'Angleterre : l'échelle mobile. C'est un moyen terme entre le protectionnisme et le libre échange ; les lois du 16 juillet 1819 et du 4 juillet 1821 réglèrent ce système.

Les théories libérales du Second Empire sacrifièrent l'agriculture. Pendant toute cette époque, les cours du blé varièrent beaucoup d'une année à l'autre avec tendance marquée vers la hausse. Le renversement de la politique économique, commencé en 1853, parachevé en 1867 avec le simple droit de douane de 0,60 pour le blé, marquait l'abandon de la barrière douanière et allait ouvrir la grande crise agricole de 1890-1900. Abandonnés, les produits français ne tardent pas à baisser de prix, en moyenne de 40 % comparativement à la période précédant 1875.

Devant la misère des campagnes, le protectionnisme est peu à peu rétabli pour le blé ; des droits de douane sont portés à 3 fr. en 1885, à 5 fr. en 1887, enfin à 7 fr. en 1894 avec Jules Méline. Les cours remontent en 1910 à 27 et 28 fr. La protection douanière du blé stimule tous les marchés agricoles ; les prix de l'avoine se rapprochent de plus en plus de ceux du blé. La viande augmentait en dix ans de près de 40 % ; le lait doublait de valeur en certaines régions. Le monde semblait bien en équilibre économiquement quand survint la grande guerre. La volonté de vaincre et de sauver la Patrie fait employer et supporter des méthodes autocratiques économiquement condamnées, car extrêmement coûteuses et souverainement injustes. L'Etat devient l'acheteur de tous les blés français qu'il taxe immédiatement au-dessous du prix mondial.

L'Etat est le seul importateur.

La guerre, avec ses dévastations, et la révolution russe, ont permis aux nations d'outre-mer de développer leur production et d'utiliser les immenses progrès faits dans la motorisation, la mécanique et les industries chimiques. Après la paix, la restauration économique de l'Europe avance à pas de géant et en 1925, l'équilibre est rétabli. Les cours du blé sont de 100 fr. en 1920 ; 77 fr. en 1922 ; 109 fr. en 1924 ; 227 fr. en 1926 ; 148 fr. en 1928 ; 161 fr. en 1931 ; 106 fr. en 1932.

Mais en 1933 et 1934, à Anvers, on peut acheter du blé russe

à 35 fr., de l'australien à 42 fr., de l'américain à 36 fr ; le blé hongrois est descendu à 26 fr. le quintal.

*
**

Cette baisse accentuée des cours montre la gravité de la crise du blé depuis 1932 et la nécessité de défendre notre agriculture en suivant notre politique traditionnelle.

Il faut donc nous replier derrière notre politique douanière et empêcher toute atteinte au protectionnisme.

Si d'autre part, l'on défend le blé, il faut donner le même coefficient de protection aux céréales secondaires, à l'avoine, à l'orge, au maïs... Il n'y a pas pour un gouvernement une politique du blé, du vin, de la viande, etc..., mais une politique agricole unique.

Il ne faut pas surtout oublier la priorité du point de vue social en cette matière. Il est impossible d'abandonner à la ruine toute notre classe paysanne.

Mais il ne s'agit plus seulement de protection douanière ; et c'est là la difficulté exceptionnelle devant laquelle s'est trouvée notre politique du blé. Il faut surtout assurer l'écoulement ou la disparition de l'excédent de récolte pour éviter une chute catastrophique des cours sur le marché français.

*
**

Nous nous proposons d'envisager dans cet ouvrage la crise présente du blé en France sous ses principaux aspects et les différentes mesures adoptées pour y remédier. La loi du 10 juillet 1933 sera le point central et l'objectif précis de notre étude.

Mais pour bien comprendre une question si complexe, il est indispensable de situer le marché français du blé en face de la crise mondiale et d'étudier la politique gouvernementale suivie au début de la crise de 1929 à 1933.

Ayant rappelé dans nos deux premiers chapitres comment se présente la crise française et la politique des années précédentes, nous montrerons dans un troisième chapitre la situation exceptionnelle créée par la récolte de 1932 dont l'important

excédent devait conduire à des mesures également exceptionnelles, jugées indispensables pour éviter la chute complète des cours et le désastre de l'agriculture.

L'examen du projet gouvernemental, l'étude des différents contre-projets, les rapports des commissions de l'agriculture, des douanes et des finances des deux Chambres et surtout les discussions parlementaires feront mieux comprendre l'état d'esprit dans lequel fut votée la loi tutélaire du 10 juillet 1933.

Enfin, un cinquième chapitre, très important, aura pour but d'analyser le contenu de cette loi « de salut public » qui répondait à la nécessité d'une énergique et décisive intervention : en premier lieu, sa principale disposition, l'institution du prix minimum de 115 fr. par quintal de blé pour la période du 15 juillet 1933 au 15 juillet 1934 ; en second lieu les différentes mesures de soutien : le stockage, le report, la dénaturation, l'exportation compensatrice...

Si la mesure prise était vraiment indispensable, les difficultés que suscitait son application restaient sérieuses. Nous envisagerons alors dans les chapitres suivants le sort de cette loi et les moyens employés pour combler les lacunes d'une loi urgente et nécessaire qui, tout en ayant de grands mérites, était cependant loin d'être parfaite.

Nous nous demanderons ensuite quelle est notre situation au début de la prochaine campagne ? Quel système adopter à l'expiration du délai du 15 juillet 1934 ? : prix minimum intégral ? prix minimum réduit ? liberté complète par le jeu de la loi de l'offre et de la demande ? Quelles mesures techniques établir pour résorber un excédent de l'ordre de plus de 25 millions de quintaux de blé qui pèse sur notre marché ?

Enfin, il est incontestable que la crise du blé a eu une répercussion sur le marché des céréales secondaires et celui du bétail, qui ont vu l'effondrement des cours. Nous envisagerons ce point de vue dans un dernier chapitre.

Enfin, nous chercherons dans notre conclusion, à dégager les principes directeurs d'une politique française du blé.

CHAPITRE PREMIER

LE MARCHÉ FRANÇAIS DU BLÉ EN FACE DE LA CRISE MONDIALE

SECTION I. — LA CRISE MONDIALE DU BLÉ

I. Généralités

Le service d'études économiques de la Société des Nations a publié en 1932 un ouvrage « Situation économique mondiale ».

Il s'agit là d'une publication d'un intérêt primordial, tant par l'importance des événements qu'elle relate que par la clarté de l'exposé et des commentaires.

D'une façon générale, la production mondiale a subi, depuis 1929, une forte régression. Ce recul concerne surtout la production industrielle. Quant à la production agricole, elle se borne à marquer un palier dans son mouvement de hausse. Il faut même noter que de 1929 à 1932, la production des céréales s'est accrue de 4 %. Cet accroissement est dû au fait que la protection douanière a maintenu les prix des produits alimentaires, tel le blé, au-dessus des niveaux mondiaux.

Dans l'ensemble, il est difficile de soutenir qu'il existe actuellement une importante surproduction de denrées agricoles. Au contraire, il est très possible qu'une modification relativement faible de la demande pose un problème de sous-production et de pénurie. Une telle conclusion peut paraître paradoxale à une époque où l'on se préoccupe, à un tel point de l'accumulation des stocks de denrées agricoles, et de matières premières qui pèsent sur les marchés mondiaux. L'expérience de la dernière

crise de 1920-1921 suffit cependant à démontrer avec quelle rapidité peuvent disparaître des stocks considérables de matières premières, lorsque le commerce se rétablit et que la demande reprend.

Nous constatons la stabilité de la production mondiale agricole en 1932-1933 ; mais par contre, durant cette même période, les prix ont accusé une chute profonde. Cette baisse est due en partie au développement progressif du protectionnisme qui a eu pour résultat d'isoler les uns des autres les divers marchés nationaux. La baisse s'est accentuée surtout dans les pays exportateurs alors que les pays importateurs, grâce à des mesures spéciales renforcées, ont réussi à maintenir les prix intérieurs à un niveau relativement élevé.

De janvier 1929 à mars 1933, le pourcentage de la baisse de la valeur totale des produits agricoles a été, par exemple, de 61 % au Canada, pays exportateur, de 30,4 % en France et de 27 % en Autriche, pays importateurs.

*
**

Cette baisse caractérisée des prix a provoqué la détresse de l'agriculture.

Parmi les pays producteurs agricoles, il faut distinguer ceux qui consomment leur propre production et ceux qui trouvent dans l'exportation le principal pouvoir d'achat sur les marchés mondiaux. Grâce au protectionnisme, le revenu des pays du premier groupe a moins diminué que dans les pays du second groupe.

En Europe, ce furent surtout les pays danubiens qui eurent à souffrir de la crise. L'agriculture constitue pour eux une industrie d'exportation. La production agricole est passée de 54 millions de quintaux après la guerre, à 78 en 1924-1928, à 105 en 1930. Il s'en suit que la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et la Yougoslavie ne peuvent concurrencer, étant donné le prix de revient élevé, les blés d'outre-mer.

Mais la détresse des fermiers américains, endettés et possesseurs de stocks importants, est encore plus grande que celle des agriculteurs européens.

En définitive, sauf dans quelques pays où l'agriculture dépend principalement d'un marché intérieur protégé, la crise a causé des difficultés extrêmes aux communautés agricoles.

Cette crise a donc provoqué une diminution sensible des revenus et, bien plus, un anéantissement des bénéfices accumulés, ce qui est plus grave.

On peut donc résumer la situation de cette dernière période 1932-33 en notant tout spécialement l'effondrement des prix pour une production stabilisée.

*
**

Après avoir envisagé la caractéristique générale de la crise agricole, la stabilité de la production par rapport à la réduction d'activité de l'ensemble des industries, nous allons examiner spécialement la production mondiale du blé et sa consommation. Nous bornerons spécialement nos explications à l'étude des statistiques des années 1931, 32 et 33.

II. *La production du blé*

Avant la guerre : la production mondiale du blé, d'après les statistiques de l'Institut International de Rome, était de 950 millions de quintaux environ. Les pays exportateurs en vendaient plus de 200 millions. La disparition de la Russie, qui fournissait annuellement à l'Europe 45 millions de quintaux, vint troubler profondément le marché.

Pendant la guerre, les pays d'outre-mer ont intensifié d'une façon prodigieuse leur production en froment. La production des Etats-Unis et du Canada passe de 240 millions de quintaux (1911-1912) à 300 en 1921 ; l'Amérique du Sud de 44 à 48, l'Australie de 28 à 39.

L'on peut donc noter une augmentation de 75 millions de quintaux.

Les principaux marchés *exportateurs* sont alors les *Etats-Unis*, qui cultivent des céréales à nombreuses variétés. Les voies de communication facilitent le transport du blé jusqu'aux élé-

vateurs terminaux et de là aux grands ports de l'Atlantique par la route des Grands Lacs ou par la route de l'Ohio. Mais c'est surtout le *Canada* qui est le grand fournisseur de l'Europe. Sa production s'accroît considérablement grâce à l'emploi très poussé du machinisme, et proportionnellement son exportation (70 % contre 30 %) est plus forte que celle des Etats-Unis.

Dans l'Amérique du Sud, la *République Argentine* fait des progrès énormes dans la culture des céréales, dont elle exporte 62 % de sa production.

L'*Australie*, le plus récent marché exportateur, construit des élévateurs et exporte des blés en Grande-Bretagne et au Japon.

Les *Indes Anglaises* font apprécier leurs froments qui, grâce à leur siccité, absorbent une grande quantité d'eau et ont un fort rendement en farine.

En Europe, la Roumanie produit, en 1927, 26.327.072 quintaux de blé et occupe, après la Russie, le deuxième rang et le septième dans la production mondiale. La Bulgarie, la Yougoslavie, la Hongrie exportent également de grandes quantités de froment vers l'Europe.

Les grands marchés *importateurs* sont l'Angleterre, qui reçoit des blés de toutes les provenances se concentrant à Londres, à Liverpool, à Hull, à Glasgow.

La Belgique, par Anvers, importe surtout de la Plata et du Canada.

La Hollande, des Etats-Unis, du Danube, du Canada, par Rotterdam et Amsterdam.

La France produit presque suffisamment pour sa consommation intérieure et importe le nécessaire par Marseille, Strasbourg et le Havre.

Enfin l'Allemagne reçoit de partout des blés par Hambourg et Brême et en transit par Anvers et Rotterdam.

Depuis la guerre, nous assistons à une augmentation de la production des céréales et particulièrement du blé, ce qui devait engendrer la crise actuelle de surproduction.

Mais il faut remarquer toutefois que cette crise n'est pas accidentelle et provoquée par une série de récoltes exceptionnellement abondantes, mais qu'elle tient à l'augmentation des surfaces consacrées au blé dans les pays neufs et surtout du

fait que, dans ces pays, particulièrement dans l'Amérique du Nord, la culture, d'extensive qu'elle était, tend à devenir intensive. Les découvertes scientifiques et par suite l'amélioration de la production agricole ont joué également un grand rôle dans cette crise agricole que nous traversons.

La « Revue internationale d'agriculture », dans sa publication mensuelle de décembre 1933, donne le tableau suivant de la production mondiale du froment :

PRODUCTION MONDIALE DU FROMENT
(millions de quintaux)

	Pays imp.	Pays exp.	Total	Amér. du N.	Amér. du S.	Asie	Afrik	Océa.	Total	U.R.S.S.
Moyenne 1923-27.	251	88	339	329	75	109	29	39	920	189
1928	266	118	384	409	109	93	52	46	1073	220
1929	291	103	394	307	60	104	37	37	939	189
1930	249	122	371	351	74	124	31	60	1011	269
1931	265	126	391	337	72	111	36	53	1000	
1932	329	177	406	329	75	107	38	60	1015	
Prév. pour 33...	342	119	461	221	82	113	32	46	955	

Nous voyons donc, au lendemain de la guerre, la production mondiale du blé s'accroître progressivement de 1927 à 1928, subir une régression en 1929, augmenter en 1930, pour rester sensiblement stationnaire durant trois années et diminuer enfin en 1933.

III. Les superficies ensemencées dans le monde

Après la guerre, l'augmentation des emblavures, si l'on ne tient pas compte de l'U. R. S. S., a été en 1924 de 17,82 % par rapport à 1909-1913, et de 26,49 % en 1930. Si au contraire, l'on tient compte de la Russie soviétique, l'augmentation est réduite à 4,10 % pour les années 1924-28, à 23,60 % pour 1930. La diminution des ensemencements avait été en effet considérable depuis la guerre en U. R. S. S.

En considérant toutes les évaluations connues à l'heure actuelle, sur les superficies ensemencées en blé, l'on obtient les résultats suivants, en comparaison avec l'année passée :

SUPERFICIE EN BLÉ
(en millions d'hectares)

	1933	1932
Europe.	25.0	24.8
Canada	10.4	11.0
Etats-Unis	19.4	22.3
Indes britanniques	13.1	13.6
Afrique septentrionale ...	4.0	4.3
Australie	6.2	6.3
U. R. S. S.	94.6	35.9
	112.7	118.2

La réduction la plus forte est donc enregistrée aux Etats-Unis.

Si l'on admet que les superficies cultivées en blé dans les pays pour lesquels les données font encore défaut, sont cette année à peu près les mêmes que l'année passée, la superficie totale destinée au blé dans le monde —non compris l'U. R. S. S. — atteindrait environ 95 millions d'hectares, contre 99 en 1932. Si l'on se base sur une moyenne de rendement de 10,1 quintaux par hectare, la production serait d'environ 960 millions de quintaux, tandis que la récolte de 1932 a été de 1.000 millions de quintaux et la production moyenne de 1928-1932 de 1.004 millions de quintaux.

IV. *La consommation*

D'après la théorie de Malthus, la population a tendance à doubler tous les vingt-cinq ans, tandis que la production suit une progression arithmétique. La population augmenterait plus vite que les subsistances nécessaires à son entretien. Sombre perspective de misère et de famine ! Mais cette théorie pessimiste a été démentie par les faits. Malthus n'avait pas prévu que l'économie traditionnelle à base agricole deviendrait complexe. Dans les conditions normales des échanges et au rythme actuel de l'accroissement de la population, la disette ne peut plus théoriquement menacer le monde avant plusieurs siècles.

Les nations d'Europe et d'outre-mer regorgent de produits agricoles et industriels ; les biens se sont accrus plus vite que l'espèce humaine, contrairement à la théorie malthusienne.

Au dix-neuvième siècle, la consommation du blé a augmenté par suite de l'amélioration des moyens de communication et de la situation meilleure des classes paysannes et ouvrières. Mais, dans la plupart des pays, l'on constate actuellement une réduction de la consommation très sensible.

Ceci est dû à de multiples causes dont le machinisme, qui nécessite une nourriture plus légère. Le repas chaud à la cantine a remplacé le repas froid avec surtout du pain. Par le jeu de la loi de substitution, l'on consomme beaucoup plus de viande qu'autrefois.

Donc, tandis que la production croissait au rythme accéléré des ensemencements, la consommation individuelle diminuait au contraire dans beaucoup de pays.

Le tableau suivant le prouve :

Pays	1913-14	1926-27
Allemagne	92	65
Belgique	228	181
Danemarck	112	118
Espagne	163	151
Finlande	55	43
France	224	195
Grande-Bretagne	139	158
Italie	167	183
Norvège	43	65
Pays-Bas	120	117
Portugal	55	66
Suède	70	82
Suisse	142	131
Canada	312	188
Etats-Unis	146	133
Argentine	178	151
Japon	14	20
Australie	179	178
Nouvelle Zélande	163	160

L'on peut déduire de l'examen de ce tableau que six pays seulement ont augmenté leur consommation de froment : le Danemark, l'Italie, la Norvège, le Portugal, la Suède, le Japon.

Par contre, au Canada, en Allemagne, en Belgique, en Argentine, en France, la consommation a diminué sensiblement.

V. Gravité de la crise

Nous venons de constater une augmentation de la production du blé dans le monde et une diminution de la consommation ; cette situation devait engendrer une crise agricole redoutable dont la naissance remonte à 1929 et qui se prolonge encore de nos jours.

Or, la caractéristique de cette crise agricole qui est la plus grave de toutes celles dont le monde a souffert jusqu'à nos jours, est précisément de coïncider avec une crise industrielle. Il faut s'empresse de dire qu'il n'y a là qu'une simple coïncidence, car il existe un abîme entre les conditions de la production industrielle et celles de la production agricole. Cependant, une crise de surproduction du blé a sans aucun doute une influence sur la crise industrielle, elle l'aggrave en raison de la réduction du pouvoir d'achat des agriculteurs. En 1929, nous nous sommes trouvés en présence de la plus grave des crises industrielles, en face d'une consommation individuelle en diminution, et d'une progression mondiale régulière des superficies ensemencées et de la production du blé.

Si l'on avait laissé jouer les lois naturelles, la crise se serait dénouée par l'abandon de la culture par les entreprises les plus faibles, mais se soumettre au libre jeu des lois économiques paraît vraiment aujourd'hui dans beaucoup de cas impossible.

Nous nous sommes trouvés devant une surproduction annuelle de 120 à 130 millions de quintaux, d'où déséquilibre profond entre les possibilités de la consommation et les possibilités actuelles de la production mondiale qui tend à engendrer une surproduction permanente. Les chiffres le prouvent ; en 1909, 1913, l'on produisait environ 823 millions quintaux de blé ; en 1924, 954 millions ; en 1929, 969 millions et l'on devait récolter davantage dans les années qui suivirent. Il en est de même si l'on envisage le report mondial des stocks qui est en quelque sorte la surproduction visible ; en 1926, cet excédent est de 34

millions de quintaux, en 1927, de 51 ; en 1928, de 60 ; en 1929, de 120 millions.

Et cependant, malgré les résultats néfastes de cette surproduction, devant une crise du blé sans précédent, les pays exportateurs ont accru encore leurs emblavements et mis en culture les terres neuves aux frais plus réduits. En même temps, la Russie, concurrent redoutable pour les pays d'outre-mer, mettait en application son fameux plan quinquennal qui devait lui permettre d'exporter en moyenne près de 30 millions de quintaux par an. Par la socialisation de la terre et du capital, par la rémunération en nature du travail, elle arrivait à abaisser le prix de revient à un niveau que les pays soumis aux lois de l'économie traditionnelle ne pourront jamais atteindre.

Surproduction, défaut d'adaptation de l'offre à la demande, déséquilibre des prix et crise, tel est le processus du drame agricole de 1929 qui se prolonge encore aujourd'hui et menace de tourner en tragédie.

L'effondrement des cours devait rendre la situation des fermiers argentins, américains et canadiens extrêmement difficile. Le tableau suivant montre la baisse progressive des cours :

Marchés	Types	1913	25.29	30	31	32
Winipeg	manitoba Nort	 72.5	138.75	132.0	51.5	57
Chicago :	Winter	85.7	142.5	120.7	74.5	54
Buenos-Ayres :	Barletta	85.9	179.5	119.4	48.8	6 pesos 4

Il n'y a là rien d'anormal, puisque nous nous trouvions en effet, au Canada par exemple, le 31 août 1930, au début de la nouvelle campagne de vente, en présence d'un stock de 11 millions 739.000 quintaux, dont 1 million de la récolte de 1928.

Les stocks visibles, au 1^{er} janvier 1937, étaient les suivants :

Canada	56.254.000 qtx
Etats-Unis	54.088.000 qtx
Total.....	110.342.000 qtx

contre 111.336.000 quintaux au 28 décembre 1929, et 96.032.000 quintaux au 29 décembre 1928.

Et cependant, les producteurs d'outre-mer s'étaient organisés, afin de prévenir les crises de surproduction et de se défendre contre leurs conséquences. Ils avaient pris l'initiative d'une vaste entreprise visant à la fois à la stabilisation des cours sur le marché mondial : c'est l'exemple du Pool canadien. Les fermiers américains avaient la loi du 15 juin 1929 qui établissait le Federal Farm Board « pour développer la vente méthodique des produits agricoles par le moyen du commerce entre Etats ou du commerce extérieur et pour mettre l'agriculture sur une base d'égalité économique avec les autres industries » (1). Ces deux organismes avaient différé ou atténué la baisse des cours en retirant du marché d'importantes quantités de blé, et en donnant l'impression que leur effort serait poursuivi. Le gouvernement Hoover avait fait d'énormes sacrifices et avait doté les agriculteurs d'un crédit de 500 millions de dollars. Rien n'y fit. Devant les stocks considérables constitués, les cours du blé baissèrent d'une façon impressionnante. Alors qu'en 1930 le blé était coté 73 cents le boisseau, les cours de juillet 1932 s'étaient établis parfois à 25 cents le boisseau.

Il en est résulté un vif mécontentement dans les milieux agricoles qui eût d'importantes répercussions politiques. « *The Times* » rapporte qu'un fermier a préféré jeter dans la rue une charge de blé plutôt que de la céder à 27 cents le boisseau (1). Dans certaines régions, de véritables bagarres se sont produites entre des huissiers, représentant de créanciers, et des agriculteurs débiteurs.

Lorsqu'on circule en automobile dans les campagnes du Middle West, rapporte le « *Daily Telegraph* » de Londres, on n'a pas l'impression de la ruine, mais plutôt d'une richesse à l'abandon. On trouve dans le garage une voiture puissante, mais c'est un modèle ancien, et qui aurait bien besoin de pneus neufs. Les habitants ne s'en servent guère aujourd'hui, car ils ne peuvent pas payer l'essence. On voit des tracteurs se rouiller dans des fermes qui, il y a peu de temps, projetaient une mécanisation complète.

(1) Loi du 15 juin 1929.

(2) Queille : Le drame agricole, p. 53.

Dans le Minnesota, on n'a pas pris la peine de récolter les pommes de terre. Les fermiers ont invité les citadins à venir dans les champs et à récolter eux-mêmes les pommes de terre au prix de 2 pence 1/2 le boisseau.

Grâce à ces prix, beaucoup de familles de fermiers souffrent de misère au milieu de l'abondance. On n'a pas compris suffisamment la leçon des cultures diverses dans la zone du blé. Lorsqu'un fermier a vendu tout son blé en automne, il n'a rien que le prix qu'on lui en a donné pour vivre pendant tout l'hiver, payer ses impôts et l'intérêt de ses hypothèques.

Dans l'Amérique du Sud, en Argentine, le quintal de blé, en franc-or, passe de 38,9 en 1929 à 36,61 en 1930 et à 28 en 1931... Ce qui permettait de dire à Paul Morand: « A Rio, chaque matin, j'ai vu jeter à la mer quinze mille sacs de café ; à Buenos-Ayres, j'ai vu du blé à quarante francs le quintal, attendre en vain l'acheteur, tandis qu'en France on le paie cent soixante-dix francs... » (1)

La concurrence des grands pays producteurs d'outre-mer était encore aggravée par la crise de la marine marchande qui se traduisait par une baisse notable des frets. C'est ainsi que le transport d'un quintal de blé revenait moins cher de Buenos-Ayres à Marseille que de Paris à Marseille.

Le tableau suivant, des frets pour la première semaine de chaque année, le prouve suffisamment :

PORTS DU ROYAUME-UNI

	1913	1926-29	1930
	—	—	—
Northern	1.81	1.88	1.06
La Plata	2.91	3.36	1.89
Australie	4.61	5.20	3.10

En Europe, le groupe des pays danubiens, par suite de la surproduction, s'est trouvé dans un état déplorable. Les conférences ont eu beau se succéder à Bucarest, à Sinaïa et à Varsovie

(1) Ferganut : Le redressement agricole par l'association professionnelle. Thèse, Paris, 1933.

en 1930, à Belgrade, à Paris pour organiser le marché et faciliter l'écoulement des excédents, les blés danubiens, dans le marasme actuel de l'agriculture, arrivent à être vendus 27 francs le quintal !

SECTION II. — LA CRISE FRANÇAISE

Après avoir étudié les caractéristiques générales de la crise agricole et surtout de celle du blé dans le monde, nous allons envisager plus spécialement le marché français du blé depuis 1929, sous l'angle de la production et de la consommation, en insistant tout particulièrement sur la situation du producteur français.

I. *La production*

La France est à la fois un pays grand producteur et grand consommateur de blé.

Cela seul donne à l'étude de la crise actuelle un intérêt capital. Ce n'est là, du reste, qu'un côté d'une question plus vaste et plus générale : la question agraire. La culture du blé, en effet, n'est qu'un rouage dans un organisme délicat. On ne saurait étudier la culture du blé en France, sans l'intégrer dans toute la complexité de l'agriculture française.

Le blé, au ^{xix}^e siècle, a réalisé presque tous les progrès dont il était capable il a remplacé le seigle sauf dans les montagnes et sur les sols les plus pauvres. Mais ce qu'il faut noter comme le fait le plus important, c'est l'augmentation ininterrompue du rendement et, par suite, de la production.

Les grandes régions à blé sont principalement les régions à terres riches. Les cultures les plus étendues et les plus productives sont celles du Nord et de l'Ile de France, grâce à leurs limons fertiles. A ce double point de vue, les six départements de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais, de la Seine-et-Marne

et de la Somme, dans une commune émulation, tiennent presque toujours la tête de la production française ; ils font partie de la grande région à forts rendements qui embrasse la Flandre, l'Artois, la Picardie, la Brie, la Beauce qui a toujours été le grenier de la France et qui conserve encore sa prééminence.

Si nous consultons la *Revue internationale d'agriculture*, nous constatons qu'en 1931, par exemple, la production moyenne est de 75.491.000 quintaux ; en 1932, de 92.771.000, et en 1933-1934 de 92.171.000 quintaux.

La production varie avec une certaine fantaisie qui ne manque pas cependant de quelque régularité, comme le prouve ce tableau :

	Superficies ensemencées (1.000 hect.)	Production	Rendement à l'hectare (quintaux)
1921	5.382	88.034	16.35
1922	5.289	66.220	12.51
1923	5.533	74.998	13.55
1924	5.512	76.525	13.88
1925	5.614	89.905	16.09
1926	5.249	63.077	12.01
1927	5.287	25.250	14.22
1928	5.243	76.554	14.60
1929	5.159	87.053	16.87
1930	5.349	62.901	11.77
1931	5.300	75.491	
1932	5.434	90.771	
1933-34	5.406	92.171	16.57

Le plus fort rendement se trouve dans le Nord avec 30 quintaux en moyenne ; les plus faibles dans le Var avec 5,85, la Vaucluse avec 5,96 et les Bouches-du-Rhône avec 6,4.

Ce rapide aperçu prouve l'importance de la production française du blé. Elle représentait avant la guerre, au moins le 1/10 de la production mondiale, alors que la population française ne représente pas 3 % de la population du globe. On voit par là que la France est un grand pays producteur de blé dont la production annuelle peut être estimée à plus de 10 milliards de francs.

II. *La consommation intérieure*

Le pain est, par excellence, l'aliment national de la France. Dans le monde, il n'y a que trois pays dont la demande en froment soit supérieure à 200 kilos par tête d'habitant. Ce sont la France, la Belgique et le Canada. Ne dit-on pas très couramment que le Français est un individu qui consomme beaucoup de pain ! Mais chacun sait que le Français mange actuellement beaucoup moins de pain qu'il y a vingt-cinq ans par exemple. Les besoins évoluent et certains aliments sont, dans une certaine mesure, remplacés par d'autres. Le qualificatif « d'indispensable » que l'on donne au pain, comme à la viande ou au vin, dans notre pays, n'a en somme qu'une valeur relative susceptible de varier avec les habitudes et avec les conditions du marché. La consommation du pain, malgré les habitudes anciennes et fortes, n'est pas une quantité absolument fixe, comme le prétendait Sismondi, lorsqu'il critiquait vivement les progrès du machinisme, elle varie dans une certaine mesure suivant les besoins à satisfaire et les ressources des consommateurs.

Prenons un exemple : l'agriculteur français vit principalement des produits de sa terre ; sa consommation personnelle, en somme, varie peu avec les prix. Mais en période d'abondance, lorsque les cours des denrées sont très bas, le petit cultivateur se trouve obligé de consommer une bonne partie de sa production, car il ne trouve pas d'acquéreur, il va le moins possible chez l'épicier ou le boucher.

Au contraire, quand l'année est déficitaire, que les prix montent, il augmente son revenu, consomme moins ses propres produits et, à la ville voisine, utilise une bonne partie de ses recettes à l'achat de comestibles variés.

Les besoins des consommateurs, agriculteurs, ouvriers, salariés... varient donc suivant les circonstances, suivant les prix, suivant les revenus. Certes, la consommation du pain varie assez peu d'une année à l'autre, mais elle varie d'une façon très appréciable si on l'étudie sur un grand nombre d'années, 25 ans par exemple.

M. Halbwachs, professeur à l'Université de Strasbourg, dans son ouvrage sur l'évolution des besoins dans les classes ouvrière-

res, constate qu'au fur et à mesure que le bien-être s'accroît dans le peuple, l'on a une tendance à remplacer le pain par des aliments plus coûteux. Et comme en France la population est à peu près stationnaire, la consommation du pain a naturellement tendance à diminuer.

Le tableau suivant fera comprendre l'importance de ce problème de la consommation.

Nous utiliserons les moyennes décennales de quantités de froment consommées par tête, en hectolitres, depuis 1850.

QUANTITÉS DE FROMENT PAR TÊTE

	En hectolitres	Nombres relatifs
1871-80	2.9	116
1881-90	3.230	129
1891-1900	3.194	128
1901-13	3.2	128
1921-30	2.839	114

Quelle est aujourd'hui la consommation intérieure globale ?

Si l'on admet que la consommation par tête d'habitant est de 400 à 500 grammes de pain par jour, nous arrivons au total de $450 \times 365 \times 40.000.000 = 65.700.000$ quintaux.

A cela, il faut ajouter les autres éléments de la consommation : gluten et amidon, biscuiterie et pâtisserie, semoulerie et pâtes alimentaires, semailles, consommation des animaux.

Ce dernier élément est le plus variable ; il comprend la consommation des volailles, celle des animaux de boucherie, très difficile à estimer, et celle des chiens qui n'est pas sans importance. S'il y a par exemple 4 millions de chiens pour 5.702.000 fermes et si chaque chien consomme en moyenne 500 grammes de pain par jour, on arrive à un total de plus de 2.000 tonnes de blé par jour. La consommation des chiens s'élèverait donc à 7.300.000 quintaux de blé par an, soit environ 10 % de la consommation du pain en France.

Si nous faisons le total, nous arrivons au résultat suivant, comme consommation globale du blé en France :

Consommation humaine	65.700.000
Consommation des chiens	7.300.000
Ensemencements	11.000.000
Biscuiterie et pâtisserie	2.150.000
Semoulerie pour pâtes alimentaires.	1.500.000
Alimentation des volailles	2.000.000
Alimentation des porcs et bovins.	2.000.000
Total	91.650.000

Nous n'avons nullement la prétention d'établir des statistiques rigoureuses. Il est en effet impossible de déterminer d'une façon précise, complète, le chiffre de la consommation totale d'une nation par suite de l'existence de cette classe sociale des producteurs-consommateurs. Malgré tout, les statistiques officielles des différents Etats et celles de l'Institut international de Rome permettent des rapprochements dans le temps fertiles en conclusions.

III. *Particularités de la crise française*

La France est à la fois un pays grand producteur et grand consommateur de blé, mais elle a une situation à part qui peut se caractériser par deux traits généraux : elle est tantôt importatrice, tantôt exportatrice — elle doit exporter en effet une année sur trois — et, d'autre part, elle produit à un prix de revient trop élevé pour lutter avec avantage contre les pays plus favorisés.

« Alors que certaines nations, comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Belgique et dans une certaine mesure, l'Italie jusqu'à présent, doivent importer du froment chaque année régulièrement, que d'autres nations sont par contre normalement exportatrices, comme le Canada, les Etats-Unis et, en Europe, les pays danubiens, la France, avec la Pologne, se trouve dans une situation intermédiaire. » (1)

Rien ne démontre plus nettement la situation particulière de notre pays que les campagnes de 1929-1930 et de 1930-31 et combien difficile et complexe est le problème du blé.

(1) La politique du blé, par F. de Menthon. Revue « Politique », p. 1, octobre 1933.

En 1929, alors que la récolte ne s'annonçait pas très bonne, il a suffi de quelques semaines très favorables pour que les espérances de nos agriculteurs fussent partout dépassées. Or, nous basant sur une récolte future déficitaire, nous avons beaucoup importé. Nous nous sommes alors trouvés en présence d'une production indigène plus que satisfaisante et d'une quantité anormale de stocks de blés étrangers. Il en résulta un effondrement des cours et nous dûmes chercher le moyen de libérer le marché des excédents de marchandises.

En 1930, au contraire, la récolte se présentait bien, l'on envisageait déjà des mesures nouvelles pour favoriser l'exportation. Mais, par suite des intempéries durant plusieurs mois, les données du problème furent renversées et il fallut avoir recours aux importations de blés exotiques pour combler le déficit.

Ainsi donc, nous nous trouvions, à un an de distance, dans une situation presque absolument contraire au point de vue de l'approvisionnement en blé de notre pays.

Cela montre combien est difficile de réglementer et de régulariser le marché des blés. La nature capricieuse peut tromper les mieux avertis. Il est bien certain que si la dépendance de la nature peut être atténuée dans une certaine mesure, il n'en reste pas moins que le soleil et la pluie seront toujours les principaux auxiliaires de l'agriculture.

*
**

La seconde particularité du marché français est l'élévation du prix de revient par rapport aux marchés étrangers.

Ce prix de revient est le quotient d'une division dans laquelle le numérateur est représenté par la somme des frais de production et le dénominateur par la somme du produit obtenu, le nombre, par exemple, d'hectolitres ou de quintaux récoltés à l'hectare quand il s'agit du blé. C'est ce que J.-B. Say appelait prix réel ou prix originaire et ce que les économistes qualifient encore de prix normal. Il est déterminé par l'ensemble des frais de production et comprend de nombreux débours : l'intérêt et l'amortissement des capitaux fixes, la valeur totale des capitaux

circulants, les salaires des ouvriers agricoles et la rémunération de l'agriculteur, les impôts, les frais d'assurance.. et toute autre dépense obligée.

Il est extrêmement difficile de déterminer avec une précision suffisante le prix de revient du quintal de blé en France. Il va jusqu'à varier du simple au double suivant les régions, de 2.000 à 3.800 francs l'hectare pour des rendements oscillant de 8 à 30 quintaux, soit un coût de production de 130 à 250 francs le quintal contre 20 à 32 francs en 1913.

D'ailleurs, les agriculteurs tiennent rarement une comptabilité qui pourrait permettre une approximation satisfaisante, et les services du ministère de l'Agriculture, d'autre part, ne sont pas souvent suffisamment bien organisés pour donner des informations exactes.

D'après les statistiques récentes des Chambres d'agriculture, le prix de production à l'hectare a été le suivant en 1932 :

Région Nord	3250 à 3900 pour 20 à 25 q t x	
Région Est	2800 —	15 q t x 6
Région Ouest , ...	2100 à 2600 pour	15 q t x
Région Centre	2400	15 q t x

Ce qui nous donne approximativement le prix de revient suivant par quintal :

Région Nord	}	Nord	158
		Nord parisien	130
Région Est.....			185
Région Ouest			170
Région Centre	}	Loir et Cher	160
		Allier	250

Cette extrême variabilité du prix de revient s'explique par le fait que tous les terrains ne sont pas également favorables au développement du blé. L'inégalité vient notamment de la composition géologique du sol, de l'épuisement des terres et du mode de culture intensive et extensive : différences qui sont à la base de la théorie ricardienne de la rente (1).

Tandis que nous produisons le quintal de blé à un prix de revient élevé, ce qui est dû au fait qu'en France la petite et la

(1) D'ailleurs, d'après la comptabilité de la ferme de Grignon, le coût de

moyenne propriété sont la règle, l'agriculteur américain, le farmer, industriel agricole, parvient à un prix de revient inférieur de moitié à celui du blé français. Le producteur étranger est parvenu à ce prodigieux résultat, pendant le court espace de temps que représentent trois quarts de siècle (1).

A quoi tient cet énorme handicap du paysan français ? Nos voisins s'adonnent à la culture intensive avec des rendements à l'hectare voisins de 25 quintaux comme en Belgique, au Danemark et en Hollande, ou pratiquent la culture extensive avec des perspectives de perfectionnement, comme aux Etats-Unis, au Canada et en Argentine.

Chez nous, nous ensemençons la presque totalité de nos terres arables et ainsi les mauvais assolements élèvent nos prix de revient globaux. Les fractions les plus ingrates de notre sol sont utilisées.

Pourquoi, objectera-t-on, ensemençer du blé dans les terres pauvres où le rendement est faible ? C'est qu'aucune céréale ne donne un produit brut en argent aussi élevé que le froment. C'est en réalité cette supériorité qui explique le prodigieux développement de la culture et de la production du blé dans le monde.

On aurait pu, sur les mêmes sols, sous les mêmes climats, avec les mêmes capitaux d'exploitation, produire de l'orge, de l'avoine ou du maïs. Les dépenses de culture auraient même

production à l'hectare est en progression constante, comme l'indique ce tableau :

1924	2.349
1925	3.021
1926	3.096
1927	3.597
1928	4.018
1929	3.948

Il subit des fluctuations très irrégulières et n'est jamais proportionné à la production. Il est extrêmement difficile de déterminer exactement le prix de revient d'un produit agricole, parce qu'il y a trop d'interdépendance entre les diverses branches de la production en agriculture pour pouvoir en spécialiser facilement les dépenses.

(1) M. Fromont, professeur à l'Ecole Nationale d'Agriculture et à la Faculté de Droit de Rennes a fait des recherches sur le problèmes du prix de revient aux Etats-Unis et ses variations. Il s'est basé notamment sur le rendement des cultures de blé comparables et a constaté que le prix de revient diminue fortement quand le rendement augmente.

été plus faibles ; mais en revanche, le produit brut eût été sensiblement moins élevé et le bénéfice net de l'opération se fut abaissé très sérieusement.

De ces explications, nous pouvons déduire la situation du producteur français.

En face de concurrents qui, à l'heure actuelle, offrent des blés Manitoba n° 1, qui sont les meilleurs du monde, à 54 francs, port français (moyenne 1933), et du blé Danube à moitié moins, le producteur national ne peut leur opposer qu'un blé de qualité moins bonne dont la production lui a coûté au moins 130 francs le quintal.

La cause fondamentale de la crise française est donc dans l'impossibilité de soutenir une libre concurrence avec l'étranger, ainsi que dans la situation tantôt excédentaire et tantôt déficitaire de notre récolte.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE PENDANT LA CRISE DE 1929

Quelle fut notre politique du blé en face de la crise agricole de 1929-1933 ?

Il fallait de toute évidence protéger l'agriculteur. L'agriculture a subi en effet, du fait de la guerre, des pertes très lourdes, en chiffres absolus et en chiffres proportionnels, plus que n'importe quelle autre catégorie professionnelle.

Nous sommes de l'avis de M. Augé-Laribé pour dire que l'agriculture a été traitée injustement, inégalement par rapport à l'industrie (1).

Alors que dans l'industrie, les droits anciens sont multipliés par quatre et majorés de 30 % avec une seconde majoration égale portant sur l'ensemble, dans l'agriculture, les droits sont maintenus ou doublés avec une simple majoration de 30 pour 100. Il en est donc résulté une réduction inévitable des superficies consacrées au froment.

Il fallait d'autant plus protéger le producteur national que notre pays, au lieu d'être importateur de blé, se trouvait dans la situation grave d'avoir un surplus de céréales et de ne pas pouvoir l'exporter. Nos paysans devaient vendre très au-dessous de leur prix de revient.

*
**

La récolte de 1929 avait été de 87 millions de quintaux. Ce chiffre, en réalité, pouvait être majoré et porté à 90 millions.

(1) Michel Augé-Laribé : Les cahiers du redressement français, n° 5, 1927.

Ajoutons à cela les stocks disponibles qui s'élevaient à 12 millions environ. L'année 1929 était donc une année d'abondance succédant à l'année médiocre de 1928 avec 76 millions de quintaux.

Or, la récolte ne s'était pas annoncée très bonne et nous avions eu recours à des importations en blé très importantes, de peur de manquer et pour profiter des délais qui restaient à courir avant la mise en vigueur d'une majoration prévue des droits de douane.

Des stocks employés pour combler l'année déficitaire 1928, il nous restait encore plus de six millions de quintaux auxquels il convient d'ajouter le stock habituel de six millions provenant de la récolte indigène. Le total de notre stock était en définitive de 12 millions. Avec les importations effectuées depuis août 1929, nous arrivions approximativement au total de 104 millions de quintaux au début de la campagne, sans tenir compte du régime de l'admission temporaire.

Or, notre consommation annuelle est, encore en chiffres ronds, de 87.800.000 quintaux environ.

Toujours est-il que l'excédent pesa sur le marché français et détermina la crise du froment de 1930.

Mais grâce au gouvernement, l'effondrement de cours ne fut pas aussi considérable qu'on eût pu le supposer.

Les pouvoirs publics prirent certaines mesures de défense dont les plus importantes furent le droit de douane, le contingentement, la réglementation de l'admission temporaire, le remboursement du droit de douane, le stockage et la réorganisation de la Bourse de Commerce de Paris.

I. Le droit de douane

Le problème de l'élévation du droit de douane se pose à peu près de la même manière pour les pays importateurs qui ont le souci de protéger leur agriculture ; ils veulent défendre leurs produits nationaux contre les bas prix des produits étrangers similaires.

C'est là une des grandes préoccupations du gouvernement

français qui a voulu établir une barrière douanière solide pour empêcher les importations dont les conséquences auraient été si néfastes en présence d'un stock tel que celui de 1929.

Le gouvernement a commencé par employer la méthode la plus courante, la plus commune, celle dont on se sert tout d'abord en période anormale.

Après la guerre de 1870-1871, la loi du 28 mars 1883 avait fixé à 3 francs le droit d'entrée d'un quintal de blé ; ce droit était élevé à 5 francs en 1887 et à 7 francs en 1894, et Jules Méline déclarait : « Je suis parti de cette idée que, tant que le blé n'a pas atteint 25 francs, on était autorisé à faire un grand effort, sans trop se préoccuper de l'importance du droit. » (1)

Il en fut de même au début de la crise que nous subissons. Nous assistons à une évolution progressive de la majoration du droit de douane, à un développement de plus en plus accentué du protectionnisme sous cette forme. Une telle mesure pouvait se justifier, étant exceptionnelle et répondant à des circonstances exceptionnelles, mais, en temps normal, quand l'intérêt de la Nation n'est pas en jeu, nous sommes partisan, disons-le très nettement, de la stabilité absolue des droits de douane et non de leurs variations périodiques.

Les pouvoirs publics adoptèrent le principe du droit fixe, non pas le droit *ad valorem* qui n'accorderait aucune protection, mais le droit spécifique exprimé en francs par quintal.

Ce droit pouvait d'ailleurs être relevé immédiatement grâce au procédé de la loi du Cadenas du 13 décembre 1897 que vint modifier la loi du 1^{er} décembre 1929 (article 6). Le gouvernement pouvait majorer le droit de douane par décret rendu en Conseil des Ministres sous réserve de ratification ultérieure par les Chambres.

Autrefois, en 1897, le dépôt d'un projet de loi étant nécessaire, il était donc impossible, en l'absence des Chambres, de satisfaire à cette condition formelle. Cette loi dite « du Cadenas » n'avait d'ailleurs reçu, avant-guerre, qu'une seule application, pour les blés en 1898.

(1) Queille : Le drame agricole, p. 11.

C'est par ce procédé que, le 19 mai 1930, le droit de douane antérieur de 50 francs par quintal fut porté à 80 francs.

L'on avait assisté antérieurement à une évolution progressive de la majoration qu'il est curieux de noter : en 1921, le droit de douane passait de 7 francs à 14 francs; le 6 avril 1926, une loi l'augmentait de 30 % et le portait en conséquence à 18 fr. 20 par le décret du 2 septembre 1927, il était de 25 francs; la loi du 18 novembre 1927 établissait un coefficient 5 sur le droit d'avant-guerre et le portait ainsi à 35 francs ; enfin, en 1929, il était parvenu à 50 francs.

Les Pouvoirs publics avaient donc appliqué à l'ancien droit de douane un coefficient proportionnel à la dépréciation de la monnaie ; cette méthode souple, avait permis de mieux s'adapter à la situation économique, principalement en cas de hausse rapide des changes. Elle n'avait pas, par contre, l'avantage de la méthode du droit de douane payable en franc-or qui est de mettre mieux notre tarif douanier à l'abri des influences politiques, puisqu'elle s'applique automatiquement, et de fournir à la production française une protection d'une façon plus précise à la valeur de notre monnaie.

Toujours est-il que, quelles que soient les critiques que l'on puisse porter, cette majoration de 50 francs, puis de 80 francs, du droit de douane par quintal de blé, se justifie entièrement. C'était là une mesure indispensable devant la baisse des prix étrangers et le maintien chancelant des cours intérieurs que le gouvernement ne pouvait pas ne pas prendre, et, comme le disait M. Queille, alors ministre de l'Agriculture : « Certes, en raison des frais actuels de la culture du blé, une majoration définitive des droits protecteurs semblait justifiée. » Ce relèvement de 35 à 50 francs et de 50 à 80 francs, avait eu peut-être l'effet utile d'enrayer la baisse, tout en ayant soin de noter que ce n'était pas d'une protection douanière supplémentaire seule qu'il fallait attendre une amélioration de la situation des agriculteurs.

Ce droit de douane de 80 francs était d'autant plus normal que les tarifs douaniers furent partout majorés non seulement pour le blé, mais d'une façon générale. Certaines Nations ont procédé à des élévations très importantes et rapidement déci-

dées. C'est ainsi que pour l'avoine, en 1931, les droits s'élèvent à 30 francs en France, à 32 francs en Pologne, à 32 fr. 50 au Portugal, à 40 francs en Espagne, à 74 fr. 25 en Allemagne ; pour les seigles, le droit est de 21 francs seulement en France alors qu'il est porté à 92 fr. 60 en Allemagne ; pour les orges, le droit est fixé à 92 fr. 60 en Allemagne ; à 60 francs en Espagne, tandis qu'en France il est seulement de 15 francs.

L'Angleterre, de son côté, s'orientait nettement vers le protectionnisme et percevait des taxes importantes sur de nombreux produits importés. Et l'on pourrait multiplier les exemples.

Pour le blé, les tarifs douaniers sont eux-mêmes très élevés, ainsi qu'en témoignent les statistiques du « Bulletin de l'Institut de Rome » de février 1932, relevées dans ce tableau :

*Droits de douane sur le blé en francs-or de Germinal
par quintal, en vigueur en Europe, au 1^{er} janvier 1932*

Allemagne	30.86
Autriche	6.30
Espagne	14
France	16.24
Italie	20.46
Pologne	14.53
Tchéco-Slovaquie	4.61
Yougoslavie	5

A ces droits de douane s'ajoutent parfois des droits supplémentaires et surtaxes très importants, comme en Allemagne par exemple, où ils sont supérieurs à 15 francs.

II. *Le pourcentage*

Mais l'élévation du droit de douane à lui seul ne suffit pas ; il est complété, dans la loi du 1^{er} décembre 1932, par le *jeu du pourcentage*. C'est une mesure que la plupart des Etats européens ont adoptée pour assurer l'absorption de leur production nationale du blé. Ils ont alors prescrit l'utilisation d'une certaine proportion de blé indigène pour la fabrication de la fa-

rine. Ce pourcentage varie suivant la production plus ou moins forte de chaque pays.

En 1930-1931, il était par exemple, en France, de 90 % ; en Suède et en Tchécoslovaquie de 75 % ; en Allemagne de 55 % ; de 20 % au Luxembourg, de 100 % en Norvège et en Suisse.

En France, nous sommes habitués à manger du pain léger, fabriqué avec du blé indigène dans lequel on incorpore du blé dur canadien riche en gluten.

On utilise également des blés « de force » de très bonne qualité boulangère : tel le Manitoba. Ces blés exotiques sont en effet supérieurs au blé français. Malgré leur prix un peu élevé, nous en avons besoin pour certains mélanges, mais il ne faut en autoriser l'introduction que dans une certaine proportion.

La loi du 1^{er} décembre 1929, dans son article premier, a fixé un contingentement de ces blés étrangers et ne les laisse pénétrer que pour combler le déficit de notre production.

On parlait de ce principe que l'on devait d'abord consommer le blé national et n'employer le blé exotique dans les moutures que dans la stricte limite de nos besoins.

C'est ce que l'on appela la « vanne » du pourcentage dont l'utilité fut de donner une grande souplesse à la protection douanière, de parer aux fluctuations du marché mondial et aux variations des rendements de notre propre récolte.

Durant la campagne 1929-1930, en présence d'une récolte excédentaire et d'un stock important de blés étrangers, le décret du 2 décembre 1929 fixa ce pourcentage d'incorporation à 3 % seulement. Nous avions avant tout à liquider notre récolte excédentaire.

Mais en 1930-1931, nous connûmes une année déficitaire ; alors intervint le décret du 26 juillet 1930 qui porta ce droit de 3 % à 10 %. Un autre décret du 20 novembre 1930 exigea en outre certaines formalités administratives.

Le pourcentage fut ensuite porté à 25 % en avril 1931 devant la hausse des cours sur le marché français, puis à 30 %. Mais par contre, en juin 1931, on assista à une baisse rapide des prix mondiaux, c'est alors que le décret du 24 juillet ferma la vanne et réduisit à 10 % le droit de pourcentage.

Les premiers mois de la récolte 1931-1932 furent caractéri-

sés par la stabilité des cours à des prix acceptables. M. André Tardieu, alors ministre de l'Agriculture, pouvait se féliciter des résultats obtenus sur notre marché des blés. Le blé, en effet, se vendait chez nous 100 francs plus cher qu'à l'étranger. Ce relèvement était dû autant à la réglementation de l'emploi des grains exotiques qu'à la majoration du droit de douane.

Le pourcentage fut donc maintenu à 10 %. Mais, après une bonne récolte, novembre fut la période des offres abondantes; le 24 novembre, le pourcentage fut abaissé à 3 %. Cette mesure était d'autant plus nécessaire que le résultat fut immédiat et excellent; le mouvement de baisse fut arrêté et le marché reprit sa stabilité.

Le 30 janvier, avant toute hausse, l'on crut prudent de porter le pourcentage, mesure dont il ne faut pas abuser, à 10 %, et le 27 mars 1932, ce pourcentage des blés exotiques était de nouveau majoré à 40 % devant la hausse continue des cours; c'était, à cette époque, une position d'équilibre modéré nécessaire pour éviter en fin de campagne un report de stocks excessifs et pour assurer l'équilibre de notre approvisionnement sans risquer des difficultés de ravitaillement regrettables avant l'arrivée de la nouvelle récolte.

Toutes les conséquences heureuses de cette loi du pourcentage montrent que cette mesure a été pour notre production une sauvegarde indispensable.



Le gouvernement ne s'est pas limité à des mesures générales de protection douanière; il a pris également des mesures spéciales concernant la politique des blés marocains, des blés russes et des blés Danube.

III. *Les mesures spéciales de protection douanière*

A) *Les blés nord-africains.*

Si la France ne peut vivre isolée du reste du monde et pra-

tiquer une économie fermée qui aurait des conséquences redoutables pour l'avenir de son agriculture, elle peut du moins adopter, dans une certaine mesure, une politique d'Empire. L'on ferait de la Métropole et de ses colonies un bloc économique ordonné sous le contrôle de l'Etat. Elle doit donc envoyer sur les marchés coloniaux ses propres produits et accueillir plus libéralement ceux qui viennent de ses possessions d'outre-mer. Elle doit avoir pour but d'orienter les cultures de ses colonies vers des productions complémentaires et non concurrentes et de faire du bloc nord-africain un débouché et non un adversaire économique redoutable.

L'Afrique du Nord est le grand fournisseur de la Métropole en blés durs, tandis que les pays d'outre-mer exportent principalement les blés tendres qui nous sont nécessaires. La proportion de ces derniers provenant de l'étranger est en effet de 90 %, le reste vient de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie. Par contre, les importations de blé dur, de 1926 à 1930, se chiffrent à 2.605.000 quintaux par an qui se répartissent ainsi :

Algérie	996.000	qx	soit	37 %
Tunisie	588.000	—		22 %
Maroc	66.000	—		2 %
Autres	999.000	—		38 %

Au cours de la crise, avec des années excellentes comme en 1929 et en 1931, l'on a vu les importations françaises se réduire, grâce à l'augmentation de nos rendements. Le rôle de nos colonies de l'Afrique du Nord est donc de produire au maximum des blés de force, des blés de qualité dans la limite des importations nécessaires à notre ravitaillement. C'est la qualité seule, qui ouvrira et assurera aux blés marocains les débouchés larges et surtout rémunérateurs qui sont indispensables à leur écoulement... C'est, en somme, par leur aptitude à servir de complément aux farines françaises et à se substituer par là aux blés nord-américains qu'ils s'imposeront au commerce et à l'industrie.

Il convenait d'ajouter à cet effort de sélection plus accentuée, une organisation professionnelle, un meilleur échelonnement des offres au cours de la campagne pour ne pas jeter le

trouble sur notre marché et une présentation satisfaisante et garantie des lots de bonne qualité.

C'est dans ce sens que le gouvernement français a ratifié de nombreux accords avec le Maroc pour empêcher l'entrée des blés exotiques sur le territoire de notre protectorat ; il a limité en outre sérieusement le contingent des blés marocains en France en franchise et a fixé le standard de ces blés devant être expédiés.

*
**

B) *Les blés russes.*

Nul n'ignore que le prix de revient en Russie est très bas grâce à la suppression de la petite propriété, à l'emploi de machines sur de grandes superficies de terres collectives et à la suppression des intermédiaires. Ce qui permettait de dire au Professeur Kritzmann, le 27 mars 1931, à la « Conférence préparatoire de la Conférence mondiale du blé » de Rome : « Un grand rôle en ce qui concerne la diminution des prix de revient de la production est joué par le fait que, chez nous, le travail des grandes masses des travailleurs est devenu un travail libre, non pas un travail forcé sous la menace d'être jeté dans les rangs des sans travail, mais un travail consciencieux dans l'intérêt de toute la collectivité des travailleurs de notre pays... », et il ajoutait : « Notre exportation, surtout notre exportation de blé, sert à payer nos importations. » C'était l'exposé de la politique du dumping dans toute son ampleur. Vendre à perte, à l'étranger, du blé au-dessous des cours, c'est rendre anormales les conditions des échanges et bouleverser les marchés. C'est pourquoi le gouvernement français, par le décret du 3 octobre 1930, a exigé des licences d'importation accordées dans des cas tout à fait exceptionnels par la Direction des Douanes, et prises sur l'avis des départements ministériels intéressés.

En 1931, ce décret fut supprimé. On le remplaça par un tarif général sur les céréales. Le droit de douane à payer fut alors de 160 francs au lieu de 80 francs.

*
**

C) *Blés Danube.*

Les victimes européennes les plus malheureuses de la surproduction née de la guerre furent sans contredit les nations danubiennes. La situation était si alarmante que M. Briand disait à M. Benès, ministre de Tchécoslovaquie, le 8 mai 1932 : « ...les phénomènes économiques, à l'heure présente, sont et doivent être plus préoccupants peut-être que certains événements d'ordre politique... »

De nombreuses conférences avaient déjà eu lieu pour écouler dans les meilleures conditions les blés danubiens produits à très bas prix. L'un d'elles avait groupé, en juillet et août 1930, à Sinaïa, à Bucarest et à Varsovie, les représentants de huit Etats : la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslavique, la Yougoslavie, la Hongrie, la Bulgarie, la Lettonie et l'Esthonie. La revendication la plus importante consistait à réduire les droits d'entrée des produits manufacturés provenant des nations industrielles qui auraient abaissé leurs barrières douanières pour l'entrée des denrées agricoles de ces huit pays.

Le gouvernement français, de son côté, accorda une « ris-tourne » de 30 % du droit aux pays exportateurs afin que les blés Danube n'entrent pas en France à un cours inférieur aux autres blés exotiques et ne déprécient pas les cours.

IV. *Le contingentement des importations*

Pour résister efficacement aux dumpings qui tendaient à se généraliser dans toutes les nations agricoles d'Europe, pour renforcer les mesures douanières jugées indispensables en période de crise, le gouvernement a été conduit à contrôler le plus énergiquement possible et sévèrement le commerce extérieur et à réglementer les échanges internationaux.

Il a cherché, comme tous les pays du monde, des *procédés nouveaux* pour protéger ses diverses productions contre la concurrence étrangère, et pour empêcher l'envahissement sur notre marché, car les cours de tous nos produits sont très nettement supérieurs aux cours mondiaux.

Les tarifs douaniers restant en vigueur, il a interdit l'importation en la restreignant à des contingents limités dont les chiffres sont préalablement fixés par des décisions ministérielles. *A partir de juillet 1931*, ces moyens nouveaux, qui n'avaient rien de commun avec les principes ordinaires du protectionnisme, devaient devenir la règle générale et normale.

Le but initial d'une telle mesure était de tourner les stipulations libérales des accords commerciaux, qui, pour la France, contenaient l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée et des droits consolidés.

Le contingentement devait « limiter pour une durée donnée les importations de marchandises à une certaine quantité ou à une certaine valeur, au-delà de laquelle ces importations étaient prohibées jusqu'à l'expiration de la durée prévue ou jusqu'à nouvel ordre » (1).

Si nous nous limitons à la période récente, nous constatons que c'est l'Espagne qui, en Europe, a pratiqué, la première, pour le froment, la limitation des importations. Elle a pris à ce sujet, en 1929, sous Primo de Rivera, deux mesures importantes : la création du monopole des importations et la limitation de l'emploi en meunerie des grains étrangers. L'Etat, devenu seul acheteur, a donc pu contingerer, et même arrêter les entrées de blés exotiques.

L'Allemagne a suivi immédiatement son exemple, imitée par la Suisse, l'Italie et les Pays-Bas. En France, la première mesure de cet ordre qui a été prise par le gouvernement, l'a été en faveur des engrais azotés.

Cette politique de réglementation des importations que la France avait amorcée devait lui permettre de s'assurer des débouchés à l'extérieur en compensation de l'accès donné sur son marché. Elle devait nous conduire à refuser des contingents de produits à importer chez nous, aux pays qui pratiquent le dumping direct ou indirect. Mais il ne fallait pas perdre de vue que se défendre de cette façon contre la concurrence anormale

(1) Jean Proix : Rapport général au Congrès du Commerce des produits contingentés. Paris, juin, 1932.

de l'étranger ne devait être qu'un moyen de rétablir bientôt des échanges plus normaux entre nations (1).

Nous nous bornerons à donner quelques appréciations sur ses résultats. Nous ne nierons nullement les grands avantages qu'un tel procédé a procuré à la Nation, en protégeant efficacement l'agriculture contre la concurrence étrangère et l'envahissement abusif de nos marchés. Mais nous signalerons rapidement les graves inconvénients et les difficultés qu'il a présentés.

Très souvent, il n'a pu réussir à contenter ni les producteurs, ni les consommateurs car il était purement gouvernemental ou unilatéral. Quand les producteurs seuls ont demandé son établissement, il a nui souvent aux autres intéressés.

Quand il a été réparti sur des statistiques douanières, il a entraîné des représailles de la part des autres pays mécontents. Quand enfin, il a été utilisé par un pays non organisé économiquement, il n'a pas toujours satisfait tous les besoins de la Nation. Il s'est heurté constamment à la clause de la Nation la plus favorisée dans laquelle normalement il doit être englobé.

Le contingentement a eu également l'inconvénient de cristalliser les courants commerciaux sur une base ancienne ; c'est une régression manifeste au point de vue économique. L'importateur, en effet, ne peut se procurer des marchandises que

(1) Nous n'insisterons pas sur les précédents d'un tel système employé, avant la crise par divers Etats ; qu'il s'agisse des contingents de faveurs frontalières accordés aux produits de régions ou de zones déterminées, des contingents de faveurs douanières accordés aux produits dont la production est réservée seulement à un pays déterminé et pour des quantités limitées, qu'il s'agisse enfin des contingents de faveurs douanières accordés à titre de récompense pour des services rendus ou de réciprocité de traitement des contingents d'exportation et d'importation, mesuré de protectionnisme de guerre.

Nous n'insisterons pas davantage sur les deux grandes classifications des contingentements : à savoir le contingentement extensible ou douanier qui permet l'importation d'une quantité limitée d'une certaine marchandise dans un délai fixé, profitant d'une faveur spéciale à l'entrée du pays qui l'accorde, et le système du contingentement inextensible par lequel toute importation ou exportation qui dépasse la quantité autorisée est interdite d'une façon absolue.

Nous renvoyons instamment les personnes que cette question intéresserait à l'ouvrage documentée de M. Tomitsch qui étudie scientifiquement dans différents chapitres, les bases techniques du contingentement, la répartition du contingent, l'utilisation et le contrôle des importations contingentées : importation libre et licence d'importations avec leurs avantages et leurs inconvénients, les rapports du contingentement avec le tarif douanier et enfin le contingentement et le régime juridique du commerce extérieur. Thèse Nancy, 1933.

dans les pays où il s'en est procuré au cours des années antérieures, même si les conditions de production ou de prix ont changé. L'on méconnaît donc par là le grand aspect dynamique du commerce international qui est fixé en quelque sorte dans une phase statique.

Nous ne saurions passer sous silence la supériorité du contingentement sur le droit de douane au point de vue de l'influence que ces deux mesures exercent sur les prix. Si le droit de douane semble devoir immédiatement se traduire par une hausse du prix intérieure, il n'en est pas tout à fait de même du contingentement, mais tout est relatif ici-bas. Nous lisons dans le discours du Chancelier Von Papen, prononcé à Paderborn le 16 octobre 1932, cette phrase absolument typique : « Les contingents d'importation, à la différence des droits de douane, n'ont pas pour effet d'élever les prix, mais seulement de protéger le marché des produits nationaux. Les contingents constituent donc la forme de réglementation des importations qui lèse le moins le consommateur, tout en protégeant la production nationale. »

Quelles que soient les critiques que l'on puisse adresser à une telle institution, il n'en reste pas moins qu'en présence d'une crise telle que nous traversons, elle était grandement urgente. L'histoire des quatre dernières années devait être une réaction constante et progressive contre la politique libérale de 1927 et de 1928. Il a fallu, et surtout pendant les trois dernières années, réduire à tout prix les importations dont l'exagération menaçait notre économie, sans égards aux répercussions fâcheuses de cette politique sur nos exportations » (1).

En 1931, en présence de monopoles du commerce extérieur, officiels ou officieux, constitués, dans de nombreux pays, pour l'exportation des produits agricoles, principalement des céréales, la simple majoration des droits de douane était manifestement insuffisante. Il y avait à craindre qu'une nouvelle majoration du tarif puisse être en quelque sorte neutralisée par un avantage supplémentaire accordé, par leurs gouvernements,

(1) Thèse Roger Dinet : 19-12-33. « Le commerce extérieur français de 1927 à 1933 »,

aux exportateurs étrangers. Le contingentement des entrées était le seul moyen de défense efficace. Il était d'autant plus urgent de prendre une telle mesure que les importations, durant les derniers mois de 1932, s'étaient accrues dans des proportions inquiétantes.

Les importations de blé tendre en commerce spécial atteignaient au total 18 millions 77.952 quintaux dont 6.552.472 quintaux en admission temporaire. D'autre part, les importations de blés durs étaient de 3.061.625 quintaux dont 471.250 en admission temporaire. Mais la plus grande partie des blés d'admission temporaire étaient utilisés pour la consommation.

La situation était si critique que M. Le Mire, député de l'Eure, disait à la Chambre : « Il faut faire vite, car il importe de freiner cet afflux d'importations qui menace d'asphyxier notre production tout entière et c'est pourquoi nous demandons une extension délibérée du contingentement des entrées. Des circonstances exceptionnelles ont toujours réclamé, quand la procédure ordinaire devient impuissante, des solutions d'exception et c'est pourquoi nous sommes réduits à limiter les importations ». C'est donc sur ces constatations que le gouvernement eut recours à l'arme du contingentement, en procédant par voie de décret.

Le « Journal officiel » du 11 novembre 1931 a publié une série de ces décrets et arrêtés, concernant l'importation et l'emploi des blés exotiques. L'un d'eux stipule qu'à titre exceptionnel et temporaire, toute importation de blé étranger est subordonnée à la présentation au service de la douane d'un permis d'importation nominatif et non cessible, mentionnant la quantité en quintaux, pour laquelle il est valable.

Il est curieux de noter en terminant cet aperçu sommaire sur une question si importante, le désaisissement graduel du Parlement entre les mains du gouvernement, en matière douanière. Il est quelque peu étrange de constater que, dans un régime aussi foncièrement démocratique et libre qu'est la France, une telle politique ait pu être conduite par le gouvernement à coup de véritables décrets-lois, sans autre reddition de compte que des discours dans des congrès ou des banquets, où les applaudissements reçus semblaient autant de votes massifs de confiance de la part de la Nation.



La majoration progressive du droit de douane, la fixation d'un pourcentage, les règles spéciales de protection douanière pour certaines catégories de froment, ne suffisent pas pour mener à bien une bonne politique du blé ; à côté de ces mesures de défense, il convient d'établir des règles de discipline et d'assainissement qui sont elles-mêmes compétées par des mesures d'organisation, de technicité et d'équipement. L'ensemble formera les quatre grands piliers de la politique du blé de 1929 à 1933 : le droit de douane protecteur de 80 francs, complété par le jeu du pourcentage et le contingentement, la réforme de l'admission temporaire, la réforme de la Bourse de Commerce, la création des centres de stockage.

V. — *La réforme de l'admission temporaire*

Avant d'envisager la réforme de l'admission temporaire par la loi du 1^{er} décembre 1929, nous allons examiner très brièvement ce qu'elle est, son origine, son but, ses avantages et ses inconvénients et son application :

« L'admission temporaire est une mesure qui permet de faire entrer en France sans payer de droits des marchandises, qui doivent y être manufacturées, moyennant l'engagement de les réexporter ou mettre en entrepôt dans un délai déterminé, sous peine d'acquitter des taxes » (1). L'admission temporaire est à l'équivalent, quand il suffit à l'importateur d'exporter une quantité de marchandises manufacturées proportionnellement à l'importance des matières bénéficiant de l'institution. Elle est à l'identique quand on exige l'exportation des produits obtenus avec les marchandises mêmes importées et cela sans compensation ni substitution d'aucune sorte. Parfois, il faut que l'exportation soit faite par la personne même qui a importé : c'est le système de l'identique à la personne. Le meunier qui fait ad-

(1) « La crise du blé ». Thèse Lyon, 1902, par Adrien Moras.

mettre temporairement du blé soumissionne un acquit à caution ; lorsqu'il exporte, il apure son acquit à caution.

On est parti du point de vue que la meunerie est une industrie précieuse pour notre pays. Elle procure de très grands avantages à cause des nombreuses branches du travail national auxquelles elle se rattache : navigation, cabotage, chemins de fer, ports de mer, marchés des villes. Elle intéresse d'autre part l'agriculture puisque le blé ne se consomme que sous forme de farine.

On a pensé que si l'on maintenait les droits de douane pour la meunerie, ce serait nuire à l'une de nos principales industries nationales. en entravant ses approvisionnements et en l'empêchant d'exporter. C'est pourquoi, l'on a ouvert en quelque sorte une soupape de sûreté pour que les blés étrangers puissent entrer en France en franchise, tout en sauvegardant les intérêts primordiaux de notre agriculture. On a voulu atténuer les dommages résultant de l'établissement des droits protecteurs en accordant temporairement un séjour de tolérance, sans acquits de droits, à des matières étrangères destinées à être réexportées, après avoir reçu une main-d'œuvre française. C'est, en définitive, une arme de défense octroyée aux meuniers contre la protection donnée à l'agriculture.

Sans contredit, le système de l'admission temporaire a de sérieux avantages autres que ceux dont nous venons de parler. Il permet à la minoterie française de travailler sur le marché intérieur et extérieur. Ce régime a en outre le grand intérêt de faire rester sur le territoire national des issues, des remoulages et des farines basses avantageuses pour l'élevage.

D'autre part, lorsqu'il se produit un déséquilibre entre la valeur or du blé sur le marché national et la même valeur sur le marché international, par suite de variations des cours du change, ou des variations des cours du blé, le système de l'admission temporaire tend à rétablir l'équilibre.

Mais pratiquement, ce régime donne lieu à des fraudes multiples. Il arrivait que les farines restaient sur le marché national sans aucune protection douanière ; en réalité, on ne réexportait que les farines basses, les sons et les remoulages en compensation des blés exotiques introduits à titre temporaire.

Surtout il y avait très couramment de fausses déclarations du taux d'extraction des farines exportées. C'est ce qu'on appelle « la fissure » de l'admission temporaire. Fraudes pratiquées en vertu des dispositions des textes eux-mêmes.

Grâce au taux de blutage, le meunier importateur pouvait commettre une véritable escroquerie en douane, car il est très difficile, pour ne pas dire impossible, de déterminer mathématiquement quelle quantité exacte de farine de telle qualité peut se trouver dans 100 kilos de blé.

D'un type de farine à l'autre, il y a si peu de différence qu'un meunier très connaisseur peut s'y tromper, à plus forte raison un douanier. L'étude des statistiques montre qu'une très grande proportion de farine réexportée au cours de ces dernières années est déclarée à des taux d'extraction anormalement faibles.

Ainsi, en 1927, sur un total de 582.641 quintaux de farine réexportés, les quantités déclarées au taux d'extraction de 40 % ont été de 103.215 quintaux et celles de 50 % de 106.622 quintaux. Or, la prime à cette époque pour 100 kilos de farine réexportée était de 85 fr. 15 pour la farine à 40 % et 79 fr. 55 pour la farine à 50 %.

En définitive, « les blés exotiques n'étaient jamais compensés comme ils auraient dû l'être théoriquement, par la réexportation de quantités correspondantes de farines panifiables » (1).

De plus, l'admission temporaire était devenue un instrument redoutable de spéculation à cause du trafic des acquits.

Il fallait coûte que coûte remédier à la situation et empêcher désormais les minotiers de jeter à tout moment sur le marché des stocks de blé.

La loi du 1^{er} décembre 1929, dans son article 3, vient modifier cette institution. L'on voulait principalement porter atteinte à la fausse déclaration du taux d'extraction des farines exportées et remédier aux défauts du barème des taux de compensation.

Contre la fissure, on pouvait naturellement reviser ce barème, afin de supprimer les taux d'extraction trop faibles, afin d'éta-

(1) Bernard Ferganut : Le redressement agricole, par l'Association Professionnelle.

blir rigoureusement pour chaque taux d'extraction des quantités de farine de première qualité, de deuxième qualité, ...et de sons qui devraient être réexportées, afin de vérifier et de modifier les échantillons types déposés dans les bureaux de douane. On devait enfin tenir compte aussi de l'hydratation des blés exotiques.

L'article 3 de la loi s'énonce ainsi : « La faculté accordée aux meuniers importateurs de laisser sur le territoire national totalité ou partie des farines, semoules et gruaux provenant de la mouture des blés est supprimée. L'importateur devra, au moment de la délivrance de son titre de perception, souscrire l'engagement de réexporter dans le délai de trois mois une quantité fixée par décret, de farine correspondant au blé importé, ou à défaut, acquitter des pénalités très fortes. »

Cette loi rendait donc obligatoire la réexportation des produits importés temporairement. Les stocks d'admission temporaire sont alors tombés à 700.000 ou 1 million de quintaux et ces stocks ne peuvent plus être jetés sur le marché intérieur.

De plus, les « types » de farine et semoules qui permettaient toutes les fissures sont supprimés ; on a mis au point de nouveaux « types » dans le but d'assurer une compensation intégrale. Enfin, grâce à cette mesure, les issues et les farines basses, bonnes pour la consommation animale, qui étaient précédemment exportées, peuvent rester en France.

Il restait toutefois un certain déséquilibre entre la grande et la petite meunerie et une concurrence très grande pour le producteur indigène. Les petits meuniers en effet ne sont pas assez organisés pour faire de l'admission temporaire ; ils ne peuvent se procurer les blés exotiques riches en gluten pour réexporter des farines basses sans payer les droits de douane.

La loi réduisait en outre le délai d'apurement à trois mois au lieu de cinq et obligeait le meunier à réexporter dans ce laps de temps, sauf pénalités très fortes. Ce délai, à notre avis, était encore trop long. Le droit d'option entre la vente sur le marché intérieur ou la réexportation était supprimé. C'était là une mesure indispensable à prendre, car tout meunier avait avantage à importer sous le régime de l'admission temporaire. Il se constituait alors des stocks qui pesaient sur le marché ; c'est

ainsi que sur 10.096.432 quintaux en 1928, 2.699.444 seulement avaient servi à l'apurement par réexportation. Les sanctions devaient être désormais très fortes pour empêcher de tels abus...

L'on avait parlé également, lors de la discussion de la loi, de soumettre les meuniers au régime de l'exportation à l'identique ; mais de vives protestations eurent lieu de la part de la meunerie française qui voyait alors dans cette institution son arrêt de mort. Le décret du 20 mai 1930 tint compte de ces récriminations et admit la réexportation à l'équivalent, mais institua une commission spéciale aux diverses fonctions, pour surveiller notamment les fraudes et les prévenir. Comme il arrive bien souvent dans de telles circonstances, il est regrettable que cette loi du 1^{er} décembre 1929, ne soit entrée rapidement en vigueur. Elle ne reçut application que par un décret du 10 août 1931.

*
**

Le Gouvernement ne limita pas là son action ; il compléta la réforme de l'admission temporaire par la création du *permis d'importation*.

VI. — *Le permis d'importation*

Toute institution a son côté faible. L'admission temporaire comportait des fissures ; la réglementation de l'importation permettait également de nombreuses fraudes.

Un décret intervint en novembre 1930 pour obliger les importateurs de blé exotique à déposer, au passage de la marchandise, une déclaration à la douane, dite bordereau d'importation.

Mais, dans ce domaine, comme pour l'admission temporaire, la fraude existait sur une grande échelle ; on indiquait sur les bordereaux des destinataires inexistantes, en sorte que le blé exotique était revendu comme blé indigène, se francisant en quelque sorte. De nombreuses réformes furent proposées pour remédier à ce grave inconvénient. Elles n'aboutirent pas.

Un autre système fut préconisé par l'Association générale des producteurs de blé. Il devait être adopté et mis en vigueur par

les décrets du 10 novembre 1931 et du 14 février 1932. D'après ces décrets, l'importateur devra demander au ministère un permis d'importation délivré à titre de permis nominatif et non cessible. De plus, l'intéressé devait engager sa responsabilité. De cette façon le contrôle sera facile, car l'importateur sera connu et responsable.

Nouvelle garantie accrue est le fait que l'organisation du contrôle du service de la délivrance de ces permis est assurée par la profession. L'association interprofessionnelle prend la responsabilité matérielle de toute l'affaire et c'est le ministère qui se charge de la responsabilité des décisions à prendre et de la signature des permis.

C'est un moyen d'agir contre la fraude et de posséder une statistique au jour le jour sur le mouvement des importations.



Une des formes que prit la défense de l'agriculture en France, comme dans les différents pays, lors de la crise de 1929-1933, fut, à côté de la majoration des droits de douane, des prohibitions sanitaires et des restrictions administratives, des monopoles du commerce extérieur et du dumping, les avantages accordés à l'exportation.

VII. — *Les avantages accordés à l'exportation*

C'est une mesure exceptionnelle prise par la plupart des pays pour faciliter leurs exportations, procédé anormal qui consiste à forcer les barrières s'opposant à l'entrée des produits étrangers. Ce n'est autre que l'institution du « bon d'importation ». Il faudrait une thèse pour traiter un sujet si vaste ; nous limiterons très strictement à des explications générales et essentielles. Il serait d'autre part extrêmement intéressant de comparer un tel système dans son fonctionnement à l'admission temporaire. Nous aurons à aborder cette question au cours de notre étude.

C'est une prime indirecte à l'exportation, sous la forme d'un

remboursement du droit de douane, correspondant au montant des droits qui seraient perçus sur une quantité égale de blé ou de farine importée en France.

La loi du 1^{er} décembre 1929, dans son article 4, stipule que l'exportation des blés pendant un délai de 3 mois, à partir de la promulgation de la loi, donnera lieu à un remboursement des droits de douane. Le délai de 3 mois a été prolongé en mars 1930 et a permis aux agriculteurs d'exporter une certaine quantité de blé. Le France n'était pas la seule Nation à avoir adopté un tel procédé. L'Allemagne avait créé des primes à l'exportation, directes ou indirectes, pour ses produits agricoles, soit en 1928, soit en 1930, primes quelquefois nettement supérieures aux droits de douane réclamés dans les pays importateurs. La Pologne, la Yougoslavie avaient adopté la même politique.

Le grand obstacle à un tel procédé est évidemment la limite des possibilités financières des nations qui le pratiquent. Cette prime a également l'inconvénient d'être trop visible ; c'est pourquoi l'on s'est orienté de préférence vers la concentration ou la réglementation du commerce extérieur des produits agricoles.

Mais il ne faudrait pas pour cela en sous-estimer les avantages très importants : le bon d'importation peut en effet dégorger le marché encombré en facilitant l'écoulement de l'excédent de récolte qui pèse sur le marché intérieur.

D'autre part, l'exportateur qui a sorti du blé français au moment où les prix étaient très bas sur le marché national, réimportera du blé étranger lorsque les prix se seront relevés sur le marché intérieur et que la restriction des offres rendra nécessaire cette importation, mais il aura l'avantage de le faire en franchise.

Enfin, l'exportateur, agriculteur, commerçant ou meunier peut céder ce bon d'importation à un meunier situé dans une région déficitaire, mieux placé que lui pour employer le blé d'importation ; cette opération aura pour résultat de diminuer le transport coûteux du blé entre les départements surproducteurs et les départements déficitaires.

Ajoutons encore que le bon d'importation peut niveler dans une certaine mesure, les prix du marché intérieur avec ceux

du marché mondial, il peut déjouer automatiquement et, par suite, décourager toute tentative de spéculation.

Pour qu'un tel système produise tous les effets désirés, il faudrait que les producteurs coordonnent leurs efforts et réalisent une exportation importante qui influencerait les cours. Le bon d'importation ne doit pas être une arme aux mains des grands minotiers seuls, mais il doit profiter aux agriculteurs exportateurs organisés. Tout irait pour le mieux si, en France, nous avions des coopératives recueillant les récoltes dans des magasins communs et faisant précéder les entrées des blés exotiques utiles à la meunerie, par des sorties correspondantes de nos blés.

Il resterait toujours cette infériorité de nos blés français comparés aux blés exotiques à fort rendement et le préjudice grave qu'une telle mesure causerait au Trésor.

L'on pourrait remédier, dans une certaine mesure, au premier inconvénient en recherchant des variétés de blé procurant à la fois beaucoup de grains et une richesse satisfaisante en gluten.

*
**

Toutes les mesures adoptées par le gouvernement français et étudiées jusqu'à présent dans cet ouvrage, ne sont en somme que des mesures de protection et de défense douanière. Ce sont les plus urgentes à prendre en présence d'une crise agricole redoutable, pour sauvegarder notre agriculture et par là notre pays. Mais ce ne sont pas les seules. Il convient, devant un excédent, comme celui de la récolte de 1929, d'organiser notre marché sur des bases saines. Pour que les fluctuations des cours puissent être atténuées, il fallait instituer le stockage en vue d'un échelonnement régulier des ventes au cours de la campagne. C'est ce qu'a très bien compris le gouvernement à l'instigation de l'Association générale des Producteurs de blé (A.G. P.B.), et de l'Union nationale des Coopératives agricoles de vente et de transformation du blé (U.N.C.A.V.T.B.). La loi du 30 avril 1930 devait être la loi organique en la matière.

*
**

VIII. *L'organisation du stockage*

L'ensemble de notre récolte se répartit en plusieurs lots qui reçoivent une utilisation différente. L'agriculture conserve une bonne partie du blé qu'elle produit et l'emploie à des usages divers. Elle porte le reste sur le marché. Ce stock à son tour se divise. Il est pour partie utilisé par la minoterie et satisfait à la consommation humaine; pour partie enfin, il sert aux applications diverses de l'industrie. Quand le marché est engorgé, les prix sont bas. Cela ne se produirait pas si l'on pouvait arriver à une meilleure répartition de l'offre. Il faudrait, pour y remédier, créer de grands magasins où le froment serait concentré comme en un réservoir, dont le niveau s'élèverait en cas d'abondance, s'abaisserait en cas de disette, mais dont le débit serait constant. Les prix pourraient s'égaliser dans le temps et se relever même parce que la spéculation serait très atténuée.

Nous n'avons pas la prétention d'apporter à l'agriculture, par cette méthode, la panacée universelle et tant désirée, mais une telle réforme pouvait aider l'agriculture à traverser la crise, elle en atténuait les conséquences, tout en n'étant pas un remède radical et tout en ne la supprimant pas définitivement et catégoriquement.

Le groupement des producteurs en coopératives a de grands avantages ; le cultivateur est désormais délivré du souci de veiller à la conservation de son blé. Cette concentration évite les dépenses nécessaires à la construction de greniers particuliers ; cette organisation permet de régulariser l'offre et de vendre à un prix rémunérateur.

En 1929, malgré les lois précédentes qui avaient essayé de restaurer la situation chancelante de notre marché du blé, il nous restait un excédent de 8 millions de quintaux.

Pour alléger les prix et en déterminer un relèvement, le Gouvernement se proposa de stocker, de mettre en réserve pour un temps une quantité importante de cet excédent et de désencombrer ainsi le marché. On tâchait de cette façon d'améliorer progressivement la cote.

Ce fut l'objet de la *loi du 30 août 1930* (article premier).

Le décret du 31 mai 1930 déclare en outre que le service de l'intendance militaire procédera à la passation des marchés, dans les conditions fixées par le décret du 18 novembre 1882, relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'Etat.

La loi du 30 avril 1930 instituait deux mesures principales : la construction et l'aménagement de silos et magasins et la conservation de la récolte grâce à une prime accordée aux cultivateurs et aux négociants. Nous allons envisager brièvement l'une et l'autre de ces mesures :

A) La construction des silos et des magasins.

L'origine nous vient du Canada et des Etats-Unis. Ces pays, dès le début du xx^e siècle, avaient compris les bienfaits de la coopérative. D'immenses éleveurs locaux et terminaux avaient été construits pour contenir le blé.

En France, de nombreux silos coopératifs ont été également créés, greniers très vastes aménagés dans des conditions rationnelles pour éviter des pertes, la dessiccation excessive, les ravages des insectes et des rats, et permettant de classer les grains par catégories. Ces magasins peuvent également servir de régulateurs de prix dans chaque région et contribuent à éviter la spéculation abusive. Le meilleur procédé consisterait à construire des silos coopératifs dans les centres bien desservis en voies de communication et dans les centres de consommation. Des silos secondaires auraient également leur utilité.

Nous avons eu l'occasion de visiter un de ces magasins coopératifs en Haute-Marne, à Chaumont, merveilleusement bien organisé et faisant l'impression de ces buildings auxquels les Américains sont tant habitués.

En France, les constructions de ces silos sont extrêmement variées et répondent surtout aux besoins locaux ; dans notre pays, tout est diversité et la solution la meilleure sera surtout la mieux adaptée aux circonstances locales.

C'est le génie rural qui apporte son appui technique pour l'élaboration des plans et études nécessaires à la construction et une aide financière sous forme de subvention qui peut atteindre

au maximum 35 % du montant des constructions. L'Etat fournit les sommes indispensables et les producteurs y participent dans une certaine mesure (1).

B) La conservation de la récolte. La prime de conservation.

La loi du 30 avril 1930 et le décret du 6 septembre réglaient également les conditions d'attribution par le Gouvernement de « primes d'entretien », allouées aux groupement agricoles qui constituent un stock de blé destiné à être écoulé sur le marché suivant un échelonnement convenu.

« Ces stocks devaient en effet éviter tout autant l'effondrement des cours par ventes précipitées au début de la campagne que la restriction excessive, génératrice d'importations massives à bas prix. Ils régularisent donc ainsi les cours ; de plus, ils mettent à la disposition du pays une réserve permanente de céréales permettant à la Nation de parer à des crises imprévues. » (2)

Afin que les associations agricoles et les cultivateurs puissent participer à cette opération, les quantités stockées ont été abaissées à 500 quintaux au minimum.

Le blé sera placé dans les magasins du depositaire et restera sa propriété. Celui-ci devra s'engager à ne pas en disposer dans le délai d'un an. Mais il lui sera possible de remplacer ce blé par une quantité correspondante de même qualité.

Une discipline étant nécessaire pour aboutir à la stabilisation des cours, les associations agricoles, les groupements passeront alors avec le ministre de l'Agriculture un contrat par lequel ils s'engageront à entretenir le stock constitué et à en effec-

(1) Nous possédons déjà assez de renseignements pour pouvoir apprécier les avantages de pareilles organisations et émettre un avis sur les possibilités de créations nouvelles dans notre pays. Tout récemment, un silo coopératif, le premier construit en France, a été officiellement inauguré à Verdun-sur-le-Doubs, dans le département de Saône-et-Loire.

Pour réaliser ce silo, on fit appel aux services du Génie rural qui établirent les plans et devis de la construction. Il comprend 10 silos en ciment armé de plus de 13 mètres de hauteur sur 3 m. 80 de diamètre.

Les silos peuvent contenir au total 13.000 qx. En annexe, a été construit un magasin de vente de produits agricoles aux agriculteurs.

(2) Bernard Ferganut : Le redressement agricole par l'Association Professionnelle.

tuer la vente par fractions trimestrielles sur neuf ou douze mois.

De cette façon, le groupement conserve toute son initiative et toute latitude pour la vente. Cette liberté, dans le cadre de la règle de l'échelonnement par trimestre, lui permet de se plier à toutes les conditions des marchés locaux avec une grande souplesse.

Il reçoit également, comme dédommagement, une prime de 8,5 ou 6 % par quintal, calculée sur un prix de base théorique de 160 francs et pour une durée de conservation d'une année. Cette prime se décompose en deux parties. La première correspond à l'intérêt du capital évalué au taux des avances sur titres faites par la Banque de France, soit 4,5 % au moment du vote de la loi. En second lieu, elle comprend une allocation qui ne pourra excéder 4 % et qui représente les frais de toute nature et un petit bénéfice.

L'ensemble du crédit voté par la loi est de 30 millions de francs.

Pour que le dépositaire ne puisse pas vendre la marchandise stockée, un contrôle sévère appartient à l'Intendance et aux inspecteurs du service de la répression des fraudes. Le ministère de la Guerre alloue un crédit de 130 millions pour entretenir le « stock de sécurité nationale » du blé et des farines.

En cas d'année déficitaire, rien de plus facile que d'écouler ce stock en excédent par des ventes échelonnées ; mais il faut avant tout éviter une liquidation trop brutale dont la répercussion serait préjudiciable à notre marché. En cas de nouvelle année pléthorique, il y a faculté de renouveler les contrats passés pour une année, à la simple demande des intéressés.

Nous allons terminer ce court aperçu sur l'économie de la loi du 30 avril 1930 « tendant à la constitution d'un stock permanent de blé et farine et à l'institution d'une prime de conservation », par les résultats tangibles.

L'expérience faite sur une échelle de plus en plus large pendant les deux campagnes 1930-1931 et 1931-1932 a prouvé que la formule de stockage était viable et utile.

C'est grâce au stockage que nos cours à l'automne 1930 et à l'automne 1931 ont été stables. Cette loi, en résorbant de la cir-

culatation commerciale plus de trois millions de quintaux, a apporté un soulagement à la situation actuelle de la production et a favorisé un relèvement relatif des prix du blé ; nous avons assisté à une hausse progressive ; fin avril 1930, le blé se vendait 120 francs le quintal ; en juin, il était de 135 francs ; le 25 juillet, il montait à 175 francs ; en 1931, il subissait une légère baisse et se vendait de 167 à 168 francs l'hectolitre.

Enfin et surtout, le stockage a créé sur le territoire de solides points de résistance locale pour les cours. Les producteurs ont pu constater qu'aux centres de stockage, et dans les régions avoisinantes, le blé se vendait plus cher qu'aux endroits où aucun effort n'avait été réalisé pour l'organisation professionnelle du marché.

Il aurait été intéressant de combiner en France, comme on l'a fait en Bavière, l'opération du stockage avec l'approvisionnement des cultivateurs en engrais et en machines, de façon à répartir les frais généraux sur tout un ensemble d'opérations utiles à l'agriculture. Ce procédé aurait donné d'excellents résultats.

*
**

La loi du 30 avril n'est en somme qu'un palliatif. Son but n'était que d'enrayer le plus efficacement possible une crise assez courte.

La politique du blé doit avoir une unité de direction complétée par une indépendance suffisante et un caractère professionnel marqué. Nous avons jugé utile de terminer cette étude sommaire de l'organisation du stockage par l'examen des différentes conceptions relatives à la création d'un organisme régulier du marché et spécialement de l'Office du blé.

*
**

Les projets d'organisation de la vente et du stockage. L'Office du blé.

Nous savons que, dans un pays généralement importateur, l'organisation a plus de succès que dans les pays exportateurs.

Nous avons vu ces derniers essayer inutilement d'enrayer la baisse des cours par le stockage et le financement de la récolte. Mais ces exemples aux effets désastreux ne doivent pas arrêter en France les progrès de la coopération.

De nombreuses conceptions ont été émises au sujet de l'institution d'une organisation « type » en vue d'une stabilisation des cours.

Un projet rationnel se préoccupe de la liaison entre les différentes coopératives agricoles, du stockage et du financement de la récolte, grâce à l'appui du crédit agricole. Une autre conception politique est caractérisée par une intervention plus ou moins forte de l'Etat, c'est la création de l'Office national du blé, question à l'ordre du jour, sur laquelle nous insisterons quelque peu.

*
**

La première conception est celle de l'organisation coopérative. Elle prétend se passer de l'Etat, dans une certaine mesure, et donner toute la responsabilité de l'action aux producteurs. Le problème est complexe parce que nous ne trouvons pas en France de groupements coopératifs aussi bien organisés qu'au Canada, aux Etats-Unis, en Australie même ou en Allemagne. Presque partout, le commerce local et les intermédiaires sont les maîtres du marché et perçoivent à leur profit la différence entre les bas prix payés à la récolte aux agriculteurs pressés de vendre, et les prix plus élevés auxquels ils revendent leur blé suivant les besoins de la meunerie. Le blut est triple :

— Assurer le logement et la conservation d'une grande partie de la récolte ; ce qui suppose une organisation très poussée de la production qui est loin d'exister encore et qu'il faut en partie créer.

— Organiser en second lieu le financement de la récolte dans des conditions avantageuses pour ne pas grever l'opération de charges excessives. La réalisation pratique du projet réside dans la construction des silos.

— Régler enfin l'échelonnement des ventes afin de régulariser les cours.

En somme, cette organisation présente bien des aspects de l'organisation américaine qui a eu des effets heureux pour le marché intérieur. Mais il ne faut pas oublier que la solution d'un tel problème dépend beaucoup des agriculteurs eux-mêmes. Si ceux-ci ne font pas un effort vers la coopération, l'organisation ne pourra donner que des résultats insignifiants.

Les conceptions politiques sont, au contraire, caractérisées par une intervention de l'Etat et aboutissent à la création d'un Office du blé.

L'Office du blé

Cet Office est un organisme public qui devra suivre tous les problèmes relatifs à la production du blé en France et à la production mondiale, afin de provoquer en temps utile les mesures propres à guider l'économie agricole nationale.

C'est, d'après la doctrine socialiste, le grand remède efficace à la crise du blé qu'il nous faudra tôt ou tard employer. Nous allons examiner brièvement l'économie de ce projet présenté par M. Compère-Morel.

Le projet socialiste réclame à la fois la création d'un Office National des Engrais (Mines de potasse d'Alsace, phosphates de Tunisie et du Maroc, superphosphates, sulfate d'ammoniaque), la création de moulins nationaux et la formation d'un Office du Blé.

Le « Programme agricole » du parti socialiste S.F.I.O., voté par le Conseil national qui s'est tenu à Paris en janvier 1931, prévoit l'organisation de la vente des produits agricoles et les différentes fonctions de l'Office du blé : « Cet Office, placé sous la gestion tripartite des cultivateurs, des consommateurs et de l'Etat, est destiné à fixer un prix annuel du blé, calculé d'après le prix de revient, le poids spécifique et la qualité boulangère ; à organiser la vente coopérative de la récolte, à procéder à l'introduction et à la répartition des céréales en cas de déficit, au stockage ou à l'exportation en cas d'excédent. Suppression du marché spéculatif des Bourses de Commerce. Encouragements

aux minoteries et boulangeries coopératives. Nationalisation des consortiums de minoterie. » (1)

Placé pour ses opérations financières sous le contrôle du ministre des Finances, l'Office national du blé jouirait d'une grande autonomie d'administration et de gestion (2).

Quel sera le rôle de cet Office ?

Il sera seul acquéreur de la totalité des récoltes de blé — réserve familiale et semence exceptées — faites ou à faire en France, et seul importateur des stocks de complément des blés, céréales panifiables étrangers nécessaires ; c'est donc un monopole bien caractérisé.

L'Etat pourra consentir des avances au producteur, jusqu'à concurrence du quart de la valeur d'estimation de la récolte battue. Il se réservera de prendre livraison du grain au fur et à mesure de ses besoins, moyennant une prime de magasinage et d'entretien, pour les récoltes prêtes à livrer, de 0 fr. 50 par quintal et par mois.

Il sera en outre institué dans chaque département une Commission, dont la composition est approximativement celle du Conseil central. Elle se réunira sous la présidence du préfet et classera les blés en quatre catégories :: blés fins, blés tendres,

(1) « Populaire », 29 août 1932 et du 24 janvier 1932.

(2) Il serait administré et géré par un Conseil central de 22 membres, composé du Ministre de l'Agriculture, membre et président de droit du Conseil ; d'un représentant du ministre du Commerce et un représentant du ministre des Finances ;

de 3 membres désignés, par les organisations les plus représentatives des producteurs de blé et de l'agriculture ;

de 3 membres désignés par le commerce, la meunerie et la boulangerie.

de 3 membres désignés par les consommateurs, les présidents des Commissions du Budget et de l'Agriculture, du Sénat et de la Chambre ;

des rapporteurs du budget de l'Agriculture de ces deux Assemblées ;

de 3 membres désignés par les deux Commissions de l'Agriculture de la Chambre et du Sénat et du directeur de l'Office central du Blé nommé par le Ministre de l'Agriculture.

En résumé, l'Office serait administré par trois producteurs, trois consommateurs, trois commerçants ou industriels, trois fonctionnaires, dix hommes politiques : les cultivateurs ne seraient donc représentés que par trois membres sur 22, dont 13 représentants de l'Etat, fonctionnaires et hommes politiques, et 6 consommateurs et commerçants dont les intérêts personnels sont nettement opposés aux leurs ! Les producteurs de blé, qui ont *fourni* tout le travail, avancé tous les capitaux et couru tous les risques de la production représentés dans l'Office par moins de 1/7 ne pourront discuter et devront accepter les prix qui leur seront imposés.

blés durs, blés de force (genre Manitoba). Elle déterminera pour chacune de ces catégories le prix du quintal de blé sur la base spécifique de 78 kilos à l'hectolitre et 2 % d'impuretés au maximum. Le Conseil central se basera sur les propositions de toutes les Commissions départementales et fixera définitivement le prix du quintal dans chaque département. Un décret publié fin août fera connaître les prix du blé qui seront appliqués l'année suivante.

Les agriculteurs devront, le décret paru, déclarer à la mairie de la commune où se trouve leur exploitation, la superficie de leur emblavement et, après la moisson, la récolte qu'ils en auront retirée.

Le producteur vendra son blé à l'Office directement ou par l'intermédiaire d'un courtier, mais celui-ci ne sera en somme qu'un pur fonctionnaire et il s'agira en quelque sorte d'une livraison forcée, à un prix imposé, à un acheteur unique, c'est-à-dire : réquisition et monopole.

Voilà l'organisation de l'Office du Blé telle qu'elle est prévue et minutieusement développée, dans le *Populaire* du 24 janvier 1931, par son auteur, M. Compère-Morel, le spécialiste des questions agricoles au parti S.F.I.O.

M. Hennessy, ancien ministre de l'Agriculture, a soumis un autre projet (1).

L'Office du blé serait un centre de documentation et d'étude avec un bureau de statistique. Cet Office proposerait des mesures nécessitées par les circonstances. La Commission permanente comprendrait 28 membres, à caractère nettement professionnel, auxquels viendraient se joindre 6 représentants gouvernementaux.

M. Victor Boret, ancien ministre de l'Agriculture, prévoit la création d'un Office des Céréales (2) doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, placé sous le contrôle du ministre de l'Agriculture, dirigé par un Conseil d'Administration élu par une commission plénière dont la composition serait

(1) Voir P. V. Séance du Sénat, 7 novembre 1929. Renvoi du projet pour étude à la Commission d'Agriculture du Sénat.

(2) Bulletin des Halles, 3 et 8 janvier 1931.

réglée par décret du ministre de l'Agriculture et des Finances, avec prédominance des intérêts agricoles et représentation des intérêts opposés.

La mission essentielle de l'Office serait la stabilisation du cours des céréales à un niveau suffisant pour assurer la sauvegarde de la production nationale. L'Office étudierait les questions relatives à la production, à la conservation, à l'utilisation des céréales. Il établirait une taxe compensatrice perçue par le service des douanes sur les blés importés et le service des contributions indirectes sur l'entrée des blés au moulin.

*
**

Tels sont les principaux projets proposés par des parlementaires qualifiés en vue de la création d'un Office National du Blé.

Ils ont ceci de commun qu'ils rattachent de façon plus ou moins étroite l'Office au ministère de l'Agriculture, et qu'ils réservent une part assez forte dans le Conseil d'Administration à la représentation d'intérêts opposés : agriculteurs et consommateurs.

Ils appellent quelques réflexions d'ordre général :

a) Sans doute, cette institution de l'Office du Blé est matériellement possible, mais il est bien douteux qu'elle puisse fonctionner d'une manière satisfaisante, car une Commission administrative manque toujours de souplesse.

b) Puis, un monopole d'Etat, un Office décidant du sort d'une récolte par voie de réglementation, c'est la fin de toute initiative et de tout effort professionnel. A quoi bon s'organiser, et pourquoi s'imposer une discipline, s'il suffit de dicter à l'Etat une taxation qui sera appliquée automatiquement ? C'est également la disparition des commerçants touchant au blé, remplacés par des fonctionnaires.

c) La logique commande d'étendre le système à toutes les branches de l'exploitation agricole. Le programme agricole du parti socialiste le prévoyant d'ailleurs pour le vin, le blé, le su-

cre, l'alcool, les engrais, il n'y a pas de raison pour qu'il ne l'étende pas aux pommes de terre, au lait, au beurre, aux porcs et veaux gras, à la viande en général. Ce serait non seulement la fin de toute initiative d'organisation professionnelle, mais même de toute initiative individuelle.

d) Mais nous devons noter la prudence des rédacteurs du programme, prudence qui diffère complètement de la brutalité soviétique. Le programme agricole socialiste est basé sur la réquisition et le monopole : or, aucun de ces deux mots n'est prononcé, ni dans le programme, ni dans les commentaires de M. Compère-Morel. C'est qu'ils sonnent assez mal en agriculture, où on a un peu appris à en connaître la signification pendant la guerre. Il était donc prudent de le remplacer par un euphémisme : Office.

e) Enfin, la sécurité que doit apporter l'Office est bien trompeuse, car, le jour où l'infériorité démographique des ruraux sera un peu accentuée, il sera facile d'agir brutalement avec eux si le Gouvernement estime qu'ils ont mal voté, en général ou dans une région déterminée.

C'est pourquoi l'Assemblée des Présidents des groupements agricoles a repoussé, à l'unanimité, le 27 octobre 1932, toute création d'Office du blé, car, déclare-t-elle, « il ne peut en découler d'autre résultat, pour la production nationale, que son asservissement, puisqu'elle ne pourra plus discuter ses prix de vente, et que les frais généraux du nouvel organisme, en même temps que le parasitisme qui en sera la conséquence naturelle et forcée, grèveront le budget, la production et la consommation ».

Car un tel office exigerait un personnel, un outillage considérable, un roulement de fonds d'une telle importance qu'il serait impossible, dans l'état actuel de nos finances, de l'envisager sérieusement. Un pareil organisme de protection, pour ne pas être exposé à souffrir d'une surproduction, serait, du reste, entraîné à rechercher des mesures de réglementation rigoureuse, difficiles à établir lorsqu'il s'agit d'une culture à assolement, mesures pénibles, d'autre part, à supporter. L'indivi-

dualisme, qui a sa faiblesse, a aussi sa vertu. Il ne faut pas l'étouffer d'une manière complète.

Et puis, qu'y aurait-il de changé demain si l'Etat se mêlait directement de la partie ?

Rien, sinon qu'il courrait un risque qui ne lui appartenait pas hier : celui d'acheter du blé sur les marchés mondiaux. Or, on peut savoir comment il se tirera de cette entreprise en se référant aux précédents et en particulier à ce « Wheat Executive Committee » du socialisme de guerre, dont nous sommes encore à ignorer les comptes. En tous cas, en prenant les choses au mieux, ni l'agriculteur ne sera avantagé, ni le consommateur.

*
**

La solution doit être recherchée dans l'organisation du marché intérieur dans le cadre professionnel.

L'Etat ne peut, ni ne doit, en aucun cas, se substituer à l'initiative privée, en matière de commerce et d'industrie. Tel est le principe. En revanche, l'Etat doit sa protection aux manifestations intéressantes de l'activité nationale en danger de périliter. Il doit se borner à exercer un contrôle rigoureux des importations et à prendre les mesures douanières nécessaires. Il s'agit de créer un organisme consultatif et purement agricole, ayant pour tâche d'étudier tous les problèmes que soulève la question du blé et qui doit, de plus, préciser, soutenir et défendre, auprès des pouvoirs publics, les intérêts des agriculteurs.

Quant à l'Office national socialiste, quels que soient les progrès réalisés par la législation d'inspiration collectiviste depuis une trentaine d'années, le milieu français n'est pas encore suffisamment socialisé pour admettre une telle institution.

Le but que les socialistes étatistes se proposent est louable. Mais l'expérience apprend au philosophe que les moyens qui paraissent conduire immédiatement au but sont quelquefois ceux qui empêchent d'y parvenir et que les plus longs chemins, qui paraissent si pénibles toujours et si lents, sont les seuls qui aboutissent en général. Monte-t-on tout droit à une montagne élevée ? La liberté contrôlée, surveillée, favorisée, défendue se-

rait le plan incliné, le chemin en lacets, au lieu de la pente abrupte ; une sage législation poserait des bornes salutaires.

La politique à bonnes intentions, mais à courte vue, qui tente si facilement les hommes parce qu'ils ont soif de résultats prompts, qui consolident leur situation devant l'opinion, est en général plus défavorable au bien supérieur de la Nation que la politique à longue échéance, inspirée par un idéal plus large.

*
**

Majoration du droit de douane, jeu du pourcentage, réforme de l'admission temporaire, création des centres de stockages : telles furent les mesures indispensables prises par les Pouvoirs publics pour combattre la chute des cours et relever notre marché du blé. Ces mesures excellentes et aux résultats heureux n'auraient pas suffi si elles n'avaient été complétées par des mesures de discipline et d'assainissement qui s'imposaient pour lutter efficacement contre les fraudeurs et la spéculation. Il était de toute urgence de mettre un frein aux abus qui se pratiquaient constamment à la Bourse de Commerce de Paris, d'autant plus que, lorsqu'il se produisait de fortes variations sur les cours du blé, le public ne manquait jamais d'en rendre responsable la spéculation.

IX. Lutte contre la spéculation et les fraudeurs. Réorganisation de la Bourse de Commerce de Paris.

La spéculation est considérée généralement comme la cause primordiale de la baisse du blé ; aussi est-elle attaquée très vivement. On a tendance à expliquer uniquement les fluctuations rapides des cours par ses effets, sans vouloir tenir compte des conséquences résultant soit de la modification du prix de revient, soit de l'inconvertibilité de la monnaie fiduciaire et de sa subordination au facteur confiance.

L'on oublie trop les grands avantages pratiques que la spéculation a pour le commerce. Le spéculateur, en effet, rend un service, car, par définition, il achète à la baisse pour revendre à la hausse ; donc, en période de baisse, il tend à absorber

l'excédent de l'offre sur la demande et par là à enrayer la baisse en en supprimant la cause. En période de hausse, d'autre part, il écoule les stocks achetés bon marché et par là enrayer la hausse.

Cependant la spéculation ne peut pas supprimer les variations de cours, ce qui serait absurde puisqu'elle se supprimerait elle-même, elle a simplement pour effet d'amortir ces variations, de les rendre plus lentes, moins brutales et même de moindre amplitude en s'efforçant de les prévoir.

Est-ce à dire pour cela qu'elle est exempte de toute critique? Non, certes. Il arrive fatalement que le spéculateur se trompe dans ses prévisions, ce qui entraîne une variation des cours sans base réelle. D'autre part, il est évident qu'il y a des spéculateurs qui cherchent à créer un mouvement artificiel pour en profiter. Mais il ne faut pas oublier que ce jeu est dangereux et que les spéculateurs en sont souvent les premières victimes.

Concluons ce bref aperçu général en disant que la spéculation et son organe central, la Bourse, sont évidemment, comme toute œuvre humaine, loin de la perfection. Mais si elles ont pu causer parfois des torts par suite d'erreurs de prévision, il faut tenir compte de la régularité relative des cours qu'assure généralement la spéculation.

Nous n'entrerons pas dans les détails de l'organisation, ce qui nécessiterait une étude technique approfondie du marché à terme sur marchandises, du marché à livrer et du marché à terme sur les titres (1).

Or la spéculation, depuis tant d'années, ajoutait son effet malfaisant à l'effet naturel des causes de baisse. « Car elle

(1) Disons tout simplement que le marché à terme à marchandises possède deux caractères essentiels. Les denrées qui en fut l'objet sont fongibles. Ce marché peut se résoudre en second lieu par le paiement d'une simple différence. Il peut donc se définir « un contrat par lequel un vendeur et un acheteur fixent le prix d'une marchandise, qu'ils choisissent fongible, soit naturellement, soit artificiellement et dont ils remettent le règlement ou la liquidation, à une époque ultérieure fixée au moment du contrat » (1).

Le marché à livrer nous apparaît comme l'instrument des opérations sérieuses, ayant pour but l'échange réel d'une marchandise contre un prix.

Nul n'ignore d'autre part qu'il existe à Paris un marché libre et un marché réglementé. Ce dernier obéit à des règlements approuvés par la Chambre de Commerce ; il est contrôlé par l'Etat. Les affaires s'y traitent publiquement.

Le marché libre échappe à toutes ces prescriptions.

est, non pas la seule ennemie des paysans, mais elle est *leur* ennemie. » (1) Elle avait de plus en plus une tendance à devenir un jeu, à ne porter que sur des opérations fictives. Les cours étaient alors constamment faussés. Une réforme de la Bourse de Commerce était urgente.

A) *La nouvelle réglementation.*

L'arrêté du 30 juillet 1930 pris par M. E.-P. Flandin vint mettre un frein à la spéculation.

— Désormais, chaque spéculateur, pour chaque ordre donné, devra le faire enregistrer à la Caisse de Liquidation et verser un cautionnement ; il devra payer au fur et à mesure ses différences. Le but de cette mesure a été d'écarter une foule de spéculateurs non professionnels.

— Les commissionnaires ne peuvent plus désormais traiter pour eux-mêmes.

— Défense de pratiquer la contre-partie ou le contrat indirect.

Donc la surveillance et le contrôle du fonctionnement de la Bourse de Commerce ont été considérablement renforcés.

— Enfin, les déclarations journalières des quantités traitées sont obligatoires et des mesures sévères sont prises pour écarter les stocks de mauvais blés qui pesaient autrefois sur les cours.

La réforme fut efficace, comme le prouve le tableau suivant :

Mois	Quantités traitées
Janvier 1930	9.651.800 q x
Juin 1930	12.282.000 q x
Août 1930	679.000 q x
Octobre 1930	662.000 q x
Janvier 1932	326.200 q x

Ce qui permettait de dire à M. André Tardieu, alors président du Conseil : « J'ai réalisé, au prix de combien de difficultés, la réfection des types de farines. J'ai assimilé les courtiers et commissionnaires aux autres détenteurs de céréales. J'ai or-

(1) La crise du blé, par Adrien Moras. Thèse Lyon, 1902,

ganisé le contrôle. J'ai associé des commissions de police et les 12.000 agents des contributions indirectes. Je vais créer demain les permis d'importation en accord total avec les producteurs, les meuniers et les commerçants » (1).

Le décret concernant cette dernière mesure devait paraître le 11 novembre 1931.

B) *La représentation professionnelle sur le marché.*

Cette réforme de la Bourse de Commerce, dont les opérations malsaines sur le marché réglementé étaient nettement néfastes aux agriculteurs, a été capitale. Elle donnait en outre aux producteurs le contrôle professionnel sur le marché qui fait les cours et dont ils étaient écartés systématiquement auparavant. Le but était de les défendre contre les abus possibles du marché et de les mettre au courant de tout ce qui intéresse la politique du blé. Mais le but essentiel était d'équilibrer par une influence agricole l'influence de la meunerie et du négoce qui, jusqu'en 1929, s'exerçait seule sur le marché, au détriment trop souvent des producteurs.

Au marché réglementé, la représentation professionnelle des producteurs exerce désormais son activité dans tous les rouages syndicaux du marché à terme, notamment au Syndicat du commerce des blés, seigles, avoines et orges, à la Chambre syndicale de ces syndicats et dans les Commissions diverses.

Au marché libre, l'influence n'est pas également à dédaigner et provient de la répercussion du rôle joué par la représentation professionnelle sur le marché à terme.

La représentation a donc une importance des plus considérables pour lutter contre la spéculation. Elle peut exercer spécialement son influence sur cet élément psychologique qu'est l'état d'esprit des acheteurs et des vendeurs. Cet élément qui commande l'offre et la demande, capricieux, variable, jouet d'un bruit bien ou mal fondé, a ses centres de pression et de dépression les plus sensibles dans les Bourses, surtout celle de Paris. Un bruit sans fondement démenti en temps voulu, un rensei-

(1) Ferganut : Le redressement agricole par l'Association Professionnelle.

gnement donné à bon escient, mieux encore, une mesure prise au moment précis où elle aura le plus d'effet, peuvent modifier l'ambiance du marché et avoir d'excellents résultats. Tel est le rôle très utile de la représentation professionnelle à la Bourse de Commerce.

La représentation peut également avoir une influence heureuse sur la répression des *fraudes*; il nous faudra attendre la loi du 28 décembre 1933 pour avoir une organisation ferme et efficace.

Tout un service de contrôle fut alors créé. Les agents des contributions indirectes et les commissionnaires de police ont prêté main-forte. De nombreux fraudeurs ont été arrêtés. De violentes campagnes de presse furent alors entreprises dans certains grands journaux contre les « gangsters du blé ».

Mais, avoir la prétention de supprimer totalement les fraudes est de la pure utopie. Il faudrait qu'il n'y ait plus sur terre que d'honnêtes gens et que les échanges aient toujours lieu sur la base de la bonne foi et de l'équité. C'est trop demander à la nature humaine imparfaite poussée par le désir du gain, à une époque surtout où les scrupules sont si facilement étouffés.

*
**

Une bonne politique du blé n'est efficace que si elle est accompagnée d'une protection similaire des céréales secondaires. Il est évident que la situation faite jusque dans ces derniers temps aux producteurs de seigle, d'orge, d'avoine et de maïs était plutôt précaire. Le seigle, la seconde de nos céréales panifiables, est, pour certains départements, ce que le blé est pour d'autres; il couvre en France, environ 700.000 hectares, produisant près de 9 millions de quintaux métriques de grains qui, au moment où le cours atteignait 120 francs les 100 kilos, représentaient une valeur globale de plus d'un milliard.

La mévente des céréales secondaires ne serait pas sans présenter de très gros inconvénients mis en relief par l'Association générale des Producteurs de blé; elle nous menacerait, pour la France et l'Afrique du Nord, dans un avenir relativement peu lointain, d'une surproduction permanente du blé.

X. Mesures indirectes de défense du blé.

Politique des céréales secondaires

La superficie des terres ensemencées en céréales secondaires couvre en France plus de 5 millions d'hectares et tend à égaler les surfaces emblavées en blé.

Le marché des céréales secondaires : seigle, avoine, orge, maïs, comme celui du blé, a subi une crise très grave. La situation est critique, bien qu'en année normale la valeur de leur récolte représente les trois quarts seulement de la valeur de la récolte du blé, 9 milliards au lieu de 12, et d'autant plus alarmante que la dépression du marché de céréales secondaires ne peut manquer d'avoir une répercussion très forte sur le marché du blé.

Il importe donc de prévenir le mal par de sages mesures rationnelles et intelligentes et d'augmenter progressivement nos emblavures. Il ne faut pas que le fléchissement de superficies ensemencées en céréales secondaires constaté en 1930 dans un ordre de 1.700.000 hectares, par rapport à 1913, s'accroisse progressivement.

Nous examinerons successivement le déséquilibre des cours entre le blé et les céréales secondaires ; les causes de ce déséquilibre et les mesures prises par le Gouvernement, de 1929 à 1933.

A) Déséquilibre des cours entre le blé et les céréales secondaires.

Si nous comparons, durant la campagne 1929-1930, les cours du blé et ceux des céréales secondaires, nous constatons que la chute de ces derniers a été plus sensible et plus accentuée.

PRIX MOYENS EN FRANCS (départ culture)

Campagnes	Seigle	Orge	Avoine	Blé
1928-29	122	128	121	151
1929-30	83	85	78	167
1930-31	77	85	82	132
1931-32	88	86	85	150

Quant au maïs, sa baisse a été encore plus forte, sous l'influence des importations massives et non réglementées, au point qu'en 1932, il ne représentait plus que 45 % de la valeur du blé.

Cet effondrement rend impossible une reprise nécessaire des autres céréales. Il ne permet pas d'obtenir pour elles des prix rémunérateurs et pousse par là-même à remplacer leur culture par celle du blé.

B) *Les causes de ce déséquilibre flagrant.*

a) A quoi imputer cette chute vertigineuse ds cours des céréales secondaires si ce n'est tout d'abord à un *accroissement anormal des importations* à un prix exceptionnellement bas ? On ne peut pas douter de l'action que doit avoir l'importation d'un produit sur le cours de cette denrée à l'intérieur du pays importateur. Nos importations ont exercé une influence incontestable sur le mouvement des prix. Cela tient à l'accroissement extraordinaire de la masse des produits récoltés dans toutes les parties du globe, à la réduction des frais de transport et à la diminution des prix de revient.

Le tableau suivant nous fera comprendre d'une façon saisissante l'évolution au début de la crise du commerce extérieur.

IMPORTATIONS (Moyenne)

	1925-1929	1930	1931
Avoine	791.928 qx	684.128 qx	825.176 qx
Orge	612.096 qx	1.534.785 qx	4.213.160 qx
Seigle	333.862 qx	226.927 qx	765.630 qx
Maïs	6.756.287 qx	8.211.000 qx	10.628.576 qx
	8.494.173 qx	10.656.840 qx	16.432.542 qx

EXPORTATIONS (Réduction)

Orge : de 126.976 qx en 1930 à 8.817 en 1932

Malt : de 160.698 qx en 1930 à 90.496 en 1932

Sarrasin : de 33.064 qx en 1930 à 9.302 en 1932

b) En second lieu, l'invasion du marché français est la conséquence directe de la surproduction mondiale que traduit la chute prononcée des cours mondiaux.

c) Il convient en troisième lieu de tenir compte de l'octroi des primes à l'exportation plus ou moins déguisées qui ont facilité l'entrée en France des céréales secondaires.

L'on peut constater par exemple une exportation d'orge et de seigle de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie ; et cependant les cours de ces céréales secondaires étaient plus élevés dans ces pays que chez nous. L'on a vu l'Italie, la Suisse réduire le prix des transports vers les frontières ou même rembourser complètement ce prix. La Pologne a accordé, depuis novembre 1929, des primes à l'exportation pour les céréales : 12 zlotys par quintal de farine. De même, la Hongrie a sacrifié 3 pengos lors de la sortie d'un quintal de seigle ou de froment.

Ce sont toutes ces causes qui ont motivé l'effondrement des cours français.

C'est pour lutter contre un tel état de chose que l'on a dû réagir en faveur des céréales secondaires.

C) *Les mesures de protection et de défense.*

En présence d'un tel déséquilibre et devant la chute accélérée des cours des céréales secondaires sur le marché national, il était indispensable de prendre des mesures urgentes et efficaces. Les plus importantes tiennent à la majoration des droits de douane et à la réforme du marché réglementé.

a) *La majoration des droits de douane.* — D'une manière générale, il est regrettable que ces modifications des droits de douane aient été effectuées sans plan d'ensemble. La plupart de ces relèvements douaniers furent insuffisants ; ils furent incapables d'enrayer l'importation massive des céréales étrangères.

C'est ainsi qu'en juillet 1930, par exemple, le relèvement du droit sur le farine de seigle fut moins important que le relèvement du droit sur le seigle en grains. Jusqu'en avril 1931, notre marché fut envahi par les farines de seigle allemandes ou polonaises.

Voici les principaux relèvements de droits de douane :

Avoine :	18 janvier 1930	relèvement de 15 à 21 fr.
	18 juillet 1930	— de 21 à 30 fr.
Seigle :	18 juillet 1930	— de 15 à 21 fr.
	28 avril 1931	— de 21 à 35 fr.

Quant au droit sur la farine de seigle, il était porté à cette date de 35 francs à 70 francs. D'autre part, un décret du 11 septembre 1930 portait le droit sur le maïs à 24 francs et instituait un droit réduit de 16 fr. 80 pour le maïs à petits grains, dit de Bessarabie. Enfin, le droit sur l'orge resta à 15 francs à cette époque parce qu'il avait été consolidé dans les accords commerciaux avec la Tchécoslovaquie et la Turquie.

De plus, grâce aux démarches réitérées de nos principales associations agricoles, le Gouvernement a relevé, par le décret du 16 septembre 1932, de 40 francs par 100 kilos brut, le tarif minimum des droits de douane applicables à l'avoine, au seigle, au maïs en grains ; le tarif minimum applicable aux farines est porté à 66 fr. 50 pour la farine d'avoine, à 80 francs pour la farine de seigle et à 72 francs les 100 kilos pour la farine de maïs.

Un second décret pris à la même date, fixe qu'à titre exceptionnel et temporaire, de l'orge en grains concassés et boulanges contenant plus de 10 % de farine et des sons de toutes sortes de grains, ne pourra être effectuée que dans la limite du contingentement et suivant modalités qui seront déterminées par arrêtés ministériels.

b) *La nouvelle réglementation du marché.* — Le 1^{er} septembre 1931, une réforme profonde du marché des céréales secondaires était mise en application.

Le marché des avoines noires étant trop étroit, avait été fermé en décembre 1929, sans aucune réclamation de la part des producteurs. Le marché des avoines diverses et celui des orges de brasserie étaient au contraire écrasés par un stock formidable de marchandises, pour la plupart défectueuses. Il fallait donc le réglementer et l'assainir. Des mesures s'imposaient : faire disparaître les stocks excessifs d'orge et d'avoines diverses, revaloriser les avoines noires et faciliter leur accès sur le marché.

α) Pour éviter la constitution des stocks excessifs et de qualité défectueuse, il convenait de renforcer les conditions d'admission au stock et d'en faciliter le retrait. C'est alors qu'on imposa de nouvelles règles rendant beaucoup plus strictes les

entrées des céréales exotiques. On releva sensiblement les poids spécifiques exigés ; on supprima les latitudes trop grandes laissées au livreur pour la présentation des marchandises. On introduisit un essai de germination obligatoire pour les orges. C'est ainsi que les stocks des céréales secondaires soumis à des exigences secondaires soumis à des exigences de qualité beaucoup plus strictes sont devenues plus difficiles à constituer et de meilleure garantie pour les acheteurs.

6) Il s'agissait d'instituer en second lieu un régime viable pour l'avoine noire dont la valeur était tombée au niveau des autres avoines.

La solution adoptée a consisté à créer un nouveau marché général en donnant une sorte de priorité à l'avoine noire et à la grise de printemps. L'on a exigé des qualités dont la sévérité va croissant avec la différence de valeur commerciale. Le poids de l'avoine noire est fixé à 47 kilogrammes, de la blanche indigène à 49, de la blanche exotique à 52.

Il en est résulté que le marché des avoines a vu ses cours s'améliorer depuis la réforme dans une proportion inespérée. Cette amélioration est de l'ordre de 25 %.

c) *Les autres mesures prises.* D'autres mesures ont été prises qui, directement, ou indirectement avaient pour but de renforcer la protection du marché des céréales secondaires.

Mais, par un décret en date du 21 janvier 1933, la perception de la surtaxe de 80 fr. par 100 kilos, établie par le décret du 1^{er} décembre 1931, sur le malt d'origine allemande, est suspendue sur les malts accompagnés d'un certificat attestant qu'ils n'ont pas été retirés d'entrepôts douaniers.

Par un arrêté en date du 6 janvier 1933, le contingent d'importation du maïs petit grain à tarif réduit a été fixé comme suit :

250.000 qx	sur le 1 ^{er} trimestre 1933		
150.000 qx	sur le 2 ^e	—	—
150.000 qx	sur le 3 ^e	—	—
250.000 qx	sur le 4 ^e	—	—

D'autre part, un second arrêté comportait le dispositif suivant : le fonctionnement des services nécessaires à la délivrance des autorisations d'importation de maïs « petit grain » sera assuré par le comité interprofessionnel du contrôle des importations de blés.

En ce qui concerne l'orge, un arrêté paru au Journal Officiel du 13 septembre 1932 fixe les contingents suivants qui pourront être importés jusqu'au 31 décembre 1932 :

Orge en grains : 262.000 qx
Sons de toutes sortes de grains : 235.000 qx

C'est ainsi qu'un décret du 1^{er} décembre 1931 a institué une surtaxe antidumping de 80 francs sur le malt originaire d'Allemagne.

Un décret du 12 novembre 1931 avait appliqué aux maïs de provenance argentine une surtaxe compensatrice de change ; elle était élevée à 25 pour cent le 9 décembre. Cette mesure était largement justifiée par les importations excessives de maïs.

Comme pour le blé, l'on a établi rigoureusement des contingents sur les céréales secondaires fixés normalement par trimestre.

Lors de la discussion du budget des affaires étrangères, à la séance du 25 mars 1932. M. le Président Tardieu s'est expliqué très loyalement sur la politique que le gouvernement s'était vu forcé de suivre, notamment en ce qui concernait les produits agricoles : « Par suite du trouble mondial, de la crise générale, tous les pays — le nôtre comme les autres — ont été forcés de se défendre eux-mêmes. Si nous n'avions pas, dans les dix derniers mois de 1931, par des droits de douane et des contingents, protégé 80 milliards environ sur les 100 milliards que représente le revenu total brut de notre agriculture, l'agriculture française, en ce moment, serait morte » (1).

*
**

De l'étude rapide des différentes mesures prises par le gouvernement, en 1929 et dans les années qui suivirent, se dégage l'idée dominante de la volonté de défendre énergiquement notre agriculture.

Les moyens employés se sont développés au cours de la crise et se complètent chaque jour.

Dans l'ensemble ces moyens ont réussi en 1929 et dans les années qui suivirent à soutenir les cours et à empêcher la ruine de notre agriculture.

(1) Journal d'agriculture pratique, 2 avril 1932, n° 14.

CHAPITRE III

L'ÉTAT DU MARCHÉ ET LA POLITIQUE DU BLÉ APRÈS LA RÉCOLTE DE 1932

SECTION I. — LA CRISE DU BLÉ APRÈS LA RÉCOLTE DE 1932

I. — *La récolte de 1932*

La « Revue internationale d'agriculture » d'août 1932, donnant ses prévisions sur la récolte du blé, disait notamment : « En ce qui concerne le froment, les évaluations provisoires de la production connues jusqu'à ce moment, montrent pour 1932 des résultats plus élevés que l'année passée dans tous les pays, sauf les pays danubiens... Parmi les Etats pour lesquels les évaluations de récolte font encore défaut, la France aura une production sensiblement supérieure à celle de 1931 et une augmentation est prévue également pour d'autres pays ».

En France, donc, dans l'ensemble, la récolte s'annonce plutôt bonne, dès le mois de juillet 1932. Les estimations de source privée donnent un montant probable variant entre 85 et 90 millions de quintaux, estimé largement suffisant à couvrir les besoins de la consommation nationale.

Telle qu'elle, l'évaluation de cette année semblait indiquer que la récolte serait une des meilleures de la période de l'après-guerre, analogue à celles de 1925 et 1929. Pour le Nord, elle faisait ressortir une production record, supérieure de 24 millions de quintaux au maximum atteint en 1925.

Le poids spécifique indiqué était, à l'exception du Midi, un des plus élevés jusqu'ici notés, avec une moyenne de 25,74 kilos

à l'hectolitre et des écarts régionaux allant de 71,39 kilos dans le Midi à 73,36 dans le Sud-Ouest ; le Nord et le Centre avaient un poids spécifique moyen de 76,17 kilos.

Les milieux commerciaux considéraient cette évaluation officielle comme étant fort au-dessous de la réalité. Le « Bulletin des Halles » donnait, comme résultat d'une enquête, plus de 105 millions de quintaux.

Notre récolte de blé était évaluée, par le ministère de l'Agriculture à 90.182.000 quintaux. Le « Journal Officiel » du 4 septembre publiait ces résultats.

Il est intéressant de rapprocher par région les résultats approximatifs de cette année et ceux définitifs de l'année précédente :

	1932	1932
	—	—
	quintaux	quintaux
Région Nord	27.590.200	20.792.680
— Est	9.723.500	6.485.700
— Ouest	18.206.930	13.933.800
— Centre	13.088.220	8.597.890
— Est-Central	5.712.160	5.537.100
— Sud-Ouest	9.729.020	8.970.080
— Massif-Centr.	3.813.230	4.145.270
— Midi	2.318.740	3.421.190
	—	—
Totaux	90.182.000	71.881.710

L'on peut constater, par ce tableau, que les régions du Nord, de l'Ouest, du Centre, de l'Est central et du Sud-Ouest avaient donc, en 1932, une production supérieure à celle de l'année précédente, cependant que les régions du Massif central et du Midi auraient eu une production inférieure.

Le record du rendement moyen à l'hectare était détenu par le département du Nord avec 28 quintaux. Le département de Vaucluse avait eu le rendement le plus bas : 6 quintaux à l'hectare.

Le ministère de l'Agriculture faisait remarquer que cette récolte n'était pas exceptionnelle. Il semble que par tactique, à cette époque, on veuille toujours nier la surproduction. Une note

disait notamment que cette récolte 1932 n'apparaissait pas comme excédant les divers besoins de la consommation ; elle se rapprochait des quantités obtenues en 1902-1906-1913, 1921 et 1925, mais elle restait inférieure aux récoltes des années 1903, 1905, 1908, 1909, 1912 et 1929, qui ont varié de 91 à 103 millions de quintaux.

II. — *La baisse des cours*

Toujours est-il qu'à partir de 1932 nous avons assisté à une chute des cours du blé de plus en plus accélérée. « Les cours de la cote officielle à Paris, pour l'exercice 1931-1932 s'étaient tenus aux environs de 160 francs le quintal. Les cours sont tombés à 126 francs en août 1932, 115 fr. en septembre, 111 fr. en octobre et novembre, 107 fr. en janvier, 103 en mars, 97 en avril, 95 en juin ; et on ne doit pas oublier que les prix en culture sont inférieurs de 5 à 10 francs » (1).

Le ministère de l'Agriculture, se rendant compte du danger, avait communiqué dès le 4 août une note pour mettre en garde les producteurs de blé contre des offres exagérées qui auraient entraîné une baisse dont les producteurs seraient les premières victimes : « Depuis trois jours, un mouvement de baisse s'accroît sur le marché du blé, par suite d'offres trop précipitées de blés nouveaux... Il est juste et nécessaire que les cours ne s'abaissent pas au-dessous du niveau de l'équitable rémunération dont l'agriculture a besoin... Le ministre fait donc un appel pressant au bon sens et au sang-froid des producteurs pour qu'ils ne cèdent pas à un mouvement irraisonné en liquidant leurs blés massivement dans des conditions que ne justifie en aucune façon la situation statistique du marché ».

Les producteurs démoralisés par une propagande tendancieuse servant les intérêts de gros acheteurs qui se dérobaient complètement devant l'offre et les besoins d'argent étant pressants, les cours continuèrent à baisser progressivement.

(1) F. de Menthon : « La Politique du blé », « Revue Politique », octobre 1933, p. 770.

La contre-propagande organisée, d'accord avec l'Association générale des Producteurs de blé, par des groupements agricoles chaque jour plus nombreux, atténua cette chute, mais ne put l'enrayer.

Le gouvernement, représenté par M. Abel Gardey, ministre de l'Agriculture, abaissa progressivement et jusqu'à 3 pour cent, le pourcentage des blés exotiques incorporés dans la farine ; organisa un échelonnement rationnel des ventes, grâce aux avances du Crédit agricole et aux réescomptes de la Banque de France ; il envisagea, en outre, toutes les mesures d'ordre matériel susceptibles de défendre les producteurs et de soustraire une branche si importante de l'économie nationale à des agissements suspects ; il se montra résolu à arrêter et à réprimer les campagnes de nature spéculative qui troublaient le marché.

Les producteurs n'osaient prendre les initiatives qui auraient pu améliorer leur situation, parce qu'ils se demandaient si un jour prochain, une loi ne viendrait pas en contrecarrer ou en détruire les effets ; l'on avait pris l'habitude de recourir de plus en plus à l'Etat pour résoudre des problèmes que ce dernier ne fait trop souvent que compliquer.

Les manifestations que soulevait l'effondrement des cours du blé au-dessous de 100 francs le quintal sur beaucoup de marchés de provinces, se multipliaient dans les différentes régions. En Eure-et-Loir, certains maires de communes rurales démissionnèrent. Dans l'Aube, c'était l'unanimité des cultivateurs qui, dans une résolution, exigeaient entre autres, que des mesures immédiates soient prises par le gouvernement pour assurer aux producteurs de blé, comme on l'assurait à la minoterie et à la boulangerie, un bénéfice basé sur les prix pratiqués en 1914 multipliés par le coefficient 5. Dans la Somme, les agriculteurs décidaient le principe d'une grève de l'impôt au cas où une augmentation suffisante du prix du blé n'aurait pas été constatée à brève échéance.

De la baisse persistante du prix du blé naissait un découragement, une exaspération qui ne faisait que grandir et dont savaient profiter de mauvais conseillers.

« Il fallait remonter aux tristes années de la grande crise

agricole de 1895 pour trouver avec le blé à 18 fr. 26 une situation comparable à celle du premier semestre 1933 » (1).

A Paris, les manifestations étaient presque quotidiennes. C'était un jour la Fédération des contribuables, le lendemain les commerçants, un autre jour les paysans qui manifestaient violemment leur volonté de voir mettre fin rapidement au désordre économique. Parmi ces diverses manifestations, celle du 25 janvier 1933, dans la salle Wagram, a eu le plus d'écho.

Dix mille paysans venus de toute la France « exposer la misère dont ils souffrent, misère dont les répercussions se font lourdement sentir sur toute l'économie nationale ». Dix mille paysans venus « exiger des pouvoirs publics une prompte revalorisation des prix de vente des denrées agricoles ».

Dix mille paysans « décidés à poursuivre par tous les moyens la réalisation d'un plan de réformes capable de corriger trop d'abus ».

Les Pouvoirs publics auraient eu tort de s'y tromper. Il y avait dans ces manifestations autre chose que des démonstrations de mauvaise humeur. Les paysans voulaient un changement sous un gouvernement digne de ce nom, dans un Etat fort, ayant retrouvé son autorité.

L'assemblée des Présidents de Chambres d'Agriculture qui avait ouvert une vaste enquête notait la disparition des économies paysannes : « Chaque année le cultivateur s'appauvrit. Celui qui avait quelques économies les voit fondre peu à peu... Seul peut faire face à ses affaires celui qui possède entièrement le bien qu'il cultive, ou dont l'exploitation ne comporte pas de main-d'œuvre salariée », l'endettement de la population rurale : « La dette hypothécaire rurale pesait lourdement avant-guerre sur le monde agricole. Celui-ci s'en était libéré. Cette heureuse évolution se trouve aujourd'hui annihilée » ; elle signalait les conséquences agricoles, économiques, morales et sociales de la crise paysanne. « Le propriétaire se restreint au minimum et ne fait que des réparations de fortune indispensables. L'exploitant réduit ses dépenses de main-d'œuvre et d'engrais... La crise se traduit par une diminution de plus en plus grande

(1) F. de Menthon : La politique du blé, « Politique », p. 770.

du pouvoir d'achat du producteur, partant de son activité... La confiance dans l'épargne et le travail est ébranlée, surtout chez les jeunes cultivateurs. Le paysan résistera jusqu'à l'extrême limite. Mais du jour au lendemain, il peut se trouver devant une détresse immense et générale qui le porterait alors aux pires excès du désespoir ».

L'effondrement des cours se poursuivait en mars, aggravant encore une situation déjà critique. Du niveau de 104 francs, la cote officielle fléchit à partir du 25 à 100 francs. Encore faut-il ajouter que devant des acheteurs peu empressés, les producteurs furent souvent obligés de réaliser leur blé à des prix très inférieurs aux cours pratiqués sur les marchés locaux.

Les causes de la baisse tenaient à la situation du marché libre et à la position du marché à terme.

Le marché libre subissait une dépression grave, conséquence du déséquilibre entre les offres et les demandes, de l'état des blés en terre et de la pression des offres des blés d'Afrique du Nord, offerts à des prix très bas.

Un stock de plus de 200.000 quintaux pesait d'autre part sur le marché à terme au moment où les cotations s'établissaient en « déport », c'est-à-dire en moins-value sur les époques éloignées. Il convenait de faire disparaître ce stock ou de suspendre temporairement les cotations du marché à terme.

La baisse s'accroissait encore pendant la première quinzaine d'avril. La cote officielle tomba brusquement à 92 francs le 4 pour remonter à 96 le 11. Mais en réalité, les cours du blé avaient glissé graduellement jusqu'à 90 francs pour le blé rendu à Paris, ce qui correspond à 85 francs en négoce pour du blé départ et à des prix descendant jusqu'aux environs de 80 francs en culture.

Le marché réglementé subissait le même mouvement de baisse, mais ce mouvement n'avait pas été progressif. Une reprise légère s'était fait sentir au marché à terme, mais le courant restait à un niveau toujours inférieur aux cotations de mars parce qu'il était alourdi d'une façon constante par le stock.

Mi-avril fut témoin d'une amélioration des cours ; la cote officielle atteignit 96 francs le 13 et 101 francs le 21.

En Beauce, dans l'Eure et la Seine-Inférieure, le blé était

vendu de 97 à 98 francs ; dans l'Oise, l'Aisne, la Somme de 98 à 99 ; dans la Seine-et-Marne, l'Aube, l'Yonne et la Côte-d'Or, de 98 à 101 francs.

Mais nous étions encore loin de la revalorisation à un prix qui paye. Sur le marché à terme, la question du stock restait au premier plan et était une cause de trouble grave dans l'équilibre du marché.

En mai, les cours eurent de nouveau tendance à fléchir sous l'influence d'une légère recrudescence des offres. Ce mouvement de faiblesse eut pour cause un fléchissement général des prix dans certaines régions où les réserves étaient plus importantes sous l'influence d'un léger surcroît d'offres, particulièrement en Beauce, dans le Centre, l'Ouest et le Sud-Ouest. Les départements de l'Est, du Sud-Est, du Massif Central, n'avaient presque plus de blé.

La baisse brusquée ramena les cours presque aussi bas qu'au mois de mars à partir du 17 mai ; en trois jours, la chute fut de 5 à 6 francs au marché réglementé ; le 22 mai, la cote était fixée à 93 fr. 25. En culture, la baisse avait été plus tardive et inégale. En Beauce, le blé départ valait de 94 fr. à 90 fr., à l'Est de 98 à 92 ; dans le Centre-Ouest de 94-97 à 90-92. Cette baisse était due aux perspectives de la récolte, très belles ; ce qui explique surtout le caractère soudain et brutal de ce mouvement, fut l'attitude de réserve et presque d'abstention complète aux achats de la grande meunerie.

En juin, le marché était mauvais, les prix faiblissaient moins sous l'influence des offres que devant la réserve des acheteurs, impressionnés par le beau temps et l'apparence de la récolte. La perspective de la moisson était alors le facteur dominant de la situation.

Le marché était d'autant plus déprimé que la meunerie et le négoce craignaient d'acheter et de subir une dépréciation sur un approvisionnement trop large. La chute des prix s'était précipitée rapidement ; on avait atteint les cours les plus bas enregistrés depuis le début de la campagne. Le courant au marché réglementé était tombé de 94,25 le 1^{er} juin à 84,75 le 15 juin. En culture, les cours étaient tombés le 14 à 80-85 dans la région nord et parisienne. La baisse était plus accentuée encore dans la

région ouest ou sud-ouest où on ne dépassait guère 75-78 ; même pas le coefficient 3 par rapport à l'avant-guerre !

Il était de toute urgence que le gouvernement prît des mesures énergiques et efficaces ; des discussions qui se poursuivirent en juin tant à la Chambre qu'au Sénat devait naître la loi du 10 juillet 1933, qui renforçait vigoureusement les mesures précédentes et instituait le prix minimum.

La France n'était pas, dans cette période troublée, la seule nation à lutter contre la baisse des cours. Tout le marché mondial était en pleine évolution, en concordance avec la crise du dollar. A Chicago, la moyenne des cours pour les huit premiers mois de la campagne n'avaient même pas atteint 50 cents (47 fr.) inférieur au cours moyen de 1931-32 (54 cents) et très inférieur à celui des campagnes antérieures, 78 cents en 1930-31, 114 cents en 1929-30, 117 cents en 1928-29.

COURS MOYEN MENSUEL DU BLÉ A CHICAGO ET WINNIPEG
EN CENTS PAR BUSHEL

	Chicago	Winnipeg
	—	—
Août	51	57
Septembre	51	52
Octobre	48	48
Novembre	43	45
Décembre	43	42
Janvier	47	46
Février	47	47
Mars	51	50

L'importance des stocks reportés était l'élément dominant du marché mondial ; la surproduction était le vrai problème ; les artifices monétaires des pays exportateurs ne pouvaient qu'aggraver le mal et consolider la politique de défense de pays voulant sauver leur agriculture.

En mai, la situation, malgré une baisse légère, n'était guère modifiée. Les blés Hard-Manitoba étaient cotés à 57 francs, tandis que les blés Plata arrivaient à 45 francs caf en Angleterre.

Depuis soixante-dix ans qu'on cote le blé officiellement,

c'était les plus bas prix qui aient jamais été enregistrés à terme et les spécialistes de la question ajoutaient sur la foi de documents historiques, les plus bas constatés depuis la fin du dix-septième siècle. Les stocks de vieilles récoltes aux Etats-Unis dépassaient 106 millions de quintaux, contre 26 en 1926, 81 en 1930 et 90,5 en 1931. La simple lecture de ces chiffres permet de se faire une idée de l'effroyable situation dans laquelle se débattait l'agriculture américaine à la fin de 1932.

SECTION II. — LA POLITIQUE DU BLÉ APRÈS LA RÉCOLTE DE 1932

En présence d'une telle situation, il importait de remédier le plus efficacement et le plus rapidement possible à la baisse accélérée des cours. Le gouvernement, soucieux d'assurer une bonne politique de défense du marché du blé, prit de très nombreuses mesures pour enrayer la chute des prix. Ce sont ces mesures que nous allons examiner avant d'arriver à la loi capitale du 10 juillet 1933.

I. — *Les premières mesures prises*

Un *décret du 1^{er} août* modifia la teneur du blé indigène dans les farines panifiables ; il avait fixé à 85 pour 100 le pourcentage minimum de blé indigène à incorporer dans les farines pour la panification et autres usages alimentaires ; un *autre décret du 3 août* avait porté à 97 pour cent ce pourcentage

Cette mesure réservait la priorité aux blés indigènes.

Des incidents se produisent le 10 août à la Bourse de Commerce ; un Conseil de Cabinet se réunit immédiatement, le ministre de l'Agriculture, M. Abel Gardey, y expose la situation du marché. Il met en garde les producteurs de blé contre les bruits tendancieux qui visent à une baisse artificielle et abusive des cours et qui s'affirment notamment par des déclarations non contrôlées sur l'importance de la récolte. En même temps, en raison de la baisse des blés et des farines, le prix du pain

est ramené de 2 fr. 25 à 2 fr. le kilogramme, à partir du 18 août 1932.

De nombreux parlementaires et particulièrement *M. Donon*, sénateur du Loiret, proposent alors un certain nombre de mesures : la surveillance attentive des conditions d'établissement de la cote officielle des blés à la Bourse de Commerce, tant pour la marchandise disponible que pour le livrable à terme et la suppression momentanée de l'emploi d'une proportion, si faible soit-elle, des blés exotiques ; ils demandent d'empêcher la publication de toute estimation prématurée et non officielle de la récolte de 1932, de prescrire la généralisation d'un taux de blutage inférieur à 70 pour cent et de poursuivre une énergique campagne en faveur du stockage collectif ou individuel avec cautionnement mutuel, en faisant appel aux ressources du crédit agricole et en utilisant tous les magasins disponibles, y compris ceux de l'intendance militaire ; enfin, ils demandent que les préfets soient obligés de prendre des arrêtés fixant les prix du pain en rigoureuse concordance avec les cours du blé.

Le Gouvernement se rend compte que le seul jeu du pourcentage de blés exotiques et du droit de douane ne peuvent maintenir les cours à un niveau satisfaisant, mais il continue avec un optimisme excessif à croire que les besoins nationaux ne sont pas dépassés par la récolte.

Pour assainir le marché du blé et enrayer la baisse des cours des céréales secondaires, il relève, par le décret du 16 septembre, à 40 francs par 100 kilogrammes brut le tarif minimum des droits de douane applicables à l'avoine, au seigle et au maïs en grains ; le tarif minimum applicable aux farines est porté à 66 fr. 50 pour la farine d'avoine, à 80 fr. pour la farine de seigle et à 72 fr. les 100 kilos brut pour la farine de maïs.

Pour faciliter l'écoulement du produit, il tente d'inaugurer une *politique du bon pain* en respectant à la fois les intérêts des producteurs et des consommateurs. Un décret du 27 septembre fixe à 66 % le taux maximum d'extraction des farines panifiables destinées à la consommation indigène.

Ce ne devait être là qu'un premier pas dans la voie de la politique du bon pain pour améliorer sa qualité et accroître sa consommation.

II. — *Nouvelle organisation du stockage*

Lorsque la surproduction fut devenue évidente, on chercha à faciliter, par des crédits et des primes, enfin par des achats directs de l'Etat, le stockage du blé et le report sur l'exercice suivant d'une partie de la récolte de 1932.

Cette récolte pouvait être évaluée, après des rectifications minutieuses sur le chiffre primitif, à 92.200.000 quintaux. Si l'on additionnait ces 92 millions de quintaux et la quantité de blé de l'Afrique du Nord non absorbée avant le début de la campagne, l'on obtenait 93.500.000 quintaux environ, soit avec le blé exotique normalement importé un stock global de plus de 94 millions 300.000 quintaux.

La consommation étant en moyenne de 87 millions de quintaux, l'excès était sept millions.

Le problème du blé devenait un problème d'échelonnement des ventes sur le cours de l'année et de report de l'excédent sur l'année suivante. Il fallait organiser le stockage.

Toute l'opération était basée sur la prévision d'une récolte moins abondante l'année suivante, qui aurait permis la valorisation du stock reporté. C'était là une méthode séduisante à condition que l'on se fût assuré que l'alternance des bonnes et des mauvaises années soit régulière, sinon on risquait de se trouver un jour dans la même situation que les grandes organisations de stockage américaines et canadiennes.

Cependant cette politique se défendait, le report ne constituant pas une imprudence pour un pays qui était importateur deux années sur trois ; c'était une opération normale d'équilibre entre deux campagnes.

Toute la difficulté résidait dans les moyens financiers à employer en période de déficit budgétaire et de trésorerie vide. La politique du stockage n'alla pas sans tâtonnements et sans difficultés.

Le décret du 12 octobre 1932 organisa un système de conservation chez le producteur, d'une fraction de la récolte, en vue de retirer du marché une quantité globale d'au moins 6 millions de quintaux pour la reporter sur la campagne prochaine.

Cette opération répondait à un double but : tout d'abord le rétablissement de la situation présente du marché où apparaissait un déséquilibre flagrant entre les disponibilités et les besoins, et elle instituait encore d'autre part, pour notre ravitaillement pendant la prochaine campagne, une mesure de prévoyance que justifiait la fréquence des récoltes déficitaires.

Le producteur s'engageait à ne pas vendre une partie de sa récolte et à en assurer la conservation pendant un an, sous le contrôle de l'administration et des associations agricoles. Une prime de report d'environ 10 fr. par quintal l'aidait à couvrir l'intérêt du capital immobilisé et les frais divers inhérents à l'opération projetée.

Cette opération était tout à fait différente de celle du stockage de la loi du 30 avril 1930, en vue de la vente collective échelonnée que pratiquaient de nombreuses coopératives agricoles. La vente échelonnée avait pour but d'équilibrer, dans le courant d'une campagne, le rythme des ventes et le rythme des achats, afin d'obtenir des cours plus réguliers. Le report, lui, était destiné à relever le niveau moyen des cours, en allégeant effectivement le marché d'une importante quantité de blé.

Les contrats étaient passés pour une durée maximum d'un an. Les blés conservés par les producteurs ne pouvaient être vendus avant la date d'expiration du contrat ; toutefois, le ministre de l'agriculture avait la faculté de mettre fin au contrat à toute époque si les circonstances économiques l'exigeaient.

Ce décret était d'autant plus urgent à prendre que depuis une quinzaine, la situation du marché s'était considérablement aggravée. En mobilisant hors du marché six millions de quintaux, on pouvait espérer l'équilibre provisoirement rompu entre l'offre et la demande.

Mais cet essai de stockage individuel qui offrait au producteur une prime mensuelle de report, sans lui garantir un prix de vente minimum à l'échéance du contrat, ne devait donner aucun résultat.

Avancer au cultivateur un certain chiffre sur sa récolte, c'est bien, mais c'est une spéculation comme une autre, car si, comme cela est arrivé en Amérique, les cours s'effondrent au-dessous du chiffre de l'avance, ou bien le cultivateur qui croit

avoir vendu ferme se trouve ruiné par le rappel des différences qui lui est fait, ou bien l'organisation de stockage, syndicat ou moulin coopératif, supporte la perte et tombe en faillite.

Voici le résultat de ce report de blé stocké chez le cultivateur, moyennant une prime de conservation qui revenait à 0,75 par quintal et par mois : on apporta au ministre de l'agriculture des contrats pour 100.000 quintaux, soit une demi-journée de pain pour le pays !

Il est facile de trouver les causes d'un échec aussi lamentable, qui dénote une méconnaissance de la mentalité des agriculteurs.

Le blé valait, en septembre 1932, de 105 à 110 fr., pris dans la cour de la ferme, mais on était au début de la campagne et le gouvernement proclamait qu'il allait faire monter les cours. Le cultivateur croyait la baisse passagère et comptait revoir rapidement le cours de 130 fr. du mois d'août précédent. Quel intérêt pouvait-il avoir, lui qui a toujours besoin de son argent et qui n'a pas l'habitude de travailler avec des banques, d'aliéner sa liberté, pendant onze mois, c'est-à-dire de s'interdire de profiter d'une hausse qu'on lui annonçait substantielle et prochaine, pour un profit illusoire de 0,75 par quintal et par mois ? Car le stockage, chez lui, est autrement difficile et onéreux que chez le meunier. Il existait bien, dans les contrats, une clause de résiliation en sa faveur, mais elle était extrêmement vague : Le ministre se réservait la faculté de mettre fin au contrat « si les circonstances l'exigeaient ».

Les groupements agricoles firent à la circulaire ministérielle un minimum de publicité, car il leur apparut, avec la dernière évidence, que la proposition était sans intérêt pour leurs adhérents.

Le ministre de l'agriculture connaissait cette singulière infortune de voir les cultivateurs refuser ses libéralités. C'est ainsi que dans un département très agricole, la direction des services agricoles eut à transmettre deux demandes représentant en tout et pour tout 90 quintaux. Les agriculteurs, sauf deux, avaient compris qu'il était de leur intérêt de ne pas accepter les présents d'Artaxerxès. L'expérience avait donc échoué

« Les besoins d'argent sont trop aigus en culture ; surtout,

la démoralisation et le découragement sont tels que personne ou presque n'a voulu risquer en reportant une partie de sa récolte, d'être victime, l'an prochain, de cours encore plus bas. » (1)

Pour embarquer les cultivateurs dans une opération de report, il fallait leur offrir des avantages plus substantiels et surtout mieux définis. Tel fut le but de la *loi du 26 janvier 1933*, qui donna au gouvernement les moyens d'action nécessaires.

Cette loi garantissait un prix de vente minimum que le décret du 9 février ne précisa pas, mais qui fut annoncé de 109 fr. Le cours du blé était tombé en janvier à 103 fr. : l'avantage était de 6 francs, plus la prime de conservation qui était intégralement maintenue et remontait rétroactivement au 1^{er} octobre 1932.

La loi autorisait l'achat par le ministre de blé jusqu'à concurrence d'une dépense de 300 millions de francs. Les achats devaient être effectués par les soins de l'intendance, de gré à gré et seulement près des groupements agricoles ayant souscrit des contrats de stockage ou de report.

Pour faciliter ces opérations, elle prévoyait une avance remboursable de 300 millions au taux de 2 %, à la Caisse nationale de crédit agricole, pour une durée d'un an au maximum. Les caisses régionales de crédit agricole devaient servir d'intermédiaires. Les fonds nécessaires devaient provenir de la Caisse des dépôts et consignations. Enfin, le ministre de l'agriculture était autorisé à engager jusqu'au 27 mai 1933, dans la limite d'une somme de 50 millions de francs, les dépenses nécessaires pour le payement des primes d'entretien aux agriculteurs qui souscriraient des contrats de report.

Cette fois donc, une garantie de prix était donnée aux producteurs ; l'on avait voulu éviter l'écueil du décret du 12 octobre résultant de l'insécurité de l'opération à laquelle on confiait les cultivateurs. C'était là une formule susceptible d'améliorer la situation, une assurance contre la baisse.

Le deuxième point à souligner, c'est que le marché ainsi passé pour la vente du blé était fait en quelque sorte avec ga-

(1) Pierre Hallé : La Journée industrielle, mardi 27 déc. 32.

rantie de hausse, en ce sens que si d'ici le 30 septembre 1933 les cours venaient à accuser une hausse de 5 % par rapport au prix d'achat, le marché pourrait être réalisé de façon à libérer les producteurs de leurs engagements pour leur permettre de bénéficier de la hausse. Les agriculteurs ne couraient aucun risque puisqu'ils avaient la faculté de reprendre leur liberté. Leur intérêt bien compris leur commandait donc de seconder le gouvernement dans ce nouvel et important effort.

Cependant, les demandes n'affluèrent pas, à tel point que l'on menaça de s'adresser au commerce si les agriculteurs continuaient à s'abstenir.

L'hésitation des cultivateurs était toutefois compréhensible, puisqu'on leur annonçait toujours la hausse pour demain. Pourquoi mettre le doigt dans un engrenage étatiste compliqué et aliéner sa liberté pendant encore huit mois, lorsqu'on a l'espoir, en restant libre, de pouvoir profiter, avec plus de souplesse et de rapidité, d'une hausse, peut-être éphémère, mais que tout le monde prévoit, d'un ordre de grandeur au moins égal aux avantages proposés.

L'opération traînait. Il fallut offrir de nouveaux appâts. Le conseil des ministres du 6 mars porta le prix garanti de 109 à 115 fr. Le blé étant tombé entre temps à 100 fr. l'avantage était porté à 15 fr. le quintal, plus la prime de conservation, toujours comptée rétroactivement à partir du 1^{er} octobre 1932, et devenait, par conséquent, de plus en plus intéressante à mesure que l'on s'éloignait, pour contracter, du point de départ.

Cette fois, le report prit une certaine envergure ; il devait réussir, car il offrait aux agriculteurs des avantages incontestablement substantiels.

L'opération était terminée vers le milieu d'avril ; cinq millions de quintaux étaient reportés et deux achetés par l'Etat. L'opération était payante et les cultivateurs désarmés n'avaient pas hésité.

Mais la baisse qui s'était abattue sur le marché du blé après la moisson s'était continuée dans les mois suivants et se prolongea à une époque où les moins avisés avaient pronostiqué une reprise certaine.

Cette situation était due à l'abstention des acheteurs qui,

ayant tenté quelques approvisionnements, avaient été surpris et découragés par la baisse.

Il convient d'ajouter le stock de plus de 23 millions de quintaux qui pesait sur le marché à terme.

III. — *Mesures et dispositions diverses*

Le gouvernement prit de nouvelles mesures pour résorber le plus possible l'excédent de la récolte. En mars, le conseil des ministres décida de saisir le Parlement d'un projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 20 millions en vue de la *dénaturation des blés* de qualité inférieure, qui serviraient à l'alimentation du bétail. La Chambre, dans sa séance du 6 avril, vota cette mesure, appliquée à des blés de qualité médiocre et peu appréciés de la minoterie. Ce blé devait se substituer partiellement pour la nourriture du bétail aux céréales secondaires telles que l'orge et le maïs, dont les importations avaient été récemment contingentées.

Les blés devaient être dénaturés et employés sous le contrôle de fonctionnaires habilités à cet effet par le ministre de l'agriculture. Il devait se créer des centres de dénaturation en limitant à 100 quintaux minimum la quantité de blé à mettre en œuvre pour une seule opération.

Les primes de dénaturation ne pouvaient être versées aux industriels ou commerçants que sur justification de leur paiement préalable aux producteurs. L'Allemagne avait déjà adopté cette mesure pour le seigle ; elle avait fait, à l'aide d'une prime, consommer à la ferme ses propres seigles indigènes dénaturés. Une société centrale habilitée achetait ce seigle, le dénaturait dans un certain nombre de centres appropriés et le revendait aux éleveurs à un prix inférieur au prix d'achat.

Pour que la mesure réussisse, il fallait de toute évidence réduire encore les entrées de céréales secondaires exotiques pour alléger le marché du blé. Un crédit immédiat de 50 millions aurait été nécessaire pour mener à bien une telle opération, mais la loi ne consacrait qu'une somme d'un million, vraiment insuffisante.

En outre, on portait de 2.600.000 à 5.000.000 de quintaux la quantité pouvant être reportée à la fin de l'année (1).

Un total de huit millions de quintaux environ était ainsi retiré du marché.

Pour compléter toutes ces mesures, un *décret du 26 mars* fixa à 100 % au lieu de 99 % le pourcentage obligatoire de blé indigène à employer par la meunerie pour la fabrication des farines alimentaires. Ce décret devait prendre effet le 16 avril. Cette mesure fut vivement combattue au Sénat. Le président de la commission s'éleva contre la contrainte que l'on voulait imposer à des particuliers d'acheter à un « cours fabriqué » ; ce serait une expropriation. Il ajoutait qu'un précédent de cette nature ne pouvait avoir que de graves inconvénients : si le blé stocké, disait-il, est obligatoirement pris par les meuniers, ils auront une belle raison pour dire aux cultivateurs : nous avons du blé que nous sommes obligés de prendre, gardez le vôtre.

Mais le ministre fit valoir des raisons d'opportunité et spécifia que cette mesure était à titre exceptionnel et temporaire. Mais, l'on sait qu'en France, le provisoire dure souvent. Tout l'excédent de la récolte se trouvait effectivement retiré de la circulation. La baisse du blé semble à peu près arrêtée au début d'avril autour des cours de 100 fr.

Sur ces entrefaites, une nouvelle proposition de loi venait d'être déposée. Elle tendait à conférer au gouvernement l'obligation de fixer par un décret pris avant le 1^{er} juillet le prix *minimum* par quintal, au-dessous duquel le blé ne pourrait être vendu. Elle insistait sur l'insuffisance des mesures prises jusqu'à présent pour enrayer la baisse et mettait en garde contre une nouvelle récolte qui pouvait être excédentaire. Les dernières phrases du texte à citer sont les suivantes :

« Le décret instituant le prix minimum indiquera qu'il s'agit de blé loyal et marchand répondant à un poids spécifique dé-

(1) Les demandes excédant 4 millions, les groupements et les producteurs se seraient trouvés dans une situation intolérable. La prime de report de 9 fr. 83 était maintenue, malgré les objections du ministre des Finances.

Un décret du 27 avril limitait à 30 fr. par quintal le montant de l'indemnité de résiliation qui pouvait être versée aux groupements et aux producteurs, ayant effectué le report. Enfin, le plafond de 5 millions de qx fixé par la loi du 14 avril était élevé à 5 millions 1/2.

terminé et à un minimum d'impuretés, tout degré en plus ou en moins faisant l'objet d'une augmentation ou d'une réfaction qui seront précisées.

Une amende qui sera le triple de la différence constatée sera infligée à tout acheteur qui aura payé le blé au-dessous du prix minimum. »

*
**

Faisons le point et résumons ce qui avait été fait depuis août 32 en vue de l'amélioration des cours du blé.

On peut dire que les effets de ces mesures ne furent pas les résultats espérés.

En mai, la situation restait alarmante, devant les perspectives d'une récolte très belle et devant l'attitude de réserve et presque d'abstention de la grande meunerie ; le mécontentement grandissait et chaque jour amenait de nouvelles catastrophes dans les milieux agricoles.

A Amiens, plus de 4.000 agriculteurs protestaient avec violence contre la politique du gouvernement ; les orateurs déclaraient qu'ils n'hésiteraient pas à répondre par la grève de l'impôt et que, si cette mesure n'était pas suffisante, ils ne reculeraient pas devant les actes, si le gouvernement persévérait dans son inertie.

C'est que le stockage ne fait pas disparaître l'excédent, mais le retire seulement pour un temps du marché. C'est un facteur excellent de soutien des cours, mais il ne résout pas tout le problème. Si l'on veut obtenir une hausse durable qui assure une juste rémunération aux producteurs, il faut éliminer définitivement du marché les stocks par l'exportation. C'est là le nœud de la situation, et pour le présent et pour l'avenir. En cas de récolte excédentaire, il n'y a qu'une solution possible vraiment efficace : exporter

C'est dans ce but que l'Association Générale des producteurs de blé demandait instamment au gouvernement d'ouvrir immédiatement un crédit important pour tenter l'expérience de l'exportation ; elle réclamait pour cela la création d'une caisse de compensation, votée par la Commission des douanes.

Elle insistait sur le fait que l'exportation, en allégeant partiellement le marché, jouerait encore et surtout comme un frein à la baisse, comme une base solide sur quoi pourraient s'appuyer les autres mesures « d'allègement interne » du marché. « La situation présente, déclarait-elle, ne permet plus aucune hésitation, aucune perte de temps ; c'est vraiment une opération de salut public, que commande auourd'hui le blé. Aucune mesure prise isolément n'est capable de sauver le blé. Ce programme de défense, pour être efficace, doit être appliqué intégralement, immédiatement et de façon massive ». (1)

Pendant ce temps, les pouvoirs publics, sans moyens financiers suffisants, préféraient temporiser, aucune décision positive n'avait été prise, permettant d'espérer un effort quelconque en vue d'exporter avant la fin de la campagne. L'étude de la caisse de compensation avait été remise à une date ultérieure.

Une fois de plus, on allait regretter de n'avoir pas agi à temps (2).

« Parlement et Gouvernement comptaient pour tout arranger sur la sécheresse du printemps ou sur les cataractes de l'été » (3). Toute l'opération était basée sur la prévision d'une récolte moins abondante qui aurait permis la valorisation du stock reporté ; non seulement le prix du blé retrouverait alors de lui-même des cours rémunérateurs, mais le gouvernement pourrait liquider les stocks achetés ou reportés dans de bonnes conditions. »

Cependant, dès le mois de juin, une nouvelle récolte excédentaire était probable et le cours du blé continuait à baisser ; on avait atteint les cours les plus bas enregistrés depuis le début de la campagne ; en culture, le blé valait de 80 à 85 fr. le quintal dans la région nord et parisienne ; cette baisse était plus

(1) A.G.P.B., Bulletin du 30 mars 1933.

(2) M. Queille disait au Sénat : « Le Gouvernement n'a pas d'argent pour faire cette opération. Vous savez tous que nous n'avons pas en caisse les 80 millions de francs nécessaires à la prime de 80 francs par quintal, grâce à quoi on pourrait exporter un million de quintaux de blé. »

Le veto d'ordre financier était donc irréductible ; la situation était aggravée par la position dangereuse adoptée par certains représentants de la meunerie qui cherchaient dans l'exportation, non pas à dégager le marché, mais à permettre des substitutions entre les blés indigènes et les blés exotiques.

(3) F. de Menthon : « La politique du blé », « Politique », oct. 1933, p. 773.

accentuée encore dans l'Ouest et le Nord-Ouest et atteignait 75 francs.

Le marché libre commençait d'autre part à subir des offres de blé de l'Afrique du Nord, offerts à des prix inférieurs aux cours actuels, stockés dans les ports et introduits chez nous en fraude.

Si nous avions une petite ou une moyenne production, les blés reportés trouveraient naturellement leur emploi et la revalorisation de la marchandise ne serait plus alors qu'une question de tactique culturelle.

Si la récolte s'avérait au contraire supérieure aux besoins, ce serait le phénomène inverse qui se produirait. C'est pourquoi entre ces deux hypothèses il valait mieux s'appesantir sur celle dont on devait redouter toutes les conséquences, plutôt que de se bercer de l'illusion d'un arrangement facile.

La crise du blé d'ailleurs prenait un caractère d'acuité de plus en plus tragique. La grosse récolte de 1932 se traduisait pour les producteurs par une perte de 4 milliards. On s'imaginerait facilement les répercussions sur la situation économique et le pouvoir d'achat des cultivateurs qui se heurtaient, pour réduire sensiblement leurs frais de production, à des difficultés presque insurmontables. L'état d'esprit des milieux agricoles était extrêmement inquiétant, l'aggravation de la crise sur la prochaine campagne pouvait avoir des conséquences sociales d'une portée difficile à mesurer.

L'on ne pouvait plus attendre la récolte, ni se contenter de demi-mesures quand la production en juin devint certaine, avec ses conséquences redoutables.

La défense du marché devait être pleinement, intégralement organisée avant la moisson pour essayer d'éviter une catastrophe irrémédiable.

CHAPITRE IV

DISCUSSION DU PROJET DE LOI

DU 13 AVRIL 1933

SECTION I. — LE PROJET DE LOI DU 13 AVRIL 1933

Devant l'effondrement continu des cours et sous la pression unanime de l'agriculture française représentée par les Chambres d'Agriculture et l'Association générale des producteurs de blé, le Gouvernement déposa dès le 13 avril un projet de défense et d'organisation du marché du blé.

Ce projet avait pour objet essentiel de coordonner et de renforcer les mesures prises jusqu'à ce jour.

Son grand intérêt était de codifier et de consolider les différentes dispositions qui successivement avaient dû être prises depuis quelques années pour défendre le marché : stockage, vente échelonnée, report des blés, d'envisager les mesures rendant possible l'exportation des blés.

Il introduisait des mesures nouvelles réclamées avec insistance par l'opinion agricole, telle que la possibilité d'exportation ou bien, jugées raisonnables par la majorité de l'opinion, comme la déclaration des superficies emblavées.

Il comportait une idée maîtresse qui était de « tenir prêtes à servir les différentes mesures que l'on pouvait envisager, pour mettre un barrage à l'effondrement anormal des cours ; d'avoir en réserve les moyens financiers permettant de faire jouer ces mesures ; de donner au ministre, sur avis d'un comité consultatif, le pouvoir d'en décider l'application sans aucun délai » (1).

(1) Pierre Hallé ; « La Journée industrielle » du 14 juin 1933.

En outre, il comportait plusieurs dispositions, intéressant les modalités d'exécution des mesures envisagées.

I. Analyse

Il est intéressant d'analyser ce projet et de voir ce qu'il apportait de vraiment nouveau aux agriculteurs.

Ce projet de loi était précédé d'un *long exposé des motifs* dans lequel il était dit que les mesures prises depuis trois ans par le Parlement et par le Gouvernement avaient soustrait le marché français du blé au désarroi mondial. « Elles avaient, sans contredit, sauvegardé l'agriculture française d'un bouleversement total. »

Le Gouvernement reconnaissait que la promptitude de mise en œuvre des mesures de défense du marché du blé était la condition première de leur succès. Il s'excusait d'avoir tant tardé et il invoquait « le retard inévitable que comportait l'obligation d'obtenir du Parlement les autorisations ou les crédits nécessaires ». Il se proposait d'être plus diligent dans l'avenir, d'envisager l'exportation et d'inclure dans un texte unique toutes les mesures pour qu'elles puissent être appliquées rapidement et simultanément.

Il insistait sur le fait que la France est normalement importatrice de blé et convenait, en cas de récolte surabondante, de reporter et d'exporter les excédents, de dénaturer les blés médiocres et, lorsqu'on se trouverait devant une récolte déficitaire, de déterminer la quantité strictement nécessaire de blés étrangers à importer.

Le présent projet avait pour but d'organiser d'une manière systématique une telle politique du blé.

L'exposé des motifs se terminait en insistant sur le rôle de la production organisée qui devait se discipliner aussi bien dans le sens de l'amélioration de la qualité boulangère de ses blés que dans le sens d'une coopération toujours plus étendue.

L'adoption d'un tel projet devait « constituer une étape nouvelle dans l'organisation rationnelle de l'agriculture française... » Le système devait fonctionner avec souplesse et célérité.

1° *A la base* du projet se trouvaient placées les *mesures relatives à l'évaluation des disponibilités* : déclarations des surfaces ensemencées par les producteurs et déclaration des stocks de blés ou de farines existant en meunerie au moment de la soudure. La première devait fournir des renseignements intéressants, car la connaissance même approximative des surfaces emblavées, combinée avec celle des rendements moyens à l'hectare établis par les services compétents du ministère de l'Agriculture pouvait permettre d'utiles recoupements. La seconde obligation avait pour but de connaître le stock commercial réel et de donner aux autorités chargées de la surveillance du marché, les indications dont elles avaient besoin.

Les propriétaires, fermiers ou métayers produisant du blé, devraient déclarer chaque année avant le 1^{er} mai, à la mairie, les superficies de leurs terres ensemencées en blé d'hiver et en blé de printemps.

De leur côté, les minotiers et les négociants exerçant le commerce en gros des blés et farines de blé, devraient faire, entre le 15 juillet et le 15 août, à la mairie de leur résidence, la déclaration de leurs stocks de blé et de farine.

Un arrêté ministériel pourrait, en outre, limiter ou interdire les emblavements de blés de printemps, d'après les résultats de la campagne précédente et l'importance des surfaces ensemencées en blés d'hiver.



2° Pour seconder le Gouvernement dans la conduite d'une politique rationnelle du blé, le projet prévoyait la *création auprès du ministre de l'Agriculture d'un comité d'organisation et de contrôle du marché* des céréales qui aurait pour mission, *purement consultative* :

a) De déterminer, par la documentation qui lui sera fournie et le rapprochement des données statistiques, le montant des quantités de blés disponibles pour la campagne suivante, ainsi que le cours du blé, au-dessus duquel, en année excédentaire, le ministre de l'Agriculture pourrait faire mettre en application

tout ou partie des mesures susceptibles de résorber l'excédent : report, dénaturation, exportation ;

b) D'étudier et de proposer au ministre toutes les mesures susceptibles de faciliter l'écoulement de la récolte suivant les conditions économiques du moment et en tenant compte de tous les intérêts en présence ;

c) De préciser, lorsque la récolte sera déficitaire, l'importance des apports de blés étrangers estimés nécessaires.

Le comité doit être obligatoirement consulté dans un grand nombre de cas prévus par le projet.

L'expérience avait montré en effet combien en matière économique et en particulier dans la question si délicate de l'approvisionnement en blé, une collaboration étroite, permanente et suivie était nécessaire entre les organes administratifs et les représentants des professions et des consommateurs.

Ce comité, composé de 19 membres, devait comprendre 5 représentants des intérêts de la production.

*
**

Examinons maintenant le mécanisme des moyens de production : stockage et vente échelonnée, report, dénaturation des blés médiocres et exportation compensatrice.

3° *Le stockage et la vente échelonnée*

Les mesures de stockage de la récolte avec échelonnement des ventes, prévues par la loi du 30 avril 1930 étaient maintenues. Elles étaient analogues à celles qui régissaient les contrats actuellement en cours. La prime de conservation comprenait, du jour du contrat à celui de la vente, l'intérêt du capital engagé calculé d'après le taux des avances sur titre de la Banque de France et une allocation qui ne pouvait au total dépasser 4 %, représentant les frais de toute nature et le bénéfice consenti. Il n'y avait dans ces dispositions relatives au stockage de sûreté aucune innovation, si ce n'est le caractère permanent qui lui était donné par la loi.

*
**

4° *Le report*

La récolte venait d'être évaluée : on s'apercevait que les disponibilités de la culture et les stocks commerciaux dépassaient les besoins de la consommation. Le ministre de l'Agriculture autorisait alors le stockage et l'achat de tout ou partie de la récolte excédentaire avec paiement et livraison différés au plus tard jusqu'au quatrième trimestre de l'année en cours ou de l'année suivante, si la décision intervenait entre la fin de la campagne et le 1^{er} janvier.

Les agriculteurs étaient déjà familiarisés avec le report des blés pour lequel 300 millions avaient été précédemment par le Parlement, mis à la disposition du ministre de l'Agriculture.

*
**

5° *La dénaturation*

C'était, elle aussi, une mesure dont l'application était subordonnée à l'existence d'un excédent.

Le ministre de l'Agriculture engagerait alors les dépenses nécessaires au paiement des primes qui serviraient à encourager l'utilisation des blés indigènes, préalablement dénaturés, à des usages autres que l'alimentation humaine et la fabrication de l'alcool.

*
**

6° *L'exportation compensatrice des blés*

L'institution de primes à l'exportation était une innovation. Depuis longtemps, les Chambres d'agriculture avaient réclamé des mesures du même ordre. C'était une des parties les plus importantes de l'organisation et de la défense du marché du blé.

Les exportations de blé ou de farines indigènes pourraient donner lieu au remboursement d'une partie ou même de la totalité du droit de douane en vigueur au moment de l'exportation.

Cette prime ne devait s'appliquer qu'aux exportations effectuées pour le compte des groupements agricoles qui auraient

fait pendant au moins deux ans des opérations de stockage dans les conditions visées par les lois en vigueur sur la matière. En outre, ces coopératives ne pouvaient en bénéficier que dans la limite des quantités de blés qu'elles auraient stockés pendant les deux années précédentes.

*
**

7° *Les moyens financiers*

Mais, stockage et vente échelonnée, report et dénaturation, primes à l'exportation nécessitent des crédits importants. Le projet jugeait opportun de les créer, sans imposer au budget une charge trop lourde et, dans ce but, il prévoyait la constitution d'une provision qui, jusqu'à concurrence de 200 millions par an, serait alimentée par :

a) le tiers du produit net des droits de douane sur les blés importés ;

b) par une taxe à la mouture frappant les moulins dont la capacité de travail journalier dépassait 200 quinntaux ;

c) par une redevance sur les surfaces cultivées en blé ;

d) enfin, par différentes ressources accessoires, notamment le produit des amendes infligées par application des différentes lois relatives à la défense du marché du blé.

Ces recettes devaient être totalisées dans les écritures du Trésor à un *compte spécial* sur lequel seraient prélevées, au profit du budget, les sommes nécessaires au paiement des dépenses effectuées à divers titres pour l'application de la loi.

La taxe à la mouture serait acquittée par les moulins ayant broyé plus de 50.000 quintaux de blé au cours de l'année précédente. Elle devait être de 0 fr. 75, 1 franc ou 1 fr. 50 par quintal, suivant que la quantité broyée au cours de l'année précédente aurait été inférieure à 150.000 quintaux, comprise entre 150.000 et 300.000 quintaux ou supérieure à 300.000 quintaux.

Voilà pour les meuniers. et nous arrivons à la taxe qui devait frapper les producteurs de blé. Ceux qui ne posséderaient que 10 hectares ne payeraient rien. Mais pour une surface emblavée de 10 à 20 hectares, la taxe serait de 10 francs par hectare. Elle augmenterait de 5 francs par 10 hectares ; le posses-

seur de 50 hectares de blé devrait payer 25 francs par hectare. Au-dessus de 50 hectares, la taxe devait se stabiliser à 30 francs par hectare.

Cette imposition sur les emblavures serait déterminée naturellement d'après les déclarations que chaque propriétaire devrait faire avant le 1^{er} mai à la mairie de la commune où se trouverait le siège de son exploitation. L'omission d'une déclaration ou son inexactitude seraient punies d'une amende égale au triple du droit fraudé.

Les infractions visant la taxe à la mouture et la taxe sur les superficies ensemencées en blé seraient pénalisées d'amende en principal de 250 francs, augmentée du quintuple des droits fraudés.

Telle est l'économie d'un projet dont on espérait le rétablissement de la confiance dans l'avenir chez les agriculteurs.

Résumons-nous.

Qu'offrait le projet du Gouvernement aux cultivateurs ?

Fonctionnement permanent du stockage et des ventes échelonnées ;

Organisation méthodique du report avec obligation pour les meuniers de mettre en mouture une certaine quantité de blé reporté ;

Dénaturation des excédents ;

Primes à l'exportation.

Ce projet exposé, nous allons en faire la critique.

II. Critique

Dès que le projet de loi du Gouvernement fut déposé, l'Association générale des Producteurs de blé, au cours de discussions très approfondies, se concentra sur les modifications éventuelles à proposer pour son amélioration et estima que de profondes rectifications devaient y être apportées.

De nombreuses sociétés d'agriculteurs et de syndicats déclarèrent qu'il ne donnait pas satisfaction aux revendications agri-

coles et qu'il fallait voter d'urgence la proposition de loi déposée par *M. Salmon* pour l'exportation du blé.

Le projet, incontestablement, témoignait d'un effort louable de la part du Gouvernement.

Il codifiait ou consolidait l'organisation et la défense du marché déjà réalisées par le stockage avec ventes échelonnées, le report, la dénaturation. Il introduisait des mesures nouvelles, jugées indispensables, telles que l'exportation, ou tenues pour utiles, comme la déclaration des superficies emblavées.

Il manifestait le désir et la volonté de prendre sans retard, au moment opportun, toutes les mesures capables de sauver le marché. Il y avait là toute une partie positive dont les producteurs de blé devaient se féliciter.

Mais, malgré ces avantages indéniables, il était loin de ne pas prêter à la critique. Les moyens d'exécution prévus pour la mise en œuvre de ce programme étaient nettement insuffisantes et hors de proportion avec les nécessités de la défense du marché. Il était indispensable de porter au moins à 500 millions le montant des ressources affectées à l'exécution des mesures envisagées.

En outre, le projet comportait plusieurs dispositions inopérantes ou dangereuses qui pouvaient être facilement rectifiées.

Mais on devait regretter surtout que ce projet d'organisation et de défense du marché du blé passait entièrement sous silence des questions d'une extrême importance pour lesquelles les groupements professionnels avaient formulé auprès des Pouvoirs publics, des suggestions précises : vices du régime actuel de la taxation des farines, mesures à prendre pour assurer la sincérité des cotations du blé au marché libre ; réglementation de la farine panifiable pour lutter contre la mauvaise qualité du pain et la sous-consommation... Toutes questions dont l'importance est essentielle pour une saine organisation et pour la défense du marché des céréales.

Enfin, le projet semblait oublier que la défense du blé n'est qu'une partie de la politique de défense agricole ; elle serait inévitablement vouée tôt ou tard à l'échec, si l'on n'assurait pas un juste équilibre entre le blé et les autres céréales et, sur un

plan plus général, entre les céréales et les autres grandes branches de la production agricole.

Nous allons examiner les principaux points du projet sur lesquels portaient principalement les critiques de l'A.G.P.B. et des associations agricoles.

1° L'évaluation des disponibilités

Beaucoup de régions étaient favorables à la déclaration des surfaces ensemencées.

Ces superficies emblavées étaient données jusqu'alors par les statistiques qu'on critique sans doute, parce qu'il est bon ton de le faire, mais qui ont bien quelque valeur, car des compensations s'établissent et, étant donné qu'il faut inclure la surface ensemencée en blé dans l'ensemble des terres labourables, la fantaisie ne peut pas se livrer à des écarts bien considérables.

La déclaration obligatoire qu'on réclamait n'était pas susceptible de donner des résultats plus précis et ce ne sont pas, du reste, les variations dans les superficies emblavées qui interviennent le plus dans la production totale ; celle-ci est surtout influencée par le rendement et il est bien plus difficile de fixer le rendement moyen à l'hectare que l'étendue cultivée. On ne peut faire pour cela que des pronostics et ils sont d'autant plus fragiles qu'ils résultent de certaines impressions dont il est nécessaire de se méfier. Toutefois, cette déclaration pouvait avoir son utilité ; mais la taxe prévue comme sanction était de nature à aggraver l'impopularité d'une obligation peu conciliable déjà avec la mentalité paysanne.

2° Les attributions du Comité d'organisation et de contrôle du marché des céréales

Ce comité comprenait, d'après le projet du Gouvernement, 10 fonctionnaires et 9 représentants des professionnels (5 de la production du blé, 2 de la minoterie, 1 du commerce des grains, 1 des consommateurs).

Une telle composition était inacceptable et devait attirer de

vives protestations de la part des Chambres d'agriculture et en général de tout le monde agricole.

Voici ce que déclarait par exemple la Chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire : « Ce qui nous inquiète, à première vue, et ce contre quoi nous sommes décidés à faire un barrage de la dernière véhémence, à livrer une bataille à corps perdu, c'est — non pas contre l'organisme envisagé et qui ressemble un peu, beaucoup, à l'Office du blé, nous n'avons aucune préférence doctrinale et jugeons les projets sur leurs résultats probables — c'est, disons-nous, que l'organisme envisagé, dirigé par 18 administrateurs, soit entre les mains du gouvernement avec une majorité de fonctionnaires et de non agriculteurs. Les agriculteurs n'ayant que 5 voix sur 19, seront noyés, débordés, ils ne pourront y jouer qu'un rôle d'otages. On ne peut pas défendre le blé à 14 contre 5. Cela est franchement inadmissible. »

Il était tout à fait illogique que le gouvernement eût, *a priori*, au sein du Comité, la majorité sur les professions consultées. Le rôle des représentants de l'administration est moins de « faire nombre » que d'établir la liaison indispensable à un travail fécond entre les représentants des professions et le gouvernement.

En second lieu, la composition de ce comité devait être nettement à prédominance agricole, puisque celui-ci avait essentiellement pour rôle de donner des avis sur une des branches les plus importantes de la politique agricole. Enfin, il aurait été plus normal que les représentants des intérêts de la production du blé fussent choisis par le ministre de l'Agriculture sur une liste présentée par l'Assemblée des Présidents des Chambres d'agriculture.

3° *L'exportation compensatrice des blés*

En ce qui concernait la constitution de l'organisme de compensation pour dégager le marché du blé par le moyen des exportations, le projet était également critiquable ; il ne pouvait donner aucun résultat susceptible de soutenir efficacement les cours.

(1) La Terre Tourangelle du 8 juin 1933.

Les producteurs de blé demandaient avant tout la création d'une caisse autonome de compensation percevant les recettes douanières en cas d'importation, dotée au départ par un emprunt. Cette caisse devait permettre à tout le monde d'exporter ; le remboursement des droits devant être effectué à vue sur présentation à la caisse d'un bon remis à l'exportateur, lors de la sortie du blé. Le projet ne répondait pas du tout à cette conception initiale.

Les exportations ne devaient pas être réservées aux seuls groupements agricoles ; la meunerie et le négoce devaient aussi pouvoir exporter. Quand le marché est surchargé, il est bon que ceux qui sont en situation de pouvoir exporter participent aux dégagements, sauf à laisser une certaine priorité aux groupements agricoles.

En outre, il aurait fallu que les bons opérassent le remboursement total du droit d'entrée, sinon, c'était consolider une certaine baisse et là résidait un grand danger. De plus, les opérations devaient être assurées par la Caisse des Compensations autonome et non par les services du ministère, avec les difficultés et les lenteurs qui leur sont coutumières, une telle procédure arriverait à rendre inapplicable et inopérante toute disposition prise pour l'exportation.

Une des raisons essentielles de l'autonomie de la caisse de compensation, réclamée par les groupements agricoles, était précisément d'avoir un organisme assez souple, doté de ressources propres, pour pouvoir rembourser à vue sans aucun retard, les bons délivrés aux exportateurs lors de la sortie du blé.



4° *Les moyens financiers*

Là encore, sur ce point essentiel, sur les moyens financiers, clef de voûte du projet, le texte gouvernemental ne donnait pas satisfaction.

Ces moyens financiers, en effet, eu égard à la situation tragique du marché et aux nécessités de sa défense, étaient nettement insuffisants.

Il convenait d'élever à 500 millions au minimum le montant des ressources affectées à l'exécution des mesures envisagées.

D'autre part, pour répondre aux nécessités financières, il fallait affecter à la constitution du fonds de défense du blé, non pas le tiers, mais au moins 50 % du produit net des droits de douane perçus à l'importation des blés.

La taxe sur les superficies emblavées fausserait inévitablement les déclarations et échouerait ; il convenait donc qu'elle fût remplacée par une taxe de 1 franc par quintal, supportée par l'Agriculture, mais collectée par la Meunerie à l'entrée des blés au moulin, et versée au fonds commun par les soins de la meunerie.

Enfin, pour compléter ces moyens financiers, il aurait fallu instituer une taxe par quintal sur le blé importé en admission temporaire et également une taxe sur toutes les céréales secondaires.

Telles étaient les insuffisances du projet gouvernemental du point de vu financier, ses dispositions inopérantes quant à l'exportation, ou ses erreurs.

Sans contredit, ce projet constituait une étape nouvelle dans l'organisation rationnelle de l'agriculture française, mais il présentait des lacunes qu'il fallait combler.



SECTION II. — LA DISCUSSION PARLEMENTAIRE

I. — *La discussion générale*

La discussion générale débute par un exposé de *M. Margaine* qui étudie l'économie du projet. Il envisage les mesures proposées, au nombre de quatre : les mesures de statistique, les mesures d'attente, les mesures de dégagement et les mesures financières.

Les mesures de statistique consistent dans la déclaration obligatoire des surfaces ensemencées et dans celle des stocks

de blé par tous ceux qui sont susceptibles d'en détenir normalement des quantités appréciables, enfin, dans la centralisation de tous ces renseignements par un comité siégeant au ministère de l'Agriculture, un comité losal étant d'ailleurs constitué dans chaque département.

Les mesures d'attente consistent dans l'organisation, aux frais de l'Etat, du stockage du blé indigène au cas où il arriverait trop vite sur le marché.

Les mesures de dégagement sont, d'une part, la dénatura-tion moyennant une prime payée par l'Etat ; d'autre part, l'ex-portation avec paiement d'une prime égale au droit de douane, payée aussi par l'Etat.

Les mesures financières consistent dans un prélèvement sur les ressources budgétaires égal au tiers du produit du droit de douane sur le blé, une taxe supplémentaire à l'importation sur le riz et les céréales secondaires, une taxe sur la mouture du blé pouvant atteindre 1 fr. 50 par 100 kilos.

M. Margaine attire l'attention sur le fait que ce projet favo-rise surtout les importateurs, leur permettant de passer leurs commandes par avance et de spéculer en toute tranquillité, de les garantir enfin contre le risque d'une surproduction inté-rieure ; il rappelle la dernière période critique que la culture a traversée, celle de 1929 et 1930, pour montrer à l'évidence la tactique suivie par le petit groupement qui détient en fait le monopole de l'importation du blé.

M. Raymond Béranger lui succède et remarque que le pro-jet, dans son ensemble, ne fait que reprendre les différentes me-sures envisagées ou prises au cours de la campagne actuelle pour essayer de remédier dans la limite du possible à l'avisse-ment des cours du blé. Il fait un réquisitoire contre ce qui a été tenté jusqu'ici pour organiser le marché, et vante la taxa-tion du pain et l'Office du blé. M. Gaston Martin poursuit les attaques et constate que le projet de loi, tel qu'il était primiti-vement présenté, c'est-à-dire avant qu'il ait été très heureuse-ment amendé par la commission de l'agriculture, ne nous don-nait pas l'impression de vouloir aller jusqu'au fond même du problème. Trois défauts essentiels, caractérisaient ce projet : une sorte d'ignorance des conditions réelles du marché, une

timidité dans les remèdes offerts, et des complexités de procédure et d'organisme qui le rendaient difficilement applicable.

Il demande la suspension, sinon la suppression, de l'admission temporaire, la taxation, la fermeture de la Bourse de commerce contre les excès de la spéculation.

La discussion générale terminée, la Chambre passe à la discussion des différents contre-projets.

II. — *Les différents contre-projets*

Le contre-projet *Margaine* part du point de vue que la meilleure organisation est celle qui change le moins les habitudes des producteurs, surtout quand il s'agit de millions de producteurs, comme c'est le cas pour les cultivateurs.

L'encombrement du marché, l'effondrement des cours ont toujours été dus à des imprudences dans les importations de blé. Il convient d'instituer par exemple en France une maison de commerce qui recevrait le monopole de l'importation et de l'exportation, et qui deviendrait, par une politique de prix de transport à la base de la caisse du monopole, le grand régulateur des cours.

Le contre-projet *Salmon* cherche aussi à organiser régulièrement la compensation entre les exportations des années déficitaires et les exportations des années excédentaires.

Il importait avant tout, un mois avant la nouvelle récolte, de décongestionner de toute urgence le marché. Il fallait donner au blé français la protection intégrale du droit de douane, c'est-à-dire lui assurer un prix de vente égal au cours mondial du blé, augmenté de la valeur du droit de douane.

Le moyen ? Donner à l'exportateur de blé le montant du droit de douane perçu à l'entrée des blés étrangers en France. *C'est l'institution du bon d'importation*. Il consiste en ceci : lorsqu'un commerçant exporte des blés ou des farines, la douane lui délivre un bon sur présentation duquel il pourra importer en franchise, une quantité de blé équivalente.

Ce bon est transmissible par endossement. Il se différencie de l'admission temporaire : avec le bon d'importation, l'expor-

tation précède l'importation, tandis que c'est le contraire avec l'admission temporaire. En second lieu, l'admission temporaire ne prévoit que la sortie de produits fabriqués, tandis que le bon d'importation s'applique aussi bien aux exportations de blés qu'aux exportations de farine. Il est supérieur à l'admission temporaire par la régularisation des cours dans le temps ; en effet, au moment de la récolte, les offres sont généralement abondantes, surtout quand il y a eu une mauvaise récolte. Il suffirait qu'à ce moment une partie du surplus des offres soit dirigée vers l'extérieur grâce au système du bon d'importation, pour éviter un mouvement trop considérable de baisse. De plus, le bon d'importation peut servir, si on a soin de lui donner une durée assez longue, à reporter sur l'année suivante l'excédent de production des bonnes années.

On objectera que ce sera une charge énorme pour le Trésor, surtout si les années excédentaires devaient se suivre.

M. Salmon de répondre que les droits de douane ont été institués, non pas pour constituer une recette fiscale, mais pour établir une compensation des charges supplémentaires qu'a à supporter la production nationale, et qu'il est juste et équitable que l'Etat fasse retour aux producteurs de blé, cette précieuse et première production nationale, des droits de douane qu'il encaisse en vertu de la protection qu'il lui accorde.

Le projet demandait alors 400 millions permettant l'exportation de 5 millions de quintaux. Pour cela, il faisait appel à un emprunt auquel souscriraient les cultivateurs et les associations agricoles. L'exportation de l'excédent de la récolte de 1932, le prix de 115 à 120 francs que toucheraient les exportateurs fixeraient le prix du blé à l'intérieur.

L'expérience du bon de compensation faite par d'autres pays, notamment en Allemagne, est garante de cette efficacité. Le blé vaut en Allemagne 118 francs, alors qu'il vaut 80 francs en France.

Votons le bon de compensation, disait M. Salmon, et nous aurons sauvé la culture du blé.

Pour gérer la Caisse de compensation, le député du Pas-de-Calais proposait enfin la création d'un Comité composé d'une majorité de cultivateurs. « Je ne crains pas, Monsieur le Mi-

nistre, ajoutait-il, que vous appelez ce comité « Office du Blé ». Les mots ne nous font pas peur. Nous sommes partisans, en effet, de la création d'un office du blé, ayant pour objet l'importation et l'exportation de nos céréales, si ce comité est composé d'agriculteurs. » (1)



M. Monnet développe le contre-projet socialiste qui comporte essentiellement la création d'un office national du blé, où seraient représentés les agriculteurs. Cet organisme serait seul capable, selon lui, d'établir, grâce à la déclaration de récolte, des statistiques exactes et de fixer un cours légal du blé.

Une prime de magasinage et de stockage serait allouée aux cultivateurs ; les organisations coopératives pourraient se porter preneurs du blé disponible au taux fixé, l'Etat mettant à leur disposition les données nécessaires.

L'Office aurait le monopole du commerce extérieur ; il fixerait le contingentement des importations. Pour financer ces opérations, la Caisse de Crédit agricole émettrait un emprunt de 500 millions, garanti par l'Etat.

Telles sont les mesures préconisées par le parti socialiste pour assurer aux agriculteurs « victimes d'une véritable escroquerie », une indispensable sécurité.

Nous n'insisterons par sur ce contre-projet que nous avons en quelque sorte examiné précédemment en étudiant la thèse de M. Compère-Morel, leader agricole du parti socialiste à la Chambre. Nous nous bornerons à souligner à grands traits l'actualité de la question sous le jour que l'a présenté son rapporteur M. Monnet.

Le député de l'Aisne de dire que toutes les mesures prises jusqu'à présent n'apparaissent que comme une accumulation de dispositions de détail et ne constituent aucunement un système capable de produire un résultat positif. Il convient donc de créer de toute urgence un système rigoureux qui empêchera

(1) « Journal officiel » du 23 juin 1933, Ch. des députés, p. 3005.

les fluctuations des cours dont, en général, les cultivateurs et les consommateurs sont finalement, les uns et les autres, victimes.

« Ce sont les intéressés eux-mêmes qui doivent prendre leur responsabilité ; seul un organisme où seraient représentés les producteurs, les consommateurs et l'Etat serait capable de fixer le prix de vente en rapport avec le prix de revient » (1). Mais la première condition pour calculer ces prix de revient, c'est d'avoir des statistiques exactes ; d'où les cultivateurs devront déclarer leur récolte. Cette déclaration se fera dans les premiers jours du mois de septembre pour toutes les régions qui s'étendent au sud de la Loire ; pour les autres régions, il y aura une simple déclaration du rendement probable. Aucune sanction ne sera prise, car les sanctions sont psychologiquement impossibles et inutiles, parce qu'il vaut mieux faire appel à l'intelligence et à la bonne volonté que d'user d'autorité et de contrainte.

Cet office comprendra quinze représentants des producteurs agricoles, dont huit délégués pour les coopératives agricoles, cinq par les syndicats agricoles, deux par les Chambres d'agriculture ; huit représentants des consommateurs, dont quatre choisis par les coopératives de consommation et quatre par les associations syndicales ouvrières ; enfin, sept membres nommés par le ministre de l'Agriculture qui comprendraient obligatoirement un représentant de la meunerie, un du commerce des grains et un de la boulangerie ; les autres représentants, selon la volonté du ministre, les différents services particulièrement compétents.

Cet office concentrerait les renseignements fournis par les comités départementaux. Il pourrait donc, dès les premiers jours du mois de septembre, se réunir pour fixer le prix légal du blé.

Une prime sera donnée aux cultivateurs pour les encourager à ne pas vendre leur blé dès le début de la campagne, pour tenir compte du fait que le blé subit avec les saisons une perte de poids et enfin qu'il est légitime de donner au cultivateur qui, vendant son blé plus tardivement, reçoit son argent plus tardivement, la représentation de l'intérêt couru.

(1) « J. O. » du 29 juin 1933, p. 3003.

Ce qu'il faut établir, c'est le prix qui permettra au cultivateur de réaliser un bénéfice normal, mais qui ne lèsera pas le consommateur, car, en fonction du prix du blé, l'office national fixera aussi le prix du pain pour éviter l'écart quelque peu scandaleux qui existe entre les prix respectifs.

En ce qui concerne les conditions financières de l'opération, l'Etat ne courra aucun risque s'il faut mettre à la disposition des coopératives agricoles les sommes qui leur permettront de se porter acquéreurs de tous les stocks disponibles.

Enfin, il faudra recourir à un emprunt de 500 millions émis sur la caisse de crédit agricole qui bénéficie déjà d'une grande popularité dans le monde rural.

L'office national du blé sera doté de 50 millions de crédits pour encourager la création des silos agricoles, les minoteries et les boulangeries coopératives.

*
**

M. Chasseigne, député de l'Indre (unité ouvrière), persuadé de l'inefficacité des mesures proposées par le Gouvernement, développe un contre-projet envisageant, d'une part, une déclaration annuelle obligatoire de la superficie des terres ensemencées en blé d'hiver et de celles qui sont consacrées à des blés de printemps, d'autre part, la création d'une *caisse autonome de défense du marché du blé* doté, jusqu'à concurrence de 600 millions, de ressources provenant du produit des droits de douane perçus à l'importation, de certaines amendes, d'une taxe sur les céréales secondaires et d'une taxe à l'admission temporaire.

Il faut donner une place beaucoup plus large à l'exportation pour trois raisons :

La première, c'est parce que l'exportation est le seul moyen d'alléger le marché intérieur d'une certaine quantité de blé, non pas pour quelques mois seulement, mais définitivement.

La deuxième, c'est que l'exportation mettrait le prix mondial et le prix français au niveau vers lequel nous devons tendre, parce qu'il assurera au producteur français une juste rétribution.

Il est une troisième raison. On peut espérer que, grâce à ce contre-projet, le moment viendrait où notre pays, qui produit des blés d'amidon et peu de blés de force, pourrait, comme l'Allemagne, pour améliorer la qualité et développer la consommation du pain, exporter ses blés d'amidon et importer des blés de force.

Ainsi, l'exportation doit être une pièce maîtresse du projet du gouvernement.

En ce qui concerne le financement, il faut qu'il soit sérieux et qu'il tienne compte de tous les besoins. Il faut trouver 600 millions cette année par des moyens exceptionnels, ensuite par des moyens réguliers.

Un emprunt proviendra des sommes versées par les paysans riches, les gros fermiers qui sont parmi ceux qui ont le plus thésaurisé et une grande partie de l'industrie, la minoterie. Il faut retenir intégralement le produit du droit de douane qui ne fut qu'exceptionnellement une mesure de fiscalité.

Le projet du gouvernement, tout en voulant aider la production du blé, a le tort, poursuit M. Chasseigne, de s'adresser à cette production au lieu de s'adresser aux productions concurrentes ; la taxe à la mouture retombera finalement sur le consommateur, comme toutes les taxes indirectes ; il faudrait donc établir avant tout une taxe de 2 francs sur le blé d'admission temporaire et sur les céréales secondaires, car les meuniers trouvent dans l'admission temporaire une source de bénéfices qui sont réalisés en marge de la loi, et nous atteignons d'autre part les produits qui viennent concurrencer le blé.

Donc, dans le problème du blé, toutes les parties sont insolubles et, si l'on en détache une, l'exportation, pour ne lui donner qu'un rôle secondaire, ou si l'on ne veut pas accorder au projet un financement suffisant, c'est tout l'édifice que l'on jette par terre.

*
**

Que faut-il penser de ces contre-projets ?

Le contre-projet Margaine, constituant une société commerciale prétend pouvoir se libérer des importateurs et n'avoir pas

à connaître la spéculation à laquelle ils se livrent. Or, il est impossible de se passer de ces intermédiaires.

Nous passerons rapidement sur le *contre-projet Monnet* de création d'un Office national du blé.

Cet office du blé deviendrait très vite en réalité une machine à broyer tout ensemble les milliards, l'initiative privée et les libertés individuelles, et dont l'inefficacité totale a déjà été démontrée par ce qui s'est passé dans tous les pays qui y ont eu recours, aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, en Pologne, en Yougoslavie.

M. Queille, ministre de l'Agriculture, répondant à M. Monnet, en cette séance du 22 juin, ne disait-il pas : « D'après votre système, il faudrait pratiquement que l'Office disposât de crédits suffisants pour absorber au besoin un ou deux millions de quintaux. Vous comprenez tellement que dans les circonstances actuelles nous ne demandions pas une telle ouverture de crédit que vous-mêmes ne la réclamez pas ; comme tous, vous êtes obligés de faire une part aux difficultés budgétaires. » ?

Le contre-projet Salmon, accepté par toutes les associations agricoles, instituant une caisse autonome de compensation, percevant les recettes douanières en cas d'importation, doté au départ par un emprunt, est, à notre avis, le plus intéressant de tous les contre-projets.

Cette caisse doit permettre à tout le monde d'exporter ; le remboursement des droits devant être effectué à vue sur présentation à la caisse d'un bon remis à l'exportateur, lors de la sortie du blé. Les opérations relatives à l'exportation ne doivent avoir aucun lien avec les opérations d'importation antérieures ou postérieures. Les possibilités d'exportation ne sont subordonnées qu'à la situation du marché et aux disponibilités de la caisse.

Donc, parmi les mesures susceptibles, en allégeant le marché, d'exercer une influence immédiate sur la tenue des cours, l'exportation apparaît évidemment comme la plus directement efficace. Cette opération doit alors être effectuée au moyen d'une caisse dotée immédiatement de l'avance nécessaire et destinée à assurer normalement la compensation entre les recettes douanières perçues en années déficitaires et les ressources effectuées

à l'exportation en année excédentaire, à l'exclusion d'une « compensation » entre blé indigène et exotique dans le courant d'une même campagne.

Ce système basé sur le principe des marchés communicants, s'apparente à l'Einfuhrstein (bon d'importation) qui fonctionne en Allemagne depuis 1894 à la satisfaction générale, sans objections internationales, et au drawback, qui est le remboursement à la sortie d'une somme égale au droit payé à l'entrée d'une matière première; c'est exactement le contraire du droit de douane compensateur. Mettant automatiquement les producteurs de blé en communication avec le marché mondial dès que la protection du droit de douane n'est plus entière, la caisse de compensation créée à cet effet leur procure les avantages, sans en avoir les inconvénients, que le libre échange assure aux producteurs belges et anglais; elle leur permet de vendre en plus des 40 millions de consommateurs français, à 200 millions de consommateurs étrangers voisins qui importent, bon an mal an, plus de 150 millions de quintaux de blé.

Mais un tel système se heurte également à des obstacles.

Pour exporter, il faut trouver des acheteurs au dehors. Etant donné le surplus énorme dont disposent la plupart des grands pays exportateurs, est-ce facile ?

Le seul débouché sérieux pour nous serait l'Angleterre. Mais les Anglais peuvent acheter des blés d'Argentine à très bas prix. Compte tenu de la supériorité de ces blés sur les nôtres, les blés français devront être offerts à 3 ou 4 francs de moins dans les ports britanniques.

Supposons cependant que l'obstacle de la prohibition nous soit épargné, on aura créé une caisse de compensation de 3 ou 400 millions, avance faite par le Trésor et qui viendra s'ajouter aux millions déjà votés pour financer notre récolte. On dit que cette avance sera récupérable du jour où, la production française redevenant insuffisante, nous serons de nouveau obligés d'importer, le droit de douane alors perçu entrant automatiquement, et par compensation, dans la caisse. C'est prévoir à coup sûr et prochainement, des déficits de récolte.

D'autre part, le Trésor devra délivrer pour chaque quintal exporté un bon équivalent au montant du droit de douane, soit

80 francs, somme qu'il ne récupérera que dans un délai peut-être lointain et durant lequel il devra entretenir la caisse de compensation. Notre situation financière nous permet-elle vraiment de ces libéralités dont il est impossible de prévoir avec quelque certitude le terme ?

Au surplus, cette aide aux producteurs de blé ne constituera-t-elle pas un précédent et un exemple ? Pourquoi, demain, la viticulture et toutes nos autres productions ne réclameraient-elles pas une assistance égale ?

Enfin, il n'est pas douteux que, malgré son nom qui prête à équivoque, le bon d'importation constitue en réalité une prime à l'exportation et c'est du reste, sa seule raison d'être. Verser une certaine somme pour la sortie de blés indigènes, même si cette somme provient de droits antérieurement perçus sur des blés exotiques importés, ce n'est nullement effectuer un remboursement, c'est bel et bien une prime. Seulement, cette prime est déguisée.

Elle profitera surtout au négociant exportateur et non pas aux petits et moyens agriculteurs qui n'ont pas, en effet, la possibilité d'exporter eux-mêmes.

Malgré ses inconvénients, il n'en reste pas moins que le contre-projet Salmon était le plus énergique et le seul capable de dégager notre marché du blé.

Nous n'insisterons pas sur la critique du projet Chasseigne qui se rapproche d'ailleurs beaucoup du projet Salmon et qui tend avant tout à donner une part prédominante à l'exportation.

*
**

L'étude des contre projets terminée, nous allons prendre le projet du gouvernement devant les différentes commissions avant d'être discuté par la Chambre.

*
**

III. — *Les discussions devant les commissions de la Chambre*

La *commission d'agriculture* de la Chambre apporta un certain nombre de retouches au projet du gouvernement. Mais à part une augmentation des moyens financiers, elle ne retint aucune des demandes essentielles concernant l'exportation, la contribution des producteurs au financement du fonds commun de défense du marché et la composition du comité.

La commission a maintenu l'article concernant l'exportation à peu près tel que le prévoyait le projet du gouvernement, c'est-à-dire inapplicable en pratique. Elle a apporté quelques modifications à la composition du « Comité consultatif national ». Sans donner une majorité aux cultivateurs, elle ajouta des représentants des commissions parlementaires, modifiant ainsi complètement le caractère professionnel du Comité.

Elle créa dans chaque département des comités consultatifs comprenant 12 membres et présidés par les directeurs des services agricoles. Sur ces 12 membres, 6 agriculteurs seulement, dont 3 désignés par les Chambres d'agriculture et 3 par le préfet : 3 consommateurs, 1 meunier, 1 commerçant, 1 boulanger.

Nous dirons que ces comités départementaux, dont la plus grande partie des membres sont désignés par le préfet ne s'imposaient pas ; ils viendraient inutilement faire double emploi avec les associations professionnelles des Chambres d'agriculture élues par les producteurs et qui sont toutes désignées pour remplir ce rôle d'organismes départementaux de renseignements.

La *commission des douanes* et des conventions commerciales, après avoir examiné le rapport pour avis de M. Chasseigne, décida de proposer à la Chambre de remplacer l'exportation compensatrice des blés par l'amendement de M. Salmon, tendant à la création de la caisse et du bon de compensation. Elle vota le texte suivant : « Toute exportation de blé de qualité marchande donnera lieu à la délivrance d'un bon d'une valeur égale aux droits de douane et remboursables à vue ».

Examinant ensuite la question de l'admission temporaire, la commission se déclara favorable en principe à sa suppression,

La commission des finances adopta l'abandon du compte spécial et de la spécialisation des recettes qu'avait demandé le gouvernement pour la défense du marché du blé.

Elle écarta une proposition du rapporteur général tendant à limiter à 200 millions l'annuité à inscrire au budget et elle se rallia au chiffre de 400 millions proposé par la commission de l'agriculture.

Examinant ensuite le détail des taxes à percevoir, la commission adopta une proposition instituant une taxe à la mouture de 2 fr. 50 par quintal, pour tout moulin broyant de 20.000 à 50.000 quintaux.

Enfin, elle admit le chiffre de 400 millions décidé par la commission de l'agriculture comme maximum de l'emprunt à émettre à titre transactionnel et exceptionnel par la caisse nationale de crédit agricole.

IV. — *Les discussions du projet à la Chambre des Députés*

Après la discussion générale.

Après l'examen des contre-projets Margaine, Salmon, Monnet, Chasseigne, après les rapports de M. Chevrier au nom de la commission des finances et de M. Briquet au nom de la commission de l'agriculture, M. Queuille, ministre de l'Agriculture, réfute les critiques apportées par les différents orateurs au projet du gouvernement.

L'on passe ensuite à la discussion des articles.

L'article premier impose à tout acheteur de blé la déclaration annuelle de la superficie de terre labourable qu'il a semencée en blés d'hiver et celle qu'il ensemencée en blés de printemps.

La Chambre adopte un amendement de *M. Morinaud*, prévoyant que pour les ensemencements de 1932 et du printemps 1933, les déclarations seront faites avant le 15 août 1933. Par 300 voix contre 190, elle repousse des amendements instituant la déclaration obligatoire des récoltes.

Aux termes de *l'article 2*, les minotiers, les commerçants en gros de blé et farine de blé et les groupements devront, au début

de chaque campagne agricole, faire la déclaration des stocks de blé et farine restant en leur possession à cette date. Sur la proposition de *M. Debregeas*, député socialiste de la Haute-Vienne, la première partie de cet article est modifiée de telle sorte que la déclaration des stocks de blé et farine devra être faite par tous les détenteurs d'au moins dix quintaux de blé et farine. Un article additionnel, dû à l'initiative de *M. Catalan*, député radical-socialiste du Gers, est adopté, d'après lequel tout exploitant de minoterie ayant broyé au cours de l'année précédente plus de 100.000 quintaux de blé sera soumis à un contrôle permanent du ministre de l'agriculture.

L'article 3 institue dans chaque département producteur de céréales un comité d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales chargé d'émettre, à titre consultatif, tous avis utiles sur les mesures à mettre ou déjà mises en œuvre par le gouvernement pour régulariser la production. Malgré l'opposition de *M. Xavier Vallat*, député de l'Ardèche, l'article est adopté.

L'institution d'un comité national d'organisation au ministère de l'agriculture est accueillie ensuite favorablement. Mais, par contre, la composition de ce comité donne lieu à un débat confus. Après un amendement de *M. Rivière*, une large représentation est accordée aux petits cultivateurs. « Il s'agit pour nous, disait le député socialiste de la Creuse, de transposer au comité national la formation des comités départementaux, c'est-à-dire d'augmenter le nombre des représentants de l'agriculture » (1).

Dans le projet du gouvernement, les cultivateurs avaient seulement 9 membres représentés sur 23 ; ce n'était pas suffisant ; sur l'avis de la commission consultée, on porta la composition du comité national à 37 membres, dont 17 représentants des producteurs, 8 délégués des consommateurs, quatre membres nommés par le ministre de l'agriculture et le reste des représentants des différents ministères.

L'article 6, très important, définit les attributions du comité national et, particulièrement, prévoit, dans son second para-

(1) « J. O. », 2^e séance du 23 juin 1933, p. 3067.

graphe, qu'il déterminera, d'après les conditions de la production en France, le cours au-dessous duquel le ministre de l'agriculture pourra ordonner la mise en application de la dénaturation et de l'exportation compensatrice.

M. Maxence Roldes, député socialiste de l'Yonne, se montre sceptique sur l'efficacité de cette disposition. Le Parlement est « obsédé » par l'idée de la baisse : mais qu'arriverait-il si un revirement se produisait ? Le gouvernement pourrait-il contrôler les importations ? Fatalement, on est conduit à la fixation d'un cours de base. La taxation donnerait leur véritable efficacité aux autres mesures envisagées, elle éliminerait la spéculation.

Donc, « presque tout nous pousse irrésistiblement vers l'économie dirigée, il ne faut pas seulement la saluer cérémonieusement et même sympathiquement ; elle appelle un effort constructif... C'est par la fixation d'un cours du blé équitablement rémunérateur, que l'on pourra apaiser, éteindre les colères qui, aussi bien dans les bourgs importants que dans les plus modestes hameaux, couvent dans la vaste étendue de la campagne de France... »

Avec talent, *M. de Nadaillac*, député, centre républicain de la Nièvre, combat le principe de la taxation ; il montre qu'après une année excédentaire, le marché officiel traitera peu d'affaires, tout se passant sur le marché clandestin, où les cours s'effondreront tandis que le prix du pain restera élevé. Mécontents et déçus, les paysans se retourneront contre ceux qui auront voté cette mesure. On peut admettre la thèse de l'économie dirigée ; mais alors, il faut aller jusqu'au bout, car si l'on fixe un prix du blé, que vont dire les producteurs de bétail, de vin, de pommes de terre?... Il faudra arriver à limiter la production.

A la suite de l'exposé de différents orateurs, *M. Triballet*, député socialiste français d'Eure-et-Loir, se prononce à son tour pour la fixation d'un prix minimum du blé pendant une période déterminée et développe un amendement stipulant que pour la période qui s'étend du 1^{er} août 1933 au 30 juin 1934, le gouvernement fixera par décret, avant le 1^{er} août 1933, le prix minimum de 115 francs majoré de 1 franc le premier de chaque mois au-

dessous duquel le quintal de blé destiné à la consommation humaine ne pourra être vendu. « Nous avons le sentiment, disait-il, que le prix minimum peut être respecté, si l'on a vraiment la volonté de le faire respecter » (1).

Mais le ministre de l'agriculture déclare n'accepter le prix minimum que si cette mesure est transitoire et destinée surtout à permettre d'attendre que soient entrées en pleine activité les mesures que le gouvernement a proposées par son projet.

D'autre part, les commissions de l'agriculture, par la voix de son rapporteur, *M. Briquet*, « tout en formulant sans un enthousiasme particulièrement marqué certaines réserves », se résout à accepter « la fixation d'un prix minimum qui deviendra l'article 7 bis dû à l'initiative de M. Triballet. Les socialistes se ralliant à cette thèse, l'amendement est alors adopté par 511 voix contre 65 (2).

La Chambre adopte ensuite l'article donnant au ministre de l'agriculture le droit de fixer par décret le taux de blutage des farines panifiables de telle façon que la consommation absorbe la plus grande quantité possible de la farine indigène.

La Chambre, continuant la discussion, autorise le ministre à engager les dépenses nécessaires pour assurer par les groupements agricoles légalement existants et agréés par le ministère, la constitution de stocks de blés destinés à une vente échelonnée. Malgré l'opposition du ministre du budget, *M. Vincent-Auriol* obtient le vote d'une disposition additionnelle et ouvrant un crédit de 30 millions de francs pour les subventions à accorder aux coopératives de stockage et de minoterie.

Nous n'insisterons pas sur les articles relatifs au report et à la dénaturation des blés qui furent adoptés sans discussions importantes.

Nous noterons à propos de l'exportation compensatrice des blés, le désir de conciliation du ministre pour mettre d'accord tous les nombreux auteurs d'amendements. Revenant à son contre-projet qu'il présente sous forme d'amendement, *M. Salmon* propose à la Chambre de décider que toute importation de blé

(1) « J. O. », 2^e séance, 23 juin 1933, p. 7077.

(2) « J. O. » 23 juin 1933.

indigène, soit en nature, soit sous forme de farine, donnera lieu à la délivrance d'un bon d'une valeur égale au droit de douane et remboursable à vue par la caisse de compensation.

L'amendement de M. Salmon est alors repoussé à main levée.

Nous abordons, avec l'exportation compensatrice des blés, une des questions les plus délicates dont traite le projet de loi : celle du régime de l'admission temporaire, qu'il s'agit ou de supprimer ou de suspendre ou de réglementer. Sitôt le problème posé, *M. Mendès-France* développe une disposition additionnelle ainsi conçue :

« Le régime de l'admission temporaire pour les blés est supprimé à dater d'un délai d'un mois après le vote de la présente loi. »

Le député radical-socialiste de l'Eure insista sur le fait que cette institution permet à ceux qui la pratiquent, non seulement d'obtenir le profit normal qui correspond au travail qu'ils fournissent, mais de pratiquer des fraudes importantes dont les associations agricoles se sont toujours plaintes.

Ce régime de l'admission temporaire est fait non pas sur la base de la réexportation à l'identique, c'est-à-dire des farines qui ont été produites par l'écrasement des grains importés, mais sous le régime de l'équivalent. De plus, fait observer *M. Mendès-France*, ce régime fonctionne actuellement avec un délai d'apurement de trois mois, délai laissé aux minotiers qui le pratiquent pour la réexportation. Ce délai leur permet trop souvent d'accumuler sur le marché des stocks importants de céréales étrangères, de les triturer et de négliger les céréales nationales.

Enfin, il faut noter que la réexportation est exigée sur la base de 70 pour cent, c'est-à-dire que le minotier doit exporter 70 kilos de farine lorsqu'il a importé 100 kilos de blé étranger. Or, on sait qu'en fait les minotiers ont encore 5, 6, 7, quelquefois 10 ou 12 kilos de farine, après les 70 kilos de farine première; cette farine supplémentaire constitue pour eux un profit appréciable. Mais elle vient sur le marché national concurrencer la farine française et finalement on a ainsi pratiqué clandestinement des importations de marchandises étrangères, à l'heure où les céréales françaises se vendent difficilement.

On pourra répondre : par la suppression de l'admission temporaire, l'on frappera une industrie qui apporte sur la balance des comptes un appoint intéressant ; l'on dira même que cette industrie sera obligée de cesser son activité et on évoquera le spectre du chômage. Mais les statistiques douanières nous enseignent qu'en 1932, l'ensemble des blés introduits en France sous le régime de l'admission temporaire représente un volume approximatif de 3.800.000 quintaux pour les blés tendres et 900.000 quintaux pour les blés durs, en face des 90 millions de quintaux qui représentent à peu près le volume total de ce qui est trituré par les moulins nationaux. Par conséquent, le travail des blés en admission temporaire représente 4 à 5 pour 100 de l'activité des moulins.

De plus, l'admission temporaire est pratiquée seulement par les gros importateurs, par les grands moulins.

Il faut favoriser la petite minoterie régionale et locale, élément de stabilité et de régularité ; pour rétablir l'équilibre, il convient de « supprimer l'admission temporaire, l'un des éléments les plus nocifs de la concurrence » (1).

A la suite de cette intervention, le ministre du budget déclare cet amendement inadmissible. L'admission temporaire ne peut être supprimée. D'ailleurs, on serait obligé de maintenir une exception pour le port de Strasbourg, d'abord pour éviter une fraude trop facile, ensuite pour ne pas causer un grave préjudice à cette ville et à la batellerie du Rhin, et enfin, parce que le port de Strasbourg est un port franc. « Le régime du port franc est incompatible avec l'admission temporaire ».

Tour à tour, le rapporteur, au nom de la presque unanimité de la commission de l'agriculture, *M. Oberkirch*, député du Bas-Rhin et *M. Eugène Pierre*, député indépendant des Bouches-du-Rhône appuient ces observations.

Cependant, par 405 voix contre 170, la Chambre adopte l'amendement de *M. Mendès-France*, supprimant purement et simplement le régime de l'admission temporaire.

La Chambre en arrive ensuite à la discussion des moyens

(1) « J. O. », 23 juin 1933, p. 3104.

financiers qui font l'objet du titre VII du projet du gouvernement.

L'article 14 énumère les moyens par lesquels seront constitués jusqu'à concurrence de 400 millions de francs, les ressources nécessaires à l'exécution des mesures de défense du marché du blé, par application des dispositions précédentes. En dépit des efforts du ministre du budget, le chiffre de 400 millions est adopté.

Le taux de la taxe à la mouture, est fixé à 0 fr. 50 par quintal de blé soumis au broyage dans l'année de l'imposition, lorsque la quantité broyée au cours de l'année précédente n'aura pas dépassé 50.000 quintaux, 0 fr. 75 par quintal quand la quantité aura dépassé 50.000 quintaux sans excéder 250.000 quintaux.

La question relative à la mouture du blé exotique, l'institution d'un compte spécial au Trésor avec la nomination d'un régisseur des dépenses (proposition Chasseigne) sont adoptées.

Les derniers articles sont rapidement examinés, puis votés. En outre, à la demande de *M. Serda*, la Chambre décide d'étendre la loi à l'Algérie.

La discussion par article étant terminée, l'on arrive au *vote du projet de loi*.

Prenant la parole sur l'ensemble du projet, *M. Taillandier* annonce que le groupe républicain et social le votera sans enthousiasme, étant donné les inquiétudes que lui causent certaines de ses dispositions, mais avec l'espoir qu'il servira la cause des paysans.

Au nom du groupe socialiste, *M. Monnet* déclare que les socialistes donnent leur adhésion au texte élaboré par la Chambre, quelque insuffisant qu'il soit, parce qu'il marque une étape importante dans une direction politique où il sera désormais impossible de reculer.

L'ensemble du projet du gouvernement, modifié par la Chambre, est enfin adopté par 530 voix contre 35.

*
**

Que conclure, après la discussion si touffue du projet gouvernemental d'organisation et de défense du marché du blé ?

La Chambre, prenant pour base ce projet, l'a modifié souvent et notamment en ce qui concerne la composition du comité national consultatif et son rôle; mais les deux grandes innovations furent la fixation d'un prix minimum de 115 francs par quintal et la suppression de l'admission temporaire.

La Chambre en a accentué certains défauts par le vote de divers amendements. Elle a notamment renforcé les mesures qui bouleversent le statut de l'industrie et de la meunerie, car enfin elle a surtout décidé de taxer le blé à un prix minimum dont l'avenir dira les résultats.

La Chambre astreignait le meunier à d'innombrables formalités, déclarations au fisc, registres spéciaux.

En même temps, et pour fournir les ressources nécessaires soutien des cours, les parlementaires ont accentué le caractère démagogique de la taxe progressive à la mouture prévue par le projet gouvernemental en votant des subventions aux coopératives de meunerie ; c'est ici, par la fiscalité, que le socialisme s'insinue.

La suppression de l'admission temporaire que la Chambre a votée malgré l'opposition du gouvernement est une brimade contre la minoterie « capitaliste » ; elle priverait de travail de nombreux ouvriers et créerait de nouvelles difficultés avec l'étranger.

Ainsi, de cette discussion du projet de loi à la Chambre, le socialisme s'est infiltré et a envahi l'économie libérale, comme l'a fort bien dit *M. Colomb* « dans les fourgons de l'économie dirigée ». Cette politique d'intervention tisse peu à peu autour des agriculteur un réseau de plus en plus serré de règlements et d'interdictions.

Indiscutablement, la loi votée par la Chambre est imprégnée d'étatisme et le journal *l'Œuvre* pouvait affirmer « qu'elle tenait un compte très large des intérêts du cultivateur, qu'elle brouillait définitivement les règles de l'offre et de la demande et ne s'inquiétait que fort peu du sort des consommateurs ». (1)

(1) « *Œuvre* », 26 juin 1933.

V. — *Le projet devant les commissions du Sénat*

L'Association générale des producteurs de blé avait réclamé le 16 juin auprès de la commission d'agriculture du Sénat l'adoption d'amendements qu'elle jugeait essentiels, parmi lesquels, l'élévation des moyens financiers prévus de 200 à 500 millions, le remplacement de l'exportation compensatrice par la création d'une caisse spéciale de répartition des fonds affectés à l'exportation, le maintien de la taxe progressive à la mouture et la modification de la composition du comité consultatif pour assurer une large majorité à la représentation professionnelle agricole.

Les producteurs avaient ensuite demandé l'adoption d'urgence d'un certain nombre de mesures laissées de côté par le gouvernement ; la réglementation de la qualité des farines vendues pour la panification, la perception, sur les entrées de riz, d'une taxe ristournée à l'Indochine, la suppression de l'admission temporaire, enfin la possibilité de résilier par anticipation une partie des contrats de report pour affecter le blé reporté à la nourriture animale après dénaturation et la réforme de l'établissement des cotations au marché libre.

C'est alors que la Commission de l'agriculture formula les trois propositions Borgeot, Cassez, Fernand David.

M. Borgeot proposa la suppression de l'admission temporaire, pour permettre d'apporter des retouches nécessaires au régime actuel ; cette proposition fut adoptée à l'unanimité.

M. Cassez formula une proposition tendant à l'absorption de la totalité de la récolte de blé indigène par la fixation d'un taux de mouture qui varierait suivant la production en blés et les besoins en farines. Cette méthode aurait pour conséquence la suppression des stocks de report susceptibles de peser sur les cours et de faire utiliser une plus grande quantité de blé. L'expérience du 66 % tentée à la fin de 1932 avait échoué pour diverses raisons, en particulier, aucune réglementation n'avait été prévue interdisant la vente et l'emploi en boulangerie de farines secondaires ou inférieures ; aucune mesure prise pour créer un débouché à l'écoulement hors de la panification, ou

supplément de farines secondes fourragères résultant de l'abaissement du taux d'extraction. Mais il ne faut pas se dissimuler les difficultés très sérieuses du contrôle de l'application de la mesure : difficultés d'un contrôle technique si l'on envisage la création d'un type de farine, difficultés d'un contrôle comptable basé sur les entrées et les sorties très difficiles à vérifier exactement ; imprécis à cause des différences de poids spécifique des blés et d'outillage des moulins.

Il faudrait régler également la vente des farines pour qu'un tel système puisse donner de bons résultats et lier la mesure à la fixation d'un pourcentage minimum d'amidon dans les sons.

MM. Fernand David et Joseph Faure proposèrent une mesure nouvelle et énergique : la fixation provisoire d'un prix minimum à 115 francs pour les blés de 75 kilogrammes, à dater du 1^{er} juillet 1933. Cette mesure, disaient les deux sénateurs, est nécessaire : le marché est profondément menacé parce que le projet gouvernemental déposé beaucoup trop tard et n'apportant pas les moyens d'action suffisants, ne pourra pas être mis en application à temps pour lutter contre le poids de la nouvelle récolte.

La débâcle possible a des causes matérielles, mais elle a aussi des causes morales et psychologiques. Contre ces dernières, la fixation d'un prix minimum suffisant peut être efficace. Par là, les Pouvoirs publics affirment leur volonté de défendre le marché et de faire remonter le blé à un prix qui paie les producteurs.

Si le Parlement décide la fixation d'un prix minimum, il faut qu'il donne au Gouvernement les moyens d'action permettant, en allégeant le marché, de tenir ce prix. Il faut que le Gouvernement applique les mesures décidées, d'extrême urgence, et que cette proposition soit soutenue par toutes les mesures que réclame l'opinion agricole.

De son côté, *M. Marcel Régnier*, rapporteur général, présente l'avis de la commission des finances. Celle-ci accepte la fixation à 115 fr. du prix minimum du blé, étant bien entendu que cette mesure ne s'applique que pour la période allant du 1^{er} août 1933 au 30 juin 1934.

Cette mesure, fait remarquer le rapporteur général, est toute nouvelle dans notre législation. La commission des finances fait toutes réserves sur une initiative dont le rapporteur de la commission d'agriculture a montré lui-même les conséquences éventuelles, quand il a dit que l'Etat pouvait être amené à se substituer aux acheteurs.

« Au nom de l'unanimité de la commission des finances, déclare le rapporteur général, j'ai le rude devoir, moi qui représente une région agricole durement éprouvée par la crise, de vous mettre en face de réalités... Vous allez cependant voter aujourd'hui un certain nombre de mesures qui seront peut-être sans danger si elles sont limitées à l'année en cours, mais qui seraient certainement funestes si elles étaient prolongées. Ce qui est grave surtout, c'est que vous allez vous engager dans une voie d'où vous ne pourrez plus sortir. Comment, en effet, pourriez-vous résister lorsque les producteurs de pommes de terre, de bois, de céréales secondaires, de vin, vous demanderont, à leur tour, l'établissement d'un prix minimum ?... En voulant sauver les agriculteurs, nous risquons de les conduire à la ruine en même temps que tout le pays. Il faut que vous ayez conscience des répercussions que comportent les mesures dont le vote vous est demandé ». (1)

Si la récolte est déficitaire, fait remarquer le rapporteur général, la loi devient inutile ; si elle est excédentaire, il faudra recourir à un nouveau stockage qui s'ajoutera aux précédents. A côté des marchés officiels, il y aura des marchés clandestins et ce sera la dénonciation organisée dans nos campagnes.

Toujours est-il que la commission des finances ne consentira jamais à ce que l'Etat se porte acquéreur de la récolte du blé.

A l'unanimité des membres présents, la commission des finances a demandé à *M. Joseph Caillaux* d'attirer l'attention du Sénat sur la gravité de la mesure qui est proposée.

Le président de la commission affirme que, quoi qu'il en soit, la commission ne fait pas d'objections au texte qui lui est soumis, d'une part parce qu'il ne doit avoir aucune répercussion sur les finances publiques ; d'autre part, parce que l'on ne

(1) « J. O. » 28 juin, 2^e séance du mardi 27 juin.

doit voir dans la fixation d'un prix minimum qu'une mesure essentiellement transitoire et destinée à venir en aide à l'agriculture.

M. Caillaux tient en outre à préciser qu'en aucun cas les finances de l'Etat ne doivent être engagées pour l'application du système.

VI. — *La discussion du projet au Sénat*

Saisi le 23 juin du projet d'organisation et de défense du marché du blé que la Chambre venait de voter, le Sénat le renvoie à la commission de l'agriculture pour le rapport au fond, et à celle des finances pour avis.

Mais se rendant compte qu'il ne pouvait pas discuter de suite utilement un projet dont le texte ne lui avait même pas encore été communiqué, la haute assemblée avait tenu à témoigner sans retard sa sollicitude agissante aux agriculteurs en inscrivant à l'ordre du jour la proposition de loi qui lui était présentée au nom de sa commission de l'agriculture et dans laquelle le rapporteur, M. Borgeot, avait amalgamé en un seul texte la proposition de MM. Fernand David et Joseph Faure, fixant à 115 francs le prix minimum du blé, celle de MM. Cassez et Alexandre Israël concernant le taux de blutage, et celle de M. Borgeot lui-même relative à la suspension de l'admission temporaire. Sur ces points d'ailleurs, l'accord entre les deux assemblées semblait déjà établi en principe. Mais le Sénat tint à affirmer son sentiment et vota par *245 voix contre 1*, la fixation du prix minimum.

Dès que le projet modifié par la Chambre leur fut soumis, les commissions de l'agriculture et des douanes se réunirent sous la présidence de *M. Gaston Carrère* et prirent les décisions suivantes :

- 1° Les textes financiers votés par la Chambre sont acceptés.
- 2° A titre de transaction, les commissions ont retenu la date du 15 juillet pour l'application des dispositions de la loi.
- 3° Au sujet de l'admission temporaire, la suppression votée par la Chambre n'est pas acceptée ; les commissions ont repris

le texte qui prévoit seulement la suspension pour trois mois à la volonté du ministre de l'agriculture, avec faculté de renouvellement pour une égale période si les circonstances du marché l'exigent ;

4° La confiscation pour fraudes des farines panifiables sera faite au profit des établissements de bienfaisance du département, avec répartition du conseil général.

M. Borgeot, rapporteur de la commission de l'agriculture, exposa tout d'abord les raisons qui avaient décidé la commission à prendre à l'unanimité la proposition Fernand David relative à la fixation d'un prix minimum du blé.

« Tout le monde connaît, dit-il, la grande détresse des agriculteurs. A situation exceptionnelle, il faut des remèdes exceptionnels. C'est ce que nous entendons faire en proposant au Sénat d'adopter une proposition que d'aucuns trouveront peut-être trop hardie, mais que nous considérons comme nécessaire... Déjà l'annonce des décisions de la commission de l'agriculture du Sénat a provoqué une hausse du cours du blé, ce qui montre combien le remède est efficace. »

D'autre part, poursuit-il, la fixation du taux de blutage en fonction de la récolte annuelle est un excellent moyen de proportionner la consommation à la production. Cette mesure sera complétée par la suspension de l'admission temporaire.

Le rapporteur de déclarer que l'Association générale des producteurs de blé et de nombreuses chambres d'agriculture ont approuvé la proposition en discussion.

Intervenant après le rapporteur, *M. Provost-Dumarchais*, insiste pour la fixation du taux de blutage ; c'est une mesure utile, mais qui ne donne pas toujours des résultats satisfaisants et qui doit être complétée par d'autres ; c'est ainsi que la fixation d'un prix minimum tout en étant une mesure « véritablement révolutionnaire », est toutefois une mesure qui s'impose. Mais, n'oublions pas, poursuit-il, qu'il faut organiser notre marché et notre législation en tenant compte de ce fait que la France est devenue un pays de surproduction, du fait que la consommation s'est abaissée à 350 grammes par personne et que les rendements ont augmenté. L'exportation est devenue impossible et le sera encore plus demain où nous aurons du blé d'Amérique

vendu C.A.F. dans nos ports à 20 fr. Plutôt que de poursuivre une pareille chimère, il importe d'augmenter la consommation du blé, d'une part en améliorant la farine et, d'autre part, en utilisant davantage le blé pour les animaux.

L'orateur croit qu'en fixant le prix du blé à 115 fr., le prix actuel du pain ne sera pas augmenté si l'on prend les précautions qui s'imposent.

M. Fernand David, l'auteur de la fixation d'un prix minimum, de dire que les mesures déjà prises par le gouvernement n'ont pas empêché l'effondrement des cours du blé, effondrement préjudiciable au Trésor aussi bien qu'aux producteurs.

M. Joseph Faure, le second signataire de la proposition, de déclarer également qu'en temps normal il serait hostile à cette mesure, car il faut laisser jouer librement l'offre et la demande, il est impossible d'attendre, sans rien faire, l'époque où l'on sera en présence des contrats de report. Il ne faut pas qu'à la récolte prochaine, le blé puisse tomber à 50 fr. Le stockage a été une excellente mesure si la récolte doit être déficitaire. Mais si, comme il est probable, elle est excédentaire, il faut les armes nécessaires au ministre de l'agriculture. Contre cette opinion s'élève énergiquement *M. Hachette*, sénateur de l'Aisne, qui voit dans un tel système le premier pas vers le monopole du blé et qui plaide avant tout la cause de l'exportation, par le moyen des bons de compensation.

Le ministre de l'agriculture clôt la discussion générale en rappelant qu'il s'agit avant tout d'obtenir un prix du blé suffisamment rémunérateur pour le producteur et que la France n'est pas un pays dont la récolte en blé sera définitivement excédentaire. Il estime que la fixation d'un prix minimum doit être une mesure provisoire et qu'il faut donner au gouvernement les moyens de la faire respecter.

*
**

La séance du 26 juin avait été tout entière consacrée à la

(1) « J. O. » 25 juin 1933, p.

discussion générale. Le débat avait porté presque uniquement sur la fixation d'un prix officiel minimum du blé. C'était la commission sénatoriale de l'agriculture qui avait pris l'initiative de cette mesure en fixant ce prix à 115 fr. Nous avons vu qu'appelé à se prononcer une première fois le 29 juin sur cette proposition, le Sénat l'avait adoptée à l'unanimité. Et cependant les nombreux orateurs qui étaient intervenus ne lui avaient pas ménagé les critiques.

La Haute Assemblée consacra ses séances des 27, 28 et 29 juin au vote de ces importantes dispositions et c'est à *M. Marcel Donon* qu'est revenu l'honneur et la charge de soutenir la discussion, en sa qualité de rapporteur de la commission de l'agriculture.

Nous noterons les principaux passages de son substantiel discours qui commente lumineusement le texte de la nouvelle loi.

Le sénateur du Loiret de commencer par dire qu'en fixant un prix minimum pour la vente du blé, le Sénat a pris une décision que les circonstances avaient rendue nécessaire. « Il n'était pas possible de laisser la baisse du froment se poursuivre au rythme accéléré constaté depuis trois semaines... Nous avons donc l'impérieux devoir d'empêcher cette débâcle qui eût entraîné la ruine de notre agriculture. »

Mais pour que la fixation du prix minimum puisse donner son plein effet, il est indispensable de la compléter par d'autres mesures destinées à soutenir efficacement le cours forcé de 115 fr. Ces mesures doivent avoir pour objectif : une meilleure utilisation de la récolte française, de façon à accroître la consommation du pain ; l'interdiction provisoire des apports en blé venant de l'étranger, et enfin un aménagement méthodique et rationnel de la production et de la vente, complété s'il en est besoin, par l'organisation systématique et l'exportation de nos excédents.

Les propositions de MM. Fernand David et Joseph Faure (prix minimum)... combinées avec celles suggérées par M. Cassez relatives à la fixation du taux de blutage des farines apportent des suggestions utiles pour la décongestion immédiate du marché ; tandis que le projet du gouvernement adopté avec

modifications par la Chambre des députés, nous fournit les moyens de réaliser l'œuvre plus générale d'organisation de la production et de la vente du blé.

La réunion en un texte unique de toutes ces mesures va constituer un statut général de défense en faveur d'une production dont l'importance est considérable pour la plupart de nos exploitations rurales. Examinons brièvement et précisons les diverses mesures soumises par la commission de l'agriculture au Sénat.

a) *Réduction du taux de blutage.*

La commission de l'agriculture a estimé que, pour absorber une récolte excédentaire, il était opportun d'abaisser le taux de blutage, afin de faire consommer une plus grande quantité de grains pour fabriquer la même quantité de pain. C'est l'objet de la proposition Fernand David et Cassez.

b) *Suppression de l'admission temporaire.*

Les cultivateurs et la petite meunerie se plaignent de l'admission temporaire ; ils redoutent les fraudes auxquelles ce régime peut encore donner lieu. La commission a estimé qu'une suspension provisoire de l'admission temporaire était nécessaire. Elle calmera l'opinion agricole et permettra de liquider les stocks.

La réduction du taux de blutage et la suspension de l'admission temporaire soutiendront efficacement le prix minimum ; ces deux mesures seraient certainement insuffisantes à en assurer le jeu normal, si elles n'étaient pas complétées par l'organisation rationnelle de la production et par l'assainissement du marché.

c) *Evaluation des disponibilités.*

La première condition pour établir et mener à bien une politique du blé, c'est de connaître de façon aussi précise que possible les disponibilités en marchandises et les rendements de la récolte. Le texte adopté par la Chambre rend obligatoire la

déclaration des superficies ensencées par tous les producteurs et la déclaration des stocks en fin de campagne par tous les détenteurs de plus de 10 quintaux.

d) *Comité national du blé.*

Ayant ainsi cherché à mettre sur la base de l'organisation et de la défense du marché une documentation statistique plus exacte, le projet soumis institue des comités d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales.

Il est prévu des comités départementaux destinés à compléter la tâche des comités départementaux de statistiques.

Un comité national de trente-sept membres donnera des *avis* au ministre pour l'application des différentes mesures de défense prévues par le projet.

Mais la désignation de treize membres agricoles sur dix-sept, par les coopératives et syndicats, étant donné le nombre considérable de ces organismes et leur diversité, sera dans la pratique extrêmement difficile à réaliser. Il serait préférable et plus logique que les quinze cultivateurs exploitants puissent être désignés par les Chambres d'agriculture dans les conditions assurant une équitable représentation régionale.

e) *Le stockage.*

Le stockage en vue de l'organisation de la vente échelonnée contribuera à proportionner les offres à la demande dans le cadre d'une même campagne. Il atténuera l'excès des ventes à certaines époques de l'année et facilitera l'efficacité des mesures prises pour soutenir le marché au niveau du prix minimum.

f) *Le report.*

Le principe en est tout à fait logique pour un pays tel que le nôtre, dont les récoltes sont alternativement déficitaires et excédentaires et qui demeure un pays importateur.

Cette année même, où l'on devait reporter inévitablement l'excédent de notre récolte 1932, le fait d'avoir stabilisé hors du courant normal des transactions un stock report de 5.500.000

quintaux a permis d'éviter un effondrement des cours beaucoup plus brutal encore.

g) *La dénaturation des blés.*

La dénaturation est une mesure excellente pour faire disparaître les excédents. Appliquée par divers pays étrangers, elle a donné des résultats remarquables. Mais il est indispensable de revaloriser le prix des céréales fourragères. De là, la nécessité de restreindre, dans la mesure du possible, les importations, comme celle de relever le prix de certaines denrées coloniales de remplacement, en premier lieu, le riz d'Indochine. Il faudrait instituer une taxe spéciale à l'entrée en France des riz dont le produit serait ristourné à l'Indochine. Cette revalorisation est indispensable si l'on veut éviter que les céréales fourragères ne disparaissent devant la culture du blé.

h) *L'exportation.*

C'est le moyen le plus sûr et le plus direct d'alléger un marché provisoirement engorgé. Il faut lui donner le maximum d'application.

i) *Les moyens financiers.*

Il est impérieusement nécessaire de prévoir les ressources suffisantes pour que la défense du marché soit efficace. Le chiffre de 400 millions est un minimum ; si un emprunt doit être émis par la Caisse nationale de crédit agricole, il va sans dire qu'il devra comporter la garantie complète de l'Etat.

La Chambre a supprimé le principe d'une contribution demandée aux producteurs eux-mêmes pour le financement des opérations de défense. Les groupements professionnels agricoles avaient proposé une taxe de 1 fr. par quintal perçue sur le prix du blé entrant au moulin. Ils estimaient que par cette contribution les producteurs seraient plus forts au sein du comité consultatif pour défendre leurs intérêts. Il faudra revenir tôt ou tard au principe de cette contribution agricole. Enfin, il est logique d'attribuer au ministre de l'agriculture le pouvoir de

fixer par décret les cours des céréales secondaires et de leurs produits dérivés ; cela est d'autant plus urgent que la seule revalorisation du froment aurait pour conséquence d'en augmenter les surfaces ensemencées et les rendements et qu'ainsi, au lieu de résoudre le problème difficile du blé, notre loi pourrait avoir pour résultat de le compliquer et de l'aggraver.

Telles sont, résumées aussi succinctement que possible, les dispositions du projet de la commission, présenté par M. Marcel Donon.

*
**

La discussion des articles

Abordant la discussion des articles pour lesquels la commission de l'agriculture avait dû apporter une nouvelle rédaction, le Sénat vota, le 28 juin, la disposition concernant le prix minimum, la suspension de l'admission temporaire, les conditions de cotation des cours, les stockages et les reports.

Au cours de la discussion générale, plusieurs orateurs avaient assuré que la fixation à 115 fr. du prix minimum du blé n'aurait pas de répercussion sur le prix actuel du pain. Or le rapporteur de la commission de l'agriculture déclara que la hausse prévue de 35 fr. du prix du quintal de blé aurait pour résultat une hausse de 25 à 30 centimes du prix du kilo de pain, et le ministre de l'agriculture fit remarquer qu'il ne pouvait pas s'engager à limiter à 30 centimes cette hausse, car, il fallait en outre tenir compte de l'abaissement du taux d'extraction des farines et de la création de nouvelles taxes.

La discussion de *l'article 1^{er}*, rédigé par la commission de l'agriculture, donna lieu à de longues discussions : il s'agissait d'instituer un prix minimum de 115 fr. par quintal.

Dans la rédaction de cet article, il faut noter le désir de la commission de l'agriculture de se rapprocher le plus possible des points de vue de la commission des finances ; il faut attirer également l'attention sur les différentes modifications apportées dans la nouvelle rédaction et signaler les points sur lesquels

la commission a cru devoir maintenir son texte, notamment pour la date d'application de la loi, qu'elle persiste à fixer au 15 juillet au lieu du 1^{er} août.

Après une intervention de *M. Victor Boret*, sénateur de la Vienne, qui demande de tenir compte, non seulement de la qualité des blés, mais de l'ancienneté ou de la date récente, amendement retiré, un long débat s'engage autour d'un *amendement de M. Maulion*, portant que « sont résiliés sans indemnité lorsqu'ils sont basés sur un prix inférieur au prix limite déterminé par l'article premier : 1) tous contrats ou marchés passés depuis le 15 juin 1933, ayant pour objet la vente du blé, de la farine ou de ses issues ; 2) en ce qui concerne les quantités livrables à partir du 15 juillet 1933, tous contrats ou marchés passés antérieurement à la promulgation de la loi ».

Défendant son amendement, le sénateur du Morbihan insiste sur le fait que « durant la période suspecte de la discussion de la loi », les contrats ont été viciés. Son amendement a pour but de réprimer et d'empêcher la spéculation qui s'est produite et qui se produira. Mais cet amendement est rejeté à mains levées par le Sénat.

Le président met ensuite en discussion *l'article 2* qui dit que « tout exploitant de minoterie ayant broyé, au cours de l'année précédente plus de 12.000 quintaux de blé sera soumis à un contrôle permanent du service des contributions indirectes ».

Le Sénat discute ensuite la question du taux de blutage. La loi serait sans effet, affirme *M. Cassez*, si elle n'imposait pas la fixation du taux d'extraction des farines. Il importe d'aménager le marché intérieur en vue de donner à nos agriculteurs une rémunération convenable de leur travail. Etant donné que les quantités de farine nécessaires à l'alimentation de la population française, peuvent être déterminées avec une approximation suffisante, il serait facile de fixer le taux de blutage de manière à consommer la totalité de la récolte de blé indigène, réserve faite du nombre de quintaux nécessaires aux ensemencements, aux besoins industriels et en tenant compte des échanges blé contre pain, tels qu'ils se pratiquent dans certaines régions. Les conséquences de cette mesure très simple en elle-même, seraient la revalorisation du prix du blé en rapport avec son prix de re-

vient, une meilleure qualité du pain favorable à l'augmentation de la consommation, une production plus abondante d'issues et de sons farineux qui se substitueraient avec avantage aux maïs, riz, tourteaux que nous achetons à l'étranger à grands frais.

L'évaluation des disponibilités. — M. de Monti de Rêzé demande la suppression de la déclaration obligatoire des emblavures. Le sénateur de la Mayenne signale qu'il est souvent très difficile de faire une déclaration exacte.

Combattu par le rapporteur et par le ministre, l'amendement est repoussé.

Est rejeté également un amendement de M. Tournan, tendant à remplacer la déclaration des emblavures par celle des récoltes. Sont ensuite adoptées les mesures obligeant tous les détenteurs de plus de 10 quintaux de blé au début de chaque campagne agricole à faire à la mairie la déclaration des stocks de blé et de farine en leur possession.

Attributions des comités d'organisation. — Dans chaque département producteur de céréales est institué un comité d'organisation et de contrôle. Dans le projet du gouvernement, les consommateurs n'étaient pas suffisamment représentés. C'est alors qu'un amendement de M. Victor Boret, adopté, introduit dans le comité départemental trois représentants des consommateurs désignés par le préfet.

Est adoptée également la mesure instituant au ministère de l'agriculture un comité national d'organisation et de contrôle du marché des céréales.

De même, l'article 14 bis, portant que les cotations des blés au marché libre s'établissent par régions déterminées par le comité, est adopté avec un amendement de M. Boret aux termes duquel les comités de cote régionale comprendront des représentants des courtiers.

Stokage et report. — Le Sénat adopte sans discussion l'autorisation donnée au ministre de l'Agriculture d'engager les dépenses nécessaires pour assurer la constitution de stocks de blé destinés à une vente échelonnée.

Sur une observation du ministre du budget et à la demande du rapporteur général, le crédit de 10 millions pour les subventions à accorder en vue de la constitution de coopératives de stockage est disjoint. Par contre est déposé un projet de loi qui mettra à la disposition du ministre de l'agriculture 70 millions de crédits d'engagement pour satisfaire aux besoins des coopératives.

Les mesures relatives à la fixation de la quantité minimum de blé reporté que les meuniers devront mettre en mouture, à la dénaturation et à l'exportation sont votées sans modification.

Les moyens financiers. — Alors que la commission de l'agriculture évaluait à 400 millions « les ressources nécessaires à l'exécution des mesures relatives au marché du blé », M. Marcel Régnier demande, au nom de la commission des finances, que ces ressources soient fixées à 200 millions seulement cette modification est acceptée par le ministre des finances, M. Lamoureux, et par le Sénat, ainsi que les moyens constituant ces ressources : droits de douane perçus à l'importation des blés, produit des amendes prévues, produit d'une taxe de 2 fr. par quintal sur les céréales secondaires importées, taxe à la mouture, surtaxe de 0,05 par mille.

L'art. 23 est voté sans discussion ; il institue une taxe à la mouture calculée progressivement : la fraction inférieure à 12.000 quintaux est exonérée. Pour la partie supérieure à 12.000 quintaux, le taux est fixé à 0,50 par quintal entre 12.001 et 50.000 quintaux ; 0,25 par quintal entre 50.001 et 100.000 qx ; 1 fr. par quintal entre 100.001 et 200.000 qx ; 1,25 par quintal entre 200.001 et 300.000 qx ; 1,50 par quintal sur la fraction excédant 300.000 quintaux.

Les recettes effectuées seront centralisées à un compte ouvert dans les écritures du Trésor. Le paiement des frais du personnel et du matériel est limité à 500.000 francs pour l'année 1933 ; la création d'un régime de dépenses à l'agriculture est supprimée.

Telles sont les principales discussions que nous avons cru bon de noter au cours des débats du projet du gouvernement devant le Sénat ; la Haute Assemblée, adoptant avec empressement la fixation d'un taux minimum, n'avait pas voulu aller aussi loin que la Chambre au sujet de l'admission temporaire.

Elle l'avait simplement suspendue pour une durée de deux mois avec une autre modification concernant la fixation du taux de blutage due à une proposition de M. Cassez et de plusieurs de ses collègues.

VII. — *Les dernières discussions*

Les modifications essentielles que le Sénat a apportées au texte de la Chambre concernant l'admission temporaire dont la Haute Assemblée demande seulement une suspension momentanée.

La *commission de l'agriculture* de la Chambre accepte, avec une légère modification, le texte du Sénat, des mesures étant prévues pour réprimer les fraudes possibles et sauvegarder les intérêts des petits minotiers.

Sur d'autres points, la commission reste en opposition avec le Sénat.

En ce qui concerne les moyens financiers, dit M. Briquet, rapporteur, ce n'est pas avec les 350 millions que laissera cette année le système du Sénat et de M. le ministre du budget qu'on peut espérer soutenir le cours minimum de 115 fr. Si le marché est engorgé, il faudra recourir surtout à l'exportation : avec 350 millions, on ne pourra pas exporter plus de 3 millions et demi de quintaux. C'est pourquoi la commission maintient ses chiffres : elle restera inébranlable, en particulier, sur l'emprunt de 400 millions de la caisse nationale de crédit.

Il fallait, pour que la loi fût votée rapidement, une formule d'entente donnant, dans la limite du possible, satisfaction à tout le monde, aux différentes commissions et aux deux assemblées.

M. Chevrier, au nom de la *commission des finances*, après avoir indiqué que cette commission est d'accord avec la com-

mission de l'agriculture sur les moyens financiers, prie les très nombreux auteurs d'amendements de vouloir bien les retirer. En ce qui concerne les quantités soumises à la taxe, il propose de les abaisser à 25.000 quintaux au lieu de 12.000.

Il estime, d'autre part, indispensables les mesures prévues pour pénaliser la spéculation.

Sitôt la discussion générale close, la *Chambre passe aux articles*.

Au sujet de la fixation du prix minimum, *M. Triballet* défend un amendement tendant à réintégrer dans l'article premier les sanctions prévues par la loi du 1^{er} décembre 1929 ; cet amendement est adopté.

Après de nombreuses interventions, *M. Briquet*, rapporteur de la commission d'agriculture, réussit à concilier les thèses en présence sur une disposition nouvelle qui est ainsi conçue : « Pour les marchés conclus depuis le 15 juin inclus et livrés avant la date de la promulgation de la présente loi, les parties pourront obtenir, devant la juridiction compétente, la récupération de la différence de prix à laquelle elles auraient eu droit si les dispositions de la présente loi avaient été en vigueur lors de la livraison. »

Malgré les expresses réserves du ministre de l'agriculture, la Chambre adopte par 378 voix contre 133, un texte nouveau présenté par la commission relatif à un recensement des stocks de blés et farines existant au 1^{er} juillet 1933 dans les moulins écrasant plus de 12.000 quintaux.

Au sujet de la déclaration et du contrôle, est adoptée la disposition additionnelle suivante : « pour éviter que ne soit troublé le ravitaillement régulier en blé et en farine, le gouvernement pourra opérer la réquisition des blés nécessaires à l'approvisionnement qui correspond aux besoins de la population et réquisitionner les établissements industriels et commerciaux de transformation, de production et de conservation de ces denrées ».

Les mesures concernant le stockage, le report, la dénaturation, l'exportation ne donnent lieu qu'à de très brèves observations. Notons simplement que le droit de priorité réservé à ceux qui auraient effectué pendant deux ans au moins des opé-

ractions de stockage fut supprimé à la suite d'une intervention de M. Chasseigne, député de l'Indre.

Au sujet des moyens financiers, la Commission d'agriculture de la Chambre est en complet désaccord avec le Sénat. Le Sénat a plafonné à 300 millions les disponibilités d'emprunt de la Caisse Nationale du Crédit agricole.

La Commission de l'agriculture a, elle, décidé que l'emprunt sera de 400 millions et que les ressources du compte spécial se chiffreront à 400 millions, avec possibilité de report jusqu'à concurrence de 500 millions.

M. Lamoureux, ministre du Budget, fait alors adopter une transaction : l'emprunt pourra être porté à 400 millions. Le chiffre de 400 millions donne la possibilité de réaliser 300 millions de ressources pour la première année auxquelles il convient d'ajouter un report de 400 millions ; si bien qu'après deux ou trois ans, l'organisme spécial aura à sa disposition 700 millions.

D'autre part, la Caisse nationale de crédit agricole offre par ses prêts aux agriculteurs une possibilité de crédit de 300 millions en dehors même de la Banque de France.

Nous avons vu l'évolution du régime de l'admission temporaire, d'abord supprimée totalement par la Chambre, suspendue pendant deux mois par le Sénat. La Chambre, ayant à examiner le texte du projet modifié par la Haute Assemblée, accepte, malgré l'intervention de M. Mendès-France, la suspension de l'admission temporaire des blés tendres *par 400 voix contre 190*, car les fraudes dont parle M. Mendès-France ne sont pas une raison suffisante pour condamner tout un système. Un décret publié avant l'expiration des deux mois fixera les conditions dans lesquelles sera obligatoirement réexportée, dans un délai qui ne pourra pas excéder deux mois, l'intégralité des produits de la mouture, à l'exception des sons.

La discussion des articles terminée, l'ensemble du projet de loi modifié par le Sénat, est voté *par 514 voix contre 69*.

*
**

Réunie sous la présidence de M. Gaston Carrère, la Com-

mission de l'agriculture du Sénat avait adopté les dispositions relatives à l'annulation des marchés et à la suspension de l'admission temporaire.

La commission des finances avait également accepté les textes de la Chambre relatifs au montant maxima des ressources annuelles et du compte spécial. Mais elle avait maintenu la taxe, taxe qu'elle a fixée à 0 fr. 25 au lieu de 1 francs par quintal de blé entrant en meunerie.

Le Sénat, dans sa deuxième séance du 6 juillet, examine le projet que la Chambre lui a renvoyé avec diverses modifications.

Le rapporteur, *M. Marcel Donon*, signale les points de désaccord qui subsistent entre les deux assemblées.

Le premier porte sur les conditions de résiliation des marchés conclus pendant la « période suspecte ». La Chambre a décidé le recensement des stocks existant chez les minotiers et grainetiers au 1^{er} juillet en frappant d'une taxe les stocks constitués depuis le 15 mai. La commission sénatoriale accepte de pénaliser les stocks anormaux postérieurs au 15 juin.

La commission maintient que le contrôle des moulins porte sur ceux qui écrasent plus de 30.000 quintaux au lieu de 12.000 comme le veut la Chambre. Elle reprend, en la fixant à 0 fr. 75 par quintal, la taxe à la production repoussée par la Chambre. En ce qui concerne l'admission temporaire, la commission accepte, par esprit de transaction, la réexportation « à l'identique » au lieu de « à l'équivalent » actuellement admise.

Au sujet des marchés conclus après le 15 juin, *M. Hachette*, sénateur de l'Aisne, fait adopter le texte suivant : « Tous les marchés, de quelque nature qu'ils soient, de blé, de farine ou de produits dérivés, comportant livraison après le 15 juin 1933, seront, si la livraison n'a pas encore été faite, résiliés sans indemnité à la demande de l'une quelconque des parties. La demande initiale devra être formée dans le délai d'un mois après la promulgation de la loi. En ce qui concerne les marchés réglementés, les opérations postérieures au 15 juin 1933 seront annulées purement et simplement ; celles antérieures à cette date seront résiliées conformément aux règlements de ces marchés. »

Il importe d'autre part de frapper les bénéfices exceptionnels réalisés par les minotiers grâce à l'établissement d'un prix minimum du blé ; en conséquence, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû au titre des années 1934 et 35 par les entreprises de minoterie qui auront broyé plus de 30.000 quintaux de blé en 1933 sera triplé sur la portion des bénéfices imposables qui excédera le résultat obtenu en appliquant aux chiffres d'affaires respectifs des exercices taxés le coefficient de bénéfice moyen de l'entreprise intéressée.

D'autre part, le gouvernement est autorisé à réquisitionner les blés et farines nécessaires à l'approvisionnement de la population, ainsi que les établissements de transformation, de production et de conservation de ces denrées.

Les mesures concernant le blutage, la constitution et les fonctions des comités départementaux et du comité national, le stockage et la vente échelonnée, le report des blés, la dénaturation, l'exportation compensatrice sont adoptées sans discussion.

Le taux de la taxe à la mouture est fixé à 0 fr. 50 par quintal de blé.

Le Sénat, d'accord avec la Chambre et la commission de l'agriculture du Sénat, se rallie à l'exportation à l'identique, bien que le ministre de l'Agriculture ait déclaré que l'apurement à l'identique présenterait des inconvénients graves.

Les articles relatifs aux moyens financiers sont ensuite acceptés sans aucune modification. Enfin, l'ensemble du projet, par 227 voix contre 5, est voté.

*
**

Dans sa séance du 7 juillet, la Chambre examine *pour la troisième fois* le projet de loi d'organisation et de défense du blé modifié par les différentes commissions et le Sénat.

M. Briquet, rapporteur de la commission de l'agriculture, expose que les seules divergences sérieuses entre la Chambre et le Sénat portent sur la résiliation des marchés pour laquelle la commission accepte d'ailleurs le texte de l'autre Assemblée,

sur la taxe des blés conduits en meunerie pour laquelle la commission maintient sa décision qui est de ne pas imposer aux producteurs la taxe en question, enfin de la taxe à la mouture pour les blés exotiques pour laquelle la suppression ordonnée par le Sénat.

Afin de faciliter le vote rapide de la loi, les articles relatifs à ces différentes mesures seront seuls discutés.

La commission des finances demande une modification du texte du Sénat en ce qui concerne les contrats à terme passés au marché réglementé, mais cet amendement est repoussé. •

On adopte par contre un amendement qui triple l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû au titre des années 1934 et 1935 par les entreprises de minoterie qui auront broyé plus de 30.000 quintaux de blé en 1933 ou par les commerçants qui auront acheté la même quantité de marchandises (amendement Rivière).

A la suite d'un plaidoyer de *M. Frot*, ministre de la Marine marchande, en faveur des populations maritimes, *M. Henri Tasso*, député socialiste des Bouches-du-Rhône, réussit à faire rétablir par 330 voix contre 250 l'admission temporaire telle que la Chambre l'avait précédemment établie, c'est-à-dire la suspension pendant deux mois. En complet accord avec le Sénat, la Chambre adopte enfin l'ensemble du projet sur les blés.



Au cours de la dernière journée parlementaire du 9 juillet, le Sénat, après avoir voté le projet réglementant l'admission temporaire des maïs étrangers, aborde la discussion du projet relatif à l'organisation du marché du blé que la Chambre lui a renvoyé encore une fois modifié.

La commission de l'agriculture, d'accord avec la commission des finances, propose au Sénat d'adopter sans changement le dernier texte de la Chambre. Il signale que celle-ci, en ce qui concerne l'admission temporaire, a accepté la réexportation « à l'équivalent », ce qui est la thèse d'abord admise par le Sénat.

Le rapporteur invite le ministre à consulter les Chambres

d'agriculture sur la taxe à la production que la Chambre a supprimée. Le projet est alors adopté, conformément aux conclusions du rapporteur, sans modification au texte de la Chambre.

■

Que conclure de ces discussions qui se prolongèrent du 22 juin au 9 juillet sur l'organisation du marché du blé ?

Gouvernement et Parlement se sont souvent abandonnés à l'opportunisme. Une fois les principes exposés, on a suivi généralement le chemin le moins malaisé, même quand on ne savait guère où il pourrait conduire.

En somme, soit qu'on considère la politique du gouvernement, soit qu'on rappelle les travaux récents du Parlement, on cherche une doctrine, un programme, une vue d'ensemble sans toujours les trouver. Des problèmes se sont imposés à l'examen des deux Chambres et on les a résolus comme on a pu, non comme l'auraient voulu les idées politiques au nom desquelles on gouvernait d'une part et au nom desquelles on légiférerait d'autre part.

CHAPITRE V

LA LOI DU 10 JUILLET 1933

Le Journal Officiel du 11 juillet 1933 publie la loi du 10 juillet « portant fixation d'un prix minimum pour le blé et tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé ».

Cette loi ne comporte pas moins de 32 articles, répartis entre 9 titres.

Nous allons en faire l'analyse et en dégager les tendances.

Mais tout d'abord, nous en rappellerons l'origine et montrerons un aspect de la question que l'on passe trop souvent sous silence.

Dans le but de décongestionner le marché du blé, le gouvernement avait préconisé le report d'une certaine quantité de blé de la récolte de 1932, et pris des engagements envers les contractants, leur garantissant sous certaines conditions un prix de 115 fr. par quintal, auquel devait s'ajouter une prime de conservation de près de 10 francs.

Si la récolte de 1933 avait été normale, ce report aurait pu avoir pour résultat de stabiliser en quelque sorte les cours du blé et d'éviter des fluctuations trop grandes, mais, par rapport à nos besoins, la nouvelle récolte fut encore excédentaire et dépassa en quantité et en qualité celle de 1932.

En raison du déficit budgétaire, le gouvernement ne voyait pas sans inquiétude s'approcher la date à laquelle il devrait tenir des engagements envers les détenteurs de blés reportés.

Dans le projet de loi déposé le 22 juin, il n'était nullement question de la fixation d'un prix minimum.

C'est sur la proposition de MM. Fernand David et Joseph Faure que le Sénat incorpora au projet gouvernemental une disposition tendant à fixer le prix minimum du blé à 115 fr.

Cette disposition adoptée par les deux assemblées le 8 juillet, devenait le point le plus important de la loi.

Cette loi permettait à l'Etat de se libérer de ses engagements à l'égard des détenteurs de blés reportés, sans bourse délier. Elle avait en outre l'avantage de calmer le mécontentement que la baisse du blé avait provoqué chez les producteurs.

*
**

On peut diviser la loi en deux grandes parties que le titre indique d'ailleurs suffisamment : d'une part, la fixation d'un prix minimum, d'autre part, un ensemble de mesures qui tendent à organiser et à défendre le marché du blé.

SECTION I. — LE PRIX MINIMUM

L'article premier décide que, pour la période qui s'étend du 15 juillet 1933 au 15 juillet 1934, le prix minimum au-dessous duquel le quintal de blé destiné à la consommation humaine ne pourra être vendu, est fixé à 115 francs.

Mais, au cours de cette période, la loi devra être appliquée à tous les blés vendus, y compris ceux de la récolte 1932 qui seraient encore en stock.

Il faut bien comprendre que c'est en quelque sorte un prix théorique, s'appliquant à un blé de bonne qualité, saine, loyale et marchande, d'un poids spécifique de 76 kgs à l'hectolitre.

Mais ce poids spécifique-type n'est pas toujours réalisé. Ici il n'est pas atteint ; là, il est dépassé.

Un arrêté du ministre de l'Agriculture doit en fixer l'augmentation ou la diminution proportionnelle à appliquer au prix théorique de base, selon que le poids spécifique sera supérieur ou inférieur à 76 kg.

Cet arrêté doit fixer aussi la diminution à faire pour le blé contenant des impuretés.

Nous tenons à insister sur ces détails pour bien faire entendre que le prix normal de 115 fr. devait subir des variations.

Le prix minimum ne comprend pas les frais de transport ; c'est le prix net revenant au vendeur, car la loi dit qu'il est « exclusif de tous frais de courtage, commission et transport ».

Ce prix minimum sera majoré de 1 fr. 50 par quintal le premier de chaque mois. La première majoration sera applicable le 1^{er} septembre. C'est ainsi que le prix de base devra être par exemple de 118 fr. le 1^{er} octobre, de 14 fr. le 1^{er} février et de 118 fr. le premier octobre, de 14 fr. le premier février et de 131 fr. 50 le 1^{er} juillet.

Il y a également dans la loi des sanctions prévues contre ceux qui achèteraient au-dessous du cours légal.

« Il est interdit à partir du 15 juillet 1933 à tout acheteur de blé destiné à la fabrication de farine panifiable d'offrir ou de payer un prix d'achat moins élevé que celui fixé par le présent article et par l'arrêté qu'il prévoit ».

Pour sanctionner cette interdiction, la loi a édicté deux mesures :

1^o *Recours du vendeur lésé.* — Le vendeur a le droit de récupérer sur l'acheteur la différence entre le prix légal et celui qu'il aura réellement touché. Un délai de six mois lui est accordé, à partir du contrat, pour intenter l'action en récupération, que le marché soit écrit ou qu'il soit purement verbal.

Comme nous sommes en matière commerciale, la preuve par témoins sera admise, quelle que soit l'importance du marché.

2^o *Pénalités encourues par l'acheteur.* — L'acheteur convaincu d'avoir payé un prix inférieur à la taxe légale encourra les peines prévues par la loi du premier décembre 1929 (art. 1^{er}), c'est-à-dire « une amende de 500 fr. à 10.000 fr. et un emprisonnement de 3 mois à 2 ans. En cas de récidive, l'amende sera de 5.000 francs à 50.000 fr. et la prison de 6 mois à 3 ans ». La loi de sursis pourra être appliquée.

Quel sera le sort des marchés passés avant le vote de la loi ?

Il y a en effet des marchés passés en juin, juillet à des prix très inférieurs au cours légal. Si le vendeur est obligé de s'exé-

cuter, l'acheteur va réaliser un bénéfice important et scandaleux, car il ne manquera pas de revendre le blé ou la farine en tenant compte du prix légal.

La loi ne pouvait rester indifférente à une telle situation. Elle a donc décidé que « tous les marchés, de quelque nature qu'ils soient, de blé, de farine ou de produits dérivés comportant livraison après le 15 juin 1933, seront, si la livraison n'a pas encore été faite, résiliés sans indemnité à la demande de l'une quelconque des parties ».

Ce délai pour demander la résiliation est d'un mois à partir de la promulgation de la loi.

Si nous interprétons le texte, nous pouvons classer les marchés en plusieurs catégories :

1° Marchés comportant livraison avant le 15 juin : les marchés conclus conservent leur plein droit.

2° Marchés comportant livraison après le 15 juin :

— Si la livraison était déjà faite lorsque la loi a paru, c'est-à-dire le 11 juillet, les marchés conclus conservent leur plein droit, comme dans le cas ci-dessus ;

— Si la livraison n'était pas encore faite le 11 juillet, les marchés sont annulés à la demande de l'une quelconque des parties.

3° Marchés comportant livraison après le 15 juillet : les marchés conclus avant la loi et comportant livraison après le 15 juillet sont susceptibles d'une action permettant au vendeur de récupérer la différence entre le prix consenti et le prix minimum légal.

4° Marchés inclus après le 15 juillet : prix minimum impossible.

Telles sont les dispositions édictées par la loi du 11 juillet en ce qui concerne les marchés libres de blés ou de farines.

Enfin, le ministre de l'Agriculture pourra fixer le prix *maximum* de la farine panifiable pour chaque département. Disposition excellente et nécessaire.

Puisque le blé est au cours officiel de 115 fr. imposé par la loi, il est juste que le prix de la farine, et par conséquent du pain, soit fixé en tenant compte du prix officiel.

Nous croyons utile de noter très brièvement, comment les

commissions s'y prennent pour calculer le prix de la farine et celui du pain.

Prix de la farine : On prend le cours du blé augmenté des frais de transport. Au prix du blé rendu au moulin, on ajoute la prime de mouture (14 fr. actuellement). Le total vous donne la valeur de la farine extraite d'un quintal de blé. En supposant que le blé rendu au moulin revienne à 118 francs, la farine extraite de ce quintal de blé vaudra donc : $118 + 14 = 132$ fr.

Quelle est cette quantité extraite d'un quintal de blé ? Cela dépend du taux de blutage imposé aux meuniers. S'il est par exemple de 70 %, c'est-à-dire que le meunier ne doit pas extraire plus de 70 kg. de farine panifiable d'un sac de blé, il est facile de calculer que 100 kilos de farine doivent se vendre au cours de 174 fr.

Prix du pain : La fixation est faite d'une manière assez simple.

On prend pour base le cours de la farine augmenté des frais de transport. Au prix de la farine vendue chez le boulanger, on ajoute la prime de cuisson. Cette prime de cuisson, qui était de 12 fr. avant la guerre, est aujourd'hui de 62 fr.

Si nous supposons que la farine revient à 117 fr. chez le boulanger, il est aisé de calculer que le pain fabriqué avec 100 kilos de farine pourra être vendu $117 + 62 = 239$ fr.

En admettant que 100 kg. de farine rendent 130 kilos de pain, le kilo de pain ressortirait donc à 1 fr. 85.

*
**

Notons immédiatement que la loi est tout entière fondée sur le prix minimum.

Quelle est l'efficacité de cette disposition absolument nouvelle dans notre législation et quelle est sa signification ? C'est ce qu'il importe de rechercher et d'exposer.

La fixation d'un prix minimum légal va à l'encontre du système dans lequel évolue l'économie française. Celle-ci, en effet, malgré l'arsenal des réglementations légales et administratives,

bénéficie, dans l'ensemble, d'un régime de liberté où la loi de l'offre et de la demande reste fondamentale.

Comment, dans ces conditions, le prix minimum a-t-il pu être accepté par la quasi unanimité des deux Chambres et par le gouvernement ?

Pour les Parlementaires, ils ont suivi la voie facile, susceptible de les mettre à l'abri du courroux des électeurs.

En ce qui concerne le gouvernement et les deux Commissions des finances, il semble que la raison majeure de leur acceptation ait été, si paradoxal qu'il paraisse, le point de vue financier.

Le cours légal à 115 fr. dégage le Trésor de la garantie qu'il accordait aux 5 millions $1/2$ de quintaux reportés pour la culture ; c'est pour lui une économie nette de 200 à 300 millions de francs.

Cependant, ce n'est là qu'une économie toute immédiate. Les moyens financiers de la loi impliquent, en effet, des ressources d'un ordre de grandeur égal ou supérieur.

Il est curieux que ce ne soit pas la Chambre, mais le Sénat qui ait pris l'initiative du cours légal.

Les mesures prises n'ayant pas été suffisantes, M. Fernand David n'a pas hésité à préconiser la taxe : celle-ci qui a joué si souvent contre le paysan peut, pour une fois, être établie à son avantage.

Cette position est, on le voit, empirique et dégagée de tout système doctrinal. Au contraire, dans l'esprit de nombre de ses partisans, le prix minimum reçoit une signification toute différente.

Pour comprendre parfaitement cette signification, il faut se rendre compte que la nouvelle loi sur les blés a en fait, trois causes distinctes qui sont faciles à déterminer.

La première est la plus évidente de toutes ces causes, c'est la chute catastrophique des cours qui s'est déclanchée au mois de juin. Ce fut le coup de fouet qui fit voter la loi.

Une seconde cause était le désir avoué de la majorité de la Chambre de faire une loi pour le blé qui fit la contre-partie de la loi du 1^{er} décembre 1929. Cet état d'esprit est nettement révélé par les débats parlementaires qui présentent à tout instant la

loi de 1929 comme l'instrument de soutien des cours en période déficitaire, tandis qu'il s'agit désormais de les soutenir en période excédentaire.

Cette opposition simpliste se place sur un terrain avant tout politique.

Enfin, une troisième cause qui se relie très étroitement à la deuxième et qui en est déjà un effet, est l'ordre du jour voté le 17 novembre 1932 par la Chambre des Députés. Cet ordre du jour qui émane de MM. François Albert et Léon Blum avait été accepté par le gouvernement, M. Abel Gardey étant ministre de l'Agriculture. Il comprenait notamment « La stabilisation des cours des blés jusqu'à la prochaine récolte à un cours, qui, raffermissant les cours actuels, serait mieux en rapport avec les prix de revient de la culture » la création d'un office national des céréales panifiables, et les déclarations des emblavements.

Le prix minimum n'est pas une solution. Sans doute l'unanimité de la représentation agricole, a elle-même réclamé le prix minimum, mais uniquement pour empêcher la catastrophe du blé à 50-60 francs, parce qu'il fallait une intervention *décisive* et *énergique* des Pouvoirs publics.

La fixation d'un prix minimum n'est pas une mesure qui, par *elle-même*, peut « tenir » le prix du blé, rétablir l'équilibre entre les disponibilités et les besoins, entré l'offre et la demande.

C'est une mesure qui ne peut avoir qu'un caractère exceptionnel ; elle est destinée à donner au marché le soutien nécessaire pendant le temps de mise en application des autres mesures, qui doivent alléger matériellement le marché.

L'expérience a prouvé, en effet, que la taxation — et la fixation d'un prix minimum est une manière de taxation — est trop souvent inopérante pour les motifs suivants :

1° La fixation d'un prix minimum ne fait pas disparaître l'excédent occasionnel et temporaire qui crée le déséquilibre entre les disponibilités et les besoins ;

2° Le prix minimum risque de ne pas être respecté si les producteurs, à bout de ressources, vendent quand même au-dessous du prix fixé, faute de pouvoir attendre ;

3° La fixation du prix minimum ne peut donner à l'acheteur

la possibilité ni lui créer l'obligation d'acheter des quantités supérieures à ses facultés d'absorption ;

4° Il est donc indispensable que d'autres mesures d'ordre financier, économique, professionnel, soient mises en œuvre permettant l'absorption des offres ne trouvant pas preneur au prix minimum ;

5° Le prix minimum, insuffisamment appuyé sur une organisation solide des producteurs, fausse la loi de l'offre et de la demande. Il est donc insuffisant, ou trop élevé, suivant les disponibilités mises sur le marché ;

6° Le prix minimum constitue une base théorique de fixation du prix du pain. S'il n'est pas respecté, il joue en faveur des transformateurs : minotiers et boulangers, au lieu de favoriser l'agriculteur.

Mais si la fixation d'un prix minimum risque de rester dans certains cas théorique, si elle présente des difficultés très sérieuses d'application et de contrôle, elle n'en est pas moins une mesure susceptible d'arrêter la débâcle et les causes morales et psychologiques qui précipitent le découragement des agriculteurs.

Elle démontre la volonté des Pouvoirs Publics, de défendre le marché et de faire remonter le blé à un prix qui paie les producteurs.

Mais cette mesure exceptionnelle doit être essentiellement provisoire et garder un caractère de transition. Elle doit permettre le redressement du marché. Elle doit accélérer l'organisation des producteurs, indispensable pour en tirer plein profit d'abord, pour substituer ensuite l'équilibre permanent du marché à l'équilibre artificiel qu'elle va instituer.

Le résultat de la loi est donc subordonné à la résistance disciplinée de la culture qui doit retenir ses offres pour soutenir le marché à 115 fr. et à l'application rapide et très énergique de toutes les mesures nécessaires pour alléger le marché.

Il faut exporter, faire consommer plus de blé, consommation humaine ou animale, stocker en vue de la vente échelonnée pour proportionner l'offre à la demande, reporter éventuellement un surplus sur la campagne suivante : tels sont les seuls moyens de rétablir effectivement l'équilibre entre les disponi-

bilités et les besoins, d'empêcher que le marché ne soit écrasé par des offres trop considérables, de soutenir la résistance de la culture pour la défense du prix minimum de 115 fr.

Bien entendu, le prix minimum n'est pas une pure taxation. Certains parlementaires auraient voulu que le prix minimum fut en même temps un prix maximum. Il ne peut être question de cela. Si le résultat de la récolte nécessite et rend possible un prix supérieur à 115 fr., rien ne peut s'opposer à ce que la culture l'obtienne.

On ne peut dissimuler que la fixation du prix minimum, contribue à faire disparaître encore davantage le commerce local des grains qui achetait pour revendre, jouait le rôle d'accumulateur et de répartiteur de stocks. Il favorise au contraire le développement des achats directs de la meunerie en culture, avec tous les dangers que cela comporte en raison de la concentration meunière.

C'est une véritable mesure de salut public, mais grosse de conséquences économiques, conséquences politiques, conséquences financières, conséquences professionnelles.

Economiques, parce qu'il y a solidarité entre les différentes branches de la production française et parce qu'on n'améliore pas impunément le prix de vente de l'une des productions au détriment de l'autre, sans courir le risque de rompre un équilibre laborieusement échafaudé.

Si le blé est réellement acheté à 115 francs, tandis que les céréales secondaires : avoine, orge, seigle ne sont pas protégées, on s'efforcera de ne plus en faire, ou le moins possible pour ne faire que du blé.

Conséquences *politiques*, car, pour garder intacte la confiance de la culture, le gouvernement peut-être contraint de recourir à l'achat, au prix minimum, des excédents de blé que le commerce, la meunerie ne pourraient absorber et que les coopératives ne peuvent retirer du marché. Et c'est le doigt dans l'engrenage : c'est l'office du blé, le monopole d'achat, de répartition et de vente.

Conséquences *financières*, car, l'achat des excédents au prix de 115 francs représente des centaines de millions, plusieurs milliards peut-être qui ne peuvent être demandés qu'à l'emprunt.

Les mesures de contrôle du prix minimum

Pour que le prix minimum soit respecté, il importe d'instituer des mesures de contrôle vis-à-vis des meuniers. D'où une réglementation élaborée par le Parlement, très complexe et assez tracassière. Cette réglementation votée à la suite d'un amendement de *M. Camille Catalan*, a pour objet d'instituer une surveillance constante des opérations de la grande meunerie, en vue de faciliter la découverte des infractions aux lois et règlements sur le commerce des blés et des délits, mais elle ne contenait pas un système de recherches méthodiques pour les découvrir.

L'article 2 de la loi contraint donc les exploitants ayant broyé au cours de l'année précédente plus de 12.000 quintaux, de tenir le ministre de l'agriculture au courant de toutes leurs opérations et les assujettit au contrôle du service des contributions indirectes.

Tout refus de vérifications, est puni d'une amende de 500 francs en principal.

Tout exploitant doit adresser au ministre, le dernier jour de chaque mois une déclaration :

a) Comportant d'abord le *relevé des achats de blés indigènes et de blés exotiques* effectués au cours du mois, avec la mention, pour chacun d'eux, de la date du contrat, de la quantité achetée, du nom du vendeur, du prix et de la date fixée pour la livraison.

b) La déclaration porte en second lieu le *relevé des ventes de farines* effectuées au cours du mois, avec les mêmes indications.

c) En troisième lieu, la déclaration fait état des *réceptions de blés indigènes et exotiques*, avec la mention, pour chacune d'elles de la quantité reçue et du contrat d'achat auquel elles se rapportent.

d) Les livraisons de farines.

e) Le stock des blés indigènes, celui des blés exotiques et celui des farines existant dans l'établissement à la fin du mois.

Ce système de déclarations avait pour but de donner au ministre de l'agriculture un moyen facile, permanent, automa-

tique, de suivre mois par mois, les opérations de la grande meunerie. Chaque fois qu'une anomalie apparaît, tant en ce qui concerne les infractions aux lois et règlements sur le commerce du blé qu'en ce qui concerne les délits de spéculation, il devait permettre l'examen immédiat sur place, des livres de comptabilité, de la correspondance, des marchés, des contrats, en vue de déclencher l'action judiciaire et de provoquer une répression.

Ce système de surveillance devait permettre en outre, une étude approfondie et précise du commerce des blés. Il devait rendre possible des constatations qui mettraient les pouvoirs publics sur la voie des réformes à accomplir.

Il ne s'agit là, en réalité que d'une extension d'opérations déjà faites par le ministère de l'agriculture, en application des décrets du 5 décembre 1929 et du 8 août 1931. Cette disposition d'autre part n'était pas nouvelle ; elle existait déjà en faveur des syndicats en matière de viticulture.

Toute réduction de prix effectuée, même sur l'offre du producteur, par le meunier ou par l'intermédiaire, commerçant, commissionnaire ou courtier sur le prix minimum fixé par la loi, sera punie d'une amende égale au quintuple de cette réduction.

Enfin si les meuniers et les boulangers compromettent le ravitaillement régulier de la population en blé et en farine, le gouvernement peut réquisitionner les blés et les farines nécessaires à l'approvisionnement de la population et réquisitionner également les établissements industriels et commerciaux de transformation, de production et de conservation de ces denrées.

Telles sont les formalités imposées aux minotiers et les sanctions qu'ils encourent en cas de non exécution. Elles sont quelque peu tracassières et sans contredit très complexes.

Tout au plus, trouvons nous une circonstance atténuante à l'exagération de ces formalités, si nous les comparons à celles qui sont imposées, par exemple, dans un but fiscal, il est vrai, mais qui existent cependant, aux négociants en vins et liqueurs.

Un arrêté du 13 juillet vint fixer les modalités d'application du prix minimum du blé indigène. Pendant la période du 15 juillet 1933 au 15 juillet 1934.

Il prévoit une majoration des prix de 0 fr. 50 pour tout ex-

cèdent de poids de 500 grammes ou fraction de ce poids et une réduction du même ordre si le blé ne pèse pas 76 kilos à l'hectolitre.

Mais il est bien entendu qu'il s'agit de blé destiné à la consommation humaine ; les blés de semence restent donc en dehors de la réglementation.

L'arrêté considère comme impuretés du blé les criblures, les corps étrangers, les grains ou graines autres que le blé se rencontrant naturellement avec cette céréale.

Il est toléré 2 % d'impuretés, sans que cette proportion puisse justifier une diminution de prix. Mais si le pourcentage d'impuretés dépasse 2 %, il sera fait une réduction de 1 fr.25 pour chaque kilog. d'impuretés en sus des 2 % tolérés. Au delà d'un pourcentage total de 5 % d'impuretés, le blé ne sera considéré comme étant de qualité loyale et marchande.

En ce qui concerne les graines nuisibles, telles que l'ail, le fenugrec, le mélilot, le mélampyre, les réductions de prix auxquelles donnera lieu leur présence, ainsi que la proportion de ces graines au delà de laquelle le blé ne sera pas considéré comme marchand, résulteront des usages locaux, loyaux et constants en vigueur dans le département.

Complétant ces mesures, le ministre de l'Agriculture adresse une circulaire aux préfets pour une application stricte de la loi fixant un prix de vente minimum du blé.

Certains intermédiaires ou acheteurs peu scrupuleux avaient une tendance à enfreindre les prescriptions légales par divers artifices leur permettant de payer un prix inférieur à celui que la loi impose.

Ces manœuvres consistaient tantôt à sous-estimer le poids spécifique du blé ou à surélever le pourcentage des corps étrangers qui s'y trouvent. Une autre fraude consistait, alors que le prix légal est exclusif de tous frais de courtage, commission et transport, à imposer aux vendeurs un transport soit gratuitement, soit à un prix dérisoire, en tout état de cause supérieur à la réalité. Il s'en suivait une concurrence déloyale qui tombait sous le coup de la loi.

Le ministre attirait l'attention des préfets sur la nécessité de réprimer avec fermeté de semblables abus.

SECTION II. — ORGANISATION ET DÉFENSE DU MARCHÉ

Tout un ensemble de mesures sont prévues qui tendent à l'organisation et à la défense du marché du blé.

On peut les distinguer en deux groupes : celles qui sont des mesures d'organisation proprement dites et celles qui sont des mesures de soutien pour les cours.

Les mesures d'organisation ont trait au blutage, à la composition et à la vente des farines panifiables (art. 4), à la fixation d'une proportion déterminée d'amidon dans le son (art. 28), à la cotation des blés et des farines (art. 12 et 13), au stockage des blés et à leur vente échelonnée (art. 14), enfin à l'admission temporaire (art. 27).

Les mesures de soutien des cours sont le report (art. 15, 16 et 17), la dénaturation des blés et des farines (art. 18 et 19), l'exportation (art. 20).

Pour permettre le fonctionnement de tout ce système, la loi prévoit l'évaluation des superficies emblavées d'une part, des stocks de blés et de farines d'autre part. Enfin, des « Comités départementaux » et un « Comité National d'organisation et de contrôle des marchés des céréales » ont pour attribution de donner des avis sur l'opportunité d'application des diverses mesures organisées par la loi et en général sur la politique du blé.

Le financement du stockage, du report, de la dénaturation et de l'exportation est assuré principalement, jusqu'à concurrence de 300 millions, par l'application de certaines recettes douanières et une taxe à la monture (art. 21 et 22). D'autre part, la Caisse Nationale de Crédit Agricole est autorisée à émettre des emprunts jusqu'à concurrence de 400 millions (art. 26).

§ 1. — Les mesures d'organisation du marché

A) *La réglementation du taux de blutage.*

La loi astreint, dans son article 3, la minoterie à un taux de blutage qui sera fixé suivant la production de l'année et les conditions locales.

L'objectif est triple :

a) Accroître la consommation du blé, en réduisant le taux d'extraction de la farine panifiable ;

b) Réglementer la composition et la vente des farines panifiables ; interdiction de vendre et d'employer à la panification des farines secondes ou dégruautées ;

c) Dénaturer et réserver à l'alimentation animale toutes les farines qui ne sont pas des farines panifiables réglementaires.

L'application de cet article est soumise aux dispositions de la loi de 1905 sur les fraudes, ce qui est une garantie sérieuse.

Les farines transportées et livrées en sacs plombés avec indication du taux d'extraction et l'adresse du meunier qui devra correspondre avec les indications portées sur la facture.

Toutes les farines contenant des farines secondes ou dégruautées sont interdites. Les farines secondes doivent aller à l'alimentation animale après dénaturation.

Les farines saisies seront confisquées au profit des établissements de bienfaisance et réparties par le Conseil Général.

Ces mesures sont complétées de façon très logique par l'article 28 rendant obligatoire une certaine proportion d'amidon dans les sons.

Le succès de ces mesures est subordonné éventuellement à la possibilité d'écouler pour l'alimentation animale les quantités supplémentaires produites, de farines basses non panifiables.

Question liée intimement à celle de la dénaturation.

Enfin l'article 5 stipule des sanctions :

« Sera puni des peines prévues par l'article 420 du code pénal, quiconque aura, par des faits faux, calomnieux, semés à dessein dans le public ou par des voies ou moyens frauduleux quelconques, provoqué ou tenté de provoquer des ventes de blé au-dessous du cours déterminé. »

Le *taux d'extraction* a été abaissé par un *décret du 6 septembre*. La quantité maxima de farine panifiable que les meuniers pourront extraire des blés mis en mouture par eux, ne pourra excéder, par quintal, le poids à l'hectolitre de ce blé, diminué de 11 kilos.

Le décret définit également les farines basses : ce sont les

farines extraites au-delà du taux d'extraction ; elles seront exclusivement destinées à la nourriture des animaux.

Sont obligatoirement astreints au taux de blutage prescrit, tous les exploitants de minoteries ou de moulins, toutes les personnes ou sociétés qui, à titre principal ou à titre accessoire, se livrent à des opérations de broyage du blé pour le compte d'autrui ou pour leur propre compte, sauf si l'exploitant moule exclusivement pour ses besoins personnels.

La farine panifiable extraite ne pourra être livrée en boulangerie qu'en sacs plombés, munis d'une étiquette blanche.

Sont dispensés du taux d'extraction :

a) Les titulaires de marchés passés, avec l'Etat ou les établissements publics, jusqu'à complète exécution des marchés en cours ;

b) Les meuniers travaillant exclusivement à façon les blés qui leur sont confiés et restituant la totalité des produits de mouture ;

c) Les meuniers écrasant exclusivement les blés fournis aux boulangers en échange de pain suivant les usages locaux et constants.

Les sacs contenant des farines extraites dans ces conditions seront plombés et porteront une étiquette rouge. Dans chaque département, le préfet établira, sur la proposition de la Chambre d'agriculture, la liste des moulins exemptés de l'application du taux maximum d'extraction des farines.

Les fonctionnaires des Contributions indirectes et ceux du ministère de l'agriculture sont habilités à constater les infractions.

B) La fixation d'une proportion déterminée d'amidon dans le son.

Le ministre de l'agriculture est autorisé à fixer par décret la quantité minimum d'amidon que les sons et issues devront contenir.

Cette mesure pour laquelle avaient combattu de nombreuses Chambres d'Agriculture était absolument nécessaire ; la plupart des moulins vendaient des sons tellement grattés, brossés,

qu'ils n'avaient plus de valeur alimentaire, lorsqu'ils n'étaient pas nocifs par les poussières qu'ils contenaient.

C) *La cotation des blés et des farines.*

Les articles 12 et 13 définissent le mode de cotation régionale des blés et farines avec l'indication du taux d'extraction et de leur valeur à l'extensimètre spécifiant leur valeur boulangère.

Les cotations du blé et de la farine au marché libre s'établissent par régions commerciales et naturelles déterminées par le comité de cote régionale, comprenant en nombre égal, des représentants de chambres d'agriculture et de chambres de commerce.

Cet article a une importance exceptionnelle. Les méthodes de l'établissement des cotations du blé et en particulier de la cote officielle de Paris présentent des vices profonds.

La loi modifie complètement et de façon très heureuse cet état de choses.

Aux cotations de place, établies par les seuls courtiers, portant sur des transactions souvent infimes et faciles à fausser, on substitue des cotations élargies sur une base régionale. Elles seront constatées par des comités spéciaux où les représentants de l'agriculture discuteront à égalité avec ceux du commerce.

Ces comités constateront également le prix réel des farines traitées. Aussi pourront-ils faire apparaître officiellement le scandale que constitue la différence parfois très importante qui existe trop souvent entre le prix réel des farines vendues en boulangerie et la taxe officieuse départementale qui sert de base au prix du pain.

D) *Stockage et vente échelonnée des blés.*

La fixation d'un prix minimum ne constitue pas techniquement une mesure capable par elle-même de résoudre la crise.

Fixer un prix minimum ne rétablit pas l'équilibre entre les disponibilités et les besoins. D'autres mesures doivent être appliquées en même temps qui organisent la résorption ou l'écoulement de l'excédent d'une façon indirecte, mais effective. Parmi ces mesures figure le stockage.

La loi préconise, encourage deux sortes de stockage et de ventes échelonnées.

1° *Le stockage individuel.* Le meilleur procédé que le législateur encourage matériellement et sans bourse délier, en prévoyant qu'au prix minimum de base 115 francs s'ajoutera le premier de chaque mois, à partir du 1^{er} septembre, 1fr. 50.

2° *Le stockage collectif* ou coopératif qui fait l'objet de l'article 14.

Le stockage individuel suppose du logement à la ferme et des disponibilités. Les deux réunis sont rares.

Aussi la loi a-t-elle maintenu, amélioré, cristallisé les conditions du stockage collectif, en assurant le financement par des avances et des primes.

Il s'agit ici de contrats passés entre l'Etat et les Coopératives agricoles possédant ou louant des silos ou des magasins pour entreposer le blé de leurs adhérents.

Les Coopératives s'engagent à constituer un stock de tant de quintaux et à vendre régulièrement un quart chaque trimestre. On veut ainsi régulariser le marché. Le ministre de l'Agriculture peut engager, dans la limite des moyens financiers qui lui sont octroyés, les dépenses nécessaires pour la constitution de ces stocks de blés destinés à une vente échelonnée. Il peut également fixer les conditions des contrats, « les mesures de contrôle à exercer et la rémunération qui comprend, du jour du contrat à celui de la vente, l'intérêt du capital engagé calculé d'après le taux des avances sur titres de la Banque de France et une allocation de 5 fr. par quintal et par an, représentant les frais de toute nature et le bénéfice consenti ».

Il faut avoir constamment présent à l'esprit que la pratique des ventes échelonnées est l'étaï essentiel du prix minimum.

Sans ventes échelonnées, disciplinées, tout s'effondre. Sans puissants groupements, il n'est pas d'organisation.

Les coopératives de vente de blé créées depuis trois ans, devenaient les auxiliaires indispensables du gouvernement pour la défense du prix minimum de 115 francs et le pivot de la nouvelle loi.



Un décret du 17 août 1933 constitue des marchés de gré à gré passés avec les groupements agricoles légalement constitués et établit un cahier des charges fixant les conditions dans lesquelles les blés stockés devront être consentis et vendus.

Objectivement, la lecture du décret laisse l'impression suivante : l'Etat maître souverain dirige à sa guise la culture et la vente du blé ; l'Etat achète mais ne prend pas livraison ; il oblige les détenteurs de blé à livrer à sa place.

Deux cas sont envisagés en ce qui concerne le calcul de la prime d'entretien : suivant que les coopératives ou groupements souscripteurs ont des magasins ou sont suffisamment grands pour loger la quantité totale du blé pour laquelle ils souscrivent, ou que leur aménagement ne leur permet de ne recevoir qu'une partie des céréales.

Ces dernières sociétés toucheront les deux parties de la prime qui est allouée. D'abord une somme de 4 fr. 50 (taux des avances sur titres par la Banque de France) sur la base de 115 francs par quintal pour toutes les quantités qui passeront par leurs magasins et qui peuvent atteindre quatre fois la capacité des dites réserves. Elles toucheront en outre le quart de 5 francs par quintal, soit 1 fr. 25 par trimestre (ou le quart de la durée du contrat).

Elles devront conserver pendant dix jours, au début de chaque trimestre, une quantité égale au quart de la quantité totale faisant l'objet du contrat.

Elles devront détenir à tout moment un stock réellement entreposé dans les magasins, égal au moins au huitième de la quantité figurant au contrat, autrement dit de la moitié présumée de la capacité d'emmagasinage ; les entreprises nouvelles ont envisagé de pouvoir renouveler quatre fois dans l'année leur prise en charge. S'il s'agit de société ayant la possibilité de loger intégralement le stock souscrit, elle devra conserver la quantité qu'elle doit détenir au début de chaque période trimestrielle pendant une durée de dix jours à partir du premier jour du trimestre.

Le stockage ainsi conçu se compose de deux parties :

L'une au domicile du cultivateur jusqu'au jour où on lui demande de livrer son grain en magasin ;

L'autre au magasin collectif.

La question de transport ne se pose pas, le siège de la coopérative ou groupement collectif étant fictivement considéré comme annexe des domiciles de chacun des adhérents.

Tel est le résultat heureux qu'apportent à l'agriculture la loi du 10 juillet et le si important décret du 17 août, complétant la loi du 30 avril 1930 sur le stockage des blés adaptée aux circonstances du moment.

E) *L'admission temporaire.*

La loi suspend l'importation des blés tendres en admission temporaire pendant deux mois sauf pour les quantités expédiées ou achetées avant le 15 juin.

L'expertise légale est supprimée. Les résultats d'analyse des laboratoires du ministère des Finances seront tenus pour définitifs.

C'est l'Association générale des producteurs de blé, par sa note du 20 juin à la Commission d'agriculture du Sénat, qui avait proposé toutes ces mesures devant être complétées par une taxe spéciale compensatrice sur les blés d'admission temporaire.

Nous avons vu qu'autour de cette question, des débats d'une extrême âpreté s'étaient déroulés. On a vu successivement supprimer purement et simplement l'admission temporaire ; revenir sur cette décision ; établir le régime de l'identique, pour revenir ensuite au régime de l'équivalent.

Le gouvernement s'est engagé à supprimer intégralement toutes imperfections possibles de l'admission temporaire, et à rétablir un équilibre absolu entre les intérêts des meuniers pratiquant l'admission temporaire et de ceux qui ne la pratiquent pas.

Mais le gouvernement n'a pas voulu, en promettant de donner toutes les garanties nécessaires, aller jusqu'à la suppression directe, ou indirecte, par voie de l'identique, de l'activité que représente l'admission temporaire pour la meunerie exportatrice, les industries des ports, la marine marchande, la battellerie fluviale..., série d'intérêts importants que l'on ne veut pas léser

inutilement, surtout dans une période de crise économique générale.

Il appartenait alors au gouvernement d'assurer la compensation intégrale des blés d'admission temporaire sans aucune fis-sure, et dans des conditions qui ne donneraient aucun avantage à la petite meunerie exportatrice par rapport à la petite meunerie de l'intérieur.

La suppression de l'expertise légale, décidée par la loi, devait renforcer beaucoup l'efficacité de ces garanties.

Nous constatons donc que le Parlement a manifesté nettement sa volonté. Il a montré même qu'il ne reculerait pas devant une mesure extrême, si les garanties promises par le gouvernement n'étaient pas intégralement réalisées.

Mais la restriction présentée par le rapporteur au nom de la Commission de l'agriculture et spécifiant « que seront toutefois admises les marchandises que l'on justifiera avoir été expédiées directement pour la France ou achetées avant le 15 juin 1933 » est, nous allons le constater, une décision très importante.

Quand, comment, auprès de qui les acheteurs devront-ils justifier de leurs qualités d'acheteurs ?

Si l'admission temporaire est suspendue pour 2 mois et qu'il y ait du blé « en flottant » ou « acheté » pour assurer du travail pour une durée plus longue, cet article 26, maintiendra en place tous les privilèges et ajoutera aux erreurs antérieures.

Cette addition risque de réduire à néant la portée de la suppression pendant deux mois de l'admission temporaire. Avec le texte voté, on devra accepter les blés même expédiés après le 15 juin, si l'on peut présenter un contrat d'achat antérieur à cette date. C'est ainsi que les blés achetés précipitamment après le 15 juin pourront être importés par une manœuvre aussi simple que frauduleuse et que l'effet de la suspension peut être annulé.

*
**

Un nouveau décret du 1^{er} septembre, modifiant celui du 20 mai 1930 et du 10 juillet 1931 établit de nouveaux types pour les

farines et semoules présentées à la décharge des blés admis temporairement : un type A dit de « farine entière panifiable comprenant l'intégralité des farines panifiables extraites du blé mis en œuvre ; un type dit de « farine basse ».

La Commission (créée par l'art. 1 du décret du 12 mars 1930) chargée d'examiner les modifications susceptibles d'être apportées aux conditions d'application du régime de l'admission temporaire, procédera à toutes les expériences techniques nécessaires en vue de l'établissement de ces nouveaux types.

De nouveaux modes de compensation sont également prévus ; nous ne faisons que les signaler : Désormais, l'importateur sera obligé de faire moudre lui-même en ses usines et de réexporter, dans le délai de deux mois. D'autre part « la vente, par le meunier importateur, de blé introduit sous le régime de l'admission temporaire, ainsi que la cession directe ou indirecte des titres de perception, sont expressément interdites. En conséquence, le meunier importateur ne pourra obtenir l'apurement des comptes d'admission temporaire de blé lorsque ces prescriptions n'auront pas été observées » (1).

Si l'importateur ne compense pas intégralement les produits importés par exportation des quantités correspondantes, le montant total des droits consignés reste acquis au Trésor.

Un régime spécial est établi pour les biscuits ; le délai de validité du titre de perception est porté à cinq mois, moyennant certaines formalités.

*
**

§ 2. — Les mesures de soutien du marché

Afin que les cours soient maintenus, il importe de créer certaines mesures complétant l'organisation et la défense du marché. Ce sont ces mesures que la loi du 10 juillet 1933 a instituées par le report, la dénaturation des blés et des farines et l'exportation.

(1) Article 8 du décret du 1^{er} septembre 1933.

A) *Le report.*

Cinq millions et demi de quintaux de blés de 1932 avaient été stockés, soit dans les silos et magasins de coopératives, soit dans les greniers des producteurs.

Des contrats avaient été signés entre l'Etat et les groupements agricoles, en vertu desquels les producteurs s'engageaient, moyennant une prime de conservation, à ajourner jusqu'au 30 septembre la vente de leurs blés. Ces contrats avaient été signés par 650 groupements agricoles environ.

Toutefois les contrats pouvaient être résiliés par anticipation lorsque la cote officielle aurait accusé une moyenne de 119 fr. ; cette condition s'étant trouvée réalisée, bon nombre de contrats avaient été dénoncés.

Or, les détenteurs de blés de 1932 reportés ont éprouvé les plus grandes difficultés à vendre leurs stocks. Les meuniers achètent au jour le jour ce qui leur est nécessaire ; les transactions sont à peu près nulles et les vieux blés notamment ne trouvaient pas d'acquéreurs.

La loi prévoit, dans ses articles 15, 16 et 17, la possibilité de remettre en vigueur le report avec garantie de baisse, de l'excédent qui ne pourrait être absorbé par un autre moyen.

« Le ministre peut, dans la limite des crédits rattachés au budget de son département, autoriser le stockage et l'achat de tout ou partie de la récolte excédentaire avec paiement et livraison différés au plus tard jusqu'au quatrième trimestre de l'année en cours ou de l'année suivante, si la décision intervient entre la fin de la campagne et le premier janvier ».

En cas de hausse des cours, il y aura lieu à la résiliation du marché et à la non-livraison à l'époque fixée contre paiement d'une indemnité compensatrice.

D'autre part, à condition que ces blés soient dénaturés ou exportés, les contrats et marchés des groupements effectuant le report pourront être résiliés avant le 30 septembre 1933 avec paiement de l'indemnité de résiliation prévue, dans la limite du quart des quantités reportées en exécution de la loi du 31 mai 1933 (art. 35).

Afin de favoriser la vente des blés reportés *deux décrets* ont été pris le 18 août 1933.

Le premier fixe le pourcentage minimum des blés indigènes reportés, à mettre en œuvre par les meuniers.

Le second est relatif à l'indemnité de transport pour ces blés.

Désormais, la quantité minimum de blé indigène de la récolte 1932 ayant fait l'objet de contrats de report que les meuniers devront obligatoirement mettre en œuvre pour la fabrication des farines destinées à la panification, est fixée à 35 %. Ils devront justifier de cet emploi par la production de certificats d'achats qui leur seront délivrés par les groupements agricoles. Des sanctions sévères sont prévues dans la loi.

Les meuniers qui n'ont pas employé de blés étrangers pendant les campagnes 1931, 1932 et 1932-1933 (du 1^{er} août 1931 au 16 avril 1933) sont dispensés de cette obligation.

En second lieu, comme certains producteurs se plaignaient de supporter de lourds frais de transport pour expédier les blés reportés, une indemnité exceptionnelle est octroyée sur les blés faisant l'objet du contrat sont, après vente ferme, expédiés directement par voie ferrée à une minoterie située à une distance supérieure à 50 kilomètres du lieu de stockage.

Cette indemnité sera de 60 % de la partie du prix du transport qui excédera 2 francs par quintal.

Ces deux décrets du 18 août vont faciliter l'écoulement rapide des blés vieux. Mais pour cela, les agriculteurs doivent s'organiser pour stocker les quantités qui ne trouvent pas immédiatement preneurs. Aux isolés, les caisses de crédit agricole donnent, moyennant des formalités peu compliquées, du crédit à bon compte.

La décongestion de notre marché se réalisera progressivement au fur et à mesure des besoins de la consommation; l'exportation, la dénaturation, l'abaissement du taux d'extraction y aideront.

Enfin, le ministre a le droit d'imposer aux meuniers l'emploi d'une certaine quantité de blés anciens reportés. On a étendu la même disposition aux blés des contrats de stockage et de vente échelonnée. C'est là une décision très importante pro-

curant aux groupements une garantie de débouché indispensable, étant donné la règle du prix minimum.

B) *La dénaturation des blés et des farines.*

Le stockage et le report doivent suffire ordinairement pour équilibrer le marché. Mais deux dangers subsistent : la mauvaise qualité du pain, qui tend à baisser d'année en année la consommation du blé ; la succession de deux années excédentaires, qui fait que le report devient un danger.

Il fallait alors prévoir une série de mesures capables de parer à ces deux écueils : la loi organise donc la dénaturation du blé pour la consommation animale, avec le contrôle des farines panifiables, l'exportation, l'amélioration des sons.

C'est une opération qui consiste à rendre les blés impropres à la consommation humaine ou à la fabrication de l'alcool. Ceux-ci peuvent être employés pour l'alimentation du bétail.

C'est une opération excellente en principe et qui a donné à l'étranger des résultats très concluants ; mais elle ne peut jouer un rôle bienfaisant que si le prix de la marchandise transformée ne dépasse pas celui des autres produits destinés à la nourriture du bétail dont il faut, par suite, encourager l'élevage et l'engraissement. La dénaturation ne peut donner de bons résultats que si l'on dispose d'une prime suffisante pour la doter ou d'un moyen de revaloriser les autres produits destinés à la nourriture des animaux. Sans cela, l'on ne peut écouler cette marchandise que lorsque le prix du blé est des plus réduits.

Il est évident que pour améliorer la qualité du pain, résorber les excédents, il n'y a rien de plus logique que sortir du marché les blés les moins bons : graineux, échauffés, faible valeur meunière ou boulangère, et de réserver ces blés inférieurs pour la consommation animale, à la place de riz, maïs, tourteaux d'importation.

Mais avant tout, il faut mettre ce blé à portée de la bourse de l'éleveur, à parité du prix avec ses succédanés fourragers et pour cela, il faut prélever sur le fonds commun des primes,

qui en abaissent le prix. Eviter la fraude, que ces blés n'aillent pas au pétrin.

La loi prévoit primes et dénaturation, moyennant certaines conditions et sous le contrôle des fonctionnaires habilités à cet effet par le ministre de l'Agriculture. Nous aurons alors le blé-tourteau, le blé-mélasse, qui bien employés seront des aliments de valeur, à bas prix.

Des peines sévères sont édictées contre ceux qui emploieraient ces blés et farines dénaturés à l'alimentation humaine.

Une série de décrets se sont succédés après le vote de la loi.

*
**

Le *décret du 5 août* concerne les différentes opérations de dénaturation des blés indigènes ; il laisse au ministre le pouvoir de fixer par arrêté les procédés susceptibles d'être employés.

Il autorise à faire des demandes, les groupements agricoles, et, par priorité ceux ayant souscrit des contrats de stockage et de report, en second lieu les agriculteurs isolés ou groupés disposant de locaux, les négociants en grains inscrits au registre du commerce ou leurs syndicats, les meuniers qui justifieront pouvoir écraser les blés à dénaturer dans des locaux distincts des usines où sont fabriquées les farines panifiables, enfin les industriels utilisant ou fabriquant des produits susceptibles d'être employés comme dénaturants.

La quantité exacte de blé indigène à dénaturer ne pourra être inférieure à 100 quintaux ; ce blé devra peser au minimum 67 kilos à l'hectolitre.

Les opérations de dénaturation doivent être effectuées obligatoirement en présence des agents de l'administration des contributions indirectes. C'est également en leur présence que les blés aussitôt dénaturés doivent être mis en sacs plombés et étiquetés.

Le régime est donc plus sévère que celui de la distillation. Dans ce dernier cas les agents ne sont tenus qu'à une mission de contrôle, tandis que par leur nouveau travail ils seront obligés de procéder à un travail matériel. L'article 6 dit : « Après

dénaturation, les agents de l'administration des Contributions Indirectes effectueront le plombage des sacs ».

Une prime de 50 *francs* par quintal sera allouée aux personnes ayant procédé à la dénaturation. Dans cette prime sont compris les frais de toute nature nécessités par l'opération, depuis la pesée du grain jusqu'à la mise en sacs plombés du produit dénaturé, ainsi que le montant des indemnités allouées aux agents de l'administration.

Comme la quantité à dénaturer est de 100 quintaux au minimum, ce qui exclut les petits et moyens agriculteurs, et que tout le monde ne peut assurer la consommation d'une quantité aussi importante, ceux qui ne peuvent consommer 100 quintaux, mais seulement 50, 20, 10 ou 5 ont avantage à vendre leur blé et à s'approvisionner en blé dénaturé par les soins de la coopérative, en grains ou en farine qu'elle tient à leur disposition dans ses magasins.

Voilà l'essentiel de cette réglementation assez compliquée.

Un *arrêté du 5 août 1933* précise que la dénaturation peut être effectuée soit sur des blés en grains, soit sur des blés préalablement concassés ou moulus. Il préconise le procédé de l'éosine qui consiste à dissoudre dans un litre d'eau 10 grammes de ce colorant, celui de la rosaniline, poudre incorporée dans une proportion de 2 grammes par quintal. Il indique également le procédé de l'oxyde ferrique ou colcotar dans une proportion de 50 grammes par quintal. Enfin on peut mélanger au blé préalablement concassé ou moulu 25 % de tourteau d'arachide en poudre ou un poids égal de farine entière de maïs.

Le procédé du bleu de méthylène médicinal fait l'objet d'un *arrêté du 24 août 1933*.

Enfin, pour terminer cette réglementation, un *arrêté du 27 septembre* permet de mélanger au blé concassé ou moulu 15 % de mélasse au minimum.

Un *autre arrêté antérieur du 2 septembre* avait fixé le règlement des primes de dénaturation et les justifications à produire.

C) *L'exportation compensatrice.*

La loi prévoit que l'exportation des blés pourra donner lieu

au paiement par l'Etat à l'exportateur de tout ou partie du droit de douane sur les blés actuellement en vigueur (80 francs).

Les importations nécessaires en année pauvre serviront à financer les exportations en année d'excédent.

« Cette opération d'exportation s'effectuera par priorité par les agriculteurs et les groupements agricoles ou pour leur compte ».

Un décret devait être rendu dans le mois de la promulgation de la loi, pour déterminer les mesures d'application et de contrôle nécessaires pour assurer l'exécution de cette mesure. C'est encore là un moyen destiné à décongestionner le marché en favorisant l'exportation.

En juillet 1933, le blé est vendu 47 fr. 50 à 49 fr. 50 ports anglais ou hollandais. Le raffermissement en cours, des exotiques, accroît les possibilités. Il était possible par petits bateaux d'envoyer dans les ports de ce pays, où ne pouvaient aborder les immenses cargos venant d'Amérique, des blés français, le transbordement qui est gagné donnait la marge bénéficiaire de l'opération.

Prix du blé vendu ports étrangers.....	48 fr. environ
Remboursement (prime)	80 fr.
Total	128 fr.

Frais divers jusqu'au port	13 fr.
Prix payé au producteur	115 fr. environ

L'opération est surtout facile pour les régions pouvant utiliser les canaux (Nord, Est, Indre...) Mais l'exportation, réservée par priorité aux producteurs de blé, suppose des coopératives puissantes.

Les mesures d'application et de contrôle ont été prises par un décret du 22 juillet 1933 paru au *Journal officiel* du 25. Il contient les détails sur les modalités prescrites pour obtenir le remboursement des droits et précise les modes de contrôle des opérations.

Le remboursement de droits prévu ne s'appliquera qu'aux

blés tendres indigènes et aux farines provenant de ces blés. En aucun cas, il ne sera accordé à des blés ou farines exportés en suite d'entrepôt, de soumission cautionnée ou d'admission temporaire.

Les demandes d'exportation de blé ou de farines seront établies conformément à certaines formules types. Il ne sera pas donné suite aux demandes concernant des blés pesant moins de 74 kilos à l'hectolitre.

Les demandes seront examinées par une commission de contrôle nommée par le ministre de l'Agriculture (créée par l'arrêté du 10 novembre 1932). Le taux de remboursement ne sera pas uniforme.

Le contrôle des opérations d'exportation est assuré par le service des douanes et il y a vérification sur échantillon par le Ministère.

Les autorisations accordées par la Commission sont rigoureusement personnelles et leur cession est absolument interdite.

En cas de refus par l'exportateur du taux de remboursement offert, la Commission de contrôle statuera sur la modification du taux ou l'annulation de la demande. Celle-ci pourra demander la justification éventuelle du contrat de vente.

Le maximum fixé par chaque licence est de 10.000 quintaux, avec correspondance pour les farines. Les fraudes et fausses déclarations sont punies de la confiscation des marchandises présentées et d'une amende égale à la dite prime.

SECTION III. — LES MESURES NÉCESSAIRES AU FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME

La loi du 10 juillet 1933 prévoit l'évaluation des disponibilités par la déclaration des superficies emblavées en premier lieu et, en second lieu, celle des stocks de blés et de farines.

Enfin des Comités départementaux et un Comité national sont créés dans le but de donner des avis sur l'opportunité d'application des diverses mesures organisées.

Le financement du stockage, du report, de la dénaturation

et de l'exportation est assuré par l'application d'une taxe à la mouture et certaines recettes douanières. Des emprunts peuvent également être créés par la Caisse nationale de crédit agricole, jusqu'à concurrence de 400 millions.

I. — *Evaluation des disponibilités*

Une fixation des cours, mesure artificielle, ne peut garder toute sa valeur, que si elle agit sur un marché équilibré, un marché normal.

En effet, si la récolte est trop abondante vis à vis de la consommation, l'excès de blé doit être éliminé, soit par l'exportation, soit par la consommation animale après dénaturation, soit enfin par l'opération du report et du stockage, ou bien alors il se produira un engorgement tel que la céréale restera dans le grenier du cultivateur, personne ne pouvant la lui acheter.

Si au contraire, la récolte est déficitaire, il faut permettre un ravitaillement extérieur, ce qui d'ailleurs ne peut léser la culture, puisque celle-ci est certaine de son prix minima par définition.

Il faut qu'à chaque instant le Ministre responsable connaisse la quantité de blé restant à consommer et les probabilités de la récolte.

Le titre II de la loi prévoit que tout propriétaire, fermier ou métayer devra déclarer chaque année avant le 1^{er} mai, à la mairie de la commune où se trouve le lieu de son exploitation :

1^o La superficie des terres labourables qu'il aensemencées en blés d'hiver ;

2^o Celle qu'il aensemencée en blés de printemps.

D'autre part, au début de chaque campagne agricole, entre le 15 juillet et le 15 août, tous les détenteurs de plus de 10 quintaux de blé et farine devront faire à la mairie de leur résidence et dans les conditions fixées, la déclaration des stocks de blé et farines restant en leur possession à cette date.

Ces mesures ont été demandées par les producteurs de blé. Sans recensement, il est impossible d'ajuster le marché du

blé, d'éviter les manœuvres, d'appliquer les mesures pour la sécurité du marché du blé.

L'article 6 exigeant la déclaration des terres labourables ne jouera qu'en 1934, mais au contraire la déclaration des stocks de blés ou farines supérieurs à dix quintaux existant le 1^{er} août 1933 devra être faite entre le 1^{er} et le 5 août. D'ailleurs cette formalité est extrêmement simple et rapide.

Le cultivateur se présente à la mairie, déclare au secrétaire le nombre des quintaux dont il dispose et émarge à un registre.

La loi du 27 août 1902 interdit la publication de ces déclarations, et par conséquent jamais le chiffre donné par l'agriculteur ne peut être communiqué à des tiers, ni servir de base à la répartition de l'impôt. L'intéressé peut être entièrement rassuré sur ce point.

D'ailleurs, toutes les statistiques annuelles sont établies d'après le même principe et jamais elles n'ont provoqué la moindre indiscretion.

Comment pourrait-il en être autrement puisque la mairie transmet seulement le chiffre total, et non pas les déclarations individuelles, qui sont toujours ignorées de l'Administration.

En résumé, deux lignes de conduite peuvent être tenues :

D'une part, déclaration loyale du stock. Cela ne pourra jamais inquiéter le cultivateur puisque cette formalité est secrète, de par la loi, comme nous venons de le voir. Le gouvernement pourra ainsi défendre le blé, qui se vendra sans difficulté, à la satisfaction de tous, producteurs et consommateurs.

D'autre part, mauvaise volonté, déclaration inexacte. Le résultat en sera un mauvais équilibre du marché, dont le cultivateur malhonnête souffrira le premier. Mais de plus, comme il serait immoral que l'ensemble des agriculteurs souffre de la carence de quelques-uns d'entre eux, les fautifs seront frappés par les sanctions de la loi.

Afin d'établir une politique rationnelle, il fallait donc être d'abord fixé sur nos disponibilités en blé au début de la campagne 1933-1933. Un *arrêté du 18 juillet* a prescrit la déclaration obligatoire des stocks excédant 10 quintaux de blé ou de farine à la date du 31 juillet 1933. Les blés provenant éventuellement de la récolte de l'année en cours ne sont pas compris dans

cette déclaration. Les blés en stock et les farines en stock doivent être déclarés par le détenteur, qu'il en soit ou non propriétaire. Les blés en cours de transport doivent l'être par l'acheteur, si la marchandise voyage aux risques et périls du destinataire et par le vendeur dans le cas contraire.

Les résultats seront centralisés par le maire qui les transmettra au préfet. Celui-ci le 20 août adressera au ministère de l'Agriculture un relevé de toutes ces déclarations.

De plus, en vue d'obtenir une évaluation aussi précise que possible, et dans le but de dissiper certaines précautions que fait naître toute demande de déclaration administrative, le ministre de l'Agriculture est intervenu personnellement auprès des groupements professionnels, agricoles, industriels et commerciaux et a donné des instructions aux Directeurs des Services agricoles pour inciter les intéressés à faire une déclaration complète et sincère des stocks en leur possession.

II. — *Les comités d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales et leurs attributions*

Pour mettre en œuvre les mesures de report d'exportation et de dénaturation, la loi institue un comité départemental consultatif d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales. D'autre part, au Ministère de l'Agriculture siègera un comité national, qui rappelle l'ancien « office des céréales panifiables » de l'après guerre. Ce sont ces deux organismes que nous allons étudier.

a) *Les comités départementaux*

Il est institué dans chaque département producteur de céréales un comité d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales chargé d'émettre à titre consultatif, tous avis utiles sur les mesures à mettre ou déjà mises en œuvre par le gouvernement pour régulariser la production, assainir et défendre le marché de ces produits.

La composition du comité départemental est la suivante :

Le directeur départemental des Services agricoles, président;
Six cultivateurs exploitants, dont trois désignés par les
Chambres d'agriculture et trois par le préfet ;

Trois représentants des consommateurs désignés par le préfet ;

Un représentant de la meunerie ;

Un représentant de la boulangerie ;

Un représentant du commerce des grains ;

Un chimiste spécialiste.

Le comité départemental est convoqué obligatoirement entre le 1^{er} et le 10 juin au sujet de l'état des cultures, puis une seconde fois, en vue de l'estimation de la récolte. Il recevra en temps utile les documents statistiques que lui transmettra le préfet.

Il semble que la création de ces nouveaux comités départementaux soit la manifestation d'une hostilité mal dissimulée d'une grande partie du Parlement contre les Chambres d'agriculture et les associations professionnelles déjà existantes. Celles-ci émettaient déjà tous les avis utiles sur la défense du marché du blé.

Il était à souhaiter que le fonctionnement de ces nouveaux organismes ne viennent pas faire double emploi avec le rôle des Chambres d'Agriculture.

b) *Le comité consultatif national*

On avait envisagé primitivement un comité consultatif composé de peu de membres, conçu pour faire du travail pratique. Il est sorti des discussions un énorme et lourd organisme de cinquante membres au sein duquel les intérêts agricoles seront noyés.

Ce comité national, institué au ministère de l'agriculture émet, à titre consultatif, « tous avis utiles sur les mesures à mettre ou déjà mises en œuvre par le gouvernement pour l'organisation et la défense du marché de ces produits, notamment en vue d'assurer l'écoulement de la récolte ».

Il est composé de cinquante membres.

Le directeur de l'agriculture, président ;

Un représentant du ministre de l'Agriculture ;
Deux représentants du ministre du budget ;
Un représentant du ministre du commerce ;
Un représentant du ministre de l'intérieur ;
Un représentant du sous-secrétaire d'Etat à l'économie nationale ;

Un représentant nommé par le ministre de la santé publique ;

Vingt représentants des producteurs de blé, dont deux sont désignés par le ministre de l'Agriculture, huit par les coopératives agricoles de production ou d'achat, cinq par les syndicats agricoles et sociétés d'agriculture, cinq par les Chambres d'agriculture.

Douze délégués des consommateurs, désignés un quart par les associations syndicales ouvrières, un quart par les coopératives de consommation, la moitié par les meuneries et boulangeries coopératives agricoles ;

Huit membres nommés par le ministre de l'Agriculture dont trois représentant respectivement la grande, la moyenne et la petite meunerie, trois représentant le commerce des grains, dont un représentant le petit commerce, un représentant les négociants importateurs ou exportateurs, un délégué des courtiers proposée par la fédération des syndicats de courtiers en grains ; un représentant la boulangerie, un représentant la caisse nationale de crédit agricole.

Un représentant des producteurs de blé dur ;

Un représentant des semouliers.

Chaque année, entre le 15 juillet et le 15 septembre, le comité national examine la documentation recueillie par les différents comités départementaux : connaissance des surfaces et rendements à l'hectare.

Il détermine également le cours au-dessous duquel le ministre de l'Agriculture pourra ordonner la mise en application du report, de la dénaturation des blés et des farines et de l'exportation compensatrice.

Le comité national est obligatoirement consulté :.

1° Sur les quantités de blés qui peuvent être éventuellement stockées ou reportées ;

2° Sur la quantité de blés étrangers dont l'importation est à prévoir ;

2° Sur les conditions d'application des règlements administratifs à élaborer en matière de déclaration des blés et farines ou de taxation des farines et du pain.

4° Sur les moyens propres à compenser les importations de blés exotiques par des exportations de blés ou farines indigènes ;

5° Sur les emplois du blé à des usages autres que l'alimentation humaine et la fabrication de l'alcool ;

6° Sur les réclamations formulées par les intéressés au sujet de l'application des taxes prescrites aux moyens financiers ;

7° Sur le programme des dépenses engagées ou à engager pour l'organisation et la défense du marché du blé ;

8° Sur la fixation du poids spécifique et du degré d'impuretés des blés.

9° Sur toutes mesures qui pourraient être proposées pour lutter contre un développement anormal de production du blé qui serait dangereux pour l'équilibre du marché.

Donc, les attributions du comité consultatif national concernent en pratique toutes les grandes questions de principe intéressant la politique du blé.

Au moment du vote de loi, voici ce que disait l'Association Générale des Producteurs de blé « Impossible de savoir ce qui sortira de cette création rappelant l'ancien « Office des céréales panifiables » de l'après guerre qui n'a jamais eu pour résultat que d'orienter, pendant des années, la politique du blé dans un sens en général contraire aux intérêts agricoles ».

— *Le décret du 6 septembre 1933* règle en détail la composition et le rôle des comités départementaux et du comité national d'organisation et de contrôle de la production des céréales.

Les membres du comité départemental, à l'exception du président, sont nommés par arrêté préfectoral pour deux ans ; leur mandat est renouvelable.

Les cultivateurs représentés doivent être choisis obligatoire-

ment par les propriétaires exploitants, fermiers ou métayers dont la profession de cultivateur est depuis cinq ans, l'occupation principale et habituelle.

En ce qui concerne le comité national, les membres sont également nommés pour deux ans ; leur mandat est indéfiniment renouvelable. Les membres désignés en qualité peuvent se faire suppléer par un délégué agréé par le ministre de l'Agriculture, les membres élus doivent siéger personnellement.

C) *Les moyens de financement.*

Toutes ces mesures demandent évidemment des ressources financières considérables.

Les ressources, pour primer l'exportation, la dénaturation et le stockage collectif ne sont plus demandées au budget, mais au fonds spécial alimenté par des ressources diverses.

Cette question financière a fait l'objet de multiples marchandages. Les dispositions définitivement adoptées comportent essentiellement des ressources dont la mobilisation sera faite en deux temps :

a) *Mobilisation à terme* : Des recettes diverses : un tiers des droits de douane sur les blés, les amendes, une taxe progressive à la mouture constituent les ressources véritables ; elles permettent de créer un fonds de défense du blé jusqu'à concurrence de 300 millions par an, si le produit des recettes dépasse ce chiffre, le surplus est versé aux produits divers du budget ; elles demandent beaucoup de temps pour être encaissées. Or il faut des liquidités immédiates.

La taxe à la mouture comporte un abattement de base jusqu'à 12.000 quintaux l'an et est progressive par échelons de 0 fr. 50 à 1 fr. 50 par quintal ; au-delà de 300.000 qx elle est sévère pour les gros moulins.

Une taxe de deux francs par quintal est également établie à l'importation des céréales secondaires des pays étrangers autres que les pays sous-protectorat et sous-mandat ;

Une surtaxe de 0 fr. 05 par mille est enfin perçue sur les opérations concernant les céréales.

Ces recettes sont centralisées à un compte spécial ouvert

dans les écritures du Trésor ; des prélèvements sont effectués par décret au profit du budget pour le financement des différentes mesures prévues par la loi.

Le solde créditeur du compte spécial en fin d'année ne pourra pas excéder 400 millions.

b) *Mobilisation immédiate* : En attendant ces disponibilités, un emprunt sera lancé par la Caisse Nationale de Crédit Agricole. Les ressources douanières, d'amende, le produit de la taxe à la mouture serviront à gager, amortir et payer les intérêts.

Cet emprunt sera émis jusqu'à concurrence de 400 millions. Le produit devra en être épuisé avant qu'on puisse faire appel aux ressources du fonds normal de dépenses.

Il y aura en outre un versement immédiat à titre d'avance du reliquat de 300 millions, avance à la Caisse Nationale de Crédit Agricole par la loi du 26 janvier 1933. (Ce reliquat doit représenter environ 200 millions ; ce crédit de 300 millions doit être remboursé à la caisse des dépôts et consignations le 31 décembre).

Un décret en date du 6 août règle le financement de la récolte 1933. Il autorise la Caisse Nationale de Crédit agricole à affecter, au fur et à mesure des demandes qui lui seront adressées par le ministre de l'Agriculture, des avances jusqu'à concurrence de 20 millions au total.

Nous dirons en terminant que tout repose donc en définitive sur ces différentes recettes qui doivent à la fois garantir l'emprunt de départ et alimenter par la suite le fonds de défense du blé.

*
**

Nous voudrions également, au terme de cette analyse de la loi, attirer l'attention sur les pouvoirs accordés au ministre de l'Agriculture, pouvoirs vraiment exceptionnels commandés par les circonstances.

Le ministre peut, d'après la loi du 10 juillet, faire tout ce qu'il veut en matière de céréales panifiables.

Il peut par simple décret :

1° Fixer par département le prix maximum de la farine panifiable, donc taxer.

2° A tout moment, procéder à la vérification et au contrôle des livres, quels qu'ils soient, des meuniers et minotiers, aussi bien chez le petit artisan de village que dans les usines qui traitent plusieurs millions de quintaux.

3° Réquisitionner les blés.

4° Réquisitionner les moulins ou magasins de son choix ;

5° Fixer le taux de blutage des blés ;

6° Fixer annuellement le poids spécifique du blé ainsi que les réfections ou bonifications et opérer en moins ou en plus ;

7° Prendre pour la campagne 1933-1934 toutes les mesures qu'il lui plaira ;

8° Etablir les cotations du blé et de la farine par région ;

9° Faire stocker et payer des farines de conservation ;

10° Acheter du blé ;

11° le faire dénaturer ;

12° le faire exporter ;

13° Prescrire de nouvelles inquisitions dans les livres des meuniers pour la perception de la taxe à la monture ;

14° Prélever les sommes nécessaires au fonctionnement des prescriptions précédentes ;

15° Fixer les conditions de réexportation des farines provenant des blés entrant en admission temporaire ;

16° Fixer la quantité d'amidon que devront contenir les sons ;

17° Déterminer le prix minimum de vente des blés de provenance des trois départements algériens...

Nulle discussion n'a mieux montré qu'à vouloir diriger l'économie le législateur se contraint à descendre dans la multitude des cas particuliers pour les régler arbitrairement.

Le gouvernement, de par la loi, a obtenu des pouvoirs tout à fait exceptionnels.

SECTION IV. — JUGEMENTS SUR LA LOI

I

Toute la presse, même celle dite de « grande information », a publié après le 10 juillet des articles sur la situation des producteurs de blés. Suivant les catégories de lecteurs auxquelles elle s'adressait, les tendances étaient opposées, car la majorité des esprits semblait difficilement concevoir que les intérêts des Français, quels qu'ils soient, sont solidaires et qu'une entente entre producteurs, transformateurs et consommateurs serait finalement profitable à tous, alors que la lutte qu'ils se livrent, fait des dégâts dans tous les camps.

Nous voudrions donner quelques aperçus des opinions professées par des hommes hautement qualifiés et mettre en évidence les points principaux d'une collaboration possible de tous les intéressés à la solution du blé.

D'une façon générale, la taxation à 115 fr. fut tout d'abord très bien accueillie *par les producteurs* qui étaient angoissés par la perspective d'être obligés de vendre avec une lourde perte.

Mais à l'unanimité, toutes les associations de producteurs regrettent les lenteurs du vote de la loi de protection du blé.

D'autre part les débats trop rapides ne permettent pas d'étudier aussi complètement qu'il eût été désirable, les conséquences probables qu'allait provoquer le nouveau régime de transactions, se substituant brusquement à la loi de l'offre et de la demande et d'atténuer par des mesures appropriées les difficultés qui allaient en résulter.

Le Président du Syndicat des Agriculteurs de la Loire-Inférieure, M. de Camiran, résume bien la pensée de tous quand il écrit :

« Si on nous avait écoutés en haut lieu, écoutés plus tôt, l'exportation et la dénaturation avec primes auraient joué à temps, elles auraient désencombré les magasins, la taxe serait devenue inutile, les cours normaux seraient d'eux-mêmes au-dessus de

115. On a attendu le 10 juillet pour agir, c'était trop tard de six mois. Et nous voici en face d'une situation compliquée. »

Si la loi fut accueillie favorablement par les producteurs, il n'en fut pas de même pour la *minoterie* et le *commerce des blés et farines*.

Les courtiers, en effet, étaient hostiles à la loi qui, disaient-ils, ne leur laissait aucune marge pour leurs frais et leurs risques et les obligeait à revendre au prix coûtant. Cette loi, en fixant un prix uniforme et de départ, sans tenir compte de la variété, ni des frais de sacherie, de manutention et de transport et d'agios, mettait ce commerce dans l'impossibilité de travailler avec bénéfice.

Dans un substantiel article du « Fermier », M. Guichou rappelle quelles sont les revendications du commerce des grains.

« Etablissement du prix minimum pour le blé rendu moulin et non départ culture, ce qui favoriserait le déplacement de la marchandise d'une région à une autre et permettrait au commerce de reprendre ses achats en culture. »

De leur côté, des paysans d'Eure-et-Loir ont signé en grand nombre une pétition rédigée par l'Association Syndicale du commerce des grains et adressée à M. J. Benoist, sénateur. On y lit notamment :

« Les agriculteurs soussignés,

« Considérant que la réalisation de la récolte de blé 1933 et des excédents de la récolte 1932 est impossible, sans le concours du commerce des grains qui a toujours été pour la culture un précieux auxiliaire,

« Emettent le vœu que la loi du 10 juillet soit amendée pour permettre aux négociants l'exercice normal de leur profession. »

*
**

Si nous envisageons le *point de vue de la boulangerie*, écoutons par exemple les récriminations du président du syndicat patronal de la boulangerie de Nancy :

« Vouloir bouleverser une loi naturelle et indiquer que le

prix minimum du blé sera de 115 francs, c'est quelque chose que je n'ai pas à discuter, mais dire en même temps que l'on s'attaquera à la réduction du taux des marges de mouture et de panification, cela est d'une formidable injustice, et surtout à un moment où plusieurs de nos postes frais généraux continuent leur mouvement ascendant » (1).

*
**

En ce qui concerne la *meunerie*, la loi du 10 juillet provoqua dans les milieux commerciaux des réactions extrêmement vives et une campagne se développa dans le but de la faire réviser, sous le prétexte qu'elle s'opposait au libre jeu de l'offre et de la demande. En signe de protestation solennelle contre cette loi jugée anti économique », un certain nombre de syndicats des grains supprimèrent leur congrès annuel.

Des groupements de commerçants ou de meuniers décidèrent même, s'ils n'obtenaient pas satisfaction, de remettre leurs organisations ou usines « à la disposition du gouvernement ».

M. Chasles, président de l'Association nationale de la meunerie française, de son côté, s'élève de toutes ses forces contre cette loi. « Vous conviendrez, dit-il, que cette loi confirme une déchéance morale pour la corporation, provoquée par l'injustice du jugement des hommes. Cela nous ne pouvons l'accepter, nous voulons la « réhabilitation ». Donc, ceci est catégorique : la meunerie n'accepte pas la loi.

Bref, il faudrait, pour satisfaire les meuniers, des dérogations à la loi qui équivaldraient à une refonte presque totale.

Sans doute, cette nouvelle loi n'est-elle pas parfaite. Sans doute a-t-elle été votée un peu vite, pour être restée trop longtemps en gestation. Ce n'est pas une raison pour la prétendre exécutable.

Ainsi qu'il fallait s'y attendre, elle a été critiquée par tous les porte-parole du commerce des grains ; le contraire eût été étonnant.

(1) Bulletin mensuel, août 1933, du Syndicat patronal de la boulangerie de Nancy.

Elle fut également l'objet des discussions, réunions, ordres du jour des *groupements de ceux qui de près ou de loin vivent entre le producteur de blé et le consommateur de pain*.

Nous ne saurions puiser à meilleure source que dans ce communiqué de « l'Association des Anciens Combattants de la Bourse de Commerce ».

« Les anciens combattants de la Bourse de Commerce reconnaissent la nécessité dans notre pays d'une agriculture prospère ; ils regrettent cependant que les mesures envisagées par le Parlement aient pour conséquence directe l'impossibilité pour les négociants en blé, commissionnaires et courtiers, d'exercer plus longtemps leur profession et de réduire au chômage un nombre très imposant d'employés et ouvriers.

Les anciens combattants ont accepté volontiers les importants sacrifices déjà consentis au bénéfice de l'agriculture (droits de douane, arrêt des importations, primes et subventions), mais ils ne peuvent admettre des mesures qui, donnant à une classe privilégiée seule le droit de vivre, les condamnent à disparaître sans recours. »

II

Après avoir envisagé le point de vue du producteur, du commerçant, du meunier et du consommateur, nous nous permettrons modestement de donner notre opinion personnelle sur cette loi si importante.

A peine était-elle votée qu'on disait qu'elle était folle et inapplicable. C'est beaucoup dire, bien que nous ne méconnaissons pas ses imperfections. Nous savons trop bien qu'on pouvait faire beaucoup mieux ; on pouvait aussi faire plus mal.

Il y a un fait, comme nous l'avons déjà souligné ; c'est l'application immédiate du prix de 115 francs départ culture. Le caractère exceptionnel du prix minimum n'échappe à personne et il ne fait aucun doute que cette mesure serait destinée à un médiocre avenir si d'autres mesures ne devaient permettre d'alléger matériellement le marché.

Le président Caillaux avait bien raison de proclamer que

l'on ne fixe pas arbitrairement le prix d'une marchandise. Mais il tombe sous le sens que ces mesures ne sont que des palliatifs de circonstances et ne sauraient constituer des solutions définitives.

Cette mesure du prix minimum, si énergique soit-elle, ne doit pas être prise comme un remède d'une efficacité souveraine. C'est une protection contre le désespoir qui ne pouvait manquer de s'emparer de tout ce qui vit de la terre, désespoir chez les fermiers, désespoir chez les métayers qui ont à leur charge tous les frais de culture décuplés, désespoir chez les domestiques de culture dont les salaires sont sérieusement menacés.

L'atteinte portée au commerce libre du blé paraîtra devoir retenir plus sérieusement notre attention. Le négoce de la province constitue un organe de répartition du blé et joue dans la distribution des stocks un rôle de première importance qui, en toutes autres circonstances, est appelé à rendre de grands services au marché. Or, on ne saurait cacher que la fixation d'un prix minimum contribue à faire disparaître le commerce local des grains si durement touché.

Le prix minimum du blé est appelé au contraire à rendre plus étroits les contacts de la culture et de la meunerie locale, et à favoriser le développement des achats directs de la meunerie en culture.

Cette situation comporte des dangers en raison de la concentration de la grosse industrie meunière. Mais elle comporte aussi des avantages, comme une éducation réciproque plus parfaite des agriculteurs et des meuniers pour leurs besoins respectifs.

Il convient également de souligner l'importance des modifications apportées au système des cotations qui sont établies par les soins des comités régionaux, lesquels auront aussi la charge de constater le prix réel des farines. Ainsi, ces comités pourront faire disparaître le scandale que constitue la différence parfois très importante qui existe trop souvent entre le prix réel des farines vendues en boulangerie et la taxe officielle départementale qui sert de base au prix du pain. Nous savons, en effet, comment l'opposition rencontrée, tant dans les milieux de la

boulangerie que dans ceux de la grosse meunerie pour ramener la libre concurrence du prix du pain, a faussé la relation qui lie le prix du pain et la cote officielle des farines au prix du blé et au cours réel de la farine traitée par la petite meunerie.

Il convient enfin de noter que les défauts flagrants de la loi sont au nombre de trois.

Le premier, c'est que le cultivateur qui a vendu son blé entre 90 et 110 francs sera obligé de payer son fermage en nature sur la base de 115 francs, prix légal du blé, ayant payé au moins 115 francs en 1932. Personne n'a pensé à cette conséquence, à la Chambre pas plus qu'au Sénat, et cela va créer de telles difficultés que sans doute serait discutée une nouvelle loi sur les baux.

La seconde, c'est qu'on a voté le prix minimum pour le blé, alors que dans la même loi on prévoit des décrets pour fixer le cours maximum des farines.

Nous comprenons bien que dans le premier cas on cherche à éviter l'effondrement des cours, et, dans le second, à empêcher des abus sous prétexte de hausse du blé. Il n'en reste pas moins que dans la mystique actuelle, toute fixation légale d'un prix jouant le rôle de taxe, pendant toute l'année, aucun blé ne pourra être facilement vendu plus de 115 francs, sauf majoration pour poids spécifique au-dessus de 76 kilos, tandis que la farine sera vendue au cours maximum.

La troisième raison, moins grave que les précédentes, c'est la prime de majoration par mois de conservation. Nous doutons que des cultivateurs en bénéficient et, comme le commerce des blés a disparu, tué par la marge de mouture, et que la prime est insuffisante pour le ressusciter, il n'y a que les meuniers qui pourront en profiter. Nous avons à craindre que le cultivateur ne finisse par être la victime d'agissements trop habiles, et non pas le bénéficiaire.

On peut également manifester des inquiétudes au sujet des répercussions que la fixation du prix minimum de vente du blé à 115 francs pourrait exercer sur le prix des farines et du pain.

La revalorisation de cette céréale ne doit pas avoir pour conséquence une augmentation anormale du prix du pain.



En résumé, la loi était votée dans une bonne intention. Mais, dès 1933, elle pouvait donner des résultats différents de ceux qu'on attendait et surtout elle pouvait produire des effets fâcheux dans les années à venir.

Une collaboration étroite entre le commerce, la minoterie et la culture était indispensable pour son succès.

Elle a marqué le début d'un nouvel effort de stabilisation du marché du blé, imposé par deux récoltes excédentaires.

On a beaucoup loué et beaucoup critiqué cette loi qui est certes imparfaites. Mais pour ne pas laisser la classe agricole française disparaître du territoire, tout le monde convient unanimement qu'il fallait empêcher le cours du blé en France de s'effondrer sans limite.

III

Cette loi sur les prix du blé était indispensable. Mais il était nécessaire que le cultivateur veillât lui-même à la défense de ses intérêts, et ce n'était pas chose bien difficile, comme nous allons le voir.

D'abord, le cours étant fixé par la loi, il est bien évident que l'on ne doit pas vendre au-dessous. Outre que le cultivateur aussi bien que l'acheteur se rendent passibles des tribunaux, c'est là, de la part du premier, un véritable et incompréhensible suicide. Celui qui s'y prête, en dehors de la perte qu'il subit lui-même, encourage la fraude et porte préjudice à l'ensemble des cultivateurs. Il en est de même des ventes à une densité factice, et des ventes rendues au magasin ou au moulin, alors que la loi a bien spécifié que ces prix s'entendent pour la marchandise prise chez le cultivateur.

Ensuite, ne pas se presser de vendre, car le Gouvernement peut écouler toute la récolte : l'interdiction d'importer les blés et les céréales secondaires et exotiques, les facilités d'exportation, la dénaturation des blés, le report.

D'une façon générale, il est recommandable et, aujourd'hui plus que jamais, d'échelonner la vente. Ne pas se hâter de battre, livrer chaque mois une fraction de la céréale et surtout n'en jamais jeter sur le marché, au début, de grosses quantités : voilà la plus saine façon de procéder. Elle évite l'embouteillage, la spéculation, tout en fournissant à l'exploitant des ressources continues pour sa trésorerie et donne en fin de compte un cours moyen favorable.

L'objection de beaucoup de cultivateurs, c'est le manque de place et la difficulté de conservation. On peut répondre d'abord que le blé en meule ou en gerbe se conserve bien et sans frais, mais il y a mieux, c'est la Coopérative de stockage. Les agriculteurs s'associent pour louer en commun un magasin où sera entreposé le blé des adhérents. La céréale est soignée continuellement et, étant donné la quantité importante stockée, les frais généraux sont faibles. D'autre part, l'Etat encourage la Coopérative en lui versant des subventions qui couvrent les frais de conservation, à condition que la vente échelonnée soit organisée. Enfin, les Caisses de crédit agricole, trouvant dans la marchandise entreposée des garanties réelles, avancent sans difficultés et à très bon compte des sommes importantes.

En résumé, dans cette dure bataille du blé entre l'Etat, le cultivateur et le consommateur d'une part, et d'autre part, les acheteurs, l'Etat a fait tout son devoir tant par la loi sur le prix minimum que par les avances diverses : subventions, Crédit agricole, d'autant plus méritoires que le budget est difficile à équilibrer.

Le cultivateur déserterait son poste s'il ne combattait pas de son côté, avec acharnement, et sur les points suivants :

- Vente non au-dessous du prix minimum et application des bonifications.
- Elimination de toutes clauses illicites, plus ou moins habiles, dont le résultat est de baisser pratiquement le prix du blé.
- Battage retardé et ventes non massives après la moisson.
- Ventes échelonnées par le cultivateur quand il le peut.
- Création de nombreuses coopératives de stockage.
- Passation de contrats de report.

- Contribution dans la documentation du Ministre de l'agriculture par la déclaration franche, loyale et dans les délais voulus des stocks en fin de campagne et des superficies emblavées.

Le producteur doit manifester un esprit de discipline corporative plus que jamais indispensable dans de telles circonstances et ne pas offrir enfin, à ceux qui ont tendance à ne pas approuver les mesures prises, des arguments contre elles.



Si l'on doit faire appel à la résistance la plus énergique de tous les producteurs pour défendre vigoureusement le prix minimum de 115 francs, le Gouvernement, de son côté, doit prendre d'urgence les décisions permettant d'appliquer les différentes mesures de la loi dans les conditions de souplesse adaptées à la situation générale du marché.

Ces mesures sont en premier lieu, l'exportation ; il faut se rendre compte avant tout de la nécessité de l'opération ; puis, l'augmentation de la consommation humaine et animale de blé par un accroissement d'extraction des farines basses, leur dénaturation et l'interdiction de les vendre en boulangerie, la fixation d'un taux minimum d'amidon dans les sons, l'application progressive de la dénaturation du blé.

Le plus large effort financier devait être accompli pour faire jouer au maximum toutes les mesures pouvant alléger le marché.

Dans ce but, il fallait que tous les producteurs et les organisations professionnelles fassent un très grand accueil à l'emprunt de défense du blé que la Caisse Nationale de Crédit Agricole allait émettre.

Enfin, pour que la culture « s'accroche » au prix fixé par le Parlement, il fallait un large effort de propagande des Chambres d'Agriculture et des Groupements pour renseigner les producteurs et les inciter à soutenir l'application du prix minimum fixé par la loi, par voie de tracts, affiches ou par la presse agricole.

IV

La loi du 10 juillet n'intéresse pas seulement notre politique du blé. Elle est aussi une expérience, et d'envergure, d'économie dirigée.

Si l'on remonte à six ans seulement en arrière, on peut se rendre compte que la politique actuelle constitue un changement complet de front dans la conduite de l'économie mondiale.

La Conférence économique internationale de 1927, dominée par les intérêts industriels, aboutit à des thèses anti-agricoles et qui ont été, pour une large part, responsables de l'aggravation de la crise.

Mais la France, en particulier, dût se rendre compte que son agriculture allait être ruinée et entraînerait la chute de tout l'édifice économique si des mesures de protection n'étaient pas prises en sa faveur.

De là, date la volte-face, occasionnée par la faillite de l'économie libérale, qui amena les gouvernements des différents Etats à intervenir dans la production agricole pour la protéger et en diriger l'économie.

La baisse accélérée des prix, la crainte d'événements sociaux, et certaines manifestations paysannes, furent en quelque sorte pour nos gouvernants, le commencement de la sagesse...

Et la sagesse s'est traduite par un pas de plus, dans l'économie dirigée par la fixation d'un prix minimum, mesure de salut public, intervenue comme un réflexe « pour éviter à notre agriculture un désastre imminent ».

Comme l'a écrit avec infiniment de justesse M. F. Lesourd dans la *Gazette du Village*, « la vieille économie libérale a reçu un croc en jambes ; la méthode révolutionnaire, la taxation, a triomphé et les socialistes s'en réjouissent parce qu'ils espèrent que de glissement en glissement on arrivera à créer le monopole du blé ; l'Office du Blé, organisme d'Etat, qui achèterait au prix de la taxe le blé aux producteurs ».

Nous sommes entrés dans une politique étatiste et d'économie dirigée dont beaucoup de ceux certainement, qui avaient apporté leur adhésion à la proposition de loi, n'avaient entrevu

ni les répercussions, ni les conséquences directes et indirectes que de telles mesures allaient forcément entraîner.

L'ensemble des mesures votées : la meilleure connaissance des quantités récoltées, la réduction du stock excédentaire par l'exportation, la réduction du taux de blutage, la dénaturation des blés inférieurs, le renforcement des mesures de protection douanière par la suspension de l'admission temporaire, l'augmentation de la consommation, l'échelonnement des ventes de blé a un but moral : restaurer la confiance de l'agriculteur, et un but matériel : adapter la production à la consommation. C'est là de l'économie dirigée, commandée par la nécessité pour la France de vivre en cycle fermé.

Seulement, l'économie dirigée n'est nulle part plus difficile à organiser que lorsqu'il s'agit de produits agricoles sous la dépendance du temps pour les rendements, et quand il s'agit d'une production pour laquelle, comme c'est le cas en France pour le blé, le pays est tantôt excédentaire, tantôt déficitaire.

Cependant une intervention plus directe de l'Etat est utile dans l'agriculture ; « les particularités de la production agricole et paysanne ainsi que du marché des produits alimentaires justifient un étatisme plus accentué ». (1).

Mais cette intervention doit être aussi souple que possible : un prix minimum est préférable à la taxation, mais une organisation de la production et du marché est préférable au prix minimum.

Allons nous donc, pour une juste revalorisation du blé, obtenue par des moyens exceptionnels, encourir peut-être le risque de l'inflation ? Ce danger réel, les producteurs peuvent l'éloigner par l'organisation professionnelle.

L'économie dirigée peut permettre à la culture de sortir de l'impasse actuelle, si elle s'appuie sur des groupements de producteurs spécialisés, hiérarchisés, puissants. Elle doit pour réussir s'appuyer obligatoirement sur une organisation professionnelle des Producteurs disciplinée, active et forte.

Elle doit être maniée par un gouvernement, insensible aux

(1) Revue Politique d'octobre 1933 : La politique du blé par F. de Menthon, p. 791.

moyens de pression d'où qu'ils viennent, tendant à la faire dévier de la voie tracée.

Cette économie dirigée, se substituant à l'économie libre, comporte un danger certain, c'est l'ingérence de plus en plus grande de l'Etat dans le système de la production et des échanges. Cette tendance à l'étatisme envahissant trouvera sa contrepartie dans l'organisation des agriculteurs, collaborant avec le Gouvernement pour l'application et la réussite des lois organiques de la production.

Il ne faut pas oublier qu'en Allemagne et en Italie notamment, l'Etat dirige l'économie nationale, grâce au Syndicalisme obligatoire. Cette formule n'est pas bien dans l'esprit du cultivateur français. Mais il doit se persuader une fois pour toutes que rien ne peut le sauver du désastre s'il ne fait pas lui-même l'effort nécessaire.

L'individualisme est condamné sans rémission. L'égoïsme n'est pas davantage de mise. Se solidariser, s'organiser ou disparaître, tel est le dilemme posé, à moins que — troisième perspective — l'Etat ne se décide, devant l'incompréhension des cultivateurs, à réglementer, diriger et rendre obligatoire le Syndicalisme agricole.

Députés ruraux, rapporteurs, ministre de l'Agriculture, tous ont engagé, du haut des tribunes parlementaires, le paysan français à s'organiser. Nous ferons écho aux plus récentes exhortations en citant une partie du discours de M. Donon, rapporteur de la Commission d'Agriculture au Sénat, prononcé au cours de la séance du 6 juillet :

Ce sera notre conclusion :

« Les mesures prévues : stockage, report, exportations, que complètent si heureusement le taux d'extraction et la vente des farines et des sons, reposent sur un principe très cher, celui de l'organisation professionnelle dont la réalisation méthodique doit suffire à nous préserver d'un monopole nouveau...

« En fait, l'application totale et complète de la loi n'est possible que parce qu'elle repose sur l'armature déjà solide que constitue l'organisation des masses paysannes...

« Pour tenir ce prix minimum la collaboration des Producteurs eux-mêmes est indispensable, mais le Gouvernement

n'entend pas se substituer aux groupements professionnels dans l'effort à fournir pour que les remèdes donnent leur plein résultat... »

Tout commentaire affaiblirait cet appel à l'organisation. Se discipliner, se grouper, c'est la certitude pour les agriculteurs de conserver leur liberté d'action dans une profession qui, plus que tout autre, est l'ennemie de toute ingérence de l'Etat irresponsable.

CHAPITRE VI

LES RÉSULTATS IMMÉDIATS DE LA LOI DU 10 JUILLET 1933 ET SES DIFFICULTÉS D'APPLICATION

SECTION I. — LA HAUSSE DES PRIX

M. Queille, ministre de l'Agriculture, disait à Tulle, en août 1933, en présence des agriculteurs du Centre-Sud : « Pour sauver notre marché des blés d'une débâcle, une loi a fixé le prix minimum à 115 francs. L'application de cette loi soulève des difficultés. Mais un redressement important de cours en est résulté. Que vaudrait actuellement le quintal de blé, quelles ruines l'effondrement des cours aurait-il amoncelées si cette mesure exceptionnelle n'avait point été prise ? Malgré les tendances contraires, la loi votée par le Parlement sera appliquée, le prix minimum sera maintenu. »

Cette loi qui fut accueillie par la masse paysanne avec enthousiasme comme une mesure salvatrice, eût des résultats incontestablement heureux.

Tout le monde sans doute est d'accord pour reconnaître qu'elle est loin d'être parfaite dans ses modalités d'application. Mais elle a freiné brusquement l'effondrement brutal du marché qui se précipitait à la mi-juin, elle a redressé les cours de plus de 30 francs, elle a évité le krach total qui allait écraser le prix de toute la récolte 1933 au cours mondial.

Le vote du prix minimum par les deux Chambres est venu transformer brusquement l'allure désastreuse du marché, au moment même où les cours, glissant chaque jour plus bas, allaient atteindre 80 francs à Paris, moins de 75 en culture.

Sous l'empire des discussions parlementaires, la cote offi-

cielle du marché libre s'est élevée de 84 francs le 16 juin à 95 francs le 21. Puis, le prix minimum étant décidé, la hausse s'est accélérée : la cote officielle a touché 107 le 26 ; enfin, 116 et 117 les derniers jours de juin.

Certains ont pu être surpris d'une aussi rapide revalorisation dès qu'il fut question du prix minimum.

La raison de ce mouvement traduit par la hausse de la cote officielle est la suivante : les détenteurs de blé, escomptant le prix prochain de 115 francs, ont tout naturellement retenu leurs offres ; en même temps, les acheteurs peu approvisionnés pendant la baisse se précipitaient sur le blé dans l'espoir de se le procurer momentanément à meilleur compte.

D'autres ont pu s'étonner des cours pratiqués pendant cette période au marché à terme. En effet, sur ce marché, la hausse a bien commencé par être aussi rapide que celle de la cote officielle du blé au marché libre, mais elle s'est arrêtée en chemin.

Après avoir monté du niveau de 80-85 francs à plus de 100 francs, les cotations à terme des différentes époques se sont stabilisées un peu au-dessous de 100 francs. A la fin de juin cependant, la cote du « courant » a fait exception ; elle a poursuivi son mouvement de hausse jusqu'à 115 francs. Il n'y a rien d'anormal dans ces mouvements de cours au marché réglementé, ni même dans l'accroissement subit du volume des opérations. En effet, les discussions parlementaires ont eu pour conséquence de pousser les négociants ou les meuniers ayant une position vendeur à chercher à la dénoncer au plus vite pour un rachat : d'où hausse rapide. Puis, la vague des rachats les plus précipités étant passée, les positions vendeur et acheteur se sont neutralisées à un niveau intermédiaire entre celui de 80-85 fr. d'où on était parti, et celui de 115 ; le niveau de 95 à 100 représente exactement la mi-course. A ce niveau intermédiaire, la plus grande partie des opérations se sont dénouées tout naturellement, acheteurs et vendeurs appliquant le règlement.

Cependant un grave litige survint à la Bourse de Commerce à l'échéance de juillet 1933 lorsqu'il fallut faire appliquer le règlement établissant les cotations de fin de mois devant servir de base aux transactions de liquidation des stocks à la caisse de liquidation.

Le Parlement, après avoir décidé le prix minimum de 115 francs, a voulu que les marchés conclus et comportant livraison après le 15 juin soient annulés.

Pour les affaires traitées au marché libre, le Parlement s'est tout de suite prononcé, n'admettant pas que les producteurs livrent leur blé à bas prix aux acheteurs qui bénéficiaient seuls de la plus-value.

Pour les affaires traitées au marché réglementé, le problème était plus complexe et le Parlement a été plus hésitant jusqu'au dernier jour.

Comment allaient se dénouer les fonctions respectives des acheteurs et des vendeurs ? Trois solutions :

a) On pouvait laisser aller les choses. Cette solution faisait bénéficier les acheteurs de tous les avantages résultant du fait nouveau imprévisible de la fixation du prix minimum de 115 fr.

b) On pouvait estimer que ce fait nouveau constituait un cas exceptionnel analogue à ceux prévus par le règlement, l'application d'une procédure exceptionnelle conduisait alors à dénouer toutes les affaires non encore dénouées, sur la base d'un cours de compensation, moyenne des 15 cotations précédant une date choisie de façon à maintenir autant que possible un équilibre entre vendeurs et acheteurs. On n'avantageait ainsi ni les uns ni les autres.

c) Une troisième solution consistait à annuler purement et simplement les affaires du marché réglementé comportant livraison après le 15 juin, tout comme les affaires traitées au marché libre. Cette dernière solution, donnait tous les avantages aux vendeurs ayant une position à la baisse, qui allaient supporter par suite de l'élévation des cours une lourde perte. On comprend l'activité qu'ils ont déployée pour faire prévaloir cette dernière solution.

Pour les affaires antérieures au 15 juin, elles seront résiliées sur la base d'un cours de compensation ; c'est là encore un encouragement donné par le Parlement aux baissiers.

La décision du Parlement a suscité leurs espoirs de deux façons différentes :

les baissiers ayant vendu d'importantes quantités, entre le 15 et le 23 juin, en provoquant une véritable débâcle du mar-

ché, ne subissent plus, avec la hausse du blé, la sanction méritée ; en adoptant pour la compensation des affaires à terme traitées avant le 15 juin, mais comportant exécution après cette date, une décision peu précise, laissait planer sur la résiliation de ces affaires une incertitude que les baissiers ont interprétée immédiatement dans le sens le plus favorable à leurs intérêts.

Les baissiers auraient voulu que la compensation fut faite sur la moyenne des 15 bourses précédant le 15 juin et non sur la moyenne des 15 bourses précédant le 10 juillet. Ils affirmaient à l'appui de leur thèse que l'annulation des affaires postérieures au 15 juin a supprimé purement et simplement les cotations enregistrées entre le 15 juin et le 15 juillet, et ne permet pas de prendre comme cours de compensation ces cotations qu'ils prétendent supprimées.

En manière de protestations, leur opposition s'est traduite par le refus exprimé ouvertement de se soumettre aux cours de compensation fixés par la Chambre syndicale ; par une action de propagande intense, menée dans l'espoir de faire revenir le gouvernement sur sa décision de principe, enfin par de nombreuses significations de responsabilité financière adressées par ministère d'huissier, à tous les membres de la Chambre syndicale, aux délégués de l'agriculture.

Les baissiers se sont alors insurgés contre l'application pure et simple du règlement et leur tentative, si elle eût réussi, eût accusé un écart de plus de 8 francs par quintal.

Les représentants des agriculteurs ont protesté contre ces tentatives et demandé l'application stricte du règlement. Le litige a conduit les auteurs devant une commission d'appel qui n'a cru devoir appliquer que des sanctions légères, dont appel a été fait immédiatement par les intéressés. La question était grave ; le principe était le suivant : le règlement devait-il être respecté ou non ?

Le but était de protester contre la faiblesse de la commission d'appel, de demander au gouvernement de faire « *appel à minima* » des sanctions prononcées, afin d'obtenir que des peines exemplaires soient infligées à ceux des commissionnaires

dont l'action mettait en échec la discipline qui doit régner au marché ; elle demandait, en outre, à la Chambre de Commerce de Paris de prendre une série de mesures nécessaires pour renforcer l'autorité de l'organisme syndical chargé de la faire respecter.

Le gouvernement, en faisant lui-même appel à minima pour obtenir des sanctions rigoureuses, prit ses responsabilités et marqua sa position en décidant de soutenir la cause des producteurs.

Or, la Commission d'appel, siégeant à la Chambre de Commerce de Paris, contre la Chambre syndicale responsable de faire appliquer le règlement, contre la représentation des agriculteurs à la Bourse, contre l'opinion de représentants du commerce les plus autorisés, contre les ministres de l'Agriculture et du Commerce, supprime toutes les sanctions infligées aux commissionnaires baissiers en révolte contre la discipline et le règlement du marché.

Saisie par cet extraordinaire verdict, l'Assemblée des Présidents des Chambres d'agriculture protesta contre cette décision et demanda la fermeture immédiate de tous les marchés à terme de produits agricoles, avant d'organiser une refonte complète de la Bourse de Commerce capable de donner à l'agriculture les garanties qu'elle a le droit d'exiger.

L'opinion agricole, il est vrai, ne s'élève pas contre le principe des marchés à terme. Elle reconnaît qu'ils peuvent jouer un rôle utile. Mais l'opinion agricole exige que les marchés soient sains, que le règlement y soit rigoureusement appliqué sous le contrôle de l'agriculture, que les combinaisons, l'esprit de camaraderie ou les intérêts particuliers n'y prévalent pas contre l'intérêt général. Elle demande une réforme profonde de toute l'organisation de la Bourse : représentation de l'agriculture au sein des organismes syndicaux de tous les marchés ; mise au point d'un statut rigoureux des commissionnaires ; enregistrement de toutes les affaires à terme à une caisse de garantie ; représentation des Chambres d'agriculture au Comité du Syndicat général ; enfin, institution d'une commission de discipline, composée de représentants des Chambres d'agriculture et des Chambres de commerce.

Les marchés ne peuvent pas rester indéfiniment déséquilibrés. Ils ne peuvent pas, sans courir d'énormes risques, laisser une place privilégiée et, d'ailleurs anormale, à la grosse industrie qui les manœuvre au gré de ses intérêts.

Les groupements agricoles n'attaquent que les vices et les abus dont les marchés à terme sont le théâtre. Ils veulent des marchés fonctionnant sur des bases définies, stables et saines.

*
**

SECTION II. — LA MÉVENTE DU BLÉ

La loi ayant donc été votée, il fallait qu'elle fût appliquée et ceci pour deux raisons :

D'abord au point de vue économique et social, pour sauver à tout prix notre agriculture en péril.

Ensuite, au point de vue politique, afin que les cultivateurs gardent leur confiance dans l'autorité de l'Etat et dans l'efficacité des lois, ce qu'une locution courante exprime par ces justes mots « force de loi ».

Pour protéger le marché, le ministre de l'Agriculture fit tout son devoir. Il prit successivement les décisions suivantes :

— La circulaire relative aux impuretés et aux grains cassés en long, affichée dans les mairies ;

— La liberté, pour les cultivateurs, de dénoncer les contrats de report ;

— Le décret relatif à l'incorporation, pour certains moulins, de 35 % de blé en 1932 ;

— La prime de 60 % pour les frais de transport, au-delà de 50 kilomètres ;

— La délivrance de licences d'exportation pour 800.000 quintaux ;

— L'indemnité de 50 francs pour la dénaturation (200.000 quintaux) ;

— La demande aux Compagnies de chemins de fer de tarifs spéciaux pour le transport du blé ;

— La préparation d'un nouveau règlement pour un nouveau taux de blutage avec des mesures pour les farines secondes ;

— La préparation d'un emprunt de 200 millions.

Cependant cette fameuse loi sur laquelle furent fondées tant d'espérances, n'est pas appliquée strictement dans son objet essentiel qui est le prix minimum.

Ne serait-ce pas avant tout parce qu'elle était inapplicable dans son texte actuel malgré tous les aménagements successifs ? Sait-on en effet que d'après une lettre adressée par M. Queille lui-même à M. Lamoureux, la mise en application immédiate de cette loi a nécessité « 23 décrets, 11 arrêtés, 6 avis divers au *Journal officiel*, 32 circulaires adressées aux préfets et aux services agricoles départementaux, près de 100 arrêtés préfectoraux compliqués d'instructions techniques ».

Le blé cependant ne se vend pas, ou ne se vend que difficilement, en dépit de la « loi tutélaire », le producteur éprouve encore bien des difficultés à faire rentrer de l'argent après avoir rentré sa récolte. On ne trouve pas d'acheteurs ; dans les régions excédentaires notamment, les transactions sont à peu près nulles. Les protestations sont nombreuses qui s'élèvent dans le pays, pour demander certaines améliorations à l'application d'un texte qui, pris à la lettre, est bien souvent inapplicable. De cette situation, on rend la loi du prix minimum responsable. En fait, au début de chaque campagne, on voyait le marché écrasé par une avalanche d'offres, très supérieure aux besoins à des prix toujours en baisse.

Pour se rendre compte des difficultés qu'ont rencontré les paysans pour la vente de leur blé, il aurait suffi aux plus incrédules de se rendre dans deux ou trois marchés, et de se mêler à la foule des paysans dans laquelle circulent courtiers et meuniers. Nous avons eu l'occasion de parcourir des champs de foire. Nous avons entendu des meuniers répondre avec un sourire significatif aux offres : « Je suis couvert, j'ai du blé pour huit jours, je ne suis pas acheteur. » Nous avons vu souvent intervenir un comparse qui, après la conversation, se lance dans le groupe des paysans, en leur disant : « Je suis acheteur. » Alors, il prend les plus faibles et conclut des marchés quelque

peu mystérieux. Toujours est-il que le paysan a des reçus qui mentionnent le prix de 116 fr. 50 par exemple. Mais nous doutons fort qu'il ait touché ce prix !

De nombreux meuniers, dans de nombreuses régions, se refusent donc à acheter des blés de la dernière récolte, en disant parfois cyniquement qu'ils veulent ainsi « punir » les cultivateurs de leur résistance contre la spéculation à la baisse. Car la meunerie qui avait constitué des stocks de blé à des prix variant entre 100 et 110 francs a pu ainsi s'abstenir quelque temps de tous achats en culture. De ce fait, il n'y a aucune vente de blé de la récolte 1932 ; la meunerie ainsi que le négoce de déclarer qu'ils n'achèteront plus que des blés de la récolte 1933, dès que les battages seront commencés. Les détenteurs de blé de 1932 et les groupements agricoles qui ont fait du report s'alarmaient à juste titre de cette menace. Pour la formidable quantité de blé reporté aucun débouché n'apparaissait.

En effectuant le stockage, en 1932, le gouvernement avait garanti un prix minimum pour le blé reporté. Or ce blé avait baissé fortement. Il fallut, pour liquider ce stock, obliger pendant plusieurs mois les meuniers à écraser 35 % de blé vieux.

Cela ne laissait donc plus aux meuniers que la possibilité d'acheter 65 % de leurs besoins réels en blé de 1933 ; or la recette nouvelle représentait à elle seule 110 à 120 % de ces besoins.

Les licences d'exportation devaient aussi être strictement réservées à tous les groupements qui avaient signé des contrats avec le ministère de l'Agriculture ; ces licences étant distribuées au prorata des quantités reportées. Sans doute, pour d'aucuns, cette proportion serait insuffisante et, pour d'autres, elle serait exagérée ; mais, en distribuant les licences par tranches successives, il serait facile d'en attribuer de nouvelles aux groupements qui auraient utilisé les premières et de n'en pas donner aux groupements qui ne les auraient pas utilisées.

Quoi qu'il en soit « vendre du blé est une faveur insigne » (1) : quiconque n'exporte pas ou n'est pas l'objet de faveurs spé-

(1) La vie agricole et rurale du 13 août 1933.

ciales de la part des acheteurs ou transaformateurs, ne peut rien vendre.

Les décrets, les arrêtés, les circulaires, relatifs au marché du blé se succèdent, les propositions de loi tendant à améliorer la situation seront déposées au Parlement, il n'en reste pas moins que toutes ces mesures sont loin de donner les résultats que l'on avait pu espérer. Les paysans tiennent à peu près le même langage : « Nous n'avons plus de fonds disponibles, nous ne pouvons payer ni impôts, ni fermages, ni notes de nos fournisseurs, et nous avons des stocks de blé dans nos greniers qui sont invendables. »

D'autres, de dire : « Nous avons, coûte que coûte, besoin d'argent liquide, nous entrevoyons le moment où nos blés vont se détériorer, il n'est pas possible que pareil état de choses persiste, nous débarrasser de nos blés, faire de l'argent est pour nous une nécessité. »

De leur côté, les coopératives ayant stocké et dénaturé des blés, ne peuvent se faire payer, d'où de nouvelles récriminations véhémentes.

La situation générale, quelques mois après la loi du 10 juillet, est donc loin de s'améliorer. L'absence d'acheteurs même pour l'ensemble de nos produits agricoles, reste la caractéristique du marché. Les offres sont toujours plus abondantes que les demandes, d'où la baisse des cours et de grandes difficultés pour écouler les blés.

De ces difficultés est née la fraude qui s'est jouée avec désinvolture de toute réglementation puisque le contrôle est impossible. Elle a revêtu les formes les plus ingénieuses et il faut reconnaître que sa généralisation peut, à juste titre, préoccuper ceux qui se penchent sur les problèmes économiques, agricoles et sociaux.

Le marché est bloqué et la loi est constamment tournée.

Les manœuvres consistent tantôt à sous-estimer le poids spécifique du blé ou à surévaluer le pourcentage des corps étrangers qui s'y trouvent. Dans d'autres régions, les acheteurs s'efforcent d'obtenir une quantité de blé supérieure à celle vendue,

(1) Le Journal d'Agriculture pratique du 3 mars 1834,

soit par le réglage des sacs à deux ou plusieurs kilos au-dessus du poid habituel, soit en faisant ajourner à un chargement un certain nombre des sacs en sus.

Une autre fraude consiste, alors que le prix légal est exclusif de tous frais de courtage, commission et transport, à imposer aux vendeurs un transport soit gratuitement, soit à un prix dérisoire, en tout état de cause inférieur à la réalité. C'est ainsi qu'en faisant signer un contrat de blé à 115 francs, l'acheteur fait signer en même temps un contrat de transport à raison de 10 francs par quintal.

Dans certains cas, les acheteurs respectant le prix légal imposent, en contre-partie à leurs vendeurs, la fourniture de céréales secondaires à un prix sensiblement inférieur au cours du jour en mettant comme condition d'achat du blé, l'obligation d'acheter à un prix supérieur des engrais ou des aliments pour le bétail.

Du fait de ces fraudes, certains intermédiaires offrent des blés grevés de frais de transport au prix légal et viennent ainsi concurrencer déloyalement, auprès des acheteurs, les agriculteurs et les commerçants respectueux de la loi.

En présence de la grève des acheteurs, alors que tous les ans à la même époque les courtiers parcourent nos campagnes pour s'assurer le blé de la nouvelle récolte, on s'est demandé comment les grands moulins pouvaient se ravitailler.

Les blés marocains leur ont apporté un appoint qui est venu se joindre aux stocks de la récolte française de 1932 emmagasinée par les grands moulins. Quel est le montant de cette réserve? On n'en sait rien, puisqu'au décret rendu par application de la loi du 1^{er} juillet, il n'y avait pas de contrôle de la meunerie et du commerce des grains.

Les grands moulins ont encore les stocks importants provenant de l'entrée des blés étrangers au cours de l'année 1932 ; il est établi, malgré les protestations officielles, que le gouvernement a laissé entrer en France plus de 10 millions de quintaux de blés étrangers entre le mois de juillet 1932 et la moisson de 1933 (1). Le *Journal officiel* du 9 mai 1933 contient la

(1) J. O. 9 mai 1933, p. 2.367.

réponse du ministre de l'Agriculture à une question posée par *M. Taillandier*, député du Pas-de-Calais. Le ministre indique qu'entre le 10 juillet 1932 et le 31 mars 1933, il est entré en France 2.706.070 quintaux de blé dur et 7.890.906 quintaux de blé tendre ; cela fait un total de 10.596.976 quintaux de blé introduits en France jusqu'au 1^{er} avril. Comme il est entré encore d'autres quantités de blés étrangers depuis cette date, il est bien certain que les stocks de blés de pays de 1932 et les stocks de blés étrangers permettent à la grosse minoterie de se passer des cultivateurs.

SECTION III. — LES DIFFICULTÉS D'APPLICATION DES DIVERSES MESURES PRÉVUES PAR LA LOI

I. — *L'admission temporaire*

Le nouveau régime de l'admission temporaire n'a pas répondu aux espérances. La Chambre des députés avait voté le projet suspendant l'admission temporaire du blé pour deux mois ; le projet permettait cependant l'entrée des blés « expédiés directement pour la France avant le 15 juin 1933 ». Ce projet a été adopté après qu'on eût ajouté les mots « ou achetés ». Cette adjonction a permis de faire en juillet des importations de blé en admission temporaire et d'annuler ainsi l'effet de la suspension provisoire.

Car l'admission temporaire à l'équivalent permet au meunier qui pratique ce régime d'entrer en franchise de tout droit 100 kilos de blé pour ressortir 70 kilos de farine. Le blé Manitoba, par exemple, qui pèse comme poids spécifique de 80 à 83 kilos, permet d'extraire 78 kilos environ de farine panifiable. Comme la sortie obligatoire en douane est de 70 kilos, il reste donc sur le territoire français 8 % de farine ou plus de 11 % de blé à environ 60 francs qui n'a payé aucun droit.

D'autre part, le meunier exportateur qui travaille pour l'intérieur, peut se permettre, pour faire de la farine recherchée par la boulangerie pour son rendement en pain, d'introduire

dans ses mélanges une quantité incontrôlable de blés exotiques, malgré la loi du 1^{er} décembre 1929, et ne craint pas la correctionnelle pour un dépassement illégal de blés exotiques, tandis que le petit et moyen meunier, ses voisins, sont obligés de se conformer strictement à la loi.

Voilà comment les gros minotiers, ainsi approvisionnés largement, peuvent se passer momentanément des blés de la récolte.

Bien plus, les blés de 1933 ont en général un poids spécifique élevé ; ils pèsent, en moyenne, 78 kilos au moins, ce qui fait un prix minimum de 117 francs. Mais souvent, les grands moulins n'en tiennent pas compte. Ils ne sont acheteurs que des blés à 76 kilos. Si les blés avaient un poids spécifique faible, la trémie fonctionnerait.

Dans la région parisienne, l'unité de vente n'est plus le wagon, mais le bateau ; la plupart du temps, les grands minotiers n'achètent plus que livrable par eau, ce qui est encore une façon de raréfier les acquisitions : tous les vendeurs ne sont pas placés sur une voie navigable et ne disposent pas du tonnage nécessaire pour faire un bateau.

Cependant, M. Queille, au cours de la discussion de la loi, dans la séance du Sénat du 28 février, disait au sujet de l'admission temporaire : « Pour le blé d'admission temporaire, l'opération se fait dans les conditions suivantes. Il entre un quintal de blé en France ; dans les deux mois qui suivent, l'industriel qui a fait entrer ce quintal de blé doit exporter une quantité de farine qui, si l'on en croit certains experts, est parfois supérieure à la quantité de farine qui peut être normalement extraite de ce blé : 71 kilos de farine panifiable et 8 kilos de farine basse pour un quintal de blé qui entre en France. Cette farine réexportée doit être d'une qualité déterminée d'après les types d'échantillons dont le renouvellement a été effectué ces derniers temps, ce qui empêche toutes les fraudes... Si l'on veut bien se reporter aux statistiques, on arrivera à cette constatation que l'admission temporaire ne laisse place à aucune augmentation des quantités de blé susceptibles d'être employées pour la consommation nationale. »

Et il concluait : « Donc, il ne faut rien retenir de tout ce qui

a été écrit, de tout ce qui a été jeté dans le public pour affoler l'opinion agricole dans une heure où elle s'inquiète facilement. Toutes ces campagnes sont basées sur des erreurs. Je voudrais que l'on en fût bien convaincu. »

De son côté, *Pierre Hallé*, secrétaire de l'A.G.P.B., au cours d'une brillante conférence à la Société des Agriculteurs de la Somme, le 5 février 1934, certifiait que les exportateurs de blé exotique n'étaient pas la cause du mal.

Les blés africains, tunisiens et algériens, disait-il, peuvent entrer librement en France, sans droits de douane ni contingentement. C'est une législation qui date depuis des générations. Les importations ont été beaucoup plus faibles en 1933 qu'en 1932, car l'Algérie et la Tunisie ont eu une récolte infiniment moins importante, même très mauvaise en Tunisie. Elles se sont réduites à quelques 4 ou 500.000 quintaux au lieu de 5 millions et demi environ.

D'autre part, les blés marocains ont été contingentés à 1.650.000 quintaux ; c'est encore beaucoup, mais c'est tout ce qu'il a été possible de faire, parce que la question franco-marocaine soulève tant de difficultés, tant de problèmes qu'il était impossible de faire mieux.

Reste cependant deux questions très graves qui préoccupent l'opinion agricole. La première est celle-ci : Il est bien exact qu'il sort des farines. Il est peut-être bien exact que ce sont des farines panifiables, mais ce sont des farines de moins bonne qualité que les farines de blé exotique.

Les meuniers qui font l'admission temporaire gardent des farines exotiques pour leurs moutures et réexpédient des farines panifiables indigènes, moins riches en gluten, sur le marché extérieur. Ils se trouvent, par conséquent, favorisés par rapport à leurs collègues qui ne font pas de l'admission temporaire.

Sur ce point de vue qualificatif, il est exact que la réglementation de l'admission temporaire n'est pas encore au point et qu'elle porte préjudice à certains meuniers par rapport à d'autres.

La deuxième question est celle-ci : une telle pratique incite les meuniers à ne pas faire un effort pour produire les bonnes

variétés boulangères françaises, cela retarde plutôt l'effort qui devait être fait vers la perfection. Alors, pourquoi ne pas supprimer l'admission temporaire radicalement, définitivement ?

Au point de vue quantitatif, aux yeux de M. Hallé, l'admission temporaire n'est pas nuisible aux producteurs. D'autre part, dans cette lutte sur l'admission temporaire, il y a deux partis : le parti agricole et le parti de toutes les corporations qui sont intéressées à l'admission temporaire : les minoteries, les compagnies de transport, toute la série des courtiers, des commissionnaires, qui vivent de ce trafic, la marine marchande. Or la politique française de défense agricole est déjà suffisamment critiquée et attaquée pour inciter une coalition d'intérêts extrêmement puissants, alors même que si une mesure était obtenue, elle serait inopérante au point de vue quantitatif.

II. — *L'exportation*

Dans le cadre de l'exportation, des difficultés sérieuses ont été rencontrées en raison du cours mondial très bas et de la concurrence des blés allemands. La situation du marché mondial était extrêmement mauvaise ; une rechute brutale des cours avait succédé en Amérique à la hausse spéculative.

Les pays importateurs avaient pris des mesures, à l'arrivée de la récolte nouvelle, en général supérieure à la moyenne, afin de restreindre l'importation des blés étrangers : la Hollande avait mis un droit de douane sur tout le blé et frappait de restrictions l'usage des blés allemands et français.

Enfin, compliquant encore la situation, des grèves de batellerie avaient retardé ou empêché les expéditions des groupements dans la région Nord.

Seule, l'exportation pouvait permettre d'assainir la situation. Mais il fallait éviter d'exporter des blés de qualité insuffisante, ce qui aurait risqué de fermer certains débouchés et de précipiter les ventes en une concurrence désordonnée qui aurait fait baisser les prix des acheteurs et aurait bloqué très rapidement toute possibilité de sortie.

Il apparaissait indispensable qu'une centralisation obliga-

toire des ventes à l'exportation fut organisée par des groupements professionnels sous le contrôle du gouvernement. Il était regrettable que les mesures relatives à l'exportation n'aient pas été prises plus tôt, fin juillet, avant l'arrivée de la nouvelle récolte et pendant que les cours mondiaux étaient mieux tenus; nous aurions pu trouver preneur d'une quantité assez importante de nos blés.

Pour sortir de l'impasse, il aurait fallu exporter par la création du bon et de la caisse de compensation. Ce système financé par les producteurs fait la part du feu en acceptant délibérément la perte du droit de douane sur l'excédent et en assurant la protection nécessaire de ce droit sur la partie de la récolte française consommée en France.

D'autre part, la *question des frais de transport* est intimement liée à celle de l'exportation. D'après la loi, les frais de transport sont uniquement à la charge de l'acheteur. Pas de discussion possible, quelle que soit la qualité du blé, le cultivateur n'a pas à effectuer de transport, mais il voit fuir les acheteurs. Si les groupements d'agriculteurs s'organisent pour exporter directement une partie de leur récolte, ils seront bien obligés d'assurer leur transport au quai de chargement ou d'embarquement, même au point de débarquement.

Qui supportera les frais dans ce cas particulier ? Ce sera bien le vendeur, c'est-à-dire le groupement d'agriculteurs, soit les producteurs eux-mêmes, de sorte que : en cas de vente à l'étranger, les frais de transport sont supportés par les agriculteurs, tandis que lorsqu'il y a cession à des acheteurs pour le territoire de France, ce sont ces derniers qui supportent cette charge.

Or, le ministère de l'Agriculture a pris les dispositions nécessaires pour assurer l'exportation des blés, mais ces mesures ont été trop tardives.

III. — *La dénaturation*

La dénaturation des blés qui a fait l'objet d'un texte officiel fixant le minimum de lots traités à 100 quintaux avec une

prime de 50 francs par quintal, est complétée par l'obligation de dénaturer tous les blés d'un poids spécifique inférieur à un chiffre déterminé.

Cette mesure, après le décret du 5 août, entra en application; les procédés de coloration à l'éosine, au bleu de méthylène furent mis au point. Une large propagande fut développée de la part des groupements pour inciter les agriculteurs à utiliser des blés dénaturés à l'alimentation des animaux. Tous les blés d'un poids spécifique peu élevé pouvaient être présentés à la dénaturation.

Mais le succès de la politique d'emploi du blé à la nourriture animale est lié à la protection rigoureuse du marché des céréales secondaires et produits fourragers. Il restait encore beaucoup à faire sur ce point. Il fallait restreindre les contingents, réduire les importations de riz et tourteaux au strict minimum.

Mais le grand obstacle à la dénaturation est la difficulté du contrôle de son emploi. Dans beaucoup de fermes, où il est impossible de trouver acheteur, pour quelque quantité que ce soit, de blé propre à la meunerie, on reçoit des offres pour l'achat d'assez grandes quantités de blé dénaturé.

Que devient ce blé ? C'est ce qu'il faudrait savoir. N'y a-t-il pas à craindre qu'au lieu de décongestionner le marché, finalement, une partie, tout au moins, de ce blé dénaturé ne vienne l'encombrer, au contraire.

Et on arrive toujours à la même conclusion : il est facile de voter une loi fixant une prix minimum, mais il est bien plus difficile d'en assurer l'application, surtout lorsqu'il s'agit d'une loi, en quelque sorte improvisée, sans en avoir mesuré toutes les conséquences.

Nous avons vu, au cours de la préparation de cette thèse, à la Coopérative agricole du Nord-Est, à Nancy, un cultivateur apporter un morceau de pain fabriqué avec du blé dénaturé au bleu de méthylène. La fraude était évidente et particulièrement grave. De nombreux cas de ce genre se produisirent et les tribunaux eurent à sévir.

À côté de cet inconvénient de la difficulté de contrôle, la dénaturation a eu en somme un résultat fâcheux pour le Trésor. Nous avons eu l'occasion de parler de cette question avec

M. Godfroy, président de la Coopérative Agricole du Nord-Est, adversaire de ce procédé jugé inutile et coûteux. Pour rétrograder le blé dans la hiérarchie des céréales, le Trésor a payé 50 francs par quintal et perdu les 40 francs de droit de douane qu'il eut encaissé sur le maïs qui n'a pas, de ce fait été importé. Perte pour le Trésor, 90 francs, procurant 100 kilos de nourriture pour notre bétail.

Il eut été plus avantageux pour tout le monde de permettre au commerce extérieur français de faire l'arbitrage entre l'exportation de blé français et l'importation de maïs étranger ayant la même valeur alimentaire pour le bétail. Le Trésor aurait perdu 80 francs par quintal sur le blé exporté et récupéré 40 francs par quintal sur un nombre supérieur de quintaux de maïs. Différence en moins pour le contribuable de 50 francs par quintal. Bénéfice pour l'agriculture française : augmentation du poids des aliments de son bétail, sans bourse délier lui permettant de vendre meilleur marché la viande au consommateur.

En somme, il y a une part de vérité quand l'on affirme que la dénaturation est un expédient antiéconomique.

IV. — *Le taux d'extraction*

La résorption des excédents étant le problème essentiel, le *taux d'extraction* tient une place prédominante.

Résorber l'excédent : dénaturation, exportation, abaissement du taux de blutage. Les deux premières mesures demandent beaucoup d'argent, plus que la loi n'en prévoit. L'abaissement du taux de blutage reste le meilleur, le plus sûr et le plus massif moyen de décongestionner le marché, en exigeant davantage de blé mis en œuvre, en augmentant la consommation du pain.

La loi du 10 juillet et le décret du 8 septembre échappent au double reproche adressé justement au décret du 26 septembre 1932, qui favorisait les blés légers au détriment des blés lourds et permettait la fraude aux farines basses en boulangerie.

La loi prévoit le contrôle, le décret fixe le taux de blutage proportionnel au poids spécifique : le taux d'extraction de la

farine est égal au poids spécifique diminué de 11, c'est ainsi que le blé de 76 kilos donnera 65 kilos de farine, le blé de 80 kilos 69 kilos de farine...

Les farines basses devront être dénaturées et ne pourront plus aller au pétrin. Les farines dégrautées seront soumises aux mêmes obligations.

L'abaissement du taux de blutage est l'une des mesures les plus capables de résorber les excédents qui nous étirent.

V. — *Stockage*

Or, depuis le décret du 4 décembre, fixant à 20 pour cent l'emploi obligatoire des blés de stockage, tout naturellement les producteurs ont vu là le seul moyen dont ils pouvaient disposer pour s'assurer une certaine vente de leurs blés ; aussi on a assisté partout à une création précipitée de coopératives de vente de blé.

Cet accroissement précipité des coopératives a soulevé l'inquiétude de tous les groupements agricoles.

« Parmi les innombrables coopératives qui se sont créées, certaines sont très sérieuses et animées du désir de travailler à l'organisation du marché ; mais d'autres, au contraire, n'ont en vue que de bénéficier des avantages immédiats du pourcentage d'emploi de blé de stockage sans se soucier aucunement de l'intérêt général du marché ; ces dernières coopératives n'ont ni l'esprit coopératif, ni la volonté d'accomplir un effort durable, ce ne sont souvent que des façades derrière lesquelles s'abritent des intérêts particuliers. On peut redouter de leur part un désordre des ventes, nuisible à la tenue du marché et qui portera préjudice aux groupements anciens qui, depuis des mois ou des années, font effort pour organiser la vente échelonnée (1).

Il était donc indispensable de prendre des précautions rigoureuses contre les abus, sinon, la multiplication de ces coopératives champignons aurait porté un grave préjudice au mouve-

(1) Bulletin de l'A. G. P. B. de janvier 1934.

ment coopératif et aux intérêts du commerce honnête et aurait faussé l'esprit mutualiste.

Il convenait de régulariser toutes ces organisations créées et d'exercer un contrôle sérieux sur l'exécution de toutes les clauses du cahier des charges : nombre d'adhérents minimum, organisation durable, engagement réel des adhérents, acquisition réelle de magasins ou baux de longue durée ; agencement des locaux de stockage. Une commission spéciale comprenant les administrations intéressées, la Caisse nationale de Crédit agricole, la Banque de France et les organisations professionnelles agricoles devait examiner tous les contrats de stockage.

Il fallait enfin imposer des conditions à l'acceptation définitive des contrats, telles qu'un minimum de durée, un minimum de capital garantissant que les groupements présentaient le sérieux et la stabilité désirables.

Devant la multiplication des coopératives en si peu de temps, il était évident que la quantité fixée au pourcentage minimum de 20 pour cent de blé indigène stocké à mettre en œuvre pour les meuniers était devenue tout à fait insuffisante ; c'est pourquoi un nouveau *décret du 26 janvier 1934* releva ce pourcentage de 25 pour cent à dater du 1^{er} février ; de 35 pour cent à dater du 1^{er} mai et de 30 pour cent à dater du 1^{er} août.

VI. — *Les moyens de financement*

Afin d'appliquer la loi du 10 juillet, le gouvernement fit un appel de fonds le 6 *février* 1934. Il manquait des capitaux nécessaires qu'il espérait trouver en vertu des articles 21 à 26 de la dite loi.

En effet, l'entrée en vigueur de la loi étant encore récente, les ressources ainsi créées qui proviennent notamment de taxes diverses dont le profit n'augmentera que peu à peu, n'étaient pas suffisantes pour assurer avec toute l'efficacité désirable la mise en œuvre des mesures envisagées pour la défense du marché du blé.

Dans ces conditions, la Caisse nationale de crédit agricole a été appelée, pour faciliter ces opérations, à émettre un emprunt, conformément aux dispositions de la loi du 10 juillet.

Cet emprunt qui a été de 200 millions, a donc eu un objet spécial et n'a pas procuré à la Caisse nationale des disponibilités pour le financement de la récolte. Celle-ci ne dispose pas de ressources suffisantes pour continuer à assumer avec ses propres moyens la charge de ces opérations qui sont d'ailleurs sérieusement garanties, en particulier par des warrants.

C'est pourquoi le gouvernement demandait à la Caisse Nationale de crédit agricole, des avances dans la limite de 100 millions de francs et les moyens de se procurer éventuellement les sommes nécessaires auprès de la Caisse Nationale de crédit agricole.

Ce crédit, incorporé à la loi de finances, a été voté par la Chambre, le 21 février 1934.

En outre, la même loi contient un article 70 ter accordant au ministre de l'Agriculture de nouveaux crédits. Le rapporteur général écrit que pour faire face aux paiements entraînés pendant les premiers mois de l'année 1934, pour l'application de la loi du 10 juillet 1933, l'une des ressources prévues est l'affectation au fonds de défense du marché du blé de l'excédent de recettes de la Caisse de péréquation des prix des engrais azotés. Le but est de permettre de verser cet excédent au compte spécial et de favoriser la politique de soutien du cours du blé.

On se trouve donc devant deux ressources différentes destinées à fournir des capitaux au ministre de l'Agriculture : Un emprunt de 100 millions de francs présentant un caractère limité dans le temps, et un prélèvement de l'excédent de recettes de la Caisse de péréquation des prix des engrais azotés.

La deuxième opération revêt un caractère spécial ; elle consiste à utiliser au profit de quelques agriculteurs les sommes qui ont été payées en trop par tous les acheteurs des engrais azotés.

VII. — *La loi du 10 juillet et le commerce*

M. Michel, sénateur de Meurthe-et-Moselle, disait à Nancy, à l'assemblée générale extraordinaire du Syndicat des grains et farines de l'Est, le 26 août 1933 :

« La loi du 10 juillet est une loi d'exception, une loi tablée à la veille des vacances et dont la rédaction sacrifie des intérêts respectables. Elle lèse le commerce et le commerce est indispensable à l'agriculture ; il constitue des réserves, aide à répartir la production dans les centres de consommation et tient le rôle du silo et de la banque. »

De même, en signe de protestation solennelle contre une loi qu'il juge « antiéconomique, insuffisamment étudiée et hâtivement votée », le Syndicat général des grains de Bourgogne et de Franche-Comté décida de supprimer le congrès annuel des grains de Dijon.

Ainsi, la loi du 10 juillet provoque dans les milieux commerciaux des réactions extrêmement vives qu'il paraît difficile de calmer sans apporter des retouches profondes à la loi.

Les revendications du commerce portent sur les points suivants :

Etablissement du prix minimum pour le blé rendu moulin et non départ culture, ce qui favoriserait le déplacement de la marchandise d'une région à l'autre et permettrait au commerce de reprendre ses achats en culture. Le commerce ne verrait d'ailleurs aucun inconvénient à ce que le prix minimum « rendu moulins » soit porté, par exemple, à 120 francs, à moins que l'Etat ne prenne à sa charge les frais de transport.

Facilité pour le commerce de travailler dans les mêmes conditions que les organisations agricoles, notamment en ce qui concerne le stockage et le report des blés.

Rappelons sommairement que le ministre de l'Agriculture peut dans les limites des recettes provenant des droits de douane, des amendes, de la taxe sur les importations de céréales secondaires, taxe à la mouture, surtaxe spéciale sur les opérations concernant les céréales, engager les dépenses nécessaires pour assurer, par des groupements agricoles légalement constitués, la constitution de stocks de blés destinés à une vente échelonnée.

Il peut également autoriser le stockage et l'achat de tout ou partie de la récolte excédentaire avec paiement et livraison différés.

Le commerce demande également de pouvoir procéder aux

opérations d'exportation, lesquelles, on le sait, sont réservées par priorité, aux agriculteurs et groupements agricoles, ou faites pour leur compte.

Si les mesures prises prétendent à la défense du marché du blé, ainsi que l'indique le titre de la loi, on voit qu'elles ne renferment aucune disposition pouvant calmer les appréhensions du commerce.

Le législateur semblait avoir oublié que le commerçant doit d'abord vivre pour faire face vis-à-vis de l'Etat à ses obligations qui, de la patente à l'impôt sur les bénéfices commerciaux, grèvent lourdement un budget rendu des plus précaires par la crise actuelle. Non seulement il a droit au travail, mais il a droit aussi à la juste rémunération de ce travail.

Les lois qui, précédemment, appliquèrent — en période de guerre — une taxe à la marchandise, prévoyaient une prime fixe à allouer au commerçant en grains par quintal de blé transmis, le défrayant ainsi de ses frais (manutention, conditionnement, courtage, transport, location de sacs...) et lui assurant un bénéfice dont il sut se contenter.

La loi actuelle ne prévoit rien de semblable et nous nous trouvons de ce fait dans l'impasse suivante : Le cultivateur propose à 115 francs son blé de 76 kilos à l'hectolitre au négociant qui ne peut trouver lui, à le revendre en meunerie plus de 115 francs et le plus souvent, ou à peu près « rendu au moulin ». Il est donc contraint d'en refuser lui-même l'achat. Et la culture qui n'a pas su stocker son blé est par là même incapable de le monnayer pour faire face à ses besoins aussi pressants qu'immédiats et faire place d'autre part à la nouvelle récolte. Le blé de 1932, dont il reste encore dans certaines régions des milliers de quintaux, avec les chaleurs s'altère et n'intéresse plus la meunerie qui trouve à s'approvisionner sur place en blés nouveaux.

La loi a créé une situation paradoxale : elle a mis le commerce dans l'impossibilité d'exercer sa profession. Le commerce est lié par un prix qui ne lui laisse à peu près aucun bénéfice : comment voulez-vous qu'il puisse travailler dans ces conditions ?

La rédaction de l'article 1^{er} de la loi du 10 juillet stipulant

que le prix minimum « est exclusif de tous frais de courtage, commission et transport » a paru trop rigide.

Des difficultés naissent du fait que certaines régions de production excédentaire, éloignées des centres de consommation, ne trouvent pas acheteur en dehors de la minoterie du rayon d'action ne peuvent écouler leurs blés sur les moulins éloignés qui se ravitaillent d'abord dans leur rayon d'approvisionnement le plus immédiat aux frais de transport les plus réduits. Ce n'est que plus tard, lorsque la récolte locale sera épuisée que la meunerie se mettra aux achats en dehors de sa zone d'action immédiate.

Les meuniers et autres acheteurs ont donc été incités à s'approvisionner dans la plus large mesure sur les disponibilités en blé existant dans le voisinage immédiat de leurs moulins et de leurs magasins. De ce fait, les meuniers et négociants des régions déficitaires ont fait appel plus tardivement que de coutume aux stocks des régions excédentaires, d'autant plus que sur l'ensemble du territoire, y compris dans les régions régulièrement déficitaires, la production s'est révélée en 1933 supérieure à la moyenne.

Pour faciliter le dégorgeement de ces régions excédentaires, deux solutions principale à envisager :

— la création d'une caisse de compensation pour les transports, alimentée par un prélèvement sur chaque quintal entrant au moulin, taxe destinée à couvrir tout ou partie des frais de transport, au delà de 100 kilomètres par exemple.

Cette solution est logique ; elle ne touche au prix d'achat minimum. Mais elle se heurte à des difficultés très grandes au point de vue pratique. Une très grosse organisation serait nécessaire ; des ressources considérables absorberaient une forte part du fonds de défense du blé.

D'autre part, les régions déficitaires acceptent mal de cotiser pour faciliter le transport des blés qui viendront les concurrencer.

— La seconde solution réside dans la participation des producteurs aux frais de transport dans une mesure de x francs pour un déplacement au-delà d'une certaine distance. Cette méthode soulève une grave objection, car, qui dit participation,

même pour une somme limitée, dit vente au-dessous du prix minimum.

Il convenait donc d'envisager des modalités d'application souples qui, en respectant le principe intangible du prix minimum, pouvaient faciliter le succès de la loi. Il était nécessaire que l'application de cette loi ne brimât pas les commerçants honnêtes qui devaient pouvoir exercer normalement leur profession ; dans leur activité normale d'achat et de vente, ce négoce joue un rôle utile au point de vue de l'équilibre général du marché, de la répartition des stocks dans le temps et l'espace.

*
**

A toutes ces difficultés est venu s'ajouter un *impardonnable retard administratif dans la liquidation et le paiement des primes aux producteurs de blé* ; ce qui a engendré la gêne et le découragement.

Contrairement aux engagements pris par les contrats de stockage, le ministère de l'agriculture s'est trouvé dans l'impossibilité de régler aux coopératives de stockage, les sommes importantes qu'il leur devait depuis plus de six mois.

Quant aux primes de report, aux primes de dénaturation et au remboursement des frais de transport des blés de report, aucun paiement n'avait encore été fait.

CHAPITRE VII

LA LOI DU 28 DÉCEMBRE 1933

La récolte de 1933 s'élevait à 93 millions de quintaux, à laquelle il convenait d'ajouter 2.500.000 quintaux à provenir de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc et environ 12 millions de quintaux reportés, soit en tout 107.500.000 quintaux. En face de ces disponibilités se trouvaient nos besoins. Pour assurer la soudure sans difficultés, il convenait d'envisager une campagne de treize mois, qui correspondait à une consommation de 78 millions, plus 6 millions 500.000 quintaux, soit 84.500.000 qx. Compte tenu des 10 millions de quinquatux de grains nécessaires pour les semailles, il faudrait finalement 94 millions 500.000 qx pour faire face à nos besoins normaux. L'évaluation de l'excédent à résorber ou à reporter anormalement se tiendrait donc, avec un report de 2 millions, être de l'ordre de 11 millions de quintaux.

Que faire de cet excédent ?

La dénaturation pouvait faire passer à l'alimentation du bétail au moins 2 millions de quintaux de blé vieux ou mauvais. L'abaissement du taux d'extraction devait permettre de résorber plus de 4 millions de quintaux de blé. En définitive, il resterait à porter sur la campagne prochaine de 2 à 3 millions de quintaux qui pourraient faire l'objet de report.

Les importations de céréales secondaires s'étaient fortement ralenties par suite d'un contingentement plus rigoureux qu'auparavant.

Mais dans le but de donner un débouché immédiat aux régions excédentaires, l'intervention du commerce devait être facilitée et il convenait dans ce but d'appliquer une formule nou-

velle, en accord avec les organisations professionnelles intéressées.

Les agriculteurs, d'autre part, devaient avoir toujours présent à l'esprit que si la France n'est qu'exceptionnellement un pays surproducteur, elle peut cependant connaître deux ou trois années excédentaires. Il fallait donc restreindre les surfaces ensemencées en blé, éviter la surproduction afin de continuer à bénéficier d'un cours du blé à l'intérieur supérieur au prix mondial.

La loi du 10 juillet n'ayant pas donné tous les résultats qu'on escomptait, il convenait de renforcer et de coordonner toutes les mesures prises jusqu'à ce jour. Il fallait réparer les fautes et combler les lacunes.

C'est ainsi qu'au cours de sa séance du 21 décembre, le Sénat adopta définitivement le projet tendant à modifier la loi du 10 juillet 1933 relative à l'organisation et à la défense du blé.

Le texte contient des dispositions destinées à permettre l'intervention du commerce dans les transactions, à réprimer les nombreuses fraudes qui contrariaient l'application normale du prix minimum, à accroître les ressources mises à la disposition du ministre de l'agriculture pour rendre efficaces tous les moyens de décongestion du marché. La pensée essentielle de la loi est l'institution de la taxe de 1 fr. par quintal de blé.

Enfin le projet prévoit des mesures dont l'objet est de limiter les emblavures afin de mettre en harmonie, dans l'avenir, les quantités de blé produites avec les besoins de la population française.

SECTION I. — EXPOSÉ DE LA LOI

I. — *Garantie du prix minimum*

La nouvelle loi garantit, avant tout, le prix de 131 fr. 50 au blé conservé sur la campagne prochaine et qui aura fait l'objet de contrats de report avant le 1^{er} juin 1934. Cette loi ne fixe aucune des modalités d'application; une autre loi doit interve-

nir pour préciser les conditions de l'utilisation des quantités reportées.

On voit là la préoccupation de stabiliser les excédents que le manque de confiance dans l'avenir risquait de précipiter sur le marché.

II. — *Transport du blé et usages locaux*

La question des transports était très inquiétante ; elle devenait de jour en jour plus grave pour les régions excédentaires qui supportaient le poids de l'excédent de la récolte.

L'uniformité du prix fixé départ culture mettait une entrave au déplacement de la marchandise, la meunerie ayant intérêt à épuiser, avant tout, les disponibilités situées dans son rayon d'approvisionnement le plus immédiat.

Il convenait d'obtenir une réduction aussi large que possible des tarifs de transport de blé, d'appliquer d'autre part au transport des blés de stockage dans la limite du pourcentage d'emploi à fixer, une indemnité de résiliation à prélever sur le fonds de défense du blé ; enfin, subsidiairement de tenir compte des usages locaux pour la livraison des blés par les moyens de la ferme au moulin voisin ou gare départ.

La loi nouvelle permet aux producteurs d'assurer le transport de leur blé au moulin le plus proche ou à la gare de départ par les moyens de la ferme ou par des moyens équivalents, dans des conditions consacrées par les usages agricoles locaux.

La question des transports des régions excédentaires aux régions déficitaires n'est pas résolue ; une loi interviendra ultérieurement.

Il importe de préciser ici que, sous la réserve qui vient d'être indiquée, le prix minimum reste bien un prix minimum départ.

D'autre part, les minotiers qui ne peuvent trouver sur place des blés de report, pourront dorénavant acheter des blés de la récolte 1932 soit aux cultivateurs, soit aux commerçants de leur région, sous réserve de les utiliser dans la proportion de 35 % et d'acquitter une taxe spéciale de 5 fr. par quintal destinée au compte de défense du marché du blé.

III. — *Rémunération du commerce*

Il est accordé à tout intermédiaire ou tout acheteur inscrit au rôle des patentes autre qu'un meunier ou qu'un boulanger une commission de 2 fr. par quintal, qui viendra en déduction du prix minimum. Cette rémunération n'est pas accordée aux coopératives. Nous estimons qu'on reconnaît ainsi implicitement à ces groupements le droit de déduire leurs frais généraux du prix moyen réglé en fin de campagne.

La loi du 10 juillet 1933 ayant spécifié que ce prix minimum était exclusif des frais de transport, les cultivateurs étaient fondés à exiger le remboursement du prix du transport du blé, entre leur exploitation et le magasin du négociant ou la gare voisine, alors qu'il était effectué avec les moyens ordinaires du cultivateur.

Cette disposition lésait singulièrement les producteurs de blé dont l'exploitation était établie loin du moulin. Le minotier ayant le transport à sa charge, s'adressait naturellement de préférence, aux plus proches voisins.

Cette formule, contraire aux usages agricoles locaux et constants, a été supprimée. Il reste bien entendu que les frais résultant d'un camionnage sur de longues distances ou du transport par fer demeurent à la charge de l'acheteur, négociant ou meunier.

IV. — *Culture du blé*

Si, grâce aux progrès cultureux la culture du blé en France devient réellement et constamment excédentaire par rapport aux besoins du pays, un des moyens de résoudre la crise du blé est de réduire les emblavures. Après toutes sortes d'essais malheureux, les industries touchées également par la surproduction ont bien été obligées de constituer les ententes nationales et internationales pour limiter la production. La constitution de semblables ententes est impossible en agriculture à cause de la multiplicité des producteurs. Mais si chacun n'a pas la sagesse de semer moins de blé, c'est, inéluctablement la chute des prix,

qui obligera bon gré, mal gré, tôt ou tard, à restreindre la production.

D'autre part, les lois économiques réagissent chaque fois qu'elles sont violées. C'est ce qui est arrivé pour le blé, dont les rendements ont été poussés outre mesure et dont les prix ne se relèveront que lorsqu'il n'y aura plus de surproduction. C'est pourquoi l'article 4 de la loi prévoit des mesures pour lutter contre la surproduction. C'est l'interdiction de cultiver blé sur blé et l'interdiction également de faire du blé de printemps en 1934 autrement que sur les terres destinées à recevoir du blé d'automne dans l'assolement normal (dans le cas, notamment, où les blés d'automne n'auraient pas été semés normalement ou auraient été détruits). Les infractions à ces dispositions sont punies d'une amende de 500 francs nets, dont la moitié est versée au budget de la commune du délinquant.

Mais il est à craindre que l'application de cette mesure soit difficile.

En interdisant de cultiver « blé sur blé », le Parlement a voulu, d'une part, réagir contre un mouvement d'extension des emblavures ; d'autre part, faire comprendre aux cultivateurs tous les dangers de la surproduction.

Mais le contrôle de cette mesure reste bien aléatoire et sa portée semble devoir être plus morale que matérielle ; elle est techniquement une erreur.

Il convient d'insister sur ce fait qu'il fallait à tout prix lutter contre la tendance à étendre les emblavures ; qu'en cas de nouvelle récolte excédentaire, les producteurs ne pourraient plus faire appel aux finances publiques pour se défendre, la situation générale économique étant trop grave et qu'il n'y aurait plus de moyen humain qui puisse soutenir le marché en cas de surproduction permanente ; l'exemple américain était là pour le démontrer.

V. — *Taxe sur le blé*

Peu après le vote du statut du blé, l'A.G.P.B. envisageait les modifications à apporter à la loi du 10 juillet. « Considérant, disait-elle, que l'importance de l'excédent nécessite de faire jouer

au maximum toutes les mesures telles que : exportation, dénaturation, stockage, report, réduction du taux de blutage, dénaturation des farines basses et de mettre en œuvre des mesures nouvelles telles que exportation de farines basses et de céréales secondaires, estime que les ressources affectées à la défense du blé seront insuffisantes pour faire face à l'exécution intégrale de ce programme ; émet le vœu que soit créée une taxe professionnelle de 5 fr. par quintal, payée par le producteur de blé en déduction du prix minimum sur le prix de tout quintal de blé entrant au moulin et que le produit de cette taxe collectée par le meunier soit versé à un fonds spécial de défense du blé. »

La loi du 28 décembre tient compte de ce vœu, en même temps que de ceux relatifs à l'octroi d'une rémunération au négoce et aux frais de transport.

L'article 8 est un des plus importants de la loi. Il comporte l'institution d'une taxe à la production de 3 fr. par quintal, à la charge du producteur, et perçue par le meunier lors de la remise du blé au moulin. En cas d'échange, les 3 fr. seront payés par l'échangiste. Une seule exonération est prévue pour les cultivateurs faisant des échanges pour la consommation familiale, à condition que ces blés soient conduits au moulin par le récoltant et qu'ils soient triturés par les moulins à meule ou par des moulins à cylindres travaillant moins de 3.000 quintaux par an. Sur les sommes ainsi encaissées, le ministère de l'agriculture est autorisé à prélever 3 p. 100 pour faire face aux frais de contrôle d'application de la loi.

Le produit de cette taxe, abstraction faite des 3 p. 100 qui précèdent, sera utilisé par le ministère pour engager des emprunts qui devront servir en premier lieu à favoriser l'exportation du blé. Disposition également importante, le ministre, avec l'avis du Comité National, aura la faculté de fixer le montant du remboursement alloué par quintal de blé exporté, qui pourra être supérieur au montant du droit de douane.

Enfin, pour le règlement des baux, dont le prix est calculé en quintaux de blé payable en argent, il sera déduit 3 fr. par quintal.

Le Parlement a un peu hésité à voter cette disposition en

considérant qu'elle allait constituer une charge non négligeable pour les agriculteurs ; il était néanmoins indispensable d'associer les bénéficiaires de la loi à la constitution d'un compte spécial de défense du marché.

Le 29 décembre paraissait un décret relatif au paiement de la taxe de 3 fr. par quintal de blé et à la déclaration des stocks qui doit être effectuée par les détenteurs autres que les producteurs. Le décret précise les différentes déclarations qui correspondent aux stocks possédés effectivement par les assujettis dans chacun de leurs locaux commerciaux, aux quantités éventuellement destinées à la mouture à façon et aux quantités achetées et restant à livrer. Il précise les conditions dans lesquelles les meuniers justifient des quantités de blé introduites dans leurs établissements, et verseront le produit de la taxe, retenue par eux sur le prix du blé payé au vendeur.

Certaines dispositions de cette loi visent la politique d'amélioration de la qualité du pain.

L'article 2, notamment, interdit la vente par les meuniers de farines non panifiables pour l'alimentation humaine ainsi que la vente ou la détention de ces farines par les boulangers. Le même article interdit encore de vendre des farines à un prix qui ne corresponde pas au prix local du blé et qui sera fixé, dans chaque département, par le préfet, dans les conditions prévues par la loi du 31 août 1924. Mesure logique pour éviter les ventes de farines jusqu'à 40 ou 45 fr. au-dessous de la cote dans certaines régions.

La même interdiction s'applique à toute convention ayant pour objet d'abaisser le prix légal, soit en stipulant des livraisons inexactes en quantité, soit en donnant de fausses indications si le poids spécifique du blé ou sa teneur en impuretés, soit en gardant indirectement des ristournes sur le prix, soit par tout autre procédé.

VI. — *Le blutage*

Le blutage des farines que le Sénat aurait désiré voir fixer à un taux unique (65 %) va être effectué avec un écart supérieur

à celui fixé jusqu'alors (11 %), par rapport au poids spécifique du blé. Le ministre a promis de le porter à 14 %, ce qui obligera le minotier à tirer 64 % de farine pour du froment pesant 78 kilos. Cette mesure aura pour résultat certain d'améliorer la qualité du pain et d'en accroître la consommation.

Les moulins à meules et ceux à cylindres travaillant moins de 3.000 quintaux de blé par an, sont affranchis de cette règle. Il est à remarquer, d'après les résultats d'enquêtes récentes, que si plus de 50 % des moulins triturent moins de 3.000 quintaux par an, leur puissance d'écrasement représente moins de 5 % au total.

Toutefois, cette suppression aura pour effet de rendre très difficile la fraude à laquelle donnait lieu la mouture à façon et que dénonçait sévèrement, à la tribune du Sénat, le 19 décembre, M. Gaston Carrère : « Certains boulangers, déclarait le président de la commission sénatoriale de l'agriculture, faisaient bluter à un taux libre et vendaient leur pain à leurs clients à un prix établi à un taux qui correspondait non pas à ce blutage libre, mais au blutage imposé par le ministre de l'agriculture. Voilà la fraude ».

On ne pourra donc plus ajouter de farines basses dans les pétrins comme cela se pratique couramment ; ces issues seront comme les sons et les remoulages, réservées à l'alimentation du bétail, après dénaturation.

Les achats de blés et les ventes de farines au-dessous des cours légaux seront impitoyablement recherchés et poursuivis, de même que les manœuvres consistant à se faire livrer gratuitement des céréales secondaires en complément du blé.

VII. — *Les amendes fiscales*

Elles sont ajoutées aux pénalités instituées par les lois du 1^{er} août 1905 et du 1^{er} décembre 1929, dans le cas de fraudes relatives à l'emploi insuffisant de blés stockés, à l'usage illicite de blés dénaturés, à l'addition de farine seconde pour la fabrication du pain et à la pratique d'un taux excessif d'extraction.

Elles sont immédiatement recouvrables. Ces amendes varient entre 20 et 100 fr. par quintal suivant les cas ; les infractions seront constatées et poursuivies par les agents des contributions indirectes et par les contrôleurs agréés à cet effet, et choisis parmi les collaborateurs des comités interprofessionnels qui tendent à s'instituer dans chaque département et qui réunissent les représentants des producteurs, des négociants, des meuniers et des boulangers. C'est là une réorganisation du contrôle. Cette disposition est particulièrement heureuse, car le personnel dont dispose le ministre est manifestement insuffisant. Au surplus, le mode de répression adopté, sa rigueur et sa rapidité d'exécution nous semblent de nature à faire réfléchir ceux qui tenteraient de tourner les prescriptions d'une loi qui a pour objet de préserver le marché du blé d'un effondrement dont la conséquence serait la ruine de l'agriculture. La procédure instaurée pour les poursuites devant les tribunaux est beaucoup plus expéditive que celle en vigueur jusqu'à présent.

C'est là une mesure qui répond aux demandes des différents groupements professionnels.

VIII. — *Dispositions diverses*

Les meuniers n'ayant pu se procurer du blé de report peuvent désormais incorporer des blés de la récolte 1932, déclarés au 31 juillet, provenant soit des producteurs, soit des négociants, en versant au fonds de défense du blé une redevance de 5 fr. par quintal. Un arrêté devait fixer les conditions d'application.

Les stocks déclarés dans un délai de quatre jours après la promulgation de la loi au bureau des indirectes dont dépend le magasin sont exonérés de la taxe de 3 fr., quand ils sont détenus par des personnes autres que les producteurs.

Enfin, l'application de la taxe de 3 fr. 50 est prévue pour l'Algérie.

L'article 11 prévoit également l'application des taxes prévues par la loi du 10 juillet à la Moselle, Haut-Rhin et Bas-Rhin, qui s'étaient trouvés indûment exonérés.

SECTION II. — CRITIQUE DE CETTE LOI

Prise dans son ensemble, la nouvelle loi mérite d'être approuvée. Telle qu'elle se présentait, cette loi rectificative et complémentaire, si elle était appliquée vigoureusement, était de nature à provoquer à bref délai une décongestion efficace du marché, qui devait assurer l'écoulement plus facile et plus rapide des disponibilités, au prix minimum fixé par le texte du 10 juillet 1933.

Les modifications, il est vrai, n'apportent pas tous les assouplissements nécessaires, ni toutes les améliorations demandées par les producteurs. Un grand nombre de difficultés, loin d'être résolues, se trouvent reportées à une date ultérieure. Il ne faut pas cependant sous-estimer ce qui a été fait.

La question de la contribution des producteurs à la défense du blé était nécessaire. Il apparaissait déjà que les moyens financiers seraient insuffisants et que la loi trouverait sa première faille dans le manque de ressources du fonds spécial. Or, nous étions dans une situation financière telle que l'Etat ne voulait plus et ne pouvait plus financer la défense du blé. Le contribuable pouvait mal accueillir l'octroi de nouveaux millions, si des ressources supplémentaires étaient demandées à la collectivité.

Parler de sacrifices aux agriculteurs était difficile. Il fallait cependant avoir le courage de le faire. Lorsque l'industrie surproduit et marche à sa perte, les intéressés se réunissent, contingentent la production ; ils constituent une caisse de compensation qui indemnise ceux qui acceptent de ne plus produire. Les usines les moins bien placées ferment et payent leurs charges irréductibles grâce aux fonds de la caisse commune, les autres peuvent marcher à une cadence améliorée et produire à un prix acceptable.

Pour assurer son salut, l'Etat appauvri étant défaillant, le paysan devait adopter les méthodes qui se sont imposées à l'industrie ; il fallait qu'il consentit un sacrifice de 2 fr., 3 fr., plus si c'était nécessaire, par quintal de blé pour empêcher que toute sa récolte ne baisse de 40, 50 ou 60 francs par 100 kilos, pour

assurer les moyens d'assainir le marché. Mais cette nouvelle loi contient des insuffisances et des lacunes. La Chambre avait voté la suppression de l'exception à la règle du taux de blutage en faveur des blés moulus à façon. Le Sénat l'a rétablie ; il a même ajouté une exception pour les moulins de moins de 3.000 quintaux travaillant ou non à façon. Cette exception aggravée peut rendre tout contrôle de blutage impossible. La fraude ainsi pourra être facile, car malgré l'interdiction pour les boulangers de détenir de la farine non panifiable, ils auront tout loisir de se procurer des farines achetées aux moulins non astreints au blutage réglementaire. Les minotiers ne manqueront pas de se dresser contre cette injustice criante pour eux et qui est une importante source de fraudes.

— Il faut aussi signaler que le prélèvement de 3 francs par quintal de blé vendu est nettement insuffisant aux yeux de l'A.G.P.B. Il faut enlever du marché 25 millions de quintaux avant août 1934 par la dénaturation, le report, l'exportation, le blutage amélioré. Il faut de l'argent, des centaines de millions.

Les nouvelles mesures ne prévoient pas pour les départements très excédentaires de participer, pour une somme forfaitaire limitée, aux frais de transport à longue distance dans les centres déficitaires.

Enfin, une autre lacune très grave est le silence fait sur la revalorisation des céréales secondaires, revalorisation indispensable pour lutter contre la surproduction du blé. Le riz à 45 fr., les brisures à 36 fr., les tourteaux d'arachide à 37 fr. continuent à entrer en masse. D'avril jusqu'en novembre, il est entré au total plus de 3 millions et demi de quintaux de produits fourragers.

Il est difficilement croyable que l'on dépense des centaines de millions pour essayer de dégager le marché du blé, cependant que les céréales exotiques ou les riz d'Indochine continuent à entrer en masse.

Les remèdes à cette situation sont cependant la taxe à l'entrée des riz reversée aux colonies, le contingentement des tourteaux, le remboursement des droits de douane à la sortie des céréales secondaires, la réforme de la législation de la bière.

Car le danger qui nous guette, c'est avant tout la surpro-

duction. Ne l'oublions pas, la loi du 10 juillet est une arme à double tranchant. Dans une remarquable intervention, *M. Montigny*, député de la Sarthe, l'a montré :

« C'est le risque tragique de la loi du 10 juillet, a-t-il déclaré que dans la mesure où elle réussira, elle créera pour les cultivateurs atteints par l'effondrement du prix du détail des pommes de terre, des céréales secondaires, une culture à prix garanti et suffisamment rémunérateur. Et elle les engagera, de ce fait, à augmenter leur production en blé, pouvant préparer ainsi un désastre pire que celui qu'on redoutait, désastre inévitable si la production excède constamment la consommation nationale, dans un monde où les possibilités d'exportation sont devenues à peu près inexistantes. Ce phénomène s'est produit dans l'Ouest notamment, où des herbages ont été remplacés par de nouvelles cultures de blé.

Il faut aller, concluait-il, soit vers une déflation économique permettant progressivement un retour vers la liberté, soit vers la consolidation d'une économie artificielle qui ne saura se maintenir que par une réglementation étroite, un contrôle sévère, des sanctions féroces ».

CHAPITRE VIII

LA LOI DU 17 MARS 1934

Cette loi contient la plupart des dispositions déjà prévues par les deux précédentes, mais elle comporte quelques innovations et précisions qui, strictement appliquées, seraient susceptibles de mettre fin à de nombreux abus et de redonner confiance au monde agricole.

Elle comporte des mesures intéressantes comme la création des acquits de farine, base du contrôle du blutage et de l'emploi des blés reportés.

Par ailleurs, elle contient des dispositions contraires à l'exercice du contrôle du blutage, par l'exonération des règles de ce dernier pour les échanges et présente une regrettable lacune : le règlement de la question des céréales secondaires et de l'importation des produits fourragers de remplacement. Elle ne résoud pas la question primordiale qui est la date de l'opération de report et ne tient aucun compte des avis formulés par les groupements sur ce point.

SECTION I. — ANALYSE

Les dispositions fondamentales de la loi tendent :

1° A donner aux agriculteurs qui souffrent particulièrement de la mévente et qui n'auraient pu écouler la totalité de leur récolte avant la moisson prochaine l'assurance de pouvoir reporter leurs blés sur la prochaine campagne et de les vendre au prix minimum de base de 131 fr. 50 le quintal ;

2° A donner au Gouvernement chargé de prendre en temps utile et dans le cadre de la loi, les mesures nécessaires à la défense du marché du blé, une connaissance exacte des stocks existant sur l'ensemble du territoire et des vues précises sur les possibilités de la récolte prochaine ;

3° A préciser les obligations de la meunerie et notamment à réglementer la circulation et l'utilisation de ses produits ;

4° A définir les conditions dans lesquelles se pratiquent les échanges de blé contre du pain ;

5° Enfin, à organiser le contrôle effectif de l'application de la législation en vigueur et à préciser les conditions dans lesquelles les infractions pourront être poursuivies.

La loi nouvelle prévoit d'abord :

-- le prix de 115 francs comme base pour tout le blé de la récolte 1933.

— les reports.

-- la possibilité pour les meuniers et commerçants, de stocker du blé.

— un bon de circulation des blés et farines.

— un régime forfaitaire en cas d'échange pour blé de mouture à façon.

— Enfin quelques mesures secondaires.

Nous devons d'abord relever qu'au cours de la discussion devant le Parlement, il a été reconnu que deux des dispositions essentielles de la loi du 10 juillet n'étaient pas appliquées : le contrôle n'est pas organisé et le décret prévu par l'article 18 déterminant les conditions de dénaturation des farines basses n'est pas encore pris.

D'autre part, la loi du 10 juillet instituait au ministère de l'Agriculture un comité national d'organisation et de contrôle des céréales. Or, ce Comité n'est pas encore constitué, il aurait pourtant été consulté utilement pour l'élaboration de la nouvelle loi.

I. — *Païement du blé*

Le prix minimum fixé dans les conditions prévues aux lois du 10 juillet et du 28 décembre 1933 s'applique « aux blés de

bonne qualité, saine, loyale et marchande d'un poids spécifique au moins égal à 76 kilos l'hectolitre. »

Les Chambres avaient envisagé la suppression des bonifications et réfections pour poids spécifique désirant, par ailleurs, astreindre les meuniers au taux d'extraction fixe de 65 pour cent. Finalement, le Parlement a maintenu un taux d'extraction proportionnel au poids spécifique ; par voie de conséquence, ont été maintenues logiquement bonifications et réfections pour poids spécifique. Donc, pas de changement sur les lois antérieures.

Signalons toutefois qu'un *arrêté*, en date du 26 mars 1934, est venu modifier, à l'avantage des producteurs, le système des réfections pour impuretés et en particulier pour blés cassés.

Mais la loi du 17 mars étend le bénéfice du prix minimum à tous les excédents de blé pour lesquels les agriculteurs isolés, les groupements agricoles, les commerçants, les minotiers vont être appelés à souscrire des contrats de report.

Rappelons à cette occasion qu'on appelle « *report* », du blé bloqué jusqu'à une date fixée. Les blés reportés sont des blés de la récolte 1932 qui, en vertu de la loi du 16 janvier 1933, et conformément aux prescriptions du décret du 9 février, ont été conservés chez les cultivateurs. Ceux-ci ont signé des contrats qui ont été centralisés par les Associations agricoles et acceptés par le ministère de l'Agriculture.

C'est pour faciliter la vente de ce blé reporté qu'a été pris le décret du 18 août, obligeant les meuniers à en incorporer 35 pour cent.

Les blés « *stockés* » au contraire, peuvent être vendus par ventes échelonnées selon les modalités du cahier des charges. Ce sont les blés ayant fait l'objet de contrat entre le ministre et les coopératives de vente : ces blés sont pour partie au moins entreposés dans les magasins ou silos des coopératives.

Ce sont ces blés, dont l'incorporation, dans la proportion de 20 pour cent a été rendue obligatoire par le décret du 4 décembre.

Au moment du vote de la loi, 14.000 quintaux de blé faisaient l'objet de contrats de stockage.

Dans le premier cas, il s'agit de régulariser les offres en les

échelonnant mensuellement. Dans le second cas, il s'agit au contraire d'assainir le marché en immobilisant l'excédent jusqu'à une date déterminée.

II. — Blocage — Report du blé de la récolte 1933

Complétant la loi du 28 décembre disant que le prix légal au 15 juillet, c'est-à-dire 131 fr. 50, s'appliquerait aux excédents de la récolte 1933 régulièrement reportés, la loi du 17 mars précise que le report des excédents 1933-1934 se fera dans les conditions suivantes :

1° Après un recensement des blés disponibles qui aura lieu avant le 31 mai, en même temps que la déclaration d'emblavure prescrite par l'article 6 de la loi du 28 décembre, le ministre fixera la quantité de blé qui pourra être reportée ainsi que la répartition de ces reports entre les départements, dans toute la mesure nécessaire pour résorber les excédents.

2° Les contrats de report souscrits par les coopératives ayant passé des contrats de stockage et de vente échelonnée seront reçus par priorité ;

3° Le ministre acceptera les contrats de report, conclus avec les groupements agricoles légalement constitués et agréés par lui ;

4° En plus de ces contrats, le ministre acceptera tous contrats souscrits par les meuniers ou commerçants en grains ; mais ces contrats ne pourront s'appliquer qu'à des blés payés au prix légal par l'intermédiaire d'une caisse régionale de crédit agricole. On a voulu ainsi rendre plus difficiles les paiements à un prix qui ne correspondrait pas à la garantie de 131 fr. 50.

C'est afin d'éviter que des intermédiaires peu scrupuleux ayant acheté du blé à un prix inférieur au cours légal, ne puissent ensuite profiter de tels contrats pour revaloriser le blé à 131 fr. 50, qu'il a été prévu que les commerçants et meuniers, pour être admis à souscrire des contrats de report, devront justifier qu'ils ont payé leur blé au cours officiel de l'époque de l'achat. Cette justification ne pourra résulter d'un certificat plus ou moins sincère, demandé au vendeur ; on exigera que le

paiement ait été effectué par une Caisse régionale de crédit agricole, spécialement habilitée à cet effet. Il s'ensuit que, pratiquement, les intermédiaires ne pourront passer des contrats de report que pour des blés achetés par eux après la promulgation de la loi. On pouvait espérer que cette mesure allait se traduire par une certaine reprise des achats par le commerce ou la meunerie.

5° Les contrats de report ne comporteront pas l'attribution d'une prime spéciale, contrairement aux dispositions en vigueur pour les blés reportés de la récolte 1932.

On a estimé que la certitude de pouvoir obtenir, dans le courant de l'automne 1934, le prix de 131 fr. 50 constituait en elle-même un encouragement suffisant ; au surplus, les disponibilités financières ne permettaient pas d'envisager un effort pécuniaire qui eut été forcément très important.

6° L'utilisation des blés reportés sera obligatoire pour tous les meuniers à partir du 1^{er} août 1934 ;

7° Ce n'est pas tout de reporter du blé et de lui garantir un prix ; il faut assurer l'écoulement de ce blé. A cet effet, des décrets fixeront les pourcentages de blés anciens régulièrement reportés qui devront obligatoirement entrer dans les moutures, ainsi que les conditions de paiement de ces blés.

Ainsi, les groupements agricoles ne sont plus seuls à pouvoir souscrire les contrats de report ; y sont admis aussi « les meuniers et commerçants en grains inscrits au rôle des patentes ». Il s'agit là d'une initiative nouvelle, destinée à répondre aux doléances des négociants qui s'étaient plaints d'être tenus à l'écart des opérations de report, rôle pour lequel ils sont cependant outillés.

Les producteurs qui sont justement alarmés de ne pouvoir vendre leurs blés sont donc assurés que, grâce au report, leurs blés seront obligatoirement employés par les meuniers à partir du premier août, et que ceux-ci seront tenus de les payer sur le prix de base de 131 fr. 50. Les détenteurs de blé provenant de la récolte 1933 pourront donc trouver tôt ou tard un acheteur de leur blé au prix légal.

Mais, pour que le report soit efficace, deux conditions sont essentielles :

1° Sa réalisation immédiate, afin d'assainir le marché en stabilisant hors des transactions les quantités offertes en plus des besoins.

2° Sa limitation à un chiffre qui ne dépasse pas les excédents de la campagne et qui puisse être absorbé par la meunerie.

Il serait dangereux d'autre part, d'étendre l'opération du report à tous les excédents théoriques déclarés par les producteurs, comme l'ont demandé certains parlementaires. Cette mesure irait à l'encontre du but poursuivi. On arriverait à une exagération des déclarations et à une inflation des contrats qui aurait pour conséquence le désordre du report et l'impossibilité d'écouler les blés reportés.

Sans doute, le report ne résorbe rien, mais en dégageant le marché, il est capable d'empêcher l'effondrement total qui serait inévitable et permet les mesures de résorption prévues de jouer et l'attente d'une récolte tardive et déficitaire. Il pare au plus pressé, il évite la catastrophe, c'est pourquoi il fallait coûte que coûte le réussir.

Le report suppose des moyens de logement et de conservation; aux agriculteurs et aux coopératives de l'assurer.

Il suppose aussi le financement : aux coopératives également de faire ici leur devoir.

Il faut que les producteurs sachent qu'à défaut de pouvoir stocker leurs excédents dans les coopératives, ils sont autorisés à s'entendre avec leurs groupements pour conserver le blé chez eux. Les coopératives peuvent donc constituer des contrats nouveaux de stockage, en plus des contrats déjà souscrits.

La loi prévoyait que les contrats de report pourraient porter sur la totalité des excédents ; toutefois, ils pourraient être limités en raison de l'évolution de la nouvelle récolte. Il était à présumer que ces conditions ne seraient définitivement fixées qu'après le 31 mai, date à laquelle devait être effectué le recensement des emblavures et des blés disponibles. Cette déclaration, déjà envisagée par les lois du 10 juillet et du 28 décembre présentait une importance primordiale ; il aurait été regrettable que les intéressés se dérobaient à leur devoir qui était de fournir des renseignements qui, sans doute, heurtent leurs habitudes, mais qui s'inspirent uniquement de leur intérêt.

III. — *Mesures tendant à résorber l'excédent de blé*

Les acquits de farine.

Nous pensons qu'il y a là un des points fondamentaux de la loi. Fixer un prix minimum est bien. Organiser le report des années excédentaires sur les années déficitaires possibles est également bien. Mais tout cela se traduirait finalement par une catastrophe si l'on n'envisageait en même temps de résorber les excédents au cas où les événements indiqueraient que notre récolte moyenne tend à devenir excédentaire. Dans cet ordre d'idées, la dénaturation d'une certaine quantité de blé, l'exportation quand elle sera possible, permettrait de faire disparaître quelques millions de quintaux. Une autre mesure bien-faitrice avait été prévue par la loi du 10 juillet 1933 : c'est la limitation du taux de blutage. On s'est aperçu que cette mesure excellente était demeurée lettre morte dans de nombreux moulins, en raison de l'impossibilité matérielle du contrôle. C'est pourquoi on a prévu dans la nouvelle loi toute une série de mesures très strictes en vue d'obliger tous les meuniers à respecter les textes adoptés : circulation sur acquit des farines, dénaturation obligatoire ou exportation d'une certaine quantité de farines basses, interdiction aux boulangers de détenir ou d'employer des farines autres que celles blutées au taux légal...

Nous allons examiner successivement ces innovations ou ces renforcements aux lois antérieures, capables de contribuer puissamment à assainir le marché du blé et à garantir au consommateur un pain de bonne qualité.

En attendant que la gelée, la grêle ou la sécheresse ramènent à un taux plus raisonnable le total de notre production et permettent ainsi à nouveau un retour vers le libre échange intérieur, il semblait qu'un seul moyen demeurât vraiment efficace : c'était de limiter la circulation des blés et par conséquent des farines, aux seules quantités nécessaires à la consommation.

Il fallait donc créer des acquits. Nous allons rapidement étudier le système qui se prêtait le mieux aux circonstances du moment, avant d'envisager les mesures prises à ce point de vue par la loi.

On a calculé que la consommation mensuelle de pain absorbe environ 6.200.000 quintaux de blé, chiffre que par prudence on peut élever à 6.500.000 quintaux pour ne pas se trouver à court.

Pour cette quantité seulement, il serait créé des « acquits à caution », analogues à ceux du vin et de l'alcool. La répartition de ce contingent serait établie ainsi :

— A un premier degré le Comité national interprofessionnel établirait, d'après les récoltes déclarées officiellement par chaque département, le quantum des acquits à caution qui reviendrait à chacun d'eux.

— Au deuxième degré, le Comité départemental interprofessionnel répartirait par commune le contingent de « permis de circulation » qui lui aurait été alloué.

— Au troisième degré, le cultivateur pour vendre son blé, tout comme le viticulteur pour vendre son vin, demanderait au maire un permis de circulation pour pouvoir acheminer son blé vers le moulin.

Ainsi, les régions qui consomment plus de blé qu'elles n'en produisent devraient nécessairement s'approvisionner dans les départements excédentaires.

Les courtiers et le négoce retrouveraient le moyen de vivre qui leur avait été retiré brutalement par la loi du 10 juillet.

Ce système est très simple.

Pour la suite des opérations, « l'acquit à caution » accompagnant le blé chez le meunier, serait transformé en « acquit de farine », délivré par le même Comité départemental, en tenant compte du poids spécifique et du taux légal d'extraction.

L'Etat conserverait toujours son pouvoir de régularisation, en modifiant, s'il y a lieu, le contingentement et le taux d'extraction.

Des amendes fiscales seraient faciles à appliquer en cas de fraude de même façon que pour l'alcool, et il semble que pratiquement l'économie de ce projet serait si simple qu'elle ne nécessiterait pas la création de nouveaux fonctionnaires.

La question du stockage et de la résorption des excédents resterait à résoudre. Mais, si la meunerie est contingentée, d'après sa moyenne d'écrasement des trois dernières années par

exemple, cela lui assure une précieuse stabilité dans son travail, et en revanche, elle serait mise dans l'obligation de posséder constamment un stock de deux mois de consommation ; de leur côté, les cultivateurs devraient conserver, à leurs frais, un mois de stock, en échange de la sécurité de leur prix de vente.

On arriverait ainsi à un total d'environ 20 millions de quintaux qui seraient retirés du marché et qui constitueraient une précaution fort utile pour la défense nationale.

Signalons en passant que l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne appliquent avec profit sur leurs territoires des mesures inspirées du même principe.

Le gros avantage de ce système est de ne rien demander à l'Etat, en fait de subvention ni de gratification pécuniaire.

De plus, il rend à la classe des courtiers et marchands de grains la possibilité d'exercer sa profession, dont le développement est un des meilleurs régulateurs intérieurs de la répartition de la récolte.

Enfin, en échange d'une très petite formalité, il donne aux cultivateurs la garantie du prix minimum, trop souvent chimérique.

Il semble donc que cette mesure, rendue indispensable par les circonstances, moraliserait le marché, rendrait aux cultivateurs la confiance dans l'autorité des lois votées par le Parlement et stabiliserait une situation ébranlée par le découragement et l'inefficacité de la protection que l'on était en droit d'attendre de ceux qui l'avaient promise.

*
**

Nous allons examiner maintenant ce qu'a décidé la loi du 17 mars à ce sujet pour renforcer le contrôle.

1° Désormais les blés stockés ou reportés doivent être accompagnés de pièces de circulation. Notons qu'il ne s'agit pas d'acquits délivrés par l'administration des contributions indirectes et que ces blés, soumis à la vente échelonnée, sont mis en œuvre par les meuniers dans la proportion de 25 %.

2° Par contre, la circulation des farines panifiables est su-

bordonnée à la production de titres de circulation délivrés par les Indirectes.

Ces mesures ont un double objectif :

a) Le contrôle de l'emploi en meunerie des blés stockés ou reportés, les acquits n'étant délivrés qu'aux meuniers ayant justifié avoir acheté le pourcentage réglementaire des blés stockés ou reportés. Ces acquits doivent entrer en vigueur un mois après la promulgation de la loi. Des amendes fiscales sont instituées pour punir la non application de ces dispositions.

C'est ainsi que des acquits seront refusés aux minotiers qui seront convaincus de n'être pas en règle avec les obligations de la loi relatives au pourcentage d'emploi des blés stockés ou reportés. Les producteurs et les minotiers qui feraient transporter du blé ou de la farine sans être munis des pièces régulières de circulation seront punis d'une amende fiscale égale à dix fois la valeur de la marchandise transportée. Un sac de blé stocké circulant sans un laissez-passer paierait donc, à l'heure actuelle, 1.225 francs d'amende, sans compter les décimes ; un meunier pris en défaut pour 10 sacs de farine à 180 francs paierait une amende de 18.000 francs.

b) le contrôle du taux d'extraction.

Donc, si le contrôle de la circulation vise uniquement les blés stockés et les blés reportés, exceptant par conséquent les blés libres, toutes les farines panifiables, par contre, sont soumises à l'obligation des acquits, au même titre que ceux qui accompagnent la circulation des vins.

*
**

Diminuer le plus possible les excédents, c'est là, on le comprend, un point essentiel.

Et dans cet ordre d'idées, à côté de la dénaturation qui a déjà fait disparaître du marché des quantités de blé non négligeables, la réglementation du taux d'extraction peut aussi avoir une influence appréciable.

*
**

IV. — *Taux d'extraction*

Le taux d'extraction est fixé jusqu'au 31 décembre à 65 % maximum ; ainsi : les meuniers ne devront pas extraire plus de 65 kilos de farine de 100 kilos de blé. Quand le blé est d'un poids spécifique inférieur à 79 kilos, le taux de mouture ne peut dépasser en tout état de cause le poid spécifique diminué de 14 kilos. Les bonifications pour poids spécifiques et les réfections sont conservées.

Les meuniers seront tenus d'éliminer un nombre de kilos déterminé de farines basses, soit par exportation, soit par dénaturation. Ces farines basses devront être conformes à un type déterminé ; leur usage est interdit en boulangerie.

Les acquits de farines ne seront délivrés que sur justification de l'exportation ou de la dénaturation.

Des mesures spéciales sont envisagées pour la fabrication et la mise en vente des *pains de régime*. S'ils sont fabriqués avec des farines d'un taux d'extraction non légal, ils seront vendus en emballage portant inscrit le taux d'extraction, avec vignette fiscale de 0 fr. 25 par kilo. En outre, sont exonérés de la réglementation du taux de blutage (14 % au-dessous du poids spécifique avec un maximum de 65 %), les blés récoltés par les cultivateurs, dont la farine sera destinée à faire du pain pour leur consommation et qui feront moudre ces blés dans un moulin à meules ou dans un moulin à cylindres de moins de 3.000 quintaux.

*
**

V. — *Exportation des farines basses*

La loi du 28 décembre avait prévu la possibilité d'émettre des emprunts gagés sur le produit de la taxe de 3 francs, pour exporter du blé et des farines ; la loi nouvelle prévoit en plus l'exportation des farines basses. Les possibilités d'exportation des farines basses sont plus certaines que les exportations de blé et de farine panifiable. En outre, il est indispensable de dégorger notre marché des farines basses provenant de la réduc-

tion nouvelle du taux de blutage, sinon elles risqueraient d'amener une baisse des céréales secondaires et produits fourragers.

VI. — *Réforme du régime de l'admission temporaire*

L'admission temporaire est maintenue, mais une fissure de moins est supprimée.

La loi oblige les meuniers ayant fait de l'admission temporaire à réexporter l'intégralité des produits de la mouture, y compris les sons. Jusqu'ici les meuniers étaient tenus à réexporter farines panifiables et farines basses, maintenant ils devront également exporter les sons.

Toutefois, étant donné, d'une part, la difficulté de vente des sons à l'étranger, et, d'autre part, la difficulté de vente en France des farines basses pour la nourriture du bétail, on a prévu que l'exportation des sons provenant de l'admission temporaire pourrait être en partie compensée par une exportation supplémentaire correspondante de farines basses provenant de la mouture des blés français.

Pour chaque quintal de blé étranger entré en France, on doit obligatoirement réexporter 71 kilos de farines panifiables, 8 kilos de farines basses et 20 kilos de sons ou l'équivalent en farines basses.

Ainsi se trouve complété le régime nouveau de l'admission temporaire.

Après un long débat, le Parlement s'est prononcé contre la suppression ou la suspension de l'admission temporaire invoquant, entre autres raisons, la situation spéciale qui serait faite au port de Strasbourg. Celui-ci bénéficie, de par certains traités internationaux, d'un régime de faveur et le Parlement a jugé impossible pour cette raison de supprimer l'admission temporaire.

On s'est contenté de renforcer les conditions imposées.

VII. — *Régime des échanges*

Certaines modifications et additions sont alors apportées aux lois de juillet et de décembre 1933.

a) *La taxe à la production de 3 francs.*

L'application intégrale de la taxe à la mouture et du taux légal de blutage à tous les moulins écrasant annuellement plus de 3.000 quintaux de blé avait provoqué les protestations véhémentes des agriculteurs habitant les régions montagneuses et pauvres de certaines parties de la France. Ne profitant en rien du prix minimum, puisqu'ils récoltent à peine de quoi se nourrir, ils estimaient être victimes d'une profonde injustice en étant contraints de payer la taxe à la mouture et de respecter le taux de blutage. Dans un but de solidarité sociale envers ces petits exploitants, vivant dans un milieu ingrat, le Parlement a décidé d'exonérer de la taxe à la mouture les cultivateurs conduisant au moulin le blé de leur récolte ou faisant l'échange avec le boulanger. La mouture peut être effectuée quelle que soit la puissance d'écrasement du moulin. Cette exonération est acquise là où il existe des usages locaux anciennement établis et pour une quantité maxima de trois quintaux par personne et par an.

b) *Conditions de l'échange après consultation du Comité départemental* (loi du 10 juillet 1933).

Il fixe notamment le taux de blutage qui doit être pratiqué dans ce cas.

Or nous voyons dans cette mesure la possibilité de fraudes considérables. Il est évident que si la réglementation n'est pas très précise et très bien contrôlée, les boulangers pouvant acheter et détenir des farines non conformes à la réglementation de blutage, le contrôle de blutage en deviendra infiniment aléatoire. Somme toute, ce sont les préfets qui sont chargés de cette question délicate.

Que l'on accorde un régime spécial aux petits producteurs ne récoltant exclusivement que pour la consommation familiale, dans des conditions de contrôle rigoureux, cela est juste. Mais sous prétexte « d'échanges », qu'on étende, sans aucune limite précise les exonérations, et qu'on permette aux boulangers de panifier, sous ce prétexte, des farines non réglementaires, c'est une faute.

c) Enfin, la loi nouvelle vise les échanges autres que ceux entre blé, farine et pain. Le troc qui s'est institué entre le blé

et la fourniture d'articles divers comme les engrais, tourteaux, semences., est donc formellement interdit.

Le contrôle de l'application de la loi a été confié, dans le cadre professionnel, aux comités départementaux. En prévision de l'insuffisance des moyens d'action dont certains de ces comités pourraient disposer, la loi a prévu la nomination d'agents assermentés qui conjugueront leurs efforts avec les contrôleurs principaux des Contributions indirectes, les agents de la Répression des fraudes et les officiers de police judiciaire, qui seront commis pour exercer un contrôle rigoureux.

VIII. — *Contrôle : agents de surveillance*

Le décret du 18 janvier, édicté en application de la loi du 28 décembre, avait appelé les comités interprofessionnels départementaux et régionaux à collaborer à la surveillance, et les avait admis à faire agréer des agents de contrôle assermentés. La loi du 17 mars, visant sans doute la défaillance dans certains départements de ces comités, donne le droit aux préfets de faire assermenter des agents de contrôle.

On cherche ici, à substituer aux Comités de contrôle interprofessionnels, les Comités officiels créés par la loi du 10 juillet.

L'action de ces divers contrôleurs sera conjuguée sous l'autorité des Comités interprofessionnels dont l'action sera elle-même dirigée et suivie par les préfets.

Ressources pour le contrôle

Le Ministre est autorisé à prélever 7 % du produit de la taxe de 3 francs pour faire face aux frais de contrôle. Il est indispensable, en effet, d'accroître les ressources destinées au contrôle.

IX. — *Dispositions diverses*

a) La loi est applicable à l'Algérie (art. 8).

b) La taxe de 3 francs est imposée aux blés provenant des

colonies et pays de protectorat entrant en France en franchise et traités dans les moulins de la métropole.

c) L'incorporation de farines de fèves à raison de 1 % jusqu'au 30 juin est autorisée. Précédemment, le taux était de 4 %, mais ce chiffre n'était pas atteint en pratique. A dater du 1^{er} juillet, leur emploi serait interdit.

d) Nous signalons pour les pays où l'on fait du *méteil*, qu'un décret spécial devait fixer le taux d'extraction des farines de méteil et les mesures de contrôle applicables.

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les principales innovations que la nouvelle loi apporte sur le marché des blés.

SECTION II. — CRITIQUE

Les lois des 10 juillet et 28 décembre 1933 n'ont pas donné au monde agricole les satisfactions qu'il était en droit d'attendre en raison des promesses qui lui avaient été faites.

La loi du 17 mars apparaît comme la suite logique de ces mesures antérieures. La loi du 10 juillet 1933 avait fixé un prix minimum du blé jusqu'au 15 juillet 1934. La loi du 28 décembre a stipulé que ce prix serait applicable à tous les excédents de la récolte 1933 régulièrement reportés. La nouvelle loi a pour but d'assurer l'exécution de cette promesse.

Mais cette loi, votée du reste comme les deux précédentes, en fin de session, en séance de nuit, après navette entre le Sénat et la Chambre, par des parlementaires pressés, pourra-t-elle présenter une solution ou une amélioration à la question angoissante du blé et de l'écoulement de cette céréale ?

Très franchement, nous en doutons, car la question de la résorption des excédents du blé n'a pas été résolue et depuis le début de la campagne actuelle les résultats obtenus dans ce sens n'ont été, somme toute, qu'assez peu importants.

Le système élaboré est sans doute ingénieux et conséquent en théorie. Mais en pratique, que se passera-t-il ? Nous aurons deux ou plutôt trois sortes de blés : les blés régulièrement bloqués, les blés anciens pour lesquels les cultivateurs n'auront

pas pu ou pas voulu conclure de contrat de stockage, et les blés nouveaux. En admettant qu'on puisse maintenir sans trop de fraude le prix légal pour la première sorte, que deviendront les prix pour les autres sortes de blés ? Dans l'ensemble l'offre excédera toujours la demande. Le report des blés ne sera qu'un report de difficultés. Nous serions donc fort surpris si le Parlement n'étendait pas le prix minimum à la prochaine récolte. Mais par là il risquerait de retarder encore la réduction nécessaire des emblavements.

L'attention doit être attirée, dans le nouveau texte, sur les paragraphes relatifs aux contrats de report.

Malgré les quelques améliorations introduites dans son texte, cette nouvelle loi ne voudra qu'autant qu'elle sera strictement appliquée. C'est avant tout une question de moralité.

En un mot, comme les précédentes, elle comporterait pour son application, un contrôle extrêmement rigoureux et sévère. En somme, nous ne le dirons jamais assez, la loi fixant un prix minimum, avec toutes les conséquences qu'elle entraîne en années excédentaires, ne se comprendrait que si l'Etat se portait acheteur de tout le blé qui ne pourrait pas être vendu au prix minimum durant la campagne.

Une fois engagé dans la voie du prix minimum, impossible de s'arrêter, et de tout laisser tomber. Il faut légiférer, décréter, arrêter sans cesse, chaque fois que le besoin apparaît. Il était impossible de penser à tout du premier coup. Tout cela se complique. Le malheur est que, de ce chemin, on ne voit pas le bout. Le génie de l'économie dirigée semble avoir épuisé son imagination dans ce domaine : Douanes, contingentement, dumping, subventions, crédits, prix minima, taxes, interdiction d'ensemencer ou de vendre, règlements d'Etat ou de coopération, que n'a-t-on essayé ?

Impossible d'augurer de l'avenir. Il peut réserver de désagréables surprises, mais on aurait tort de désespérer, à la condition que chacun ait la sagesse de ne pas augmenter ses emblavements, malgré la tentation du prix minimum qui assure, en principe, une rémunération.

Puisque le gouvernement s'est décidé à fermer étroitement le marché français aux blés étrangers, nous sommes délivrés

du souci de la surproduction mondiale. Mais les cours du blé international étant avilis, maintenir plus haut le prix français, c'est renoncer à l'exportation. Il faut donc s'arranger entre Français, en faisant une part aux Marocains, Algériens et Tunisiens. Nous avons eu assez souvent de récoltes suffisamment déficitaires pour espérer résorber les stocks reportés en une ou deux campagnes. La protection des céréales secondaires, des aliments fourragers et des autres cultures rendrait plus facile la vertu de ne pas faire trop de blé.

Pour sauver le marché, pour compléter efficacement la loi du 17 mars, des mesures sont urgentes et nécessaires.

Il est impossible tout d'abord d'imposer à la culture un sacrifice pour alléger le marché, si on ne bloque pas au préalable les importations massives de riz, maïs, céréales secondaires des colonies ou de l'étranger.

En second lieu, il faut appliquer de la façon la plus énergique la réduction du taux d'extraction des farines par dénaturation ou exportation de farines basses ou de remoulage. Enfin, il est impossible de défendre le marché si le report est organisé dans le désordre comme le stockage. Il faut que l'opération du report et la liquidation soient disciplinées et contrôlées, faute de quoi on n'évitera pas la débâcle des ventes.

Si ces conditions fondamentales sont remplies, la culture n'a pas à reculer devant un sacrifice pour résorber plus rapidement les excédents. Mais, pour la réalisation de ce programme, il doit être fait appel à une collaboration étroite de la meunerie et du négoce.

CHAPITRE IX

LA SITUATION PROVOQUÉE PAR LA CRISE DU BLÉ ET LA POLITIQUE DU BLÉ EN JUIN 1934

SECTION I. — LES DIFFICULTÉS DE LA POLITIQUE DU BLÉ EN JUIN 1934

Nous allons aborder la prochaine campagne avec un très gros excédent : de l'ordre de 25 à 30 millions de quintaux probablement, soit de trois à cinq mois de consommation.

Si la prochaine campagne est excédentaire, si même elle n'est que moyenne, la campagne sera dominée par un très gros déséquilibre statistique, dans les conditions matérielles et morales les plus mauvaises.

Il faudrait une récolte 1934 déficitaire pour rétablir l'équilibre et pour que la situation du marché se corrige toute seule.

On n'a pas le droit de compter sur cette éventualité. Il faut au contraire tout prévoir comme si la prochaine récolte devait être excédentaire, tout préparer pour faire face à la situation la plus difficile.

Ce qu'il importe avant tout, c'est de faire disparaître, coûte que coûte, les excédents de 1934.

Comment y arriver ?

Il faudrait faire jouer le plus rigoureusement possible la réglementation du blutage, ce qui permettrait de résorber en moyenne 6 à 8 millions de quintaux de blé.

Mais il restera encore de 10 à 15 millions de quintaux. Le marché est trop encombré pour une facile exportation ; d'autre

part, la situation financière ne favorise pas le procédé du bon d'importation.

Il faudra cependant bien faire jouer simultanément les mesures de résorption sur le marché intérieur et d'exportation sur le marché extérieur.

L'Etat ne peut supporter intégralement, dans les circonstances actuelles, cette lourde et périlleuse tâche. Seuls, les producteurs peuvent sauver le marché.

Deux méthodes sont possibles pour faire disparaître les excédents :

1° Par l'octroi de primes spéciales et exceptionnelles, à des conditions de prix au moins égales à celles obtenues par les blés de consommation vendus sur le marché intérieur.

Pour cela, il faut avoir des ressources et donner des primes pour l'exportation et la dénaturation.

Cette méthode a l'avantage de ne pas nécessiter de mesures de contrainte, mais elle a l'inconvénient de coûter très cher. C'est ainsi que pour résorber une dizaine de millions de quintaux, par exemple, avec une prime de dénaturation de 50 fr., ou d'exportation de 80 francs, il faudra plus de 500 millions.

Si l'on ajoute les primes d'exportation de basses farines, les frais de contrôle, le service de l'emprunt de 200 millions déjà émis, on arrive facilement à une dépense de 7 à 800 millions. Il est difficile que l'Etat seul supporte cette charge. Ce serait d'autre part lancer notre agriculture dans la voie de la surproduction permanente.

Mais cette question soulève deux difficultés :

a) *La question des exonérations à la base.* — Pour la pleine efficacité de la mesure proposée, il faut que ces exonérations soient aussi restreintes que possible. On peut en dispenser les producteurs récoltant de faibles quantités, exclusivement pour leur consommation familiale.

b) *Le contrôle.* — La tentation de fraude sera forte. Il faut un contrôle indispensable, une sécurité presque totale quant au recouvrement de la taxe.

2° La deuxième méthode consiste à faire disparaître les excédents en acceptant un sacrifice, à des prix inférieurs à ceux du gros de la récolte vendue sur le marché intérieur. Il faut

drait contraindre les producteurs à sacrifier les excédents. Les producteurs n'auraient pas le droit de les vendre pour la consommation humaine et devraient obligatoirement les faire disparaître, soit par dénaturation pour la consommation animale, soit par exportation.

C'est une méthode qui a l'inconvénient d'être par trop brutale.

Pour réaliser pratiquement ces deux méthodes, on peut imaginer deux procédés différents :

a) *Blocage à la ferme*; le producteur, sous le contrôle, se chargera lui-même d'éliminer les excédents.

Cette méthode implique la déclaration de récolte, les acquits de circulation pour le blé, le blocage à la ferme contrôlé, avec mesures de résorption.

Un acquit de circulation serait obligatoire pour *tout* transport de blé sur la voie publique. Ces acquits seraient délivrés au producteur au prorata de sa déclaration de récolte, en déduisant la quantité qu'il doit obligatoirement bloquer.

D'après la déclaration de la récolte, un décret fixerait le pourcentage à bloquer. Une exonération à la base sur les petits récoltants serait prévue : pour ceux, par exemple, récoltant moins de 20 à 30 quintaux.

Le contrôle s'exercerait pour examiner la quantité bloquée.

Or, le blocage de l'excédent à la ferme, est une opération à peu près impossible pratiquement. Ici il faut que les exonérations à la base soient très limitées. Le nombre des assujettis sera donc très considérable. S'il y a des assujettis trop nombreux, il y aura incertitude sur l'évaluation de la récolte. Si le contrôle n'est pas exercé rigoureusement, les fraudeurs ne respecteront pas le blocage.

b) *Blocage hors de la ferme.*

Etant donné toutes ces difficultés pratiques, nous sommes conduits à envisager une autre solution : le blocage des excédents hors de la ferme, dans les centres où ils seront éliminés progressivement par dénaturation et exportation.

Un recensement des disponibilités serait effectué en fin de campagne, du 15 au 31 juillet. On saura ainsi au ministère l'importance approximative des excédents.

Certains magasins devraient travailler *exclusivement* pour l'opération du blocage sous le contrôle de l'administration des Contributions indirectes et des comités interprofessionnels.

Tous les assujettis devraient livrer, à un magasin départemental, la fraction de leur récolte destinée au blocage. Les stocks emmagasinés seraient chaque mois dénaturés sans prime ou avec une faible prime.

Le contrôle du blocage se ferait par le contrôle des entrées aux magasins agréés et par un contrôle spécial des livraisons de blés en meunerie.

Cette méthode, il est évident, soulève, elle aussi, des objections sérieuses. Elle est énergique, brutale ; mais, ne l'oublions pas « Le sacrifice des excédents, c'est l'amputation du membre gangrené pour sauver le malade ». Il est certain, d'autre part, que le contrôle soulève des difficultés. Mais il convient de remarquer que si le contrôle de la réglementation du blutage et de la dénaturation des basses farines est bien organisé, la plus grosse partie du travail est faite. Il reste la question du remboursement aux producteurs des blés bloqués vendus à bas prix. On peut envisager une compensation entre toutes les ventes de blés dénaturés ou exportés avec ristourne par le magasin centralisateur à chaque producteur au prorata de ses livraisons.

*
**

Ayant examiné les dispositions qui seraient destinées à résorber l'excédent et les moyens de les réaliser pratiquement, nous avons à nous demander quel serait le sort du prix minimum, mesure essentiellement provisoire.

L'article premier de la loi du 10 juillet 1933 suppose le prix minimum du blé à 115 francs avec des majorations jusqu'au 15 juillet 1934.

Il y a donc lieu, à partir de cette date, de savoir quel régime sera appliqué.

On peut supposer deux hypothèses :

1° Continuer la même méthode de détermination du prix mi-

nimum, c'est-à-dire proroger pour une nouvelle période le prix tel qu'il est défini dans la loi précitée.

2° Rechercher un régime nouveau qui comporte moins de fixité et soit relié au mouvement général des affaires et spécialement au cours mondial du blé.

Il serait nécessaire de rechercher un système de fixation de prix plus souple, qui soit sans danger pour la culture et cependant lié au mouvement mondial du marché du blé et de ses affaires. Nous adoptons alors cette équation : valeur agricole = droits compensateurs + cours mondiaux. De cette façon, la marge d'incertitude est assez étroite pour ne pas inquiéter les agriculteurs, elle est suffisante pour les rendre circonspects dans le choix de leurs productions, elle permet de stimuler le négoce de ceux qui s'intéressent au marché du blé.

Il convient d'examiner à ce point de vue l'opinion de la meunerie française.

Le Conseil de Direction, dans un ordre du jour récent, réclamait la liberté des prix à partir du 15 juillet, avec les contraintes suivantes :

1° Utilisation des blés de la récolte 1933, stockés et reportés pour la campagne 1934-35, dans des conditions de pourcentage et de répartition à établir par le ministre de l'Agriculture après consultation des organismes intéressés.

2° Taux d'extraction unique pour tous les meuniers avec circulation sous acquit des blés et farines.

M. Chasles, président de la Meunerie française, demandait, dans une lettre adressée à M. Doumergue, président du Conseil, que fût réunie au plus tôt, avec un homme énergique à sa tête, une commission corporative capable d'établir le statut du blé, « règlement souple qui, dans la liberté des prix, fixera un minimum de contraintes appuyé par un maximum de contrôle ».

La situation est donc bien nette. Deux tendances s'opposent :

Chez les agriculteurs : l'assainissement du marché d'abord, la liberté des prix ensuite ;

Chez les négociants, la liberté des prix tout de suite pour assainir le marché.

En présence d'opinions si différentes, quelle fut la politique du gouvernement ?

Allait-il rétablir la liberté pure et simple, maintenir le prix minimum intégral ou chercher un moyen terme ?

Après les discussions de juin 1934 sur la crise du blé, sa mévente et les difficultés d'application des trois lois successives, M. Queille, déposa le 14 juin un nouveau *projet de loi* relatif à l'organisation et à la défense du marché, pour compléter les dispositions des lois antérieures et aménager le régime provisoire qui doit nous ramener ultérieurement à la liberté commerciale.

Aux termes de ce projet, un prix minimum de base applicable du 16 juillet au 30 septembre 1934 sera maintenu et fixé par arrêté du ministre. Il sera ensuite majoré de 1 franc par mois pendant le trimestre octobre-décembre, de 1 fr. 50 par mois au cours du trimestre janvier-mars et de 2 francs par mois d'avril à juin 1935.

Le commerce des grains et la meunerie pourront faire reporter, par autorisation ministérielle accordée dans les huit jours de la promulgation de la loi, les blés de la récolte de 1933 dans la limite des quantités déclarés par eux.

Le ministre de l'Agriculture est autorisé à réglementer la circulation des blés de la récolte de 1934 et à échelonner leur vente.

Le taux de blutage est modifié et la quantité de farine panifiable que la meunerie pourra extraire d'un quintal de blé est ramenée à 5 kilos jusqu'au 31 décembre 1934. Le taux sera fixé par décret en 1935. Il est également prévu que la quantité de farine de fève incorporable dans les farines panifiables ne devra pas dépasser 1 %.

La taxe à la mouture est fixée à 1 franc par quintal jusqu'à 50.000 quintaux, 1 fr. 25 par quintal entre 50.000 et 100.000 quintaux, 1 fr. 50 de 100.000 à 300.000 quintaux, 1 fr. 75 par quintal au-dessus de 300.000 quintaux.

Le projet prévoit, en outre, que le ministre des Finances est autorisé à mettre à la disposition de la Caisse nationale du Crédit agricole, pour la durée d'un an, des avances au taux d'intérêt de 2 %, dont le montant total n'excédera pas 500 millions.

Les fonds pourront être fournis par la Caisse des Dépôts qui consentira au Trésor, pour un an au maximum, des avances prélevées sur ses fonds propres ou sur ceux des caisses gérées par elle. Si le taux d'intérêt de ces avances est supérieur à 2 %, la différence sera imputée et inscrite par priorité au compte de fonds commun.

Le projet établit, en outre, une taxe spéciale sur toutes les importations en France, de riz, dont le taux sera fixé par décret rendu en Conseil des ministres. Cette taxe, perçue à l'entrée par le service des Douanes, pourrait être consignée en vue d'une restitution ultérieure dans le délai d'un an, lorsque les produits seraient destinés à la réexportation soit en l'état, soit après transformation. Les expéditions avant le 15 juin pourront être admises en franchise de la taxe sur justification des encaissements. Le produit de la taxe sera ristourné au gouvernement général de l'Indochine. Enfin, il est prévu que la taxe à la mouture sera applicable aux départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin.

*
**

Devant les difficultés si sérieuses que pose actuellement le problème du blé, nous avons jugé utile d'apporter, sans aucune prétention, notre modeste part à l'élaboration d'un projet de loi.

Nous avons, au cours de la préparation de cette thèse, noté et retenu les mesures de défense et de soutien du marché, qui nous paraissaient les plus efficaces contre la crise et nous les avons synthétisées dans les 16 articles suivants.

Projet de loi d'organisation du marché du blé

ARTICLE PREMIER. — Toutes les lois, décrets, arrêtés concernant le blé, la farine et le pain sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire avec les présentes dispositions.

ART. 2. — A partir de la récolte 1934, tous les producteurs

de blé sont astreints à la déclaration de leurs récoltes dans une forme à déterminer par décret.

ART. 3. — Avant la récolte 1934 et à une date et suivant des modalités à fixer par décret, tous les stocks de blé et de farine existant sur le territoire et non placés sous le régime de l'admission temporaire seront inventoriés.

ART. 4. — Les blés de la récolte 1933 restant à la soudure en quelque lieu qu'ils se trouvent seront tenus à la disposition de l'Etat qui les paiera à leurs légitimes propriétaires en en prenant livraison, sur la base de 131 fr. 50 le quintal métrique. Ces prix s'entendant pour des blés sains, loyaux, marchands, pesant 76 kilos l'hectolitre. Les réfections ou bonifications pour qualité seront fixées par décret.

ART. 5. — Le gouvernement réglera *l'emploi obligatoire de ces blés* par tous les moulins et assurera la répartition à un prix uniforme franco toutes gares ou usines, compte tenu de la qualité. Ce prix tiendra compte de la péréquation des grains de toute nature pouvant grever le blé, et la répartition entre les usines sera effectuée par un organisme interprofessionnel contrôlé par le ministère de l'Agriculture.

ART. 6. — *Le prix des blés* de la récolte 1934 et de toutes celles qui suivront sera calculé suivant un système plus souple que celui du prix minimum, qui soit sans danger pour la culture et cependant lié au mouvement mondial du marché du blé et de ses affaires. L'équation suivante sera adoptée : valeur agricole = droits compensateurs + cours mondiaux.

ART. 7. — Le gouvernement fixera chaque année, au plus tard le 15 août, *un taux de blutage obligatoire* pour tous les moulins sans aucune exception ni réserve.

ART. 8. — Pour permettre le contrôle de ce taux de blutage, les blés et farines panifiables ne pourront circuler qu'accompagnés d'un *titre de régie*. Les vendeurs, détenteurs, transformateurs de blé ou de farine devront tenir une comptabilité matière à l'appui de laquelle seront fournis les titres de régie susvisés.

Tous agents des Contributions directes ou indirectes sont habilités pour contrôler par tous les moyens ces comptabilités matières.

ART. 9. — Il est interdit à toute personne vendant pour la consommation humaine des produits provenant de la transformation de la farine, de détenir, à quelque litre que ce soit, des farines blutées à un *taux d'extraction* autre que celui qui aura été fixé et qui seules sont réputées panifiables. Les agents sus-visés et les agents des fraudes sont habilités pour opérer tous contrôles, et demander toutes justifications aux détenteurs de farine panifiable.

ART. 10. — *La vente de la farine panifiable* telle qu'elle est définie ci-dessus et la vente du pain sont libres. Il est interdit à tout groupement d'en fixer les cours sous peine des poursuites prévues aux articles 419 et 420 du Code pénal. Seuls les courtiers assermentés sont habilités pour constater des transactions librement consenties contre les parties, et pour les publier.

AAT. 11. — *Le pain sera vendu au poids*, quelle que soit sa forme ou sa nature, et les prix des diverses qualités affichés dans les différents magasins de vente ou boutiques de façon apparente et visible de l'extérieur.

ART. 12. — *Les infractions aux dispositions ci-dessus sont punies comme suit :*

a) Fausses déclarations. — Les quantités dissimulées seront confisquées au profit de l'Etat. Les quantités déclarées en trop donneront lieu à la perception d'une amende égale à la valeur des produits déclarés en trop ;

b) Taux de blutage. — Toute infraction au taux de blutage donnera lieu à la saisie au profit de l'Etat des marchandises litigieuses et à l'arrêt du moulin pour une période minimum de 6 mois et maximum d'un an.

c) Emploi des farines non panifiables. — L'emploi pour l'alimentation humaine de farines non panifiables donnera lieu à saisie de ces marchandises au profit de l'Etat et à la fermeture des établissements où l'infraction aura été constatée pour une période minimum de six mois et maximum d'un an. La détention de farines non panifiables sans pièces de régie donnera lieu à la saisie des marchandises au profit de l'Etat.

ART. 13. — Le gouvernement conserve le droit de fixer les

droits de douane sur les blés étrangers et de *contingenter* ou interdire leur entrée.

Le gouvernement conserve le droit d'autoriser la dénatura-tion des blés de qualité inférieure dans des conditions à fixer par décret.

Le gouvernement conserve le droit dans des conditions à fixer par décret, de faciliter au besoin par l'attribution de pri-mes l'exportation de blés et de farines panifiables.

Mais il devra dans tous ces cas prendre l'avis du Conseil National Economique qui devra formuler cet avis dans la quin-zaine qui suivra la demande à lui adressée.

ART. 14. — *La vente à terme* des blés et farines aux marchés réglementés des Bourses de Commerce est autorisée sous réserve que les blés vendus soient livrés par les vendeurs et pris en charge par les acheteurs aux termes fixés par les contrats.

ART. 15. — Les titres de régie prévus à l'art. 8 seront déli-vrés moyennant le paiement d'une taxe de 1 fr. par quintal pour le blé et 1 fr. 50 pour la farine, taxe n'étant perçue qu'une seule fois sur le même quintal. Les marchandises destinées à des entrepôts ou des revendeurs bénéficieront d'une exonération suivant modalités à fixer par décret. Le produit de ces taxes sera intégralement mis à la disposition du ministre de l'agri-culture pour lui permettre la réalisation des dispositions pré-vues à l'article 13.

ART. 16. — Les présentes dispositions sont applicables à l'Al-gérie et aux départements recouvrés.



Ce projet a tout au moins le mérite de poser le principe d'un prix souple du blé dont on ne saurait nier que le retour s'im-pose.

Sans oser espérer qu'il puisse inspirer quelque parlementaire susceptible de s'y intéresser, sans y mêler des préoccupations d'ordre politique, nous estimons qu'il peut offrir une base de discussion intéressante à opposer au flot de réglementations étatistes, qui devient chaque jour plus menaçant.

SECTION II. — LES RÉPERCUSSIONS DE LA LOI

1° *La crise du blé et le marché des céréales secondaires*

A) *Les faits : la baisse des cours ; la question du riz ; l'avoine, l'orge, le maïs.*

Nous voudrions montrer dans cette section quelles furent les répercussions de la crise du blé sur les céréales secondaires.

Le Gouvernement a cherché, au prix de lourds sacrifices à alléger le marché, augmentant la consommation animale du blé après dénaturation.

On a sacrifié 250 millions de francs pour dénaturer 5 millions de quintaux de blé. Pendant ce temps, nous recevions plus de 5 millions de quintaux de riz d'Indochine provoquant la baisse de nos céréales secondaires, blés dénaturés et produits fourragers. Ce riz a été payé aux indigènes moins de 10 francs le quintal.

D'autre part, la réduction du taux d'extraction des farines panifiables met sur notre marché une quantité supplémentaire de farines basses qui tombent à vil prix, avec la concurrence du riz.

Une sage politique aurait donc commandé de comprimer les entrées croissantes de riz coloniaux ou de tourteaux étrangers pour éviter une baisse accélérée du cours de l'avoine, de l'orge et du maïs. Au début de la campagne, la cote des avoines par exemple, était de 40 francs environ en culture, à peine au coefficient 2 du prix d'avant-guerre, soit 40 % environ de la valeur du blé, alors que le report entre le prix du blé et le prix de l'avoine oscille en général entre 60 et 75 %.

A toutes ces causes générales de marasme des céréales secondaires s'ajoutait pour l'avoine une cause spéciale : la réduction du nombre de chevaux de l'armée. L'Intendance, principal acheteur, sur ce marché étroit a subitement réduit ses achats, entraînant pour cette céréale une baisse encore plus accentuée.

La défense du blé et le très bas prix d'autres produits agricoles devait susciter les producteurs à étendre les assolements en

blé au détriment des autres productions. Il y avait là un danger d'une extrême gravité, entraînant une surproduction permanente redoutable.

Le Gouvernement eût beau relever les droits de douane, établir une surtaxe de licence sur l'orge et le son (en mai 1933), prendre des mesures contingentant l'entrée des céréales secondaires, souvent les chiffres de ces contingents furent beaucoup trop élevés. Il aurait fallu permettre pour l'avoine et les céréales secondaires comme pour le blé, l'exportation d'une certaine quantité, grâce au remboursement du droit de douane, obtenir le vote des mesures nécessaires à la revalorisation des produits coloniaux, tels que le riz, en instituant un contingent rigoureux et une taxe de 20 francs au moins à l'entrée en France avec ristourne pour les colonies, et en mettant en application en Indochine la loi sur le carburant national, afin d'utiliser sur place à la distillation le plus possible de riz, compléter les mesures de protection prises pour la défense des oléagineux par l'institution d'un droit sur les tourteaux et en limiter les entrées; enfin réformer la législation de la bière, car il y avait un emploi abusif de grains crus riz et maïs, il aurait fallu limiter à 10 % au maximum leur emploi.

B) *Les conséquences de cette crise.*

Il est facile de déduire les conséquences de cette crise.

La diminution de recettes pour la culture accroît les besoins d'argent ; elle pousse aux ventes de blé, accroissant la pression des offres, dangereuse pour la stabilité du marché.

Enfin, comme nous l'avons signalé, il y a partout une tendance à augmenter les emblavements de blé au détriment des céréales secondaires. Il est plus avantageux de faire 10 quintaux de blé à 115 francs que 25 quintaux d'avoine à 42 francs.

Il est donc de toute évidence que la crise du blé a eu une répercussion néfaste sur le marché des céréales secondaires; qu'elle a provoqué une chute des cours très accentuée. Le Gouvernement n'a pas toujours su comprendre que la politique du blé ne peut être isolée.

L'agriculture représente un tout et les productions du sol

deviennent interdépendantes, dès qu'il s'agit de les vendre. Il est très difficile de détacher une production des autres sans nuire à l'ensemble économique. Nous le constatons dans l'écart exagéré entre les cours du blé et des céréales secondaires, depuis la loi de juillet 1933. Et pourtant, malgré la prime de 50 francs par quintal attachée à la dénaturation du blé, celui-ci ne se vend pas facilement parce que les denrées fourragères nuisent par répercussion à la vente du froment.

A notre avis, la solution du problème des céréales secondaires est intimement liée au problème de l'élevage et surtout au problème du lait et du porc.

Il faut chercher avant tout une meilleure utilisation des céréales secondaires dans une protection sérieuse de l'élevage et en particulier du porc, gros consommateur de grains.

Une augmentation du prix des matières premières se traduirait irrémédiablement par une augmentation du prix de revient de la viande. Les deux problèmes sont interdépendants. Là encore, il convient de réaliser l'équilibre. Le marché actuel du lait est déjà très mauvais et la situation des herbages désastreuse, celle des éleveurs et engraisseurs de porcs devient de jour en jour plus difficile. Que deviendrait-elle si l'on empêchait par un relèvement inconsideré des grains secondaires, l'entretien des porcs et l'utilisation des sous-produits de laiterie ? Que la crise qui sévit sur notre élevage s'atténue et nous aurons pour conséquence immédiate l'amélioration du marché des céréales secondaires et par contre-coup celui du blé.

2° Les répercussions de la crise du blé sur l'élevage

Bien que le problème du blé occupe toujours le premier plan, on ne saurait perdre de vue la situation tout aussi critique du marché du bétail, qui n'est d'ailleurs pas sans analogie avec celle du marché des céréales. Dans ses grandes lignes, c'est en effet le même ensemble de facteurs : abondance de marchandises, offre illimitée de la part des producteurs, abstention ou en tout cas défaut complet d'empressement des acheteurs ; apports extérieurs conjurés, mais écoulement des excédents hors

des frontières impossible ; en conclusion de tout cela on a dans les deux cas la sensation d'un mal profond, interne et sinon sans remède, du moins d'une guérison lente et laborieuse.

Il est évident que la mévente des céréales a une influence sur le marché du bétail : Les fermiers des régions pouvant être indifféremment emblavées ou transformées en herbages, grâce à une humidité suffisante étaient naturellement et logiquement portés vers l'élevage. En effet, pour un travail moindre, ils avaient des résultats pécuniaires identiques, si les prix arrivaient à se stabiliser.

Des régions, plus aptes à la culture des céréales par suite du prix avantageux de la viande, montraient également des tendances vers cette production. Toutefois les marchés actuels se révélant nettement encombrés, il s'en suit un désarroi général et le paysan indécis ne sait où s'orienter. Pourquoi cette baisse du bétail : est-ce la résultante du marché du blé ? — dans une certaine mesure. Peut-on passer du blé au bétail ? — Problème complexe où les deux éléments sont fonction l'un de l'autre. Là n'est pas la solution et on ne peut guère envisager pour le mieux qu'un équilibre, une harmonie entre la culture et l'élevage français.

Le Syndicat des herbagers de l'Est, dans une réunion à Nancy, a évalué la baisse entre 40 et 50 %, tandis qu'il chiffrait le coefficient de la viande à 3,8.

Le manque à gagner de l'élevage serait depuis deux ans, de l'ordre de 10 milliards au moins. C'est là un problème particulièrement angoissant.

Le marché des produits laitiers a été, à son tour, très gravement affecté par la crise : non seulement les prix sont tombés à un niveau imprévisible, mais surtout la nouvelle orientation de l'économie internationale manifestée en particulier par les principaux pays importateurs, a créé des perturbations telles que le commerce mondial en est entièrement bouleversé.

Le Gouvernement se décida à ramener à néant les contingents d'importation des bovins, des veaux, des porcs, des viandes fraîches et réfrigérées de porc et de bœuf et de conserves de viandes.

Les contingents de chevaux de boucherie, de moutons, de

viandes de moutons ont été fortement réduits, ainsi que les contingents de bovins et de porcs destinés au territoire de la Sarre.

Puis les chiffres mêmes des contingents prévus ont été peu à peu « grignotés » de trimestre en trimestre, au moins sur les points les plus délicats, de sorte que les totaux admis actuellement ne présentent plus aucun danger pour les producteurs nationaux.

En résumé, la concurrence étrangère sur le marché du bœuf par exemple, après avoir atteint, il y a deux ans, des proportions plus qu'inquiétantes, a été ramenée à néant, grâce à une action professionnelle sans relâche qui a fini par convaincre les pouvoirs publics de la nécessité d'une protection hermétique du marché de la viande.

Mais il y a aussi très nettement excès de l'offre intérieure, et celle-ci a entraîné la nouvelle baisse des cours.

Or, les causes sont telles qu'il paraît bien difficile de les contrecarrer. Il faut, évidemment, utiliser le blé dénaturé de façon à parer à la fois aux deux crises du blé et du bétail, mais le blé ne saurait tout remplacer, et de plus, il reste trop souvent le besoin d'argent liquide dont l'influence est sans doute dominante.

Mais il y a surtout une diminution très importante de la consommation de viande de boucherie après la période 1928-1929, et surtout en 1931.

En revanche, dès 1932, une reprise se dessine qui s'accroît très nettement en 1933, où l'on revient aux chiffres de 1930, un peu inférieurs à ceux des deux années précédentes, mais cependant assez satisfaisants.

Cependant, en face de l'offre accrue, la demande du public se montre en somme hésitante. Tous les budgets sont atteints : celui du rentier comme celui du porteur de valeurs, du capitaliste comme de l'ouvrier et sans doute bientôt du fonctionnaire. Or, on sait que la tendance nouvelle, en pareil cas, n'est pas de se restreindre sur le superflu, mais sur le nécessaire, c'est-à-dire sur les aliments de base comme la viande.

A cette question de la consommation se trouve tout naturellement liée celle des prix de détail.

Comme toujours en pareil cas, ce problème fait l'objet de discussions passionnées.

La notion du prix de détail moyen de la viande est extrêmement difficile à acquérir, car elle est fictive et les prix des différents morceaux trouvés chez le boucher ne permettent pas de s'en faire une idée ; le consommateur, par son ignorance de la question d'une part, et par ses exigences toujours croissantes, est responsable dans une large mesure des abus qu'il dénonce, car il les encourage en fait. Après avoir attiré l'attention sur quelques points de ce problème, examinons les faits :

Nous constatons que les prix à la production pour le gros bétail sont désormais descendus à un tel niveau qu'ils ne constituent plus qu'une part de plus en plus faible des prix de vente définitifs de la viande, tous les frais et prélèvements intermédiaires restant par ailleurs constants.

L'on constate, en effet, que le kilogramme de viande de bœuf payé à la Villette par exemple 4 fr. 70 en moyenne (cours officiel du 22 février 1934), ce qui correspond environ à 4 francs à la production (frais de transport, courtage, commission et marché déduits), après avoir supporté les frais généraux du chevallard, son bénéfice, la taxe à l'abatage, à peu près équilibrés, se trouve revendu, par conséquent, à peu près au même prix de 4 fr. 70 au boucher détaillant.

C'est à cet échelon qu'il se trouve grevé de taxes, frais et prélèvements, tels que son prix de vente à la clientèle se trouve porté d'un seul coup à 9 francs environ pour le kilogramme moyen de l'animal, os, déchets, suif... compris.

Ainsi, sans aucune anomalie, le kilo de bœuf acheté 3 ou 4 francs à la ferme est actuellement revendu 9 francs au consommateur.

On comprend alors le mécontentement de l'agriculteur lorsqu'il compare le profit lamentable auquel il est réduit aux prix trop souvent excessifs pratiqués par les bouchers de campagne.

On répétera évidemment que si les prix de détail étaient généralement plus bas, la clientèle achèterait plus. La démon-

tration a été faite là où la vente directe a été essayée ; mais ces tentatives pour intéressantes qu'elles soient, ne sauraient se multiplier à l'infini, car elles exigent pour réussir un ensemble de facteurs qui ne se trouvent pas toujours rassemblés.

Les prix de détail en boucherie ont baissé en moyenne depuis trois ans, selon les viandes et les morceaux, de 10 à 40 %. Compte tenu des frais fixes, c'est à peu près ce que l'on pouvait attendre, étant donné l'organisation actuelle du débit de la viande. On est d'accord qu'il y a trop de bouchers, surtout de petits bouchers, donc un trop grand pourcentage de frais de tout genre sur un kilo de viande vendu au consommateur. Il s'est passé là ce qui a eu lieu dans tous les commerces à l'époque de facilité : phénomène regrettable, mais que l'on ne saurait supprimer en un jour : l'élimination souhaitable se fera sans doute petit à petit.

CONCLUSION

LES BASES D'UNE POLITIQUE STABLE DU BLÉ

I

Défense du marché français

La réglementation du marché du blé qui a fait l'objet de trois lois successives depuis le début de la campagne, forme actuellement un ensemble de textes si nombreux et si compliqués que les intéressés, même les plus avertis, éprouvent les plus grandes difficultés pour résoudre les multiples questions que soulève journellement l'application des prescriptions en vigueur.

Si nous recherchons les bases d'une politique stable du blé, nous constatons qu'en France, sur 15 récoltes, 10 sont déficitaires et 5 excédentaires ; nous pouvons alors poser un certain nombre de principes sur lesquels nous établirons toute notre argumentation.

Aucun cultivateur, ne peut envisager le retour à la liberté totale, intégrale, ardemment réclamée par les spéculateurs, liberté qui se traduirait par l'effondrement irrémédiable des cours du blé.

Nous voyons, dans le contingentement des importations et des exportations, le barrage nécessaire à la défense du producteur.

Déterminer le déficit ou l'excédent annuel, dès le début de la campagne agricole, puis établir, pour une année, le contingent d'importations et d'exportations, voilà à notre avis, le vrai problème de l'heure. Il doit être complété par un programme de

financement de l'exportation éventuelle par ceux qui en bénéficient, c'est-à-dire par les producteurs eux-mêmes proportionnellement à la récolte de chacun.

Si nous abandonnions notre politique des contingentements, aussitôt le marché intérieur français serait envahi de produits étrangers qui, ne trouvant plus ailleurs leurs débouchés habituels, y seraient vendus à n'importe quel prix du moment que l'on pourrait s'en débarrasser.

Un droit de douane trop élevé pourrait avoir des inconvénients.

Nous donnons donc toutes nos préférences au contingentement, véritable cordon sanitaire dressé en cas d'épidémie, et nous affirmons qu'il faut maintenir la protection constante en année déficitaire comme en année excédentaire.

Les décisions prises par la loi du 1^{er} décembre 1929 d'exporter notre excédent doivent servir de base et d'exemple ; cette loi a permis de vendre au dehors au prix mondial du blé acheté en France au taux des marchés intérieurs. Demain, comme hier, c'est ce qu'on devra faire si l'on veut vraiment assainir la situation des producteurs industriels, boulangers et consommateurs.

Il serait vain de s'en tenir là, il faut organiser l'avenir et pour cela : procéder à l'inventaire et à l'estimation annuelle de la récolte métropolitaine et sous la protection légale, créer une caisse de compensation.

Donc, au 15 septembre de chaque année on devrait être fixé théoriquement sur les quantités nécessaires sur notre territoire.

D'autre part, un report de 5 à 6 millions de quintaux correspondant à environ un mois de consommation est indispensable.

Il faut créer le bon et une Caisse de compensation fonctionnant sous le contrôle des ministères Economiques et de celui des Finances. Il est à remarquer que, pour la dotation de cet organisme aucun appel ne serait fait à l'Etat ; les agriculteurs eux-mêmes prendraient la charge de tout organiser.

Ainsi, le droit compensateur prévu par le législateur fonctionnerait en toutes conjonctures, un pain de bonne qualité à prix normal serait assuré aux consommateurs et des échanges normaux seraient rétablis sans molester ni les producteurs, ni les meuniers, ni les boulangers, ni le commerce de distribution.

II

Le problème de la qualité

Nous jugeons utile d'insister sur un autre point de vue de la question.

En France, en effet, le problème du blé est une question de qualité et non de quantité.

L'erreur de ces dernières années a été que l'agriculteur français, s'est trop souvent livré à une culture intensive. On a voulu produire pour produire et produire en quantité. L'esprit de lucre et de lucre excessif a compliqué l'espoir d'un gain et d'un gain normal.

Il est arrivé ceci, c'est que plusieurs années excédentaires se sont succédé, peut-être au détriment de la qualité. D'où impossibilité d'écouler la récolte sur le marché intérieur et de combattre sur le plan extérieur la concurrence étrangère. Résultat : stockage, mévente, baisse des prix à un niveau où ils ne sont plus rémunérateurs.

Il ne faut pas perdre de vue que le but véritable de l'agriculteur est de servir à l'alimentation du cultivateur lui-même et de sa famille et, ensuite, d'assurer la consommation française. Or, on a trop souvent cherché à produire au-delà, à produire plus, pour conquérir des marchés extérieurs. L'agriculture est sortie de son cadre national et traditionnel pour se jeter dans la bataille économique.

Elle a cédé au courant général qui était celui du commerce et de l'industrie, elle a cédé à l'esprit de profit, de bénéfices illimités, de spéculation.

Sans doute ce mouvement n'a-t-il pas pris chez nous, et heureusement, ce développement qui a fait la misère d'agriculteurs d'autres pays, et nous pensons aux fermiers américains.

Mais cette orientation nouvelle de notre agriculture, n'a pas manqué d'avoir sa part dans la responsabilité de la crise dont elle souffre aujourd'hui.

L'expérience a aussi amplement démontré les risques que fait courir la monoculture à ceux qui veulent la pratiquer. Le

sol de notre pays, propre à une gamme riche et variée de cultures, nous permet donc d'éviter de fâcheux excès.

Pourquoi importer des bois, des fourrages, des orges, des maïs, des primeurs, quand nous pouvons les produire sur place, en limitant notre récolte de blé, dont ensuite nous ne savons que faire.

Pour améliorer la qualité du pain et en augmenter la consommation, il n'y a qu'un seul moyen : donner au boulanger français la liberté absolue que possèdent tous ses confrères étrangers. La concurrence se chargera du reste, notre mystique archaïque du pain s'y oppose. Diminuer les taux de blutage sans créer de nouveaux débouchés pour les farines basses, c'est, comme le stockage, déplacer simplement la difficulté sans la résoudre.

III

Le prix de revient

Parmi les remèdes préconisés, le perfectionnement de la technique qui permettra au coût de production de suivre la baisse des prix de vente, est une opinion très répandue et, à vrai dire, séduisante.

Que la surproduction soit due en partie à l'accroissement des rendements et qu'ainsi la crise ait sa racine dans le progrès technique, voilà qui n'est pas moins défendable. Si l'on ajoute que le paysan « savant » de Hollande ou du Danemarck n'a pu échapper à l'atteinte de la crise qui avait commencé par frapper le paysan ignorant de l'Europe orientale, on éprouve des doutes sérieux sur l'efficacité de la technique comme seule source de prospérité.

Tous les procédés permettant des progrès techniques peuvent paraître de valeur équivalente aux yeux du technicien. Mais si nous nous plaçons dans le cadre du marché régional, national ou international, ils diffèrent profondément les uns des autres pour la raison qu'ils agissent très inégalement sur l'offre des marchandises et par conséquent sur le prix de vente. Cer-

tains progrès techniques augmentent la quantité produite, mais aussi le prix de revient.

L'intérêt de la sécurité n'exige nullement aujourd'hui un développement de la production. Il exige seulement et d'une façon impérieuse, un continuel abaissement du prix de revient.

C'est ainsi qu'à une extension de l'emploi des engrais chimiques, à une génération des variétés à grand rendement, devrait être préféré le recours opiniâtre au machinisme et aux méthodes rationnelles de travail.

IV

Ne faudrait-il pas réduire les emblavures ?

La loi du 10 juillet 1933 n'allait pas sans risque.

Loin de restreindre les emblavures, les cultivateurs sont incités à l'heure actuelle à les étendre puisque, du fait de la loi, c'est la culture du blé qui paraît présenter les moindres risques, tandis que les cours des céréales secondaires subissent, depuis la dernière récolte, une baisse catastrophique.

Ceux qui signalaient au cours des derniers mois le péril auquel nous courons, n'ont pas manqué de suggérer le moyen d'y parer : obtenir une diminution momentanée des récoltes jusqu'à l'écoulement des stocks.

La question est de savoir si l'on agira sur la superficie ou sur le rendement.

On ne songera pas, tel est notre avis, à diminuer le rendement, ce qui serait accroître le prix de revient déjà si lourd au paysan français. Ce serait l'œuvre de 5 ou 10 ans, au dire de *M. de Nadaillac*, député de la Nièvre. Or, la surproduction peut être enrayée dès la présente campagne.

Reste la question de l'abandon de certaines terres. *M. Isidore Pasquier*, président de la Fédération française des Travailleurs de la Terre, tend à « conclure que le cultivateur qui n'a que des terres inaptes aux grands rendements et entraînant des frais exagérés, doit abandonner la culture du blé ».

Il faut, dit *M. Marcel Donon*, sénateur du Loiret, « non pas diminuer sensiblement la sole réservée à cette culture, mais

il est prudent de ne pas l'augmenter ». « Par contre, poursuit-il, il est impossible de tenter un effort sérieux de compression, là où la culture du blé ne fournit que des récoltes irrégulières et coûteuses ». Ici est là, il conseille de rechercher avant tout la qualité.

C'est là, reconnaissons le, une thèse excellente, mais le remède s'avérerait souvent pire que le mal. L'expérience des siècles et la prudence paysanne n'ont pas adopté les méthodes à la légère, et le blé semble irremplaçable dans l'économie du domaine. Les cultures qui remplaceraient le blé seraient peut-être moins bonnes.

Enfin, des cultivateurs qui depuis longtemps ont fait l'acquisition d'un matériel pour la culture du blé n'ont pu encore le rembourser. Leur faudrait-il maintenant engager d'autres dépenses et courir le risque de méthodes et de cultures nouvelles convenant peut-être mal à leurs terres ? Devraient-ils abandonner totalement l'usage séculaire de cultiver le blé, pour laisser aux mieux placés le loisir d'emblaver à leur guise ?

Il n'existe pas dans le milieu rural une discipline suffisante pour que cette méthode réussisse à s'imposer sans une intervention de l'Etat.

M. Queille proposait en octobre 1933, d'instituer une taxe de 500 francs par hectare de blé excédant la moyenne des surfaces emblavées par chaque cultivateur, au cours des trois dernières années.

Ce projet n'est pas sans objection. En effet, le petit exploitant qui peut compter seulement sur un rendement égal ou inférieur à la moyenne évitera d'accroître ses emblavures et d'augmenter ainsi son déficit.

Mais d'autres recueillent 20, 25 et jusqu'à 40 quintaux à l'hectare. De ce fait et malgré la taxe, il serait tentant pour la grande culture d'étendre ses champs de blé, puisque c'est le seul produit dont le cours soit présentement stable, du moins en théorie. Ainsi ceux qui pourraient, en payant, se dérober à la nécessité commune, rendraient et mettraient en péril l'économie nationale par l'accumulation des stocks.

Nous constatons là, encore, qu'il faut surtout créer un état d'esprit social.

Mieux vaudrait sans doute une sage intervention de l'Etat qui imposerait des limites à l'activité en attendant d'en restaurer les cadres corporatifs, plutôt que ce fol étatismes financier qui tour à tour prend et donne jusqu'à l'épuisement des ressources.

Une réduction uniforme des emblavures serait peut-être sage (15 %). Portant sur une faible proportion, elle ne désorganiserait pas les travaux. On trouverait dans les divers assolements traditionnels le moyen de la réaliser sans oublier un emploi avisé de la jachère, que d'aucuns n'ont pas complètement abandonnée.

Mais la loi ne peut imposer une réduction uniforme des emblavures, pas plus qu'elle ne saurait en taxer l'extension, puisque la déclaration des surfaces emblavées est devenue obligatoire pour la première fois au mois de mai 1934.

Les cinq millions et demi d'hectares emblavés en France représentent ainsi 25 % de terres labourables qui s'étendent sur 22 millions d'hectares, exclusion faite bien entendu des prés, herbages....

Le calcul devrait être fait par département. Si l'on a coutume en telle région d'emblaver en moyenne 30 % des terres labourables, le résultat cherché serait obtenu en fixant provisoirement le maximum à 25 % par exemple, pour toutes les exploitations de cette région.

Ils ne s'agit pas de réaliser sur l'heure un ajustement de la production à la consommation, mais d'obtenir au cours des années prochaines une diminution de récolte.

La fixation d'un maximum proportionnel des emblavures correspondant à celle du prix minimum ne préjugerait pas de l'avenir : en cas d'année déficitaire, il n'y aurait rien de plus simple que d'atténuer la mesure ou même de la rapporter totalement.

*
**

Le public français a fréquemment tendance à oublier que la structure de l'économie nationale dépend dans une forte mesure de l'agriculture. Cette branche de l'activité générale tient cependant une place prépondérante tant par son importance démographique que par son importance financière.

De plus, l'agriculture française doit-être considérée comme un volant régulateur de la situation économique générale.

Mais elle a perdu, depuis longtemps, la première place dans les préoccupations de nos hommes d'Etat. Elle est délaissée, plus que jamais, par ses enfants les meilleurs et les plus humbles.

Il faut en convenir : plus que jamais, les villages se vident. Les paysans fuient la terre.

Par sa continuité et par son intensité, cette émigration ne fait plus uniquement partie du plan agricole. Elle devient une grave question d'ordre politique et national.

Comment endiguer ce flot humain qui roule impérieusement du hameau à la ville ? Tel est l'angoissant problème qui se pose.

Comment le résoudre ?

Dans la vie, l'homme est toujours, ou presque toujours, guidé par son intérêt. Si cet intérêt n'est pas visible d'une façon tangible, il est bien excusable d'aller là où il croit pouvoir s'élever ou améliorer son avenir.

La terre n'est-elle pas désertée, parce qu'elle paie mal celui qui la cultive ? N'est-elle pas abandonnée, parce que les bénéfices agricoles ne sont pas du tout en rapport avec ce travail opiniâtre, ce labeur acharné dont fait preuve à tous les instants ces modestes laboureurs.

Les causes de l'exode rural sont nombreuses et variées. Les principales sont : l'attrait des gains élevés ; l'envie de faire fortune ; l'espérance d'une vie agréable et facile ; le faible rendement des produits de la terre, l'appât d'une retraite et aussi il faut bien le dire, la vanité déplacée de ces petits propriétaires cultivateurs qui poussent inconsidérablement leurs enfants à la course aux diplômes ; il faut enfin noter cet amour-propre déplacé qui classe la profession d'agriculteur dans une sorte d'infériorité.

Une autre cause de l'abandon des campagnes, ce sont les charges fiscales qui pèsent sur la propriété rurale ; Il y aurait une véritable révolution fiscale à faire, en ce qui concerne notre régime successoral.

Par tous les moyens possibles, il faut réagir impérieusement, non par des paroles, mais par des actes.

V

La protection des céréales secondaires

Il faut nous replier derrière notre politique douanière et empêcher toute atteinte au protectionnisme. Celui-ci ne peut pas être exclusif de quelques produits, sans quoi il détruirait l'équilibre économique. Si l'on défend le blé, il faut donner le même coefficient de protection à l'avoine, à l'orge, aux produits laitiers, aux animaux..., sans quoi ce serait le déséquilibre, la ruée vers la spéculation dont la situation serait vite définitivement compromise. On ne peut pas sauver le blé et délaisser la betterave ou l'avoine. Il n'y a donc pas pour un gouvernement une politique du blé, du vin, de la viande..., mais une politique agricole unique. Agir autrement serait faire comme le chef militaire qui dans une bataille engagerait successivement des régiments après les avoir munis du meilleur armement, mais les ferait détruire au fur et à mesure par des forces coalisées.

Si cette politique était bien suivie il n'y aurait pas besoin de compléter la loi du 10 juillet 1933 de mesures destinées à limiter les emblavures, à contrôler les stocks.

La loi du 10 juillet a été imposée par des circonstances exceptionnelles, par les deux belles récoltes de 1932 et 1933, qui elles-mêmes n'auraient pas autant pesé sur le marché s'il n'était pas entré dans l'été de 1932 beaucoup plus de blé qu'il n'en fallait pour la soudure.

Il ne faut pas que cette loi crée, pour les producteurs atteints par l'effondrement des prix des pommes de terre ou des céréales secondaires, une culture à prix garanti et seul rémunérer.

Ce serait un désastre, car si nous sommes sûrs qu'avec les surfaces actuelles la France ne peut être continuellement surproductrice, nous pensons au contraire que la part d'assolement du blé augmentée et l'application à cette culture de tous les engrais répartis sur les autres sols, pourraient, eux, bien créer cette surproduction. Elle serait catastrophique pour une nation qui ne peut et ne doit pas industrialiser sa culture

comme les pays neufs. Nous pourrions tout au plus supporter provisoirement des mesures exceptionnelles tenant à la récolte exceptionnelle. Ces mesures consistent uniquement dans la résorption de l'excédent actuel. Mais c'est dans l'instauration d'une politique agricole embrassant l'ensemble du problème que nous mettons notre espoir de redressement total. Ce qu'il faut éviter avant tout, c'est que la loi du 10 juillet 1933 devienne le prologue de l'Office National du Blé, que les socialistes prennent comme la panacée à nos maux.

VI

Nécessité absolue d'une politique agricole

Mais avant tout, en cette matière, comme dans tous les domaines, il ne faut pas perdre de vue la priorité du point de vue social.

Efforçons-nous d'avoir une politique agricole permettant au père de famille de cultiver ses champs, de vendre le lait de sa vache, le fruit de son verger, en tirant de tous ses produits l'argent nécessaire pour élever ses enfants et léguer à ses descendants le capital nécessaire pour créer une nouvelle famille paysanne.

Ne laissons pas oublier que le point de vue social prime le point de vue économique.

Une politique agricole assurera la prospérité matérielle ; elle sera franchement pacifique et ne saurait créer des menaces, des représailles comme en engendrent les surproductions ou les famines durables et renouvelées.

En France, il ne peut y avoir un problème du blé pris isolément, il n'y a qu'une question de bonne politique agricole.



En raison de la solidarité étroite qui unit les industriels et les agriculteurs, si nous arrivions à remédier à la crise agricole, l'industrie connaîtrait aussitôt une ère de prospérité, les com-

merçants de nos villages, de nos bourgs et de nos villes veraient se clore l'époque des vaches maigres.

« Le vieux Caton, à Rome, ne prononçait jamais un discours sans le terminer par ces mots : « Et je pense de plus, qu'il faut détruire Carthage ». J'ai pris comme résolution de ne jamais écrire un article, sans y insérer cette phrase : « L'agriculture et l'industrie dépendent l'une de l'autre, c'est pourquoi nous sauverions l'industrie, si nous commençons par sauver l'agriculture » (1).

Si l'agriculteur manque de confiance, si les masses paysannes se découragent, si le malaise général entraîne une désaffection encore plus grande de la terre, si le mécontentement règne parmi les populations agricoles, c'est que l'agriculteur a été trop souvent sacrifié.

C'est par l'oubli des méthodes paysannes, fruit d'une longue civilisation terrienne, basée sur l'ordre, le travail, la famille, l'épargne et les privations que le monde entier est plongé dans la crise actuelle.

Or, la classe paysanne entend obtenir pour le blé, les céréales secondaires, le bétail, le lait, le vin..., tous les produits agricoles sans exception, un statut qui lui permette de retrouver un juste salaire.

Elle entend obtenir la politique d'économie, de justice et d'honnêteté qui est sienne.

La classe paysanne doit prendre dans la vie économique et politique de la Nation la place qui lui revient.

*
**

Le malheur, pour l'agriculture, c'est que l'immense majorité des agriculteurs, petits et gros, se complait dans le laisser aller individualiste et c'est cependant dans l'association, dans le groupement que la classe agricole pourrait trouver le remède définitif.

Il faut organiser un régime qui permette d'apporter au consommateur comme au commerce la sécurité ; il faut que le pro-

(1) M. Hayaux, Sénateur de la Haute-Saône : extrait du « Capital ».

ducteur ne mette sur le marché que la quantité correspondant aux besoins de la consommation.

Quel système choisir ? Le principe accepté par les masses agricoles, comment leur faire comprendre cette double nécessité ? Il y a *trois formules* : un Etatisme systématique, un Etatisme faisant sa place à l'individualisme, l'organisation professionnelle.

a) *L'Etatisme systématique* est celui qui réglementera absolument toute la circulation des produits et leur transformation. C'est une solution qui conduira d'aventure en aventure, parce que l'on ne sera jamais sûr de l'opinion des majorités au pouvoir sur le point précis qui intéressera le producteur et parce que, obligé de prendre des mesures d'ordre national, dans l'impossibilité de tenir compte des différences graves d'ordre régional qui existent dans notre pays avec la lenteur de son système et de ses décisions, l'Etat sera dans l'incapacité de prendre, en temps voulu, les décisions nécessaires.

b) La seconde formule, l'Etatisme appliqué à l'individu qui consisterait à réglementer d'une manière générale et dire :

« Nous ne prenons que des mesures applicables à chaque individu ». Ce serait une erreur capitale ; c'est ce qui a été fait pour le blé au cours des derniers mois.

c) *L'organisation professionnelle reconnue par l'Etat* intégrée dans le fonctionnement économique de l'Etat : pas de syndicalisme obligatoire, mais l'Etat reconnaissant les organismes professionnels et leur donnant, sous les garanties de contrôle des cultivateurs, les moyens d'action, les moyens d'existence qui permettraient à ces organismes certains avantages nécessaires aux actes collectifs, aux ventes, aux organisations et permettant à ces dernières organisations de contrôler et de tenir le marché.

C'est la solution qui a permis aussi bien en Allemagne qu'en Italie, en Autriche, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, en Grande-Bretagne, cette intégration et cette collaboration des organisations professionnelles de réglementer, sous le contrôle de l'Etat, les directives générales données à la production. C'est la seule formule qui peut permettre d'agir vite et de sauver notre marché du blé.

ANNEXE N° 1

LOI portant fixation d'un prix minimum pour le blé et tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I^{er}

FIXATION DES CONDITIONS DE VENTE ET D'UTILISATION DE LA RÉCOLTE DE BLÉ DE 1933

Art. 1^{er}. — Pour la période qui s'étend du 15 juillet 1933 au 15 juillet 1934, le prix minimum au-dessous duquel le quintal de blé destiné à la consommation humaine ne pourra être vendu est fixé à 115 francs. Ce cours sera majoré de 1 fr. 50 par quintal le 1^{er} septembre.

Ce prix est exclusif de tous frais de courtage, commission et transport. Il s'applique aux blés de bonne qualité, saine, loyale et marchande, d'un poids spécifique au moins égal à 76 kilogr. l'hectolitre. Il donnera lieu à réfaction ou majoration dans les conditions fixées par un arrêté du ministre de l'agriculture, qui fixera l'augmentation proportionnelle du prix pour les blés d'un poids spécifique supérieur à 76 kilogr. ou la diminution proportionnelle pour ceux d'un poids spécifique inférieur ou contenant des impuretés.

A partir du 15 juillet 1933, il est interdit à tout acheteur de blé destiné à la fabrication de farine panifiable d'offrir ou de payer un prix d'achat moins élevé que celui fixé par le présent article et par l'arrêté qu'il prévoit.

Le vendeur conserve la faculté de récupérer contre son acheteur la différence de prix qu'il aurait pu consentir au-dessous du prix minimum légal. L'action en récupération devra être engagée dans les six mois qui suivront la date du contrat, le jour de la vente ne comptant pas dans ce délai.

Tous les marchés, de quelque nature qu'ils soient, de blé, de farine ou de produits dérivés, comportant livraison après le 15 juin 1933, seront, si la livraison n'a pas encore été faite, résiliés sans indemnité à la demande de l'une quelconque des parties. La demande initiale en

résiliation devra être formée dans le délai d'un mois après la promulgation de la présente loi.

En ce qui concerne les marchés réglementés, les opérations postérieures au 15 juin 1933 seront annulées purement et simplement ; celles antérieures à cette date seront liquidées conformément aux règlements de ces marchés comme en cas de taxation générale.

L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, dû au titre des années 1934 et 1935 par les entreprises de minoterie qui auront broyé plus de 30.000 quintaux de blé en 1933, ou par les commerçants qui auront acheté la même quantité de céréales, sera triplé sur la portion des bénéfices imposables qui excédera le résultat obtenu, en appliquant aux chiffres d'affaires respectifs des exercices taxés le coefficient de bénéfice moyen de l'entreprise intéressée. Ce coefficient sera déterminé par la comparaison du total des bénéfices imposés au titre des années 1931, 1932 et 1933, avec le total des chiffres d'affaires des exercices auxquels se rapportent ces bénéfices.

Le produit de cette surtaxe s'ajoutera aux ressources spéciales prévues à l'article 21 de la présente loi.

Les sanctions prévues à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1929 sont applicables à tout acheteur ayant payé un prix inférieur à celui fixé en vertu des dispositions ci-dessus.

La loi du 26 mars 1891 est applicable.

Le ministre de l'agriculture est autorisé à fixer par décret et par département le prix maximum de la farine panifiable.

Art. 2. — Tout exploitant de minoterie sera soumis au contrôle du service des contributions indirectes. Tout refus de vérification sera puni d'une amende de 500 francs en principal.

Tout exploitant, ayant broyé au cours de l'année précédente plus de 12.000 quintaux, devra adresser au ministre du budget, le dernier jour de chaque mois, une déclaration comportant :

a) Le relevé des achats de blés indigènes et de blés exotiques effectués au cours du mois avec la mention, pour chacun d'eux, de la date du contrat, de la quantité achetée, du nom du vendeur, du prix et de la date fixée pour la livraison ;

b) Le relevé des ventes de farines effectuées au cours du mois avec la mention, pour chacune d'elles, de la date du contrat, de la quantité vendue, du nom de l'acheteur, du prix et de la date fixée pour la livraison ;

c) Les réceptions de blés indigènes et de blés exotiques avec la mention, pour chacune d'elles, de la quantité reçue et du contrat d'achat auquel elle se rapporte ;

d) Les livraisons de farines avec la mention, pour chacune d'elles, de la quantité livrée et du contrat de vente auquel elle se rapporte ;

e) Le stock des blés indigènes, celui des blés exotiques et celui des farines existant dans l'établissement à la fin du mois.

Le ministre du budget pourra, à tout moment, soit en vue de vérifier l'exactitude de ces déclarations, soit en vue de recueillir des renseignements complémentaires, charger ses agents de procéder à un examen des livres de comptabilité, contrats, marchés et correspondance commerciale

de l'exploitant. Ces investigations auront pour objet de faciliter la découverte, tant des infractions aux lois et règlements sur l'utilisation des blés par les meuniers que des délits prévus par les articles 419 et 420 du code pénal.

Les infractions aux dispositions du présent article seront passibles des peines portées à l'article 471 du code pénal. En outre, toute réduction de prix effectuée, même sur l'offre du producteur, par le meunier ou par l'intermédiaire commerçant, commissionnaire ou courtier sur le prix minimum fixé par la présente loi sera punie d'une amende égale au quintuple de cette réduction. La poursuite aura lieu exclusivement contre le meunier ou contre l'intermédiaire comme pour les contraventions commises en matière de contributions indirectes.

Un décret fixera les conditions d'application des dispositions contenues dans le présent article.

Art. 3. — Pour assurer le jeu normal des dispositions de la présente loi, et pour éviter que soit troublé le ravitaillement régulier de la population en blé et en farine, le Gouvernement pourra, à l'encontre des meuniers et boulangers qui compromettraient ce ravitaillement, appliquer les mesures suivantes :

1° Réquisition des blés et farines nécessaires à l'approvisionnement qui correspond aux besoins de la population ;

2° Réquisition des établissements industriels et commerciaux de transformation, de production et de conservation desdites denrées.

Ces réquisitions seront opérées suivant la procédure instituée par les lois du 16 octobre 1915 et du 3 août 1917.

Art. 4. — Tout meunier sera tenu au blutage des farines panifiables de la récolte 1933 et celles antérieures dans les conditions qui seront fixées par un décret contresigné par le ministre de l'agriculture.

Ce décret tiendra compte de l'importance de la récolte et des usages locaux, tels que la mouture à façon et l'échange du blé contre le pain.

Les transports et la détention des farines panifiables ne pourront avoir lieu qu'en sacs plombés, avec indication du taux d'extraction, du nom et de l'adresse du minotier. Ces indications devront être mentionnées sur les factures relatives aux dites farines qui seront remises à leurs acheteurs. Afin de permettre cette justification, il sera tenu dans chaque moulin ou minoterie un registre des entrées de blé et des sorties de farines panifiables, sons et farines basses et tous autres produits de la mouture, ainsi qu'un registre des stocks existant en magasin.

Il est interdit à tout meunier de vendre, à tout boulanger d'acheter des farines contenant une proportion quelconque de farines secondes ou dégrautées.

Tout sac de blé livré en boulangerie devra porter une étiquette de garantie dont le libellé sera fixé par décret.

Les farines secondes ou dégrautées seront réservées à l'alimentation des animaux et ne pourront être mises en vente qu'après dénaturation, dans des conditions qui seront fixées par décret.

Les infractions aux dispositions du présent article seront punies des peines prévues par la loi du 1^{er} août 1905 ; elles entraîneront la confiscation des produits ou sous-produits fraudés au profit des établissements

de bienfaisance du département avec répartition par le conseil général.

Art. 5. — Afin d'assurer l'application du prix minimum fixé à l'article 1^{er}, le ministre de l'agriculture est autorisé à prendre les mesures prévues aux titres IV, V, VI et VII ci-après.

Sera puni des peines prévues par l'article 420 du code pénal qui-conque aura, par des faits faux, calomnieux, semés à dessein dans le public ou par des voies ou moyens frauduleux quelconques, provoqué ou tenté de provoquer des ventes de blé au-dessous du cours tel qu'il est déterminé par l'article 1^{er} ci-dessus.

TITRE II

EVALUATION DES DISPONIBILITÉS

Art. 6. — Tout propriétaire, fermier ou métayer produisant du blé, devra déclarer chaque année, avant le 1^{er} mai, à la mairie de la commune où se trouve le lieu de son exploitation :

1° La superficie des terres labourables qu'il a ensemencées en blés d'hiver ;

2° Celle qu'il a ensemencée en blé de printemps.

Ces déclarations seront inscrites sous le nom du déclarant, sur un registre restant à la mairie. Elles seront signées par le déclarant, sur le registre même ; il en sera donné récépissé.

Un état récapitulatif des déclarations sera transmis par le maire avant le 10 mai au préfet du département.

Art. 7. — Au début de chaque campagne agricole, à une date choisie par le ministre de l'agriculture, entre le 15 juillet et le 15 août, tous les détenteurs de plus de dix quintaux de blé et farines devront faire à la mairie de leur résidence et dans les conditions fixées par le ministre, la déclaration des stocks de blés et farines restant en leur possession à cette date.

Les sanctions prévues à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1929 sont applicables en cas d'omission ou de fausse déclaration.

TITRE III

ATTRIBUTIONS DES COMITÉS D'ORGANISATION ET DE CONTRÔLE DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE DES CÉRÉALES.

Art. 8. — Il est institué, dans chaque département producteur de céréales, un comité d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales chargés d'émettre, à titre consultatif, tous avis utiles sur les mesures à mettre ou déjà mises en œuvre par le Gouvernement pour régulariser la production, assainir et défendre le marché de ces produits.

Chaque comité départemental est composé comme suit :

Le directeur départemental des services agricoles, président ;

6 cultivateurs exploitants (propriétaires, fermiers ou métayers), dont 3 désignés par les chambres d'agriculture et 3 par le préfet ;

3 représentants des consommateurs, désignés par le préfet sur listes établies par les coopératives de consommation ou par les boulangeries ou les minoteries coopératives agricoles, ou désignés directement par le préfet, là où n'existeraient pas d'organismes coopératifs ;

1 représentant de la meunerie ;

1 représentant de la boulangerie ;

1 représentant du commerce des grains ;

1 chimiste spécialiste.

Les comités départementaux sont convoqués sur initiative du ministre de l'agriculture et selon les nécessités de la campagne céréalière, mais obligatoirement entre le 1^{er} et le 10 juin, à fin de première consultation sur l'état des cultures, puis une seconde fois, en vue de l'estimation de la récolte, d'après le résultat des premiers battages méthodiquement effectués.

Tous documents, statistiques et informations résultant de l'application des articles 6 et 7 de la présente loi seront, en temps utile, transmis par le préfet au comité départemental.

Les fonctions de membre du comité sont gratuites.

Art. 9. — Il est institué au ministère de l'agriculture un comité national d'organisation et de contrôle du marché des céréales chargé d'émettre, à titre consultatif, tous avis utiles sur les mesures à mettre ou déjà mises en œuvre par le Gouvernement pour l'organisation et la défense du marché de ces produits, notamment en vue d'assurer l'écoulement de la récolte.

Art. 10. — Le comité national est composé de 50 membres :

Le directeur de l'agriculture, président ;

1 représentant du ministre de l'agriculture ;

2 représentants du ministre du budget ;

1 représentant du ministre du commerce ;

1 représentant du ministre de l'intérieur ;

1 représentant du sous-secrétaire d'Etat à l'économie nationale ;

1 représentant nommé par le ministre de la santé publique ;

20 représentants de producteurs de blé, dont 2 sont désignés par le ministre de l'agriculture, 8 par les coopératives agricoles de production ou d'achat, 5 par les syndicats agricoles et sociétés d'agriculture, 5 par les chambres d'agriculture.

Les coopératives, syndicats et chambres d'agriculture devront obligatoirement choisir parmi les propriétaires exploitants, fermiers ou métayers dont la profession de cultivateur est depuis cinq ans l'occupation principale et habituelle.

12 délégués des consommateurs, désignés un quart par les coopératives de consommation, un quart par les associations syndicales ouvrières, la moitié par les meuniers et boulangeries coopératives agricoles ;

8 membres nommés par le ministre de l'agriculture dont 3 représentant respectivement la grande, la moyenne et la petite meunerie, 3 représentant le commerce des grains, dont 1 représentant le petit commerce, 1 représentant les négociants importateurs ou exportateurs, 1 délégué des courtiers proposés par la fédération des syndicats de courtiers en grains ; 1 représentant la boulangerie, 1 représentant la caisse nationale de crédit agricole ;

- 1 représentant des producteurs de blé dur ;
- 1 représentant des semouliers.

Les fonctions de membre du comité national sont gratuites.

Art. 11. — Chaque année, entre le 15 juillet et le 15 septembre, le ministre de l'agriculture soumet à l'examen du comité national la documentation recueillie en application des articles 6 et 7 de la présente loi, ainsi que les évaluations officielles de la récolte de céréales résultant des enquêtes prescrites par le décret du 27 août 1902, afin de le mettre en mesure d'apprécier l'importance et la répartition sur le territoire des quantités de céréales disponibles pour les besoins généraux de la consommation.

Le comité détermine, d'après les conditions de la production du blé en France, le cours au-dessous duquel le ministre de l'agriculture pourra ordonner la mise en application des mesures prévues aux titres V, VI et VII de la présente loi.

Le comité doit obligatoirement être consulté :

1° Sur les quantités de blés qui peuvent être éventuellement stockées ou reportées ;

2° Sur la quantité de blés étrangers dont l'importation est à prévoir au cours de la campagne, pour assurer l'approvisionnement du pays ;

3° Sur les conditions d'application des règlements administratifs à élaborer en matière de déclaration des blés et farines ou de taxation des farines et du pain ;

4° Sur les moyens propres à compenser les importations de blés exotiques par des exportations de blés ou de farines indigènes ;

5° Sur les emplois du blé à des usages autres que l'alimentation humaine et la fabrication de l'alcool ;

6° Sur les réclamations formulées par les intéressés au sujet de l'application des taxes et redevances prescrites par l'article 21 ci-après ;

7° Sur le programme des dépenses engagées ou à engager pour assurer l'exécution des mesures nécessaires à l'organisation et à la défense du marché du blé ;

8° Sur la fixation du poids spécifique et du degré d'impuretés des blés. Un décret, pris annuellement par le ministre de l'agriculture, déterminera le poids spécifique ainsi que les réfections ou bonifications à opérer par degré, en moins ou en plus ;

9° Sur toutes mesures qui pourraient être proposées pour lutter contre un développement anormal de production du blé qui serait dangereux pour l'équilibre du marché.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le Gouvernement pourra prendre tous décrets et tous arrêtés pour l'application de la présente loi pour la campagne 1933-1934 en attendant la constitution du comité.

TITRE III *bis*

COTATION DES BLÉS ET FARINES

Art. 12. — Les cotations du blé et de la farine au marché libre s'établissent par régions commerciales et naturelles déterminées par le comité.

Par dérogation aux dispositions de la loi du 18 juillet 1866, ces cotations sont établies par les soins de comités de cote régionale comprenant, en nombre égal, des représentants de chambres d'agriculture et de chambres de commerce. Parmi ces derniers, figurera un représentant des courtiers assermentés de ladite région.

Un décret pris sur la proposition du ministre de l'agriculture et du ministre du commerce et de l'industrie fixera, en application du présent article, les conditions dans lesquelles les opérations en blé et en farine devront être conclues pour permettre aux comités de cote d'établir la moyenne la plus exacte des prix pratiqués.

Art. 13. — A dater du 1^{er} janvier 1934, dans les bourses de commerce et marchés réglementés, la cote des farines devra être accompagnée de l'indication du taux d'extraction de ces farines et du résultat de leur examen à l'extensimètre ou tout autre appareil agréé par le ministre de l'agriculture, destiné à déterminer leur valeur boulangère.

TITRE IV

STOCKAGE DES BLÉS ET ORGANISATION DE LA VENTE ÉCHELONNÉE

Art. 14. — Le ministre de l'agriculture peut, dans la limite des recettes prévues à l'article 21 ci-après, engager les dépenses nécessaires pour assurer, par des groupements agricoles légalement constitués et agréés par le ministre de l'agriculture, la constitution de stocks de blés destinés à une vente échelonnée.

Le ministre fixera les conditions des contrats parmi lesquelles l'engagement du groupement agricole de vendre progressivement les blés stockés selon un échelonnement déterminé, les mesures de contrôle à exercer et la rémunération qui comprend, du jour du contrat à celui de la vente, l'intérêt du capital engagé calculé d'après le taux des avances sur titres de la Banque de France et une allocation de 5 fr. par quintal et par an, représentant les frais de toute nature et le bénéfice consenti.

Un décret rendu sur la proposition des ministres de l'agriculture et du budget déterminera les mesures d'application et de contrôle nécessaires pour assurer l'exécution du présent article.

TITRE V

REPORT DES BLÉS

Art. 15. — Si l'évaluation de la récolte et des stocks visés à l'article 7 permet de présumer que les disponibilités, compte tenu des stocks commerciaux, excéderont les besoins de la consommation, le ministre de l'agriculture peut, dans la limite des crédits rattachés au budget de son département, en application de l'article 21 ci-après, autoriser le stockage et l'achat de tout ou partie de la récolte excédentaire avec paiement et livraison différés au plus tard jusqu'au quatrième trimestre de l'année en cours ou de l'année suivante, si la décision intervient entre la fin de la campagne et le 1^{er} janvier. Une clause spéciale doit

permettre la résiliation du marché en cas de hausse, ainsi que la non-livraison à l'époque indiquée contre paiement d'une indemnité compensatrice. La prime de report sera calculée dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article précédent.

Art. 16. — Dans la limite du quart des quantités reportées en exécution de l'article 35 de la loi du 31 mars 1933, les contrats et marchés des groupements effectuant le report pourront être résiliés avant le 30 septembre 1933, avec paiement de l'indemnité de résiliation prévue, à la condition que les blés en question seront dénaturés ou exportés.

Art. 17. — Un décret rendu sur la proposition du ministre de l'agriculture peut fixer la quantité minimum de blé indigène stocké ou reporté dans les conditions ci-dessus, que les meuniers devront obligatoirement mettre en mouture. Les infractions à ce décret seront punies des peines prévues à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1929.

TITRE VI

DÉNATURATION DES BLÉS ET DES FARINES

Art. 18. — Dans le cas visé à l'article 15 et dans la limite des crédits rattachés au budget de son département par application de l'article 21 ci-après, le ministre de l'agriculture peut engager les dépenses nécessaires au paiement de primes destinées à encourager l'utilisation des blés indigènes et des farines basses prévues par l'article 2 à des usages autres que l'alimentation humaine et la fabrication de l'alcool. Les blés et les farines basses bénéficiant desdites primes de dénaturation doivent être dénaturés préalablement à leur emploi sous le contrôle des fonctionnaires habilités à cet effet par le ministre de l'agriculture.

L'utilisation des blés dénaturés ainsi que des farines qui proviennent en tout ou partie de leur mouture pour l'alimentation humaine ou pour la fabrication de l'alcool, est passible des sanctions édictées par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1929 sans préjudice des peines susceptibles d'être encourues pour infraction à la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes.

Art. 19. — Un décret contresigné par le ministre de l'agriculture et le ministre du budget déterminera les conditions d'application de l'article précédent, notamment les mesures de contrôle nécessaires applicables aux blés et farines auxquels pourra s'appliquer la prime, le taux de celle-ci ne pouvant dépasser l'écart entre le cours du blé et des farines basses et celui des céréales secondaires indigènes.

TITRE VII

EXPORTATION COMPENSATRICE DES BLÉS

Art. 20. — Les exportations de blés indigènes, soit en nature, soit sous forme de farines, pourront donner lieu au remboursement total ou partiel du droit de douane en vigueur lors de l'exportation en recourant

de préférence aux bons de compensation. En aucun cas ces bons ne pourront être utilisés à des importations de blé et farines exotiques. Cette opération d'exportation s'effectuera par priorité par les agriculteurs et les groupements agricoles ou pour leur compte.

Les dépenses nécessitées par les mesures visées au présent article sont imputées sur les crédits rattachés au budget du ministère de l'agriculture par application de l'article 24 de la présente loi.

Un décret rendu dans le mois de la promulgation de la loi sur la proposition des ministres de l'agriculture et du budget déterminera les mesures d'application et de contrôle nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions du présent article.

TITRE VIII

MOYENS FINANCIERS

Art. 21. — Les ressources nécessaires à l'exécution des mesures de défense du marché du blé par application des dispositions qui précèdent, sont constituées jusqu'à concurrence de 300 millions de francs par an, par :

1° Le tiers du produit net des droits de douane perçus à l'importation des blés de toute origine ;

2° Le produit des amendes prévues en cas d'infraction, aux prescriptions de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1929, des articles 1^{er}, 2, 7, 17 et 21 de la présente loi, ainsi que les articles 1^{er}, 2 et 3 de la loi du 14 avril 1933 ;

3° Le produit d'une taxe de 2 fr. par quintal sur les riz et les céréales secondaires importés des pays étrangers autres que les pays de protectorat et sous mandat ;

4° Le produit d'une taxe à la mouture recouvrée dans les conditions fixées à l'article 22 ci-après ;

5° Le produit d'une surtaxe de 0 fr. 05 pour mille, perçue en addition du droit prévu par l'article 9 de la loi du 27 février 1912 et l'article 40 de la loi du 4 avril 1926, sur les opérations concernant les céréales.

Art. 22. — La taxe à la mouture prévue à l'article 21 est due par tous les exploitants de moulins.

Elle est établie, contrôlée, recouvrée et poursuivie comme en matière de contributions indirectes.

Elle est assise sur les quantités totales de blés mises en œuvre dans l'année par chaque exploitant, dans un ou plusieurs moulins. Elle est calculée de la manière suivante :

La fraction inférieure à 12.000 quintaux est exonérée.

Pour la partie supérieure à 12.000 quintaux, le taux est fixé à :

0 fr. 50 par quintal sur la fraction comprise entre 12.001 et 50.000 quintaux ;

0 fr. 75 par quintal sur la fraction comprise entre 50.001 et 100.000 quintaux ;

1 fr. par quintal sur la fraction comprise entre 100.001 et 200.000 quintaux ;

1 fr. 25 par quintal sur la fraction comprise entre 200.001 et 300.000 quintaux ;

1 fr. 50 par quintal sur la fraction excédant 300.000 quintaux.

La taxe à la mouture est acquittée mensuellement au vu de déclarations souscrites par le contribuable dans les dix premiers jours du mois pour le mois qui précède.

Dans les quinze jours qui suivront la promulgation de la présente loi, tous les exploitants de moulins seront tenus de souscrire à la recette ruraliste des contributions indirectes de leur exploitation une déclaration énonçant :

1° Leurs nom, prénoms et adresse ;

2° La situation du moulin qu'ils exploitent ;

3° La quantité de blé soumise au broyage au cours de l'année précédente.

A titre transitoire, les paliers prévus pour l'application du tarif seront réduits de moitié pour les six derniers mois de l'exercice 1933.

Toute infraction aux dispositions du présent article et à celles des décrets rendus pour son exécution sera punie d'une amende en principal de 250 fr., indépendamment du quintuple des droits fraudés ou compromis.

Art. 23. — Tout industriel qui voudra se livrer à la mouture du blé devra en faire la déclaration huit jours à l'avance à la recette ruraliste du lieu de l'exploitation.

Art. 24. — Les recettes effectuées en exécution de l'article 21 de la présente loi sont centralisées à un compte ouvert dans les écritures du Trésor.

Des prélèvements seront effectués au profit du budget sur l'actif de ce compte à concurrence des sommes nécessaires pour le paiement des dépenses prévues aux titres IV V, VI et VII de la présente loi.

Des prélèvements pourront être faits également pour le paiement des frais de personnel et de matériel entraînés par l'application de la présente loi, dans la limite fixée chaque année par la loi de finances. Cette limite est fixée pour l'année 1933 à 500.000 fr.

Des décrets rendus sur la proposition des ministres de l'agriculture et du budget ouvriront des crédits au budget du ministère de l'agriculture pour une somme égale au montant desdits prélèvements.

Art. 25. — La situation du compte prévu à l'article 24 sera arrêtée au 31 décembre de chaque année. Les recettes de l'année seront, dans la mesure où elles auront dépassé les 300 millions de francs prévus au premier alinéa de l'article 21, versées aux produits divers du budget.

Le solde créditeur, après ce versement, ne pourra excéder 400 millions de francs. Le surplus sera également versé aux produits divers du budget, après constitution initiale d'un fonds de 200 millions de francs formant la dotation d'un compte spécial d'avances à la caisse nationale de crédit agricole. Ces avances porteront intérêt à 2 %. La caisse nationale de crédit agricole utilisera ces fonds à consentir aux caisses régionales de crédit agricole, placées sous son contrôle, des avances destinées à faciliter l'attribution de prêts à court terme aux producteurs de blé.

Les intérêts de ces prêts serviront à constituer à la caisse nationale de crédit agricole un fonds de garantie pour les prêts qui pourront être accordés aux producteurs de blé.

Art. 26. — Si, au cours des deux premières années d'application de la loi, les ressources du compte spécial prévu à l'article 24 ne permettent pas d'assurer le fonctionnement efficace des mesures prévues aux titres IV, V, VI et VII de la présente loi, il pourra être fait appel à des emprunts émis par la caisse nationale de crédit agricole jusqu'à concurrence de 400 millions de francs en valeur nominale. Des décrets rendus sur la proposition du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et du ministre du budget fixeront les conditions de ces emprunts.

Le produit de ces émissions sera versé à un compte spécial ouvert dans les écritures du Trésor, les dépenses nécessitées par les opérations prévues aux titres IV, V, VI et VII de la présente loi y seront inscrites, sans qu'il puisse être fait appel aux disponibilités du compte prévu à l'article 24 avant épuisement du compte spécial prévu au présent article.

Le ministre de l'agriculture procédera à l'engagement de ces dépenses, à la liquidation des droits des créanciers et à la délivrance des ordres de paiement. L'engagement de ces dépenses sera soumis au contrôle institué par la loi du 10 août 1922.

Le compte spécial prévu au présent article devra, en toute circonstance, être clos au plus tard le 31 décembre 1925. Le solde en sera, s'il y a lieu, versé en dotation à la caisse nationale de crédit agricole.

Les frais d'émission, le service et le remboursement des emprunts prévus au présent article seront assurés par priorité, au moyen des disponibilités du compte prévu à l'article 24 ; le remboursement devra être achevé dans un délai maximum de dix ans.

En attendant la réalisation des emprunts prévus à l'alinéa 1^{er} et jusqu'au 1^{er} janvier 1935, la caisse nationale de crédit agricole pourra affecter au compte spécial prévu au présent article, dans la limite fixée par décret contresigné par le ministre des finances, le produit des avances que le ministre des finances a été autorisé à lui faire en vertu de l'article 2 de la loi du 26 janvier 1933.

TITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 27. — L'importation des blés tendres en admission temporaire est suspendue pendant deux mois ; seront toutefois admises les marchandises que l'on justifiera avoir été expédiées directement pour la France ou achetées avant le 15 juin 1933.

Un décret publié avant l'expiration des deux mois et contresigné par les ministres de l'agriculture, du commerce et du budget fixera les conditions dans lesquelles sera obligatoirement réexportée, dans un délai qui ne pourra pas excéder deux mois, l'intégralité des produits de la mouture à l'exception des sons.

Le recours à l'expertise légale en matière de farine est supprimé ; en cas de contestation, les résultats constatés par les laboratoires du ministère des finances seront tenus pour définitifs.

Art. 28. — Le ministre de l'agriculture est autorisé à fixer par arrêté la quantité minimum d'amidon provenant de la mouture que les sons et autres issues vendus par les meuniers et négociants doivent contenir.

Art. 29. — Toute infraction à l'article précédent sera passible des peines prévues par la loi du 1^{er} août 1905.

Art. 30. — Des décrets contresignés par le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et le ministre du budget détermineront les conditions d'application de la présente loi.

Art. 31. — La présente loi sera applicable à l'Algérie, à la charge de son budget spécial.

Un décret contresigné par les ministres de l'agriculture, des finances et de l'intérieur fixera le prix minimum au-dessous duquel le quintal de blé dur et de blé tendre de provenance des trois départements algériens ne pourra être vendu, entre le 15 juillet 1933 et le 15 juillet 1934, et après avis des chambres d'agriculture d'Algérie.

Ce décret déterminera aussi les modalités d'application à l'Algérie des mesures prévues par la présente loi, et les assemblées algériennes, indépendamment des ressources prévues aux paragraphes 1^o et 2^o de l'article 21 de la présente loi, seront appelées à fixer conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 19 décembre 1900, les recettes à centraliser au compte spécial à ouvrir dans les écritures du Trésor.

Les taxes prévues dans le projet de loi seront, à titre exceptionnel, perçues en Algérie, aussitôt après le vote des assemblées algériennes, jusqu'à ce que ce vote ait pu être soumis à l'approbation du Parlement.

Art. 32. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 10 juillet 1933.

Albert LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre de l'agriculture,
Henri QUEUILLE.

*Le ministre du commerce
et de l'industrie,*
Louis SERRE.

Le ministre des finances,
Georges BONNET.

Le ministre du budget,
Lucien LAMOUREUX.

ANNEXE N° 2

Table des lois, décrets et arrêtés concernant le blé du 1^{er} Décembre 1929 au 15 Juin 1934

Admission temporaire.

Loi du 1^{er} décembre 1929.
Décret du 20 mai 1930.
Décret du 10 juillet 1931.
Loi du 10 juillet 1933.
Décret du 1^{er} septembre 1933.
Décret du 31 mars 1934.
Arrêté du 14 septembre 1933.
Arrêté du 4 avril 1934.

Allocations de primes. Conditions.

Loi du 26 janvier 1933 (art. 1).
Loi du 14 avril 1933.

Blutage (taux d'extraction).

Décret du 11 décembre 1932.
Loi du 10 juillet 1933.
Décret du 6 septembre 1933.
Décret du 4 octobre 1933.
Loi du 28 décembre 1933.
Décret du 16 janvier 1934.
Décret du 28 avril 1934 (régime des farines basses).

Caisse nationale de crédit agricole.

Loi du 26 janvier 1933.
Loi du 10 juillet 1933.
Décret du 6 août 1933.
Décret du 2 septembre 1933.
Décret du 11 novembre 1933.
Arrêté du 11 novembre 1933.
Décret du 16 novembre 1933.
Loi du 28 décembre 1933.
Loi du 17 mars 1934.
Décret du 15 avril 1934.

Chambres départementales d'agriculture.

Loi du 6 juillet 1931, modifiant la loi du 3 janvier 1934.
Circulaire du 16 janvier 1933.
Loi du 4 mars 1934, (art. 15 et 16).

Comité national et comités départementaux.

Loi du 10 juillet 1933.
Décret du 7 septembre 1933.
Arrêté du 14 novembre 1933.
Décret du 16 novembre 1933.
Arrêté du 29 novembre 1933.
Liste des candidats : 28 novembre et 16 décembre 1933.
Arrêté du 16 décembre 1933.

Contrôle.

Loi du 10 juillet 1933.
Décret du 27 juillet 1933.
Décret du 17 septembre 1933.
Loi du 28 décembre 1933.
Arrêté du 1^{er} mars 1934.
Décret du 17 avril 1934.

Comités interprofessionnels

Décret du 18 janvier 1934.
Arrêté du 26 janvier 1934.
Arrêté du 18 février 1934.
Arrêté du 1^{er} mars 1934.

Cotations.

Loi du 10 juillet 1933.

Déclaration des emblavures.

Loi du 10 juillet 1933.
Loi du 28 décembre 1933.

Déclaration des stocks.

Loi du 10 juillet 1933, (art. 4).
Décret du 18 juillet 1933. Arrêté du 18 juillet 1933.
Décret du 29 juillet 1933 (Algérie).
Décret du 28 décembre 1933.
Décret du 4 janvier 1934.

Dénaturation.

Loi du 10 juillet 1933.
Décret du 5 août 1933.
Arrêté du 5 août 1933.
Arrêté du 24 août 1933.
Décret du 2 septembre 1933.
Arrêté du 5 septembre 1933.
Décret du 7 novembre 1933.

Arrêtés du 8 novembre 1933.
Arrêté du 15 décembre 1933.
Arrêté du 6 février 1934.
Décret du 23 février 1934.

Droits de douane.

Loi du 1^{er} décembre 1929.
Décret du 12 mai 1930.
Loi du 22 mars 1934.
Loi du 25 mars 1934.

Exportation.

Loi du 10 juillet 1933 (art. 10).
Décret du 22 juillet 1933.
Arrêté du 26 juillet 1933.
Décret du 4 octobre 1933.
Décret du 11 octobre 1933.
Suspension : Avis aux exportateurs : J. O. 2 décembre 1933.
Décret du 26 janvier 1934.

Maïs et blés durs (admission temporaire).

Loi du 31 juillet 1933.
Décret du 1^{er} et du 2 août 1933.
Décret et arrêté du 9 janvier 1934.
Arrêté du 12 janvier 1934.

Maroc.

Contingent : Décret du 16 mai 1933.
Prix : Décret du 6 septembre 1933.

Pourcentage d'emploi.

a) *Blés indigènes :*

Loi du 1^{er} décembre 1929 — Décret du 2 décembre 1932.
Décret du 19 décembre 1932 (99 %).
Décret du 25 mars ; effet 16 avril 1933 (100 %).

b) *Blés reportés :*

Décret du 18 août 1933.
Décret du 21 octobre 1933.
Décret du 23 novembre 1933.

c) *Blés déclarés de 1932 :*

Arrêté du 28 décembre 1933.

d) *Blés stockés :*

Décret du 4 décembre 1933.
Décret du 23 janvier 1934.
Décret du 3 février 1934.
Arrêté du 6 février 1934.
Arrêté du 8 février 1934.

Arrêté du 15 février 1934.
Décret du 29 février 1934.
Arrêté du 9 mars 1934
Arrêté du 14 mars 1934.
Arrêté du 26 mars 1934.

e) *Suspension certificat B. I.*

Arrêté du 2 février 1934.
Arrêté du 6 février 1934.
Arrêté du 8 février 1934.
Arrêté du 15 février 1934.
Arrêté du 9 mars 1934.
Arrêté du 14 mars 1934.

f) *Blés durs :*

Décret du 16 février 1934 (Algérie).

Céréales secondaires.

Décret du 22 décembre 1934.
Décret du 12 février 1934

Prix minimum.

Loi du 10 juillet 1933.
Décret du 13 juillet (Algérie).
Arrêté du 13 juillet 1933.
Décret du 27 juillet 1933.
Arrêté du 18 novembre 1933 (impûretés).
Décret du 22 décembre 1933.
Loi du 28 décembre 1933.
Décret du 1^{er} mars 1934.
Loi du 17 mars 1934.
Décret et arrêté du 30 mars 1934.

Résiliation des marchés de blé. Indemnité de résiliation.

Décret du 18 août 1933.

Report.

Loi du 26 janvier 1933.
Décret du 9 février 1933.
Loi du 10 juillet 1933.
Décret du 18 août 1933.
Loi du 17 mars 1934.

Indemnités, transport blés reportés.

Décret du 11 juillet 1932 (article 8).
Décret du 22 novembre 1932.
Décret du 18 août 1933.
Arrêté du 18 novembre 1933.
Arrêté du 28 décembre 1933.
Décret du 15 avril 1934.

Stockage.

Loi du 30 avril 1930.
 Décret du 31 mai 1930.
 Décret du 6 septembre 1930.
 Décret du 12 octobre 1932. Circulaire du 12 octobre 1932.
 Loi du 26 janvier 1933.
 Décret du 9 février 1933.
 Décret du 8 mars 1933.
 Loi du 14 avril 1933.
 Décret du 27 avril 1933.
 Loi du 31 mai 1933.
 Loi du 10 juillet 1933.
 Décret du 17 août 1933.
 Cahier des charges (mortificatif : 12 novembre 1933).
 Avis de suspension : 28 décembre 1933.
 Additif au cahier des charges annexé au décret du 17 août 1933
 (J. O. du 20 février 1934).
 Avis aux meuniers : emploi des blés stockés par les coopératives.
 (J. O. du 24 février 1934).
 Arrêté du 18 février 1934.
 Décret du 1^{er} mars 1934. (Indemnités transports).
 Arrêté du 1^{er} mars 1934.
 Arrêté du 2 mars 1934.
 Arrêté du 9 mars 1934.
 Arrêté du 14 mars 1934.
 Loi du 17 mars 1934.
 Arrêté du 26 mars 1934.

Indemnité de transport.

Décret du 1^{er} mars 1934.
 Arrêté du 1^{er} mars 1934
 Arrêté du 2 mars 1934.
 Loi du 17 mars 1934.
 Décret du 20 mars 1934.
 Arrêté du 17 avril 1934.

Succédanés.

Loi du 1^{er} décembre 1929.
 Arrêté du 12 janvier 1934.
 Décret du 20 mars 1934.
 Loi du 22 mars 1934.

Taxe à la production.

Loi du 28 décembre 1933.
 Décret du 28 décembre 1933.
 Loi du 17 mars 1934.
 Décret du 16 avril 1934.

Valeur boulagère (commission).

Arrêté du 28 décembre 1933.

Vu :

Nancy, le 16 Juin 1934

Le Président de la Thèse,

F. DE MENTHON.

Vu :

Nancy, le 18 Juin 1934

Le Doyen de la Faculté de Droit,

F. SENN.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 19 Juin 1934

Le Recteur de l'Académie de Nancy,

L. BRUNTZ.

Président du Conseil de l'Université.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- AUGÉ-LARIBÉ. — L'agriculture : Les cahiers du « Redressement français » (n° 5).
- BÉGUIN. — Contre le monopole du blé, (Genève 1924).
- BORET (V.). — Pour et par la terre. Pour et contre la terre.
- CAZIOT. — La vérité sur la richesse agricole.
- CONVERT. — L'industrie agricole.
- DONON (Marcel). — Rapport sur la loi de stockage des blés : Paris 31 mars 1930.
- DUVAL. — Rapport sur les conditions de vente des blés indigènes : chambre n° 2364. Paris, 7 novembre 1929.
- FELS (Marthe de). — Terre de France, Vauban, (1933).
- FOVILLE (de). — Le prix du blé et l'influence des droits de douane, 1891.
- GARNIER. — La main-d'œuvre agricole (Les cahiers du red. français n° 5).
- D'HAUTESERVE. — Le blé au Canada. Paris 1931.
- H. et J. HITIER. — Les problèmes actuels de l'agriculture, 1923.
- L'intervention de l'Etat dans le domaine agricole, 1918.
- LALIÈRE. — Les céréales.
- LAMBERT. — L'industrie agricole et celle des transports, 1908.
- MACHEFEL. — La production et le commerce des céréales 1926.
- MELINE. — Le retour à la terre, le salut par la terre.
- MUSSET (René). — Le blé dans le monde. Nancy 1923.
- PRINTEN. — Par et pour les paysans. L'entente paysanne.
- QUEILLE (H.). — Le drame agricole (Paris 1932).
- RISLER. — La crise agricole. (Paris 1932).
- SAVOIE. — Meunerie, boulangerie, pâtisserie, 1922.
- SERCA. — La richesse agricole et la prospérité, 1921.
- SOUCHON. — Les cartels de l'agriculture en Allemagne (Paris 1903).
- TIBAL. — La crise des Etats agricoles européens, La Flèche, 1932.
- WAUTERS. — La réforme agraire en Europe, (Bruxelles 1928).
- YOLE. — Le malaise paysan.
- ZOLA (D.). — La crise agricole, 1903.
- Le blé et les céréales, 1909, Paris.

THESES

- AUGELINI. — Politique du contingentement d'importation, Paris 1933.
- BEAURIEUX (Noël). — Le prix du blé en France au 19^e siècle, (Paris 1909).
- BOUILLON. — La vente coopérative des céréales. Caen 1908.
- CLÉMENT. — Le régime douanier des céréales et la mévente du blé. (Grenoble 1901).

- CARRÉ. — Necker et la question des grains au 18^e siècle, Paris 1903.
CANTENOT. — La question du blé depuis la guerre, (Paris 1930).
CHALES. — La transformation du problème douanier relativement au blé, Paris 1901.
CHAPRON. — De l'admission temporaire du froment.
CHENEBAUX. — L'admission temporaire, Bordeaux 1904.
COULET. — Mouvement syndical et coopératif de l'agriculture, Paris 1898.
DANNEMULLER. — La politique française du blé. L'expérience d'hier et le problème de l'heure présente. (Fribourg 1924).
DENAIS. — Histoire de l'échelle mobile des céréales, (Paris 1901).
DINET. — Le commerce extérieur français et la crise économique, (Nancy, 19 décembre 1933).
DODY. — De l'influence de la variation des prix sur la consommation, (Dijon 1928).
FERGANUT (B.). — Le redressement agricole par l'association professionnelle, (Paris, juin 1932).
FROGET. — De l'admission temporaire et de la mévente des blés. Dijon 1903.
GALLOIS. — La politique des contingents, Paris 1933.
LAMOR. — Le problème national et international du blé (Paris 1931).
LANGLOIS. — La politique du blé en France de 1914 à 1925 : Paris 1926.
LAUTMANN (J.). — Quelques aspects nouveaux du protectionnisme en Europe (Paris 1933).
MERVEILLEUX DU VIGNAUX. — La réforme de la loi du cadenas en France, Paris 1932.
MEUNIER. — Les associations agricoles (thèse 1911).
MORAS (Adrien). — La crise du blé, (Lyon 1902).
NIGAY. — La taxation française du blé, 1914-1919. Lyon.
NISTOR. — Le commerce extérieur français après la guerre, Paris 1927.
PAISANT. — L'admission temporaire des blés et le bon d'importation, Paris 1901.
RIVIERE. — Aspect agricole de la crise mondiale de surproduction, Paris 1929.
SCHACHMANN. — Le commerce mondial des céréales et ses répercussions sur la culture du blé en France, (Grenoble 1931).
SEULESCO. — Coopératives et ententes agricoles pour la vente du blé (1931).
SIROL (Jean). — Les problèmes français du blé, Paris 1934.
TOMITCH. — Contingentement et commerce international, (Nancy 1933).

PERIODIQUES DIVERS

Revue d'économie internationale.
L'économiste français.
L'Est économique.
Le coopérateur de France.
Le journal des économistes.
Le Mois. Revue politique et parlementaire.
L'opinion. Revue d'économie politique.
Revue économique internationale.

PERIODIQUES AGRICOLES

- Bulletin de l'A. G. P. B. (Association Générale des Producteurs de blé.
Bulletin de la C. N. A. V. T. B. (Confédération Générale des associations
de vente et de transformation du blé).
L'association agricole : C.N.A.A. Confédération nationale des Associations
Agricoles.
La revue des agriculteurs de France.
Le Progrès agricole.
La gazette du village.
L'action agricole.
Le journal d'agriculture pratique.
La vie agricole et rurale.
Le courrier agricole.
Le bulletin agricole.
L'espoir français.
L'Europe nouvelle.
L'Est européen agricole.
Annales de la mutualité et de la coopération agricole.
Le terrien de France.
La nouvelle France agricole.
Le rural moderne.
Rustica.
Le bon grain.
La vie à la campagne.
Du blé au pain.
Bulletin du syndicat national des Journaux agricoles français.
L'animateur des temps nouveaux. (20 janvier 1933).
Bulletin de l'office central de la main-d'œuvre agricole.
12, 13, 14 et 15. Congrès de l'agriculture française, (Paris 1930, Vichy 1931,
Lyon 1932, Blois 1933).
Revue internationale d'agriculture de Rome.
L'A. G. P. V. (Association Générale des producteurs de viande).
L'union ovine.
Bulletin de la Statistique Générale de la France.
Cote Bodenheimer : 1932-1933.
Revue agricole et viticole de Champagne.
Terre de Bourgogne.
La revue agricole de l'Aube.
L'union du Sud-Est.
La Lorraine agricole.
La terre Lorraine.
L'agriculture du Pays d'Auge.
Le bulletin des agriculteurs de l'Oise.
L'agriculteur de l'Ain.
L'union des syndicats agricoles des Vosges.
Bulletin de l'Union beaujolaise des syndicats agricoles.
Bulletin du syndicat agricole du Bassigny.
Bulletin du syndicat agricole central d'agriculture de l'Hérault.

Bulletin de la Société d'agriculture du Cher.
Bulletin de la Société centrale de l'Aude.
Bulletin de la Société centrale des Ardennes.
La Haute-Marne agricole.
Maître Jacques (Société d'agriculture des Deux-Sèvres).
Bulletin du syndicat patronal de la boulangerie de Nancy.
Nancy agricole et colonial.

JOURNAUX DIVERS

Le Journal Officiel (discussion et vote des lois du 10 juillet, du 28 décembre 1933 et du 17 mars 1934).
Le Temps.
Le Capital.
Le Jour.
Bulletin de l'office des renseignements agricoles.

JOURNAUX AGRICOLES

Le Paysan.
Le Soc.
Le Fermier.
La Feuille d'Informations.
La Solidarité.
Fertilité.
Les Agriculteurs de France.
La Gazette Agricole.
Le Conseil Agricole.
L'Action rurale.
Le Moniteur agricole.
La Voix de la Terre.
Agriculture et mutualité.
Le Travailleur de la Terre.
Le Petit Meunier.
Le Bulletin des Halles.
L'Elevage français.
La Terre d'Auvergne.
La Terre Tourangelle.
Le Journal Agricole d'Alsace et de Lorraine.
La Terre Meusienne.
La Manche Agricole.
L'Echo des Campagnes et le Cultivateur Comtois.
L'Agriculture du Centre.
Bulletin du Syndicat des Agriculteurs de la Manche.
Le Paysan Lorrain.
L'Agriculture du Nord.
L'Agriculteur de l'Ouest.
Le Bulletin Agricole de l'Est.

ARTICLES DE REVUES

Revue politique et parlementaire

- La crise mondiale et la politique douanière et contractuelle de la France :
10 janvier 1933, p. 3 (R. P. Duchemin).
La lutte contre le dumping : 10 février 1933, p. 244.
La défense du marché du blé : 10 mai 1933, p. 350 (Louis Pichat).
La Conférence de Londres : 10 juillet 1933, p. 85 (Georges Lachapelle).
La taxation du prix du blé : 10 juillet 1933, p. 79 (Louis Pichat).
La crise agricole aux Etats-Unis : 10 juillet 1933, p. 108 (Pierre Fromont).

Journal des Economistes

- Les prix et la crise : février 1933, p. 113 (Michel Carsow).
L'aide financière à l'agriculture en Pologne : mars 1933, p. 243 (L. Kra-
wulski).
L'adoption d'un prix minimum pour le blé : p. 660, juillet 1933.

L'Economiste français

- La défense du marché du blé : 6 février 1933, p. 137.
La Conférence de Londres et l'économie dirigée : 1^{er} juillet 1933, p. 801
(André Liesse).
L'application de la loi sur le blé : 12 août 1933, p. 171.
La Conférence internationale du blé : 4 septembre 1933, p. 265.
La question du blé : 7 octobre 1933, p. 417 (A. Liesse).
Les belles récoltes catastrophiques : le blé : 17 février 1934, p. 195 (E.
Payen).
La législation sur les blés : 19 mars 1934, p. 324 (Dr Vajda).
La maladie protectionniste et la crise : 9 avril 1934, p. 418 (A. Liesse).
Le problème du blé : 18 juin 1934, p. 737 (André Liesse).

Revue d'économie politique

- La production en 1931 : p. 749 (1932, Augé Laribé).
Le machinisme et l'agriculture française : p. 1382 (1932, Ch. Hérisson).
La politique douanière et les accords commerciaux (p. 1029 : 1932, Jean
Naudin).

Revue des vivants

- Ordonner la consommation : B. de Jouvenel : mai 1933.
Le problème des Offices : E. Bonnefous : mai 1933.
Au secours de l'agriculture : B. de Jouvenel : mars 1934.
A l'abri du nationalisme économique : Gibson : mars 1934

**

- Politique* : La politique du blé : F. de Menthon : octobre 1933.
Revue internationale économique 1927 : La question du blé (de Felcourt).
Revue des Deux-Mondes : avril 1933.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	9
CHAPITRE PREMIER. — LE MARCHÉ FRANÇAIS DU BLE EN FACE DE LA CRISE MONDIALE	15
SECTION I. — LA CRISE MONDIALE DU BLÉ	15
I. — <i>Généralités</i>	15
II. — <i>La production</i>	15
III. — <i>Les superficies ensemencées dans le monde</i>	19
IV. — <i>La consommation</i>	20
V. — <i>La gravité de la crise</i>	22
SECTION II. — LA CRISE FRANÇAISE	26
I. — <i>La production</i>	26
II. — <i>La consommation intérieure</i>	28
A) Consommation individuelle.	
B) Consommation globale.	
III. — <i>Particularités de la crise française</i>	30
CHAPITRE II. — LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE PENDANT LA CRISE DE 1929	35
I. — <i>Le droit de douane</i>	36
II. — <i>Le pourcentage</i>	39
III. — <i>Les mesures spéciales de protection douanière</i>	41
A) Les blés nord-africains.	
B) Les blés russes.	
C) Les blés Danube.	
IV. — <i>Le contingentement des importations</i>	44
V. — <i>La réforme de l'admission temporaire</i>	49
VI. — <i>Le permis d'importation</i>	53
VII. — <i>Les avantages accordés à l'exportation</i>	54

	Pages
VIII. — <i>L'organisation du stockage</i>	57
A) La construction des silos et des magasins.	
B) La conservation de la récolte ; la prime de conservation.	
APPENDICE. — <i>Les projets d'organisation de la vente et du stockage : L'office national du blé</i>	61
a) Projet socialiste de M. Compère-Morel.	
b) Projet Hennessy.	
c) Projet Victor Boret.	
IX. — <i>La lutte contre la spéculation. — Réorganisation de la Bourse de Commerce de Paris</i>	69
A) La nouvelle réglementation.	
B) La représentation professionnelle sur le marché.	
X. — <i>Politique des céréales secondaires</i>	74
A) Déséquilibre des cours entre le blé et les céréales secondaires.	
B) Les causes de ce déséquilibre flagrant.	
C) Les mesures de protection et de défense.	
a) La majoration des droits de douane.	
b) La nouvelle réglementation du marché.	
c) Les autres mesures prises.	
CHAPITRE III. — L'ETAT DU MARCHE ET LA POLITIQUE DU BLE APRES LA RECOLTE DE 1932	80
SECTION I. — LA CRISE DU BLÉ APRÈS LA RÉCOLTE DE 1932	80
I. — <i>La récolte de 1932</i>	80
II. — <i>La baisse des cours</i>	82
SECTION II. — LA POLITIQUE DU BLÉ APRÈS LA RÉCOLTE DE 1932.	88
I. — <i>Les premières mesures prises</i>	88
II. — <i>La nouvelle organisation du stockage</i>	90
III. — <i>Mesures et dispositions diverses</i>	95
CHAPITRE IV. — DISCUSSION DU PROJET DE LOI DU 13 AVRIL 1933	100
SECTION I. — LE PROJET DE LOI DU 13 AVRIL 1933	100
I. — <i>Analyse</i>	101
1° Les mesures relatives à l'évaluation des disponibilités.	

- 2° Le comité d'organisation et de contrôle du marché.
- 3° Le stockage et la vente échelonnée.
- 4° Le report.
- 5° La dénaturation.
- 6° L'exportation compensatrice des blés.
- 7° Les moyens financiers.

II. — *Critique* 106

- 1° L'évaluation des disponibilités.
- 2° Les attributions du comité d'organisation et de contrôle du marché des céréales.
- 3° L'exportation compensatrice des blés.
- 4° Les moyens financiers.

SECTION II. — LA DISCUSSION PARLEMENTAIRE 111

I. — *La discussion générale* 111

II. — *Les différents contre-projets* 113

Le contre-projet Margaine.

Le contre-projet Salmon.

Le contre-projet Monnet.

Le contre-projet Chasseigne.

Que faut-il penser de ces contre-projets ?

III. — *Les discussions devant les Commissions de la Chambre des Députés* 122

IV. — *Les discussions devant la Chambre des Députés.* 123

A) La discussion générale.

B) La discussion des articles.

V. — *Le projet devant les Commissions du Sénat* 131

VI. — *La discussion du projet au Sénat* 134

a) Réduction du taux de blutage.

b) Suppression de l'admission temporaire.

c) Evaluation des disponibilités.

d) Comité national du blé.

e) Le stockage.

f) Le report.

g) La dénaturation des blés.

h) L'exportation.

i) Les moyens financiers.

VII. — *Les dernières discussions* 145

	Page
CHAPITRE V. — LA LOI DU 10 JUILLET 1933	152
SECTION I. — LE PRIX MINIMUM	153
SECTION II. — ORGANISATION ET DÉFENSE DU MARCHÉ	164
§ 1. — <i>Les mesures d'organisation du marché</i>	164
A) La réglementation du taux de blutage.	
B) La fixation d'une proportion déterminée d'amidon dans le son.	
C) La cotation des blés et des farines.	
D) Stockage et vente échelonnée des blés.	
E) L'admission temporaire.	
§ 2. — <i>Les mesures de soutien du marché</i>	172
A) Le report.	
B) La dénaturation des blés et des farines.	
C) L'exportation compensatrice.	
SECTION III. — LES MESURES NÉCESSAIRES AU FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME	179
I. — <i>Evaluation des disponibilités</i>	180
II. — <i>Les comités d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales et leurs attributions</i>	182
A) Les comités départementaux.	
B) Le comité national.	
C) Les moyens de financement.	
a) Mobilisation à terme.	
b) Mobilisation immédiate.	
SECTION IV. — JUGEMENTS SUR LA LOI	189
I. — <i>La loi du 10 juillet devant l'opinion</i>	189
II. — <i>Notre avis</i>	192
III. — <i>Les conditions de succès de la loi</i>	195
IV. — <i>La loi et l'économie dirigée</i>	198
CHAPITRE VI. — LES RESULTATS IMMEDIATS DE LA LOI DU 10 JUILLET 1933	202
SECTION I. — LA HAUSSE DES PRIX	202
SECTION II. — LA MÉVENTE DU BLÉ	207

	Pages
SECTION III. — LES DIFFICULTÉS D'APPLICATION DES DIVERSES MESURES PRÉVUES PAR LA LOI	212
I. — <i>L'admission temporaire</i>	212
II. — <i>L'exportation</i>	215
III. — <i>La dénaturation</i>	216
IV. — <i>Le taux d'extraction</i>	218
V. — <i>Le stockage</i>	219
VI. — <i>Les moyens de financement</i>	220
VII. — <i>La loi du 10 juillet et le commerce</i>	221
 CHAPITRE VII. — LA LOI DU 28 DECEMBRE 1933	 226
SECTION I. — EXPOSÉ DE LA LOI	227
I. — <i>Garantie du prix minimum</i>	227
II. — <i>Transport des blés et usages locaux</i>	228
III. — <i>Rémunération du commerce</i>	229
IV. — <i>Culture du blé</i>	229
V. — <i>Taxe sur le blé</i>	230
VI. — <i>Le blutage</i>	232
VII. — <i>Les amendes fiscales</i>	233
VIII. — <i>Dispositions diverses</i>	234
 SECTION II. — CRITIQUE DE CETTE LOI	 235
 CHAPITRE VIII. — LA LOI DU 17 MARS 1934	 238
SECTION I. — ANALYSE	238
I. — <i>Paiement du blé</i>	239
II. — <i>Blocage-report du blé</i>	241
III. — <i>Mesures tendant à résorber l'excédent de blé :</i> <i>les acquits de farine</i>	244
IV. — <i>Taux d'extraction</i>	248
V. — <i>Exportation des farines basses</i>	248
VI. — <i>Réforme du régime de l'admission temporaire</i>	249
VII. — <i>Régime des échanges</i>	249
VIII. — <i>Contrôle : agents de surveillance</i>	251
IX. — <i>Dispositions diverses</i>	251
 SECTION II. — CRITIQUE	 252

	Pages
CHAPITRE IX. — LA SITUATION PROVOQUEE PAR LA CRISE DU BLE ET LA POLITIQUE DU BLE EN JUN 1934	255
SECTION I. — LES DIFFICULTÉS DE LA POLITIQUE DU BLÉ EN JUN 1934	255
A) Les mesures à envisager pour la défense du mar- ché du blé au cours de la prochaine campagne.	
a) Les différentes méthodes.	
b) Les moyens de les réaliser.	
α) Blocage à la ferme.	
β) Blocage hors de la ferme.	
B) Le sort du prix minimum.	
C) Le nouveau projet gouvernemental.	
D) Projet de loi d'organisation du marché du blé.	
SECTION II. — LES RÉPERCUSSIONS DE LA LOI	265
1° <i>La crise du blé et le marché des céréales secon- daires</i>	265
A) Les faits : la baisse des cours.	
B) Les conséquences de cette crise.	
2° <i>Les répercussions de la crise du blé sur l'élevage.</i>	267
CONCLUSION	
LES BASES D'UNE POLITIQUE STABLE DU BLÉ	273
I. — <i>Défense du marché français</i>	273
II. — <i>Le problème de la qualité</i>	275
III. — <i>Le prix de revient</i>	276
IV. — <i>Ne faudrait-il pas réduire les emblavures ?</i>	277
V. — <i>La protection des céréales secondaires</i>	281
VI. — <i>Nécessité absolue d'une politique agricole</i>	282
BIBLIOGRAPHIE	303

